

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS

ETUDE GEOGRAPHIQUE

TOME III

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 30 MARS 1979 —

- 1982 -

ATELIER NATIONAL
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
I.D.E.A.D.
UNIVERSITE LILLE I
VILLENEUVE D'ASCQ





Digitized by the Internet Archive
in 2026

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS

ETUDE GEOGRAPHIQUE

TOME III

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 30 MARS 1979 —

- 1982 -

ATELIER NATIONAL
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
I.D.E.A.D.
UNIVERSITE LILLE I
VILLENEUVE D'ASCQ

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA RÉGION NORD - PAS DE CALAIS

ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

TOME III

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE

- 12, rue de la République -

© Pierre - Jean THUMERELLE

I.S.B.N. : 2 - 7295 - 0000 - 6

LA POPULATION
DE LA RÉGION
NORD - PAS DE CALAIS
VOLUME III

LA POPULATION
DE LA RÉGION
NORD - PAS DE CALAIS
VOLUME III

troisième partie

flux et structures
de population

CHAPITRE 1

LES FLUX MIGRATOIRES

Les migrations jouent un rôle souvent déterminant non seulement dans la modification de la répartition des populations, mais aussi dans la modification de leurs structures. Aussi leur étude constitue-t-elle un des aspects fondamentaux de la géographie de la population et une de ses originalités.

I - Définitions, sources, méthodes :

a) Les effets des migrations :

1) Les effets sur les structures :

Si sur le plan des effectifs immigration et émigration ont des effets contraires qui, en apparence du moins, peuvent totalement ou partiellement s'annuler, elles provoquent des brassages de populations qui peuvent modifier profondément les caractéristiques d'une population. Même lorsque le solde migratoire est nul, il est pratiquement exclu que les caractéristiques démographiques, socio-professionnelles et même politiques et culturelles des immigrants en un lieu soient celles des émigrants depuis ce lieu. Le remplacement quantitatif n'a pas comme corollaire le remplace-

ment qualitatif. Ainsi, même lorsque les effectifs sont en apparence stables, les migrations peuvent modifier les structures par âge, par sexe, par nationalité et les structures socio-professionnelles.

- L'exemple de la structure par âge :

Les migrations influent de deux manières sur la structure par âge : par effet direct et par effet indirect.

L'effet direct est le plus facile à mesurer. Les migrants sont des personnes de tous âges, mais comme la valeur des soldes migratoires est toujours inégale d'une classe d'âge à l'autre, puisque les migrants sont avant tout des jeunes adultes, on conçoit aisément que les effectifs des classes d'âge soient inégalement modifiées par le seul jeu des mouvements migratoires (cf. 3^e chapitre de cette partie).

Deux exemples pris dans le Valenciennois suffiront à illustrer ce phénomène. Entre 1962 et 1968, dans la commune d'Anzin, au Nord de Valenciennes, le solde migratoire fut négatif et la commune perdit de ce fait une certaine partie de ses jeunes et de ses adultes, dans la commune de Marly, au Sud de Valenciennes, le solde migratoire fut au contraire positif et le nombre des adultes et des jeunes y progressa. En l'absence de migrations, la population d'Anzin aurait été composée, en 1968, de 34,5 % de jeunes de moins de 20 ans et de 18,2 % de personnes âgées de plus de 60 ans, et la population de Marly respectivement de 40 % et de 13,8 %. A la suite des migrations internes (en l'absence de données suffisantes, il nous faut faire abstraction des échanges avec

l'étranger), on comptait à Marly 46,2 % de jeunes de moins de 20 ans et 9,6 % seulement de personnes âgées de plus de 60 ans et à Anzin 33,3 % de jeunes de moins de 20 ans et 18,8 % de personnes âgées de plus de 60 ans. Les mouvements migratoires ont donc des effets directs, mesurables sur les structures.

Mais les effets indirects, moins perceptibles et difficilement mesurables, ne doivent pas être ignorés. Si les migrations n'avaient eu pour résultat que de modifier les effectifs des générations âgées qui, sauf rares exceptions, ont cessé de procréer, seuls les effets directs se feraient sentir, mais puisque les migrations modifient essentiellement les effectifs des classes procréatrices, elles perturbent la natalité en augmentant ou en diminuant le nombre des personnes susceptibles de mettre au monde des enfants. La modification du nombre des enfants devrait avoir le même effet induit, une génération plus tard. A long terme, le cumul de ces phénomènes peut avoir des effets sensibles et contribue fortement à la dépopulation et au vieillissement des zones d'émigration et à la croissance des zones d'immigration.

2) Les effets sur les nombres :

Les modifications que les soldes migratoires font subir aux effectifs de population sont si évidentes qu'il serait inutile de les signaler sinon pour attirer l'attention sur les difficultés de mesure de ce phénomène.

Les soldes migratoires tels que nous les avons étudiés jusqu'ici sont des estimations déduites de la confrontation des données des recensements successifs et du mouvement naturel tel qu'il

apparaît à l'Etat-Civil. Si ce dernier donne un relevé très précis, il n'en est pas de même du recensement, tous les défauts du recensement se trouvent de ce fait accumulés dans le calcul du solde migratoire.

On ne peut donc considérer ce dernier que comme un ordre de grandeur dont l'exactitude dépend de la qualité du recensement.

Certes le recensement fournit une autre évaluation du solde migratoire, grâce à la question portant sur la résidence à la date du recensement antérieur. On peut ainsi connaître, ou du moins avoir une certaine idée des flux migratoires à l'intérieur du territoire métropolitain, mais en ce qui concerne les migrations externes (c'est à dire en direction ou en provenance de l'étranger), on ne connaît que le mouvement d'immigration et on ignore quasiment tout du mouvement d'émigration.

Enfin les recensements ne retiennent que les situations à la date du relevé. On ignore donc tout des flux réels, sinon leur aboutissement entre deux recensements.

Toute étude portant sur les migrations est donc dès le départ entachée d'un certain nombre d'imprécisions, et des chiffres, des taux et des indices que nous allons utiliser (et qui eux ont été calculés minutieusement à partir des données des recensements), il ne faudra retenir que les ordres de grandeur, et les indications sur les flux et les modifications des effectifs et des structures.

b) Définitions :

- migrations définitives : par opposition aux migrations alternantes ; terme impropre bien qu'utilisé par l'INSEE et la plupart des démographes et des géographes de population, désigne en fait un changement de résidence principale entre deux recensements.

L'étude que nous entreprenons dans ce chapitre porte exclusivement sur les migrations "définitives". L'étude des migrations dites "alternantes", c'est à dire des migrations quotidiennes de travail, sera présentée dans le chapitre suivant avec l'étude de la population active.

- migrations internes : désigne les migrations effectuées à l'intérieur du cadre métropolitain. Parmi elles nous ne nous intéresserons, dans le cadre des migrations interrégionales, qu'aux échanges de population réalisés entre le Nord et les autres régions françaises, et aux migrations intrarégionales, réalisées à l'intérieur de la région du Nord.

- migrations externes : désigne les migrations effectuées entre le territoire métropolitain et le reste du monde (D.O.M. et T.O.M. compris). Parmi elles nous ne nous intéresserons qu'aux échanges entre la région du Nord et l'étranger et les D.O.M/T.O.M.

- migrants : Est considérée comme migrante, entre 1968 et 1975, toute personne qui en 1975 n'habitait pas la même commune qu'en 1968 et entre 1962 et 1968, toute personne qui en 1968 n'habitait



pas la même commune qu'en 1962. Une telle définition du migrant ignore le cas des enfants nés entre deux recensements. On aurait pu tenir compte du lieu de naissance, mais l'INSEE les a classés différemment : sont considérés comme migrants parmi les enfants nés entre deux recensements, les enfants dont la mère entre dans la catégorie des migrants. Cette classification est discutable, car elle présente l'inconvénient de compter comme migrants des individus qui n'ont jamais habité que dans la commune où ils sont nés, mais par contre elle présente l'avantage de permettre d'apprécier l'influence des migrations sur la base des pyramides des âges.

c) Sources :

En ce qui concerne le recensement de 1975, nous ne disposons pour l'instant que de renseignements très limités :

- un tableau des migrations interrégionales et de l'immigration externe (population totale et population active)
- des indications dans le cadre du sondage au 1/5°. Pour chaque échelon : non migrants, immigrants (dont immigrants originaires du même canton, de la même unité urbaine, de la région, de l'étranger).

En ce qui concerne le recensement de 1968, nous disposons de renseignements un peu plus détaillés, issus du sondage au 1/4 :

- tableaux nationaux : Mi 501, Mi 502, Mi 510 et Mi 520.

Ils fournissent des renseignements sur les flux migratoires entre agglomérations de plus de 50 000 habitants, départements et ré-

gions et distinguent quelques catégories de migrants. Ils fournissent également des indications intéressantes sur les migrants (immigrants et émigrants selon le sexe, l'âge et l'activité) par région, par département, par agglomération et commune de plus de 10 000 habitants.

- tableaux régionaux : La Direction régionale de l'INSEE de Lille a réalisé une exploitation du sondage au 1/4 qui permet de saisir les principaux flux migratoires qui traversent la région. Celle-ci a été divisée en 27 zones très hétérogènes (de 18 000 h pour la plus petite à plus d'un million pour la plus grande). Parmi ces zones figurent les 14 PME (Plans de Modernisation et d'Equipement, qui intéressent directement les responsables de la planification) de la région et 13 zones à dominante rurale dont le découpage, reposant sur des bases administratives, est parfois curieux. Si les PME coïncident tant bien que mal avec les principales agglomérations urbaines de la région, les zones à dominante rurale ne correspondent pas toujours à des réalités géographiques, ainsi la zone dite "Béthune rural" est formée de l'arrondissement de Béthune, moins le PME de Béthune, elle est ainsi éclatée en trois secteurs séparés par le PME de plusieurs kilomètres et sans lien entre eux. L'INSEE a recherché à atteindre la limite de crédibilité du sondage, c'est à dire 10 000 habitants, dans un cadre administratif, sans se soucier suffisamment de la correspondance entre les zones ainsi délimitées et la réalité géographique.

Il n'en demeure pas moins que cette exploitation du sondage

fournit des indications fondamentales sur les flux intrarégionaux et sur les migrants intrarégionaux (âge, sexe, profession).

d) Méthodes :

Pour traiter les multiples informations disponibles, nous avons eu recours à un certain nombre de taux, que nous avons au besoin combinés. Nous n'exposerons pas ici en détail les taux et méthodes utilisés (qui seront présentés lors de leur utilisation), mais un simple aperçu de ceux qui ont été le plus fréquemment utilisés [01] .

1) Taux de mobilité :

A partir des effectifs de non migrants, immigrants et émigrants, nous avons, selon les formules classiques, établi :

- un taux d'immigration interne :

$$\frac{\text{immigrants internes}}{\text{non migrants} + \text{immigrants internes}}$$

- un taux d'émigration interne :

$$\frac{\text{émigrants internes}}{\text{non migrants} + \text{émigrants internes}}$$

Pour comparer ces taux, nous les avons confrontés à des taux de mobilité moyenne, déterminés selon l'exemple suivant :

somme des immigrants des 27 zones

taux moyen d'immigration intrarégionale : _____

somme des non migrants et
 des immigrants des 27 zones

2) Etude des flux proprement dits :

Nous avons déterminé l'apport relatif de chaque zone d'étude dans l'immigration interne de chacune des 27 zones, et la part des émigrants qu'envoie chacune des zones vers les autres. En outre nous avons isolé les mouvements à l'intérieur de la région du Nord des autres mouvements internes.

L'attraction de chaque zone sur les zones voisines a été déterminée par des calculs analogues.

3) Etude des soldes migratoires :

Plusieurs soldes migratoires peuvent être distingués :

- Le solde interne (immigrants internes - émigrants internes)
et le taux correspondant :

solde migratoire interne

non migrants + immigrants internes

- Le solde des migrations intrarégionales : solde des échanges à l'intérieur de la région.
- Le solde des migrations extrarégionales (pour chaque zone) : solde des échanges de la zone avec l'extérieur de la région.
- Le solde des échanges zone à zone, avec, pour les soldes les plus élevés le calcul du taux correspondant :

solde des migrations entre les zones X et Y (X-Y)
Population de la zone X (non migrants + immigrants internes

II - Migrations externes et migrations interrégionales :

a) Les migrations externes :

1) Immigration :

Entre 1962 et 1968, la région du Nord a accueilli, semble-t-il (car le recensement des immigrants d'origine étrangère est toujours imparfait), quelques 79 000 personnes (y compris les rapatriés d'Afrique du Nord) en provenance de l'étranger ou des DOM/TOM.

Entre 1968 et 1975, elle n'en a plus accueilli que quelques 62 000 (+ 1,6 %) ; cet affaiblissement de l'immigration (abstraction faite des rapatriés), correspondant à une diminution générale des effectifs des immigrants dans la région, consécutive aux difficultés de l'emploi (environ 10 000 personnes par an entre 1962 et 1968 et 8 800 par an entre 1968 et 1975).

2) Emigration et solde migratoire externe :

Il est par contre impossible d'apprécier le mouvement de départ hors de la métropole. Le calcul qui consiste à faire la différence entre le solde migratoire déduit des données du recensement et de l'Etat-Civil et le solde migratoire interne, est hasardeux, compte-tenu de l'imprécision du premier résultat. A titre indicatif, nous l'avons néanmoins exécuté pour 1968/1975. Le sol-

de migratoire externe s'élèverait à quelques + 16 600 h, ce qui supposerait un effectif d'émigrants externes de 45 600 personnes. Ces chiffres sont à utiliser avec une extrême réserve, mais ils indiquent nettement que le solde du mouvement migratoire externe demeure positif et atténue quelque peu les effets du solde migratoire interne fortement négatif.

3) Les origines des immigrants externes :

3) 1. Nationalité des immigrants :

Sur les 62 220 immigrants en provenance de territoires extra-métropolitains que l'on a recensés en 1975 dans la région du Nord, 16 960 étaient de nationalité française et 45 260 (72,7 %) de nationalité étrangère, sans qu'il soit possible de donner plus de précisions, puisque le recensement, dans l'état actuel du dépouillement ne distingue que français et étrangers, et origine géographique. Cette dernière suggère cependant l'importance des différentes nationalités que représentent ces immigrés.

Entre 1962 et 1968, une indication supplémentaire permettait d'isoler les rapatriés d'Algérie, qui furent peu nombreux à s'installer dans le Nord (+ 21 000 personnes, soit 2,3 % des rapatriés recensés en 1968 [02]).

3) 2. Origine géographique des immigrants externes :

Même si on exclut les rapatriés d'Algérie, qui représentaient 26 % de l'ensemble des immigrants externes, la majorité des immigrés, entre 1962 et 1968, provenaient d'Afrique du Nord :

RESIDENCE EN 1968 RESIDENCE EN 1962	REGION DU NORD	ENSEMBLE DES COMMUNES RURALES	ENSEMBLE DES UNITES URBAINES 50 000 h	U.U LILLE	U.U ARMEN- TIERES	U.U VALEN- CIENNES	U.U DENAIN
RAPATRIES AFN	20 688	384	2 736	7 964	172	1 644	664
DOM TOM	968	84	152	252	20	60	28
ENSEMBLE CEE	11 832	780	1 772	4 960	172	1 092	500
dont ALLEMAGNE	2 092	96	364	824	52	116	92
BELGIQUE	5 256	508	876	2 236	116	512	84
ITALIE	4 180	168	496	1 800	4	464	320
ENSEMBLE ETRANGER	57 384	2 616	6 964	22 828	492	5 136	2 124
dont ESPAGNE	5 876	440	1 056	3 132	68	296	100
PORTUGAL	7 444	576	1 496	3 744	100	480	108
POLOGNE	2 176	108	172	320	20	308	180
ALGERIE	13 952	160	612	6 564	80	1 356	656
MAROC	9 884	140	1 048	1 476	32	1 244	456
TUNISIE	780	16	60	316		80	28
TOTAL IMMIGRANTS EXTERNES...	79 040	3 084	9 852	31 044	684	6 840	2 816

TAB. 57 : ORIGINE GEOGRAPHIQUE ET DESTINATION DES IMMIGRANTS EXTERNES.
Rég. Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968.

U.U DOUAI	U.U LENS	U.U BETHUNE	U.U BRUAY EN ARTOIS	U.U DUNKERQUE	U.U CALAIS	U.U BOULOGNE	U.U ARRAS	U.U MAUBEUGE
1 252	880	532	360	1 184	632	604	856	824
56	44	28	12	124	24	4	56	24
456	448	304	56	392	76	72	296	456
124	40	28	360	32	44	4	224	20
100	96	28	20	208	16	68	32	356
220	312	156	4	104	16		32	80
5 480	4 636	848	344	1 700	372	268	984	3 416
144	104	4		108	4	12	116	232
164	368	28	32	224	4	16	40	64
380	340	80	92	24			64	28
1 492	936	136	28	428	64	32	92	1 316
2 640	2 064	232	8	152	8	28	48	308
12	92		32	12	4	4	84	40
6 788	5 560	1 408	716	3 008	1 028	876	1 896	3 440

13 950 immigrés venaient d'Algérie (23,9 % des immigrés externes sans les rapatriés), 9 880 du Maroc (16,9 %) et 780 de Tunisie (1,3 %), soit un total de 24 620 personnes (42,2 %). En 1975, l'Afrique du Nord arrive toujours au premier rang des pays d'origine des immigrés externes, avec notamment 10 900 personnes en provenance d'Algérie. Mais le contingent algérien ne représente plus que 17,5 % des immigrants externes.

En 1968, 11 830 immigrés externes (20,2 % des immigrés, rapatriés exclus) et, en 1975, 11 360 (18,3 %) venaient des pays du Marché Commun. Cette immigration s'est donc ralentie un peu plus vite que les autres. En 1968, la Belgique, pourtant limitrophe, n'avait fourni qu'un contingent de 5 250 personnes ; l'Italie venait au second rang des pays du Marché Commun avec 4 180 personnes, l'Allemagne fédérale au 3^e rang avec 2 092 personnes. Les autres pays ne fournirent que de très petits contingents.

Parmi les autres pays d'origine des immigrés externes, le Portugal a pris une place grandissante : 7 444 immigrés (12,8 %) en 1968, 13 655 (22 %) en 1975. L'Espagne avait encore fourni un contingent appréciable en 1968 : 5 876 personnes et il subsistait un mouvement d'immigration d'origine polonaise : 2 176 personnes. Les autres pays (dont la Yougoslavie et la Suisse) n'alimentèrent que des flux insignifiants d'immigration.

Enfin il convient de signaler la faiblesse de l'immigration en provenance des DOM/TOM : 968 personnes (1,7 % des immigrés externes, rapatriés exclus) en 1968, 1 490 (2,4 %) en 1975.

3) 3. Les régions de fixation des immigrés externes :

En 1968, très peu d'entre-eux s'étaient fixés dans des communes rurales, et à peine plus de 10 % s'étaient établis dans des unités urbaines de moins de 50 000 habitants.

L'essentiel des immigrés externes et des rapatriés se dirigea vers les grandes agglomérations et surtout les grands bassins industriels.

L'agglomération de Lille accueillit 40 % des immigrés externes, dont 38 % de rapatriés, près de la moitié des immigrés en provenance des pays du Marché Commun et en particulier de la Belgique, et près de la moitié des originaires d'Algérie.

Les Algériens furent relativement nombreux à s'établir dans l'agglomération de Maubeuge et dans le centre et l'Est du pays minier (qui accueillent aussi de nombreux Marocains, que les Mines recrutent volontiers).

En 1975, on ne peut opérer de distinctions aussi nettes entre les pays d'origine. L'unité urbaine de Lille reçut 29 670 immigrants externes (48 %) dont 22 285 étrangers, celle de Valenciennes 5 900 (9,5 %), celle de Dunkerque 3 385 (5,4 %); celle de Douai à peu près 2 000 (3,2 %) et celle de Lens 3 115 (5 %) dont 2 290 étrangers. Ailleurs le nombre des immigrés externes est très faible en valeur absolue comme en valeur relative. Comme en 1968, les grandes agglomérations ont absorbé l'essentiel de l'immigration externe.

	1962-1968			1968-1975		
Régions	1	2	3	1	2	3
Ile de France	22112	45864	-23752	32290	73025	-40735
Champagne-Ardennes	4676	7776	- 3100	6475	10075	- 3600
Picardie	22488	27160	- 4672	24305	37220	-12915
Hte Normandie	4396	7456	- 3060	6320	11100	- 4780
Centre	2540	5884	- 3344	4240	9675	- 5435
Basse Normandie	1840	2852	- 1012	2595	3800	- 1205
Bourgogne	2064	3868	- 1804	2145	5180	- 3035
Lorraine	5780	7540	- 1760	7235	9150	- 1915
Alsace	1568	2584	- 1016	1945	4020	- 2075
Franche Comté	1176	2296	- 1120	2095	4155	- 2060
Pays de la Loire	2712	3772	- 1060	3355	6495	- 3140
Bretagne	2844	3444	- 600	3810	5940	- 2130
Poitou-Charentes	1696	2460	- 764	1655	3670	- 2015
Aquitaine	2956	5484	- 2528	3340	7675	- 4335
Midi-Pyrénées	2276	4012	- 1736	2675	7090	- 4415
Limousin	696	968	- 272	860	1695	- 835
Rhône-Alpes	3280	11752	- 8472	5125	19365	-14240
Auvergne	1028	2188	- 1160	1965	2845	- 880
Languedoc-Roussillon	2864	4112	- 1248	2285	7465	- 5180
Provence-Côte d'Azur	3836	12736	- 8900	5330	23965	-18635

TAB. 58 : MIGRATIONS INTERREGIONALES EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA REGION NORD/PAS-DE-CALAIS.

- 1 : Immigrants (en provenance de ...)
2 : Emigrants depuis le Nord (à destination de ...)
3 : Solde des échanges avec la région Nord/Pas-de-Calais

Régions	1	2	3	4	5
Ile de France	28,7	26,8	30,4	3,0	8,0
Champagne-Ardenne	4,0	5,4	2,7	4,4	8,6
Picardie	14,6	20,2	9,6	13,6	20,6
Haute-Normandie	4,4	5,3	3,6	4,5	7,9
Centre	3,8	3,5	4,1	2,0	3,5
Basse-Normandie	1,5	2,2	0,9	1,8	3,3
Bourgogne	2,0	1,8	2,3	1,4	3,0
Lorraine	3,6	6,0	1,4	3,4	7,1
Alsace	1,6	1,6	1,5	2,6	4,2
Franche-Comté	1,6	1,7	1,5	2,0	5,1
Pays de la Loire	2,6	2,8	2,3	1,6	3,0
Bretagne	2,3	3,2	1,6	2,1	2,9
Poitou-Charentes	1,4	1,4	1,5	1,1	2,6
Aquitaine	3,0	2,8	3,2	1,6	3,3
Midi-Pyrénées	2,8	2,2	3,3	1,5	3,6
Limousin	0,7	0,7	0,6	1,2	2,4
Rhône-Alpes	7,6	4,3	10,6	1,8	5,4
Auvergne	1,1	1,6	0,7	1,7	2,7
Languedoc-Roussillon	2,9	1,9	3,9	1,3	3,7
Provence-Côte d'Azur	9,4	4,4	13,9	2,1	5,1

TAB. 59 : PART DE CHAQUE REGION FRANCAISE DANS LES MIGRATIONS EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA REGION NORD/PAS-DE-CALAIS. 1968-1975.

- 1 : Pourcentage des émigrants internes en provenance du Nord accueillis par ...
- 2 : Pourcentage des immigrants internes dans la région du Nord en provenance de ...
- 3 : Répartition du déficit migratoire interne de la région du Nord. (%).
- 4 : Emigration à destination de la région du Nord dans les migrations internes de chaque région (%).
- 5 : Immigration en provenance du Nord dans l'immigration interne de chaque région (%).

b) Les migrations interrégionales :

1) La faible mobilité de la population de la région Nord/Pas-de-Calais et le grave déficit migratoire de cette région :

Si on compare les taux d'immigration et d'émigration internes de la région Nord/Pas-de-Calais à ceux des autres régions françaises, on est frappé par la faiblesse de ces taux. En 1968, les taux déduits du recensement pour la période 1962-1968 étaient respectivement de 2,5 et de 4,5 %, soit les taux français les plus bas enregistrés à l'échelon régional. En 1975, les taux déduits du recensement pour la période 1968-1975 étaient respectivement de 3,1 et de 6,5 %. Le taux d'immigration demeurait le plus bas à l'échelon régional (moyenne française :
$$\frac{\text{migrants interrégionaux}}{\text{migrants interrégionaux} + \text{non migrants}}$$

= 8,0 %) ; le taux d'émigration, nettement accru par rapport à la période précédente (0,92 contre 0,56 % par an) se situait juste au dessus de celui de l'Alsace (4,9 %) et de la région Rhône-Alpes (6,0 %). Le taux de mobilité (
$$\frac{\text{Immigrants} + \text{Emigrants}}{\text{Population totale}}$$
)

donne les mêmes résultats.

La région du Nord demeure donc une région très fermée, les échanges avec l'extérieur, aussi bien avec l'étranger qu'avec le reste de la France, sont très réduits. La population du Nord ne quitte que très difficilement sa région d'origine (et si la proportion des émigrants a augmenté, ce n'est que de très peu, surtout si l'on songe à la crise de l'emploi qui sévit depuis plusieurs années), et peu d'immigrants viennent s'y établir. En 1968, 95,5 %

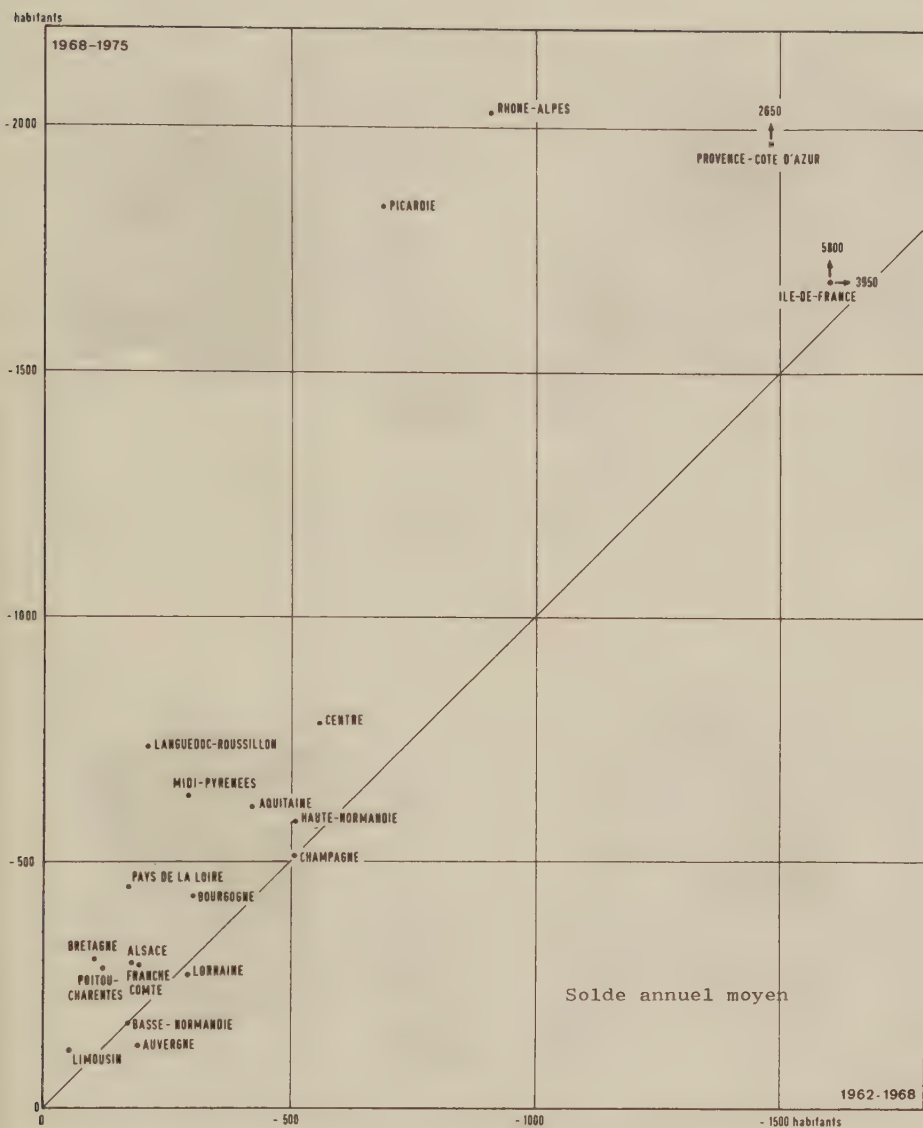


FIG. 328 : EVOLUTION DU SOLDE MIGRATOIRE ANNUEL MOYEN, Régions françaises - Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968. 1968-1975.

1962-1968



Immigrants internes

non migrants + immi-
grants internes

1968-1975



FIG. 329 : TAUX D'IMMIGRATION INTERNE PAR REGION.

1962-1968



Emigrants internes

Non migrants + émi-
grants internes

1968-1975



FIG. 330 : TAUX D'EMIGRATION INTERNE PAR REGION.

1962-1968



1968-1975

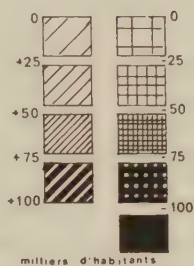
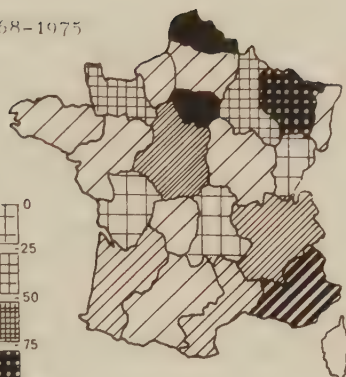
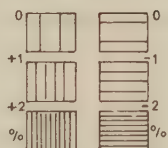


FIG. 331 : BALANCE MIGRATOIRE INTERNE PAR REGION

1962-1968



1968-1975



Solde migratoire interne

Non migrants + Immigrants
internes

FIG. 332 : BALANCE MIGRATOIRE INTERNE PAR REGION. %.

de la population était formée de non migrants (période de référence 1962-1968) , en 1975, 96,9 %, situation qu'on ne rencontre dans aucune autre région française [03] , qui se prolonge depuis longtemps et qui favorise les comportements spécifiques (en matière de fécondité notamment), ce qui encourage le repli de la région sur elle-même.

La faible mobilité n'empêche en rien le déséquilibre des flux migratoires. Ceux-ci sont limités, en valeur relative du moins, mais fortement disproportionnés. D'après le recensement de 1968, la région Nord/Pas-de-Calais avait accueilli, entre 1962 et 1968, 90 520 personnes originaires d'une autre région française, alors que dans le même laps de temps, elle avait perdu 170 540 habitants au profit d'autres régions françaises. D'après le recensement de 1975, l'immigration interne pour la période intercensennale 1968-1975 a été de 120 720 personnes et l'émigration interne de 254 153.

Aussi, en dépit de la faible mobilité de la population, le déséquilibre est-il considérable ; entre 1962 et 1968 le solde migratoire interne provoqua un déficit de 80 020 habitants, et entre 1968 et 1975 de 133 875 h, soit respectivement de - 2,2 % et de - 3,4 %. En 1968, ce taux était le plus bas enregistré à l'échelon régional, en 1975, seul le taux de la Lorraine (autre région subissant la reconversion de vieux bassins d'industrie lourde) lui était inférieur.

2) Des échanges déficitaires avec chacune des régions françaises :

Non seulement le solde migratoire de la région est fortement déficitaire, mais, ce qui est grave, les échanges sont déficitai-

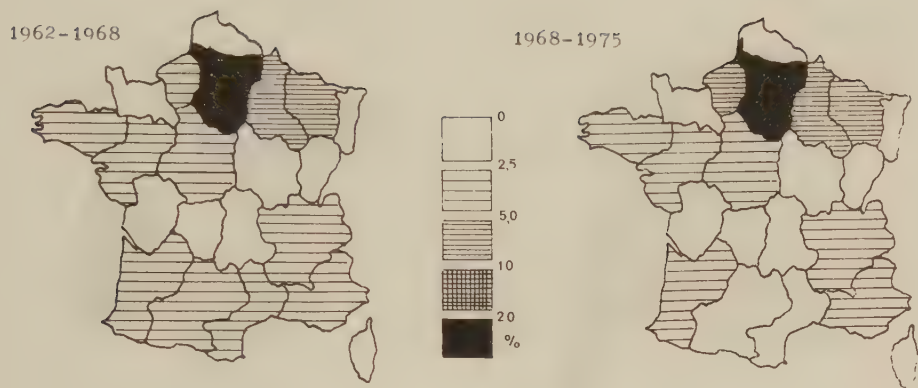


FIG. 333 : ORIGINE DES IMMIGRANTS INTERNES DE LA REGION DU NORD. %.

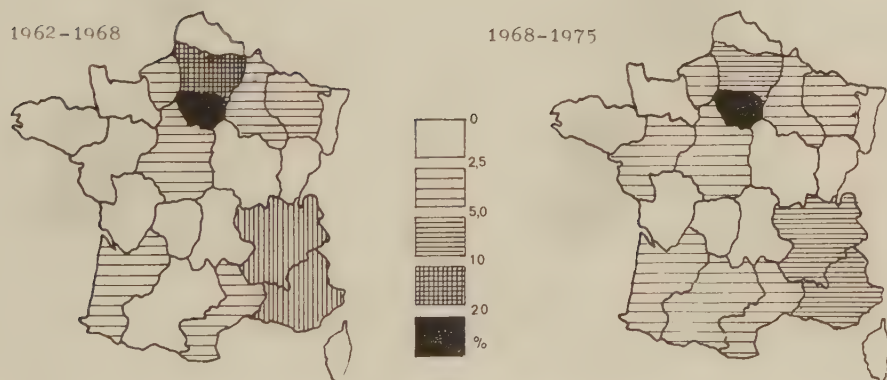


FIG. 334 : DESTINATION DES EMIGRANTS INTERNES DE LA REGION DU NORD. %.

1962-1968



1968-1975

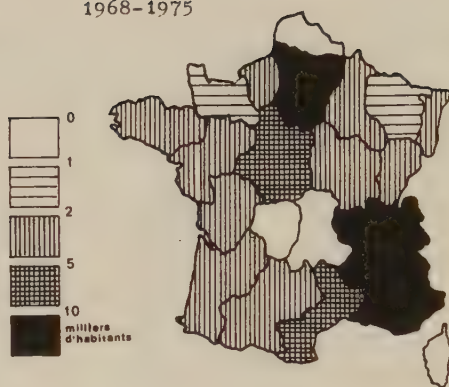


FIG. 335 : ABSORPTION DU DEFICIT MIGRATOIRE DE LA REGION DU NORD
PAR REGION.

1962-1968



1968-1975

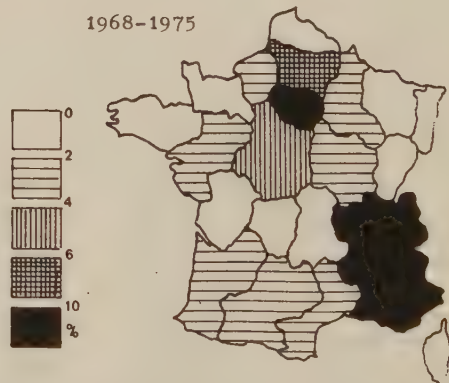


FIG. 336 : ABSORPTION DU DEFICIT MIGRATOIRE DE LA REGION DU NORD
PAR REGION. %.

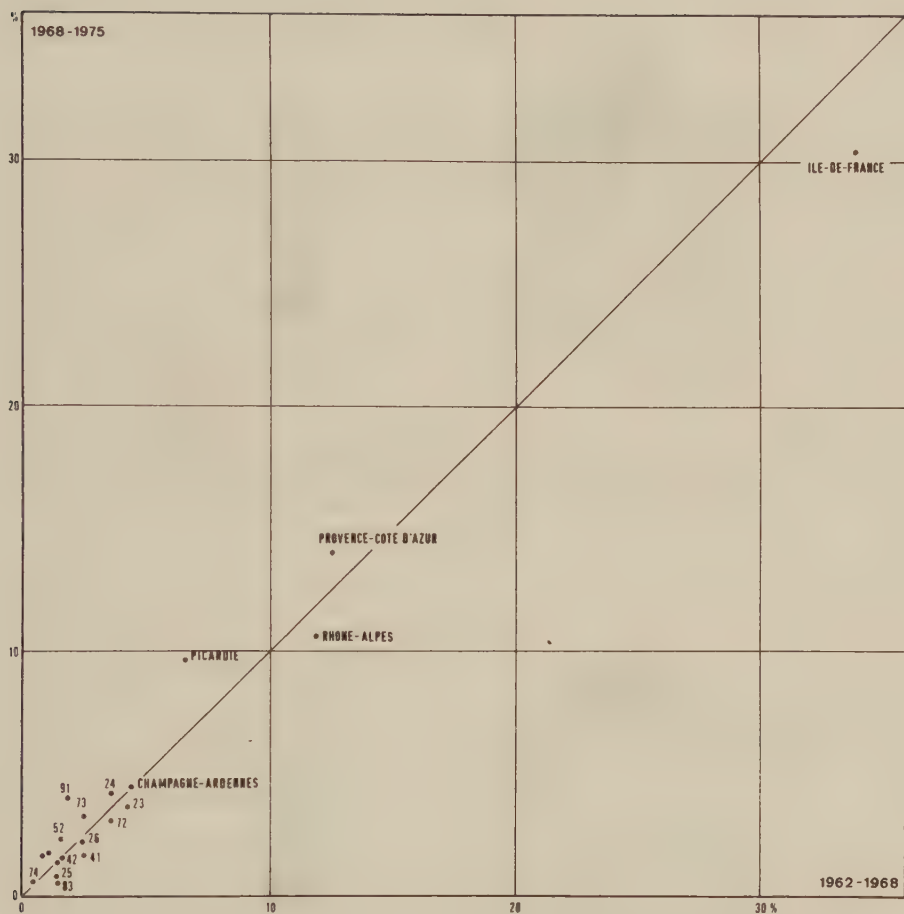


FIG. 337 : ABSORPTION DU DEFICIT MIGRATOIRE DE LA REGION NORD/PAS-DE-CALAIS PAR LES DIFFERENTES REGIONS FRANCAISES (%).
1962-1968, 1968-1975.



FIG. 338 : PART DE L'IMMIGRATION EN PROVENANCE DU NORD DANS L'IMMIGRATION INTERNE DE CHAQUE REGION FRANCAISE. 1968-1975.



FIG. 339 : PART DE L'EMIGRATION A DESTINATION DU NORD DANS L'EMIGRATION INTERNE DE CHAQUE REGION FRANCAISE. 1968-1975

res avec chacune des autres régions, et ce depuis au moins 1962, ce qui met magistralement en évidence la faiblesse de l'attractivité de la région Nord/Pas-de-Calais.

2) 1. Les principaux courants migratoires depuis et vers la région du Nord paraissent relativement stables.

Le recensement de 1975 n'a pas mis en évidence de changements profonds dans les courants migratoires qui affectent la région du Nord.

- Le flux principal : les migrations entre la région du Nord et la région parisienne :

En 1968, 22 112 immigrants internes de la région du Nord venaient de l'Ile-de-France, soit 23,8 % des immigrants internes. En 1975 (période 1968-1975), leur nombre avait légèrement augmenté : 26,8 % des immigrants internes, 32 290 personnes (soit 4 600 migrants par an contre 3 700). En ce qui concerne le mouvement migratoire inverse, l'augmentation a été plus nette encore : 45 864 émigrants depuis le Nord vers la région parisienne entre 1962 et 1968, 73 025 entre 1968 et 1975, mais elle ne correspond qu'à l'accroissement de l'émigration interne puisqu'en valeur relative, ce flux est passé de 27,9 à 28,7 %.

Le déséquilibre est considérable, puisque le Nord a perdu 23 752 habitants au profit de l'Ile-de-France entre 1962 et 1968 et 40 735 h entre 1968 et 1975, soit une population totale de quelques 65 000 habitants de 1962 à 1975, ce qui représente plus du tiers des pertes de la région.

- Des échanges importants, mais de plus en plus déséquilibrés avec la Picardie :

Les échanges avec la Picardie se placent immédiatement derrière les échanges avec Paris, ce qui n'est pas surprenant, puisqu'il s'agit de courants migratoires entre régions limitrophes traversées par les mêmes grandes voies de circulation Nord/Sud. Il faut toutefois remarquer que les échanges avec la Champagne, très proche également mais mal reliée avec le Nord car à l'écart des grands axes de circulation qui traversent notre région, et moins urbanisée et industrialisée, sont plus limités (4 à 5 % de l'immigration comme de l'émigration, soit 10 875 des émigrants internes et 6 475 des immigrants internes entre 1968 et 1975), et que les échanges avec la Belgique limitrophe, considérables dans le passé, se sont fortement réduits.

La région du Nord comptait en 1968, 22 488 habitants originaires de Picardie (période 1962-1968), et la Picardie comptait 27 160 habitants originaires du Nord. En 1975 (période 1968-1975), ces chiffres s'élevaient respectivement à 24 305 et 37 220. En valeur relative, la part de la Picardie dans l'immigration vers le Nord diminuait, passant de 24,2 % à 14,6 %, tandis que sa part dans l'émigration depuis le Nord augmentait, passant de 16,5 à 20,2 %.

L'amplification des échanges migratoires ne s'est faite qu'au profit du flux Nord vers Picardie, et le déficit migratoire du Nord s'en est trouvé fortement augmenté : - 12 915 habitants pour la période 1968-1975 contre - 4 672 entre 1962 et 1968.

Les zones d'accueil de ces immigrants originaires du Nord ont été principalement les agglomérations d'Amiens, d'Abbeville et de Compiègne, du moins entre 1962 et 1968.

- Le renforcement de l'attraction du Midi méditerranéen :

Toujours déséquilibrés, les flux migratoires entre le Nord/Pas-de-Calais et le Midi méditerranéen se sont considérablement amplifiés. Les départs depuis le Midi vers le Nord sont demeurés peu importants : 2 864 depuis le Languedoc/Roussillon, 3 836 depuis la Provence/Côte d'Azur entre 1962 et 1968, et respectivement 2 285 et 5 330 entre 1968 et 1975 (soit jamais plus de 7 % des immigrants internes de la région Nord/Pas-de-Calais pour les deux régions), tandis que les départs vers le Midi méditerranéen se sont considérablement multipliés, passant de 4 112 vers le Languedoc/Roussillon et 12 736 vers la Provence/Côte d'Azur à 7 465 et 23 965, soit de 10,3 % des émigrants internes de la région du Nord à 12,3 %.

Le déficit de ces flux est considérable, puisque le Nord a perdu de ce fait 10 148 habitants au profit du Midi méditerranéen entre 1962 et 1968 et 23 815 h entre 1968 et 1975, soit plus du double d'une période à l'autre.

- Les courants migratoires entre le Nord et la Lorraine et entre le Nord et la région Rhône-Alpes demeurent plus réguliers.

La région Rhône-Alpes n'a jamais fourni qu'une part modeste de l'immigration vers le Nord : 3 280 immigrants entre 1962 et 1968,

5 125 entre 1968 et 1975. L'évolution s'est faite, ici aussi, au détriment du Nord.

Quant-aux échanges Nord/Lorraine, ils s'effectuent traditionnellement entre les secteurs sidérurgiques du Nord et les régions sidérurgiques de la Lorraine, mais sont beaucoup plus déséquilibrés que les autres échanges migratoires puisque le Nord/Pas-de-Calais a reçu 5 780 immigrants en provenance de la Lorraine entre 1962 et 1968 et 7 235 entre 1968 et 1975, et qu'il a envoyé 7 540 émigrants vers la Lorraine entre 1962 et 1968 et 9 150 de 1968 à 1975.

- Vue d'ensemble sur les courants migratoires :

Les flux entre la région parisienne et la région du Nord dominent toujours largement (entre 1/4 et 1/3 de l'immigration comme de l'émigration depuis 1954). Mais les flux reliant la région du Nord et les régions très proches : Picardie, Champagne, Haute-Normandie, Lorraine, demeurent très développés. Déjà entre 1954 et 1962, ces régions contribuaient pour plus d'un tiers aux échanges migratoires avec la région du Nord (41,5 % de l'immigration interne, 32,2 % de l'émigration interne). Entre 1962 et 1968 la situation évolua peu (40,1 % de l'immigration, 30,4 % de l'émigration). Mais entre 1968 et 1975, les migrations à courte distance s'affaiblirent en valeur relative, bien qu'elles s'amplifiasent encore en valeur absolue : 36,0 % seulement de l'immigration et 26,0 % de l'émigration. Il n'en demeure pas moins qu'additionnées aux échanges migratoires existant entre le Nord et la région parisienne, ces migrations réalisées dans à peine plus d'un

quart de cercle de 250 km de rayon à partir de Lille, en provenance ou à destination du Nord, a mis en mouvement entre 1968 et 1975 quelques 220 000 personnes (55,6 % des émigrants depuis le Nord, 63,7 % des immigrants vers le Nord).

Les migrations à longue distance ont pris plus d'ampleur au cours des dernières années, mais essentiellement parce que s'est développé le mouvement d'émigration depuis la région du Nord. Un flux conduit vers le Sud-Est (Rhône-Alpes et surtout midi-méditerranéen) un nombre grandissant de nordistes, essentiellement d'inactifs puisque ceux-ci forment 63 % des émigrés en provenance du Nord établis entre 1968 et 1975 en Provence-Côte d'Azur et 65 % de ceux qui se sont établis dans le Languedoc-Roussillon. Cette proportion anormalement élevée d'inactifs, à mettre en relation bien entendu avec les migrations de retraite, se retrouve dans les courants, plus faibles, d'émigration vers le midi aquitain et pyrénéen. De 1954 à 1962, le midi méditerranéen n'avait accueilli que 5 720 personnes originaires du Nord-Pas-de-Calais (7,6 % des émigrants internes de la région du Nord), entre 1968 et 1975, il en a accueilli 31 430 (12,2 %). Avec la région parisienne et la Picardie, c'est le midi qui a bénéficié le plus du déséquilibre grandissant de la balance migratoire de la région du Nord.

Si l'on considère maintenant les mouvements dans le contexte général des migrations interrégionales, on s'aperçoit que le Nord, en dépit de l'intensité de son déficit migratoire, participe peu au mouvement d'ensemble. Les départs en direction du Nord, par exemple, ne tiennent une place notable qu'en Picardie (13,6 %

des émigrants internes picards), nulle part ailleurs la part des émigrants à destination du Nord-Pas-de-Calais ne dépasse 5 %, et elle n'excède 3 % que dans trois régions très voisines (Lorraine, Champagne, Haute-Normandie). La proportion des immigrants originaires du Nord-Pas-de-Calais parmi les immigrants internes de chaque région est plus élevée, mais ne dépasse néanmoins 5 % que dans 7 régions et 7,5 % (c'est à dire la part de la population de la région du Nord dans la population française) que dans 4 régions : Picardie (20,6 % entre 1968 et 1975), région Champagne-Ardenne (8,6 %), région parisienne (8,0 %) et Haute-Normandie (7,9 %), c'est à dire une fois encore les régions voisines. Partout ailleurs le Nord-Pas-de-Calais ne participe que faiblement aux flux migratoires qui traversent les régions bien qu'il alimente partout l'accroissement de population.

2) 2. La mesure de l'aggravation du déséquilibre des échanges entre le Nord-Pas-de-Calais et les autres régions françaises.

Déjà entre 1954 et 1962, le solde migratoire (établi de la façon suivante : entrées dans la région du Nord entre les deux recensements en provenance d'une région donnée - sorties de la région du Nord pendant le même temps en direction de cette région) n'était positif que dans le cas des migrations établies entre la région du Nord et 3 régions : la Picardie (+ 740 habitants), la région Poitou-Charentes (+ 200 h) et la Bretagne (+ 1 220 h). Quant-au solde migratoire avec la région parisienne, il était déjà fortement déficitaire : - 24 810 habitants, ce qui équivalait à la moitié du déficit migratoire interne de la région du Nord.

Depuis 1962 le déficit s'est généralisé, affectant les échanges migratoires entre la région du Nord et n'importe quelle autre région, et à deux exceptions près (Auvergne et Lorraine entre 1968 et 1975), ces déficits se sont régulièrement aggravés, la région attirant de moins en moins et devenant de plus en plus répulsive.

L'aggravation des déficits a surtout été sensible au cours des deux dernières années, en particulier en ce qui concerne le solde des flux migratoires établis entre la région du Nord et le midi (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et surtout Provence-Côte d'Azur, région avec laquelle le solde annuel moyen des migrations est passé de - 1 480 entre 1962 et 1968 à - 2 650 entre 1968 et 1975), la région Rhône-Alpes (passage de moins de - 1 410 par an à - 2 030), la Picardie qui exerce une attraction certaine sur la partie Sud de la région (solde migratoire annuel moyen entre 1962 et 1968 : - 780, entre 1968 et 1975 : - 1 840) et surtout la région parisienne (passage de - 3 950 à - 5 800). En valeur relative, alors que le déficit migratoire interne total a augmenté de 87 %, le déficit des migrations entre le Nord et la Picardie a quant-à lui augmenté de 136 %, le déficit des migrations entre le Nord et la région Provence-Côte d'Azur de 109 %, le déficit entre le Nord et la région Languedoc-Roussillon de 315 % et celui entre le Nord et la région Midi-Pyrénées de 150 %. Relativement les déficits migratoires avec la région Rhône-Alpes (+ 68 %) et avec la région parisienne (+ 71,5 %) se sont moins creusés.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
P.M.E.										
Lille	7156	7464	- 308	7484	11764	-4280	16530	26268	-9748	34180
Dunkerque	1104	812	+ 292	1052	1920	- 868	3884	4872	- 988	3188
Cambrai	1036	700	+ 336	460	936	- 476	1460	1708	- 248	1936
Sambre	1624	1468	+ 156	596	1572	- 976	1516	3500	-1984	4004
Valenciennes	1896	2356	- 460	1596	3828	-2232	3716	7680	-3964	10588
Douai	788	1024	- 236	612	1544	- 932	1712	3032	-1320	3528
Somain-Aniche	152	524	- 372	212	608	- 396	588	1240	- 652	1624
Arras	880	1220	- 340	952	1360	- 408	1512	2592	-1080	1908
Boulogne	856	1160	- 304	980	2523	-1558	1592	3496	-1904	1012
Calais	424	692	- 268	1004	1060	- 56	1092	1712	- 620	1052
Saint-Omer	148	456	- 308	184	460	- 276	408	944	- 536	420
Béthune	864	2316	-1452	1088	4368	-3280	1756	4748	-2992	1892
Lens	1284	3226	-1952	1404	4468	-3064	2508	9484	-6976	8216
Berck-Le Touquet	728	712	+ 16	928	1304	- 376	516	1076	- 560	396
Zones										
Bergues	72	160	- 88	192	296	- 104	272	496	- 224	212
Hazebrouck	104	512	- 408	204	528	- 324	640	1540	- 900	456
Cambrai rural	2116	2548	- 432	676	1744	-1068	868	2036	-1168	1380
Bertincourt	224	344	- 120	152	136	+ 16	204	212	- 8	152
Avesnois	2688	2552	+ 136	600	1564	- 964	1156	2512	-1356	1476
Arras rural	1524	2476	- 952	612	1532	- 920	728	1504	- 776	532
Orchies-Arleux	140	124	+ 16	92	152	- 60	184	504	- 320	172
Arras minier	264	240	+ 24	144	420	- 276	240	440	- 200	152
Boullonnais	176	316	- 140	220	372	- 152	220	404	- 340	64
Calaisais	128	248	- 120	80	132	- 52	40	196	- 156	52
Saint-Omer	96	244	- 148	184	328	- 144	176	488	- 312	128
Béthune rural	84	172	- 88	28	164	- 136	76	260	- 184	160
Montreuil	608	860	- 252	376	768	- 392	208	544	- 336	160

TAB. 60 : FLUX MIGRATOIRES EXTRA-REGIONAUX PAR ZONE. 1962-1968.

- 1 : Immigration en provenance des régions limitrophes : Picardie, Champagne-Ardenne
- 2 : Emigration à destination des régions limitrophes : "
- 3 : Solde de ces mouvements
- 4 : Immigration en provenance de la région parisienne
- 5 : Emigration à destination de la région parisienne
- 6 : Solde de ces échanges
- 7 : Immigration en provenance des autres régions françaises
- 8 : Emigration à destination des autres régions françaises
- 9 : Solde de ces échanges
- 10 : Immigration externe

RESIDENCE EN 1968 RESIDENCE EN 1962	REGION DU NORD	ENSEMBLE DES COMMUNES RURALES DPT NORD	ENSEMBLE COMMUNES RURALES	ENS. U.U 50 000 h DPT NORD	ENS. U.U 50 000 h DPT P d C	U.U LILLE	U.U ARMEN- TIERES	U.U VALEN- CIENNES
ILE DE FRANCE	22 112	736	1 188	2 196	2 016	6 988	208	1 076
CHAMPAGNE ARDENNES	4 676	224	108	596	236	1 596	36	304
PICARDIE	22 488	2 016	2 028	4 608	1 844	5 012	152	960
HAUTE NORMANDIE	4 396	144	220	484	312	1 312	92	232
CENTRE	2 540	124	132	336	148	920	76	88
BASSE NORMANDIE	1 840	72	76	288	60	548	40	148
BOURGOGNE	2 064	92	68	164	124	800	4	72
LORRAINE	5 780	128	168	544	164	1 848	60	544
ALSACE	1 568	32	52	196	104	608	12	104
FRANCHE COMTE	1 176	60	4	100	64	444	8	76
PAYS DE LA LOIRE	2 712	28	92	516	96	944	56	156
BRETAGNE	2 844	176	76	352	120	928	16	92
POITOU CHARENTES	1 696	140	64	180	80	572	4	18
AQUITAINE	2 956	96	64	372	80	1 000	68	216
MIDI PYRENEES	2 276	140	20	228	80	768	44	204
LIMOUSIN	696	24	36	56	40	264		36
RHONE-ALPES	3 280	72	72	364	192	1 136		240
AUVERGNE	1 028	52		132	56	308		92
LANGUEDOC ROUSSILLON	2 864	56	48	236	108	1 348	8	160
PROVENCE COTE D'AZUR	3 836	84	108	320	200	1 340	8	244
CORSE	240			24	4	64	40	24

TAB. 61 : FLUX MIGRATOIRES EXTRA-REGIONAUX. Rég. Nord/Pas-de-Calais :
 Ens. des communes rurales, ens. des unités urbaines de moins
 de 50 000 h, unités urbaines de plus de 50 000 h. 1962-1968.

U. U DENAIN	U. U DOUAI	U. U LENS	U. U BETHUNE	U. U HAZE- BROUCK	U. U DUNKERQUE	U. U CALAIS	U. U BOULOGNE	U. U ARRAS	U. U SAUBERT
456	596	1 208	604	504	960	980	768	936	536
80	156	220	120	12	296	76	196	120	244
520	636	856	528	196	632	304	528	760	788
80	260	92	132	68	380	92	256	108	112
32	40	136	60	64	160	48	52	92	32
16	40	72	64	32	116	76	88	44	20
92	148	48	48	28	96	88	28	68	64
42	168	392	140	132	788	24	108	216	204
28	28	56	40		152	36	20	100	
4	4	84	32	12	92	44	48	8	84
76	48	48	80	64	196	72	32	144	80
	84	80	48	20	340	52	260	84	60
16	88	164	12	32	72	48	60	64	36
92	112	152	92	80	320	24	36	56	88
88	148	144	48	12	100	64	60	80	44
	32		4	4	16	104	40	8	
112	140	184	88	16	216	60	76	200	92
	56		4	24	20	16	16	56	76
	00	16	124	24	176	44	76	48	124
108	160	168	88	20	404	156	140	136	72
	20				4	4			16

Si l'on excepte le cas de la Picardie limitrophe, ce n'est donc pas à partir des flux migratoires les plus intenses que le déficit s'est proportionnellement le plus accentué, mais à partir de flux jusqu'ici modestes et qui ne se sont fortement développés que récemment en se déséquilibrant au profit de l'émigration, notamment dans le cas des flux reliant le Nord et le midi.

La région parisienne fut bien entendu la première région à bénéficier de ce phénomène d'émigration depuis le Nord-Pas-de-Calais, puisqu'elle a absorbé, entre 1968 et 1975, un peu plus de 30 % du déficit migratoire de la région (- 40 735 h), mais elle en avait absorbé davantage pendant les périodes précédentes. Par contre la Picardie est devenue le second bénéficiaire de ce déficit en en absorbant 20 % (contre 6,6 % entre 1962 et 1968). Le midi et en particulier la région Provence-Côte d'Azur en ont absorbé une part non négligeable et grandissante (Provence-Côte d'Azur : 13,9 % entre 1968 et 1975 contre 12,5 % entre 1962 et 1968 et 8,8 % entre 1954 et 1962). En ce qui concerne les autres régions, l'évolution a été variable et de peu d'amplitude (cf. graphique).

3) L'inégalité des échanges avec les régions françaises selon les secteurs géographiques de la région du Nord :

Pratiquement toutes les agglomérations et tous les grands secteurs géographiques de la région du Nord ont eu des échanges déficitaires avec l'ensemble des régions françaises autres que le Nord. Mais les situations furent très variables et nécessitent une

étude cas par cas.

III - Les migrations intrarégionales entre 1962 et 1968 :

a) Analyse des flux zone par zone (cf. carte des zones).

1) Le PME de Lille :

- 1) 1. A un important brassage de population à l'intérieur du PME de Lille n'ont correspondu que des échanges limités avec l'extérieur.

Les mouvements migratoires, compte-tenu du poids démographique du PME de Lille (1 056 808 personnes), mettent en jeu des effectifs importants en valeur absolue (81 084 immigrants internes, 75 420 émigrants internes) ; mais l'importance de ces chiffres ne doit pas dissimuler la faiblesse des mouvements en valeur relative. Les taux d'immigration interne (7,9 %) et d'émigration interne (7,4 %) sont les plus faibles des 27 zones d'étude INSEE.

Le PME ne connaît de brassage de population qu'à l'intérieur de ses limites (l'expansion urbaine s'y étant accompagnée d'une redistribution de la population à l'intérieur de l'agglomération et dans la zone péri-urbaine) et n'a que des échanges de population limités avec l'extérieur.

- 1) 2. Le PME de Lille draine une partie de la population du reste

TAB. 62 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX. 1962-1968.

	RÉSIDENT EN 1962 A		RÉSIDENT EN 1968 A												
	PME LILLE	PME DUNKERQUE	PME CAMBRAI	PME SAMBRE	PME VALEN CIENNES	PME DOUAI	PME SOMAIN ANICHE	PME ARRAS	PME BOULOGNE	PME CALAIS	PME St OMER	PME BETHUNE	PME LENS		
PME LILLE	941 544	2 224	892	1 224	4 624	2 828	1 180	1 200	1 456	1 284	804	6 464	10 308		
PME DUNKERQUE	3 056	135 708	72	424	1 716	476	244	160	516	1 104	304	1 168	1 072		
PME CAMBRAI	840	28	41 804	104	576	296	108	104	72	4	0	132	296		
PME SAMBRE	600	28	108	66 888	824	204	128	8	64	72	16	204	292		
PME VALENCIENNES	3 284	336	628	924	338 328	872	1 824	184	104	116	36	1 528	1 108		
PME DOUAI	1 684	112	168	164	816	130 380	2 304	168	52	36	64	1 120	2 332		
PME SOMAIN ANICHE	588	36	40	60	1 572	1 600	65 032	72	0	28	0	436	352		
PME ARRAS	944	196	92	60	188	264	160	55 732	280	136	132	1 048	2 124		
PME BOULOGNE	868	176	44	84	104	32	16	272	105 588	380	108	748	336		
PME CALAIS	740	416	16	64	80	76	4	132	480	93 416	228	172	384		
PME St OMER	480	132	28	24	96	112	4	92	172	156	39 964	440	268		
PME BETHUNE	2 780	204	68	136	648	232	124	432	148	176	228	242 820	996		
PME LENS	4 440	208	132	144	668	1 804	192	816	208	108	180	6 332	3 184		
PME BERCK-LE-TOUQUET	424	12	8	20	96	156	16	128	536	124	48	352	364		
ZONE BERGUES	524	1 660	4	40	48	76	20	0	68	252	188	48	68		
ZONE HAZERBROUCK	2 728	564	12	44	100	52	12	48	88	80	244	452	200		
ZONE CAMBRAI rural	812	44	1 508	272	1 088	272	208	100	24	12	56	124	212		
ZONE BERTINCOURT	100	16	116	0	40	104	36	24	16	0	4	100	84		
ZONE AVESNOIS	1 160	100	120	3 500	1 508	104	68	52	36	24	8	168	232		
ZONE ARRAS rural	648	8	40	32	128	92	72	1 288	108	48	112	948	1 204		
ZONE ORCHIES-ALEUX	732	2	76	52	308	636	336	0	4	0	0	32	112		
ZONE ARRAS MINIER	264	44	40	24	56	696	48	348	20	12	32	132	1 092		
ZONE BOULONNAIS	140	60	20	4	8	12	0	26	900	292	44	112	100		
ZONE CALAISIS	224	148	0	0	20	0	0	20	72	744	124	112	140		
ZONE St OMER RURAL	448	4	0	8	36	20	12	92	84	76	776	460	176		
ZONE BETHUNE RURAL	640	4	4	8	88	12	48	20	4	28	8	1 556	216		
ZONE MONTREUIL	404	36	16	8	12	24	8	128	312	52	48	264	208		
TOTAL	971 124	142 512	46 056	743 312	82 336	141 432	72 216	61 648	111 412	100 170	43 756	267 008	399 664		

RÉSIDENT EN 1962 A		RÉSIDENT EN 1968 A														TOTAL
PNE BERCK-LE-TOUQUET	ZONE BERGUES	ZONE HAZEBROUCK	ZONE CAMBRAI	ZONE BETHUNE	ZONE TINQUEMONT	ZONE AVESNOIS	ZONE ARRAS	ZONE ORCHIES-ARLEUX	ZONE MINIER	ZONE BOULONNAIS	ZONE CALAISIS	ZONE ST OMER	ZONE BETHUNE	ZONE MONTREUIL		
PNE LILLE	508	1 004	3 968	1 788	108	1 784	1 656	992	288	264	488	616	1 240	732	991 468	
PNE DUNKERQUE	84	4 248	1 232	288	44	332	84	32	40	172	544	180	76	16	153 392	
PNE CAMBRAI	8	8	44	3 020	296	164	120	84	20	4	0	4	0	4	48 140	
PNE SANGRE	20	12	60	452	0	5 372	28	48	4	68	0	36	0	8	75 904	
PNE VALENCIENNES	56	72	372	1 904	32	1 864	296	472	108	52	16	80	80	76	354 752	
PNE DOUAI	12	48	116	356	52	296	212	764	472	36	4	28	44	16	141 756	
PNE SOMAIN ANICHE	8	16	32	104	4	64	108	552	12	0	0	16	20	0	70 752	
PNE ARRAS	88	40	48	196	172	64	3 748	48	776	100	88	152	140	212	67 228	
PNE BOULOGNE	476	76	16	52	24	12	336	4	108	1 812	92	156	76	488	112 084	
PNE CALAIS	116	292	84	60	24	72	136	12	28	580	1 432	132	108	132	99 416	
PNE ST OMER	48	384	352	12	0	16	196	4	44	64	400	256	128	92	23 892	
PNE BETHUNE	144	24	440	112	72	116	1 424	12	144	96	80	592	1 224	256	234 844	
PNE LENS	88	64	184	64	88	52	920	20	580	148	128	172	240	360	234 844	
PNE BERCK-LE-TOUQUET	33 448	20	8	4	4	24	108	0	20	100	0	64	52	1 356	3 172	
ZONE BERGUES	0	46 672	736	16	0	32	60	4	0	0	284	84	16	24	303 920	
ZONE HAZEBROUCK	32	592	93 320	60	8	156	28	20	8	8	40	368	608	30	99 892	
ZONE CAMBRAI rural	16	68	60	110 400	152	1 084	224	96	108	16	8	40	12	32	117 048	
ZONE BERTINCOURT	0	60	12	232	15 716	8	308	36	144	24	0	64	0	72	17 324	
ZONE AVESNOIS	68	16	124	880	0	110 840	112	32	20	48	4	20	0	8	119 272	
ZONE ARRAS rural	104	134	68	116	404	18	93 584	12	220	88	60	240	148	780	100 724	
ZONE ORCHIES-ARLEUX	0	20	16	64	144	44	60	24 896	48	0	80	0	4	20	27 692	
ZONE ARRAS MINIER	12	12	40	20	196	20	628	144	28 516	28	20	4	36	24	32 512	
ZONE BOULONNAIS	60	8	24	0	0	8	72	0	44	32 592	300	224	16	316	35 384	
ZONE CALAISIS	0	336	88	0	4	3	16	0	4	456	28 772	284	28	48	31 648	
ZONE ST OMER RURAL	32	56	320	0	0	24	352	12	12	180	228	41 964	360	256	46 032	
ZONE BETHUNE RURAL	8	24	492	12	20	0	204	4	16	0	44	300	27 968	16	31 744	
ZONE MONTREUIL	440	0	28	28	8	4	820	20	20	204	52	360	20	42 488	46 012	
TOTAL	35 876	54 276	102 184	118 460	17 572	122 868	105 840	28 320	31 804	37 148	33 164	47 256	33 232	47 564		

SOLDE DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX. 1962-1968.

	PME LILLE	PME DUNKERQUE	PME CAMBRAI	PME SAMBRE	PME VALEN- CIENNES	PME BOUAI	PME SOMAIN- ANICHE	PME ARRAS	PME BOULOGNE	PME CALAIS	PME SAINT OMER	PME BETHUNE	PME LENS
PME LILLE	0	- 832	+ 52	+ 624	+ 1 340	+ 1 144	+ 592	+ 256	+ 588	+ 544	+ 324	+ 3 644	+ 5 868
PME DUNKERQUE	+ 832	0	+ 44	+ 396	+ 1 380	+ 364	+ 208	- 36	+ 340	+ 688	+ 172	+ 964	+ 864
PME CAMBRAI	- 52	- 44	0	- 4	- 52	+ 128	+ 68	+ 12	+ 28	- 12	- 28	+ 64	+ 164
PME SAMBRE	- 624	- 396	+ 4	0	- 100	+ 40	+ 68	- 52	- 20	+ 8	- 8	+ 68	+ 148
PME VALENCIENNES	- 1 340	- 1 380	+ 52	+ 100	0	+ 56	+ 252	- 4	0	+ 36	- 66	+ 880	+ 440
PME BOUAI	- 1 144	- 364	- 128	- 40	- 56	0	+ 704	- 96	+ 20	- 40	- 48	+ 888	+ 528
PME SOMAIN ANICHE	- 592	- 208	- 68	- 68	- 252	- 704	0	- 88	- 16	+ 24	- 4	+ 312	+ 160
PME ARRAS	- 256	+ 36	- 12	+ 52	+ 4	+ 96	+ 88	0	+ 8	+ 4	+ 40	+ 616	+ 1 308
PME BOULOGNE	- 588	- 340	- 28	+ 20	0	- 20	+ 16	- 8	0	- 100	- 64	- 200	+ 128
PME CALAIS	- 544	- 688	+ 12	- 8	- 36	+ 40	- 24	- 4	+ 100	0	+ 72	- 4	+ 276
PME OMER	- 324	- 172	+ 28	+ 8	+ 60	+ 48	+ 4	- 40	+ 64	- 72	0	+ 212	+ 88
PME BETHUNE	- 3 644	- 964	- 64	- 68	- 880	- 888	- 312	- 616	+ 200	+ 4	- 212	0	- 1 236
PME LENS	- 5 868	- 864	- 164	- 148	- 440	- 528	- 160	- 1 308	- 128	- 276	- 88	+ 1 236	0
PME BERCQ-LE-TOUQUET	- 84	- 72	0	0	+ 40	+ 144	+ 8	+ 40	+ 60	+ 8	0	+ 208	+ 276
ZONE BÈRGUES	- 480	- 2 588	- 4	+ 28	- 24	+ 28	+ 4	- 40	- 8	- 40	- 196	+ 24	+ 4
ZONE HAZEBROUCK	- 1 240	- 668	- 32	- 16	- 272	+ 36	- 20	0	+ 72	- 4	- 108	+ 12	+ 16
ZONE CAMBRAI RURAL	- 976	- 244	- 1 512	- 180	- 816	- 84	+ 104	- 96	- 28	- 48	+ 44	+ 12	+ 148
ZONE BERTINCOURT	0	- 20	- 180	0	+ 8	+ 52	+ 32	- 148	- 3	- 24	+ 4	+ 28	- 4
ZONE AVESNOIS	- 604	- 232	- 44	- 2 232	- 356	- 192	+ 4	- 12	+ 24	- 48	- 8	+ 52	+ 180
ZONE ARRAS RURAL	- 1 008	- 76	- 80	+ 4	- 168	- 120	- 36	- 2 460	- 228	- 88	- 24	+ 476	+ 284
ZONE ORCHIES-ARLEUX	- 260	- 24	- 8	+ 4	- 164	- 128	- 216	- 48	0	- 12	- 4	+ 20	+ 92
ZONE ARRAS MINIER	- 24	+ 4	+ 4	+ 20	- 52	+ 224	+ 36	- 428	- 88	- 16	- 12	- 12	+ 516
ZONE BOULONNAIS	- 124	- 112	+ 16	- 64	- 44	- 24	0	- 72	- 912	- 268	- 20	+ 16	- 48
ZONE CALAISIS	- 264	- 396	0	0	+ 4	- 4	0	- 68	- 20	- 688	- 276	+ 32	+ 12
ZONE SAINT OMER RURAL	- 168	- 176	- 4	- 24	- 44	- 8	- 4	- 60	- 72	- 56	- 500	- 96	+ 4
ZONE BETHUNE RURAL	- 600	- 72	+ 4	+ 8	- 8	- 32	+ 28	- 120	- 72	- 80	- 140	- 216	- 24
ZONE MONTREUIL	- 320	+ 20	+ 12	0	- 64	+ 8	+ 8	- 84	- 176	- 80	- 44	- 24	- 152

PRE BERGQ-LE TOUQUET	ZONE BERGUES	ZONE HAZE- BROUCKE	ZONE CAMBRAI RURAL	ZONE BERTIN- COURT	ZONE AVESNOIS	ZONE ARRAS RURAL	ZONE ORCHIES ARLEUX	ZONE ARRAS MINIER	ZONE BOU- LOIWAIS	ZONE CALAISIS	ZONE St OMER RURAL	ZONE BETHUNE RURAL	ZONE MONTREUIL
+ 84	+ 480	+ 1 240	+ 976	0	+ 604	+ 1 008	+ 260	+ 24	+ 124	+ 264	+ 168	+ 600	+ 320
+ 72	+ 2 588	+ 668	+ 244	+ 28	+ 232	+ 76	+ 24	- 4	+ 112	+ 396	+ 176	+ 2	- 20
0	+ 4	+ 32	+ 1 512	+ 180	+ 44	+ 80	+ 8	- 20	- 16	0	+ 4	- 4	- 12
0	- 28	+ 16	+ 180	0	+ 2 232	- 4	- 4	- 20	+ 64	0	+ 24	- 8	0
- 40	+ 24	+ 272	+ 816	- 8	+ 356	+ 168	+ 164	+ 52	+ 44	- 4	+ 44	- 8	+ 64
- 144	- 28	- 36	+ 84	- 52	+ 192	+ 120	+ 128	- 224	+ 24	+ 4	+ 8	+ 32	- 3
- 8	- 4	+ 20	- 104	- 32	- 4	+ 16	+ 216	- 36	0	0	+ 4	- 28	- 8
- 40	+ 40	0	+ 96	+ 148	+ 12	+ 2 460	+ 48	+ 428	+ 72	+ 68	+ 60	+ 120	+ 84
- 60	+ 8	- 72	+ 28	+ 8	- 24	+ 228	0	+ 88	+ 912	+ 20	+ 72	+ 72	+ 176
- 8	+ 40	+ 4	+ 48	+ 24	+ 48	+ 80	+ 12	+ 16	+ 288	+ 696	+ 56	+ 80	+ 80
0	+ 196	+ 108	- 44	- 4	+ 8	+ 84	+ 4	+ 12	+ 20	+ 276	+ 500	+ 140	+ 44
- 208	- 24	- 12	- 12	- 28	- 52	+ 476	- 20	+ 12	- 16	- 32	+ 96	+ 216	+ 24
- 276	- 4	- 16	- 148	+ 4	- 180	- 284	- 92	- 516	+ 48	- 12	- 4	+ 24	+ 152
0	+ 20	- 24	- 12	+ 4	- 44	+ 4	0	+ 8	+ 40	0	+ 32	+ 44	+ 596
- 20	0	+ 144	- 52	- 60	+ 16	- 44	- 16	- 16	- 8	- 52	+ 28	- 8	+ 24
+ 24	- 144	0	0	- 4	+ 32	- 40	+ 4	- 32	- 16	- 48	+ 48	+ 116	- 8
+ 12	+ 52	0	0	80	+ 204	+ 108	+ 32	+ 88	+ 16	+ 8	+ 40	0	+ 4
- 4	+ 60	+ 4	+ 80	0	+ 8	- 96	- 108	- 52	+ 24	- 4	+ 64	- 20	+ 64
+ 44	- 16	- 32	- 204	- 8	0	+ 64	- 12	0	+ 40	- 4	- 4	0	+ 4
- 4	+ 44	+ 40	- 108	+ 86	- 64	0	- 48	- 408	+ 16	+ 44	- 112	- 56	- 40
0	+ 16	- 4	- 32	+ 108	+ 12	+ 48	0	- 96	0	+ 80	- 12	0	0
- 8	+ 12	+ 32	- 88	+ 52	0	+ 408	+ 96	0	- 16	+ 16	- 8	+ 20	+ 4
- 40	+ 8	+ 16	- 16	- 24	- 40	- 16	0	+ 16	0	- 156	+ 36	+ 16	+ 112
0	+ 52	+ 48	- 8	+ 4	+ 4	- 48	- 80	- 16	+ 156	0	+ 56	- 16	- 4
- 32	- 28	- 48	- 40	- 64	+ 4	+ 112	+ 12	+ 36	- 56	0	+ 60	- 104	
- 44	+ 8	- 116	0	+ 20	0	+ 56	0	- 20	- 16	+ 16	- 60	0	- 4
- 596	- 24	+ 8	- 4	- 64	- 4	+ 40	0	- 4	- 4	+ 104	+ 4	0	

du Nord, mais rejette une partie de sa population hors du Nord-Pas-de-Calais.

Le solde migratoire interne du PME est faible : + 6 008 (soit + 0,6 %). Ce solde provient de l'opposition de deux balances migratoires : l'une excédentaire, celle des échanges avec le reste de la région du Nord (+ 20 344 h, soit + 2 %), l'autre déficitaire, celle des échanges avec les régions françaises autres que le Nord (- 14 336 h, soit - 1,4 %).

Ainsi le PME de Lille est il en même temps le principal pôle d'attraction et le principal foyer d'exode de la région du Nord. Il reçoit près de 50 000 immigrants en provenance du reste de la région, alors qu'il n'y envoie que 30 000 émigrants ; par contre il ne reçoit que 31 160 immigrants en provenance des autres régions françaises où il envoie 45 500 personnes (61 % des émigrants internes du PME).

1) 3. L'originalité de la région lilloise réside dans son ouverture vers l'extérieur de la région et dans sa résistance à l'attraction de Paris.

Les échanges avec les régions autres que le Nord tiennent une place très importante aux entrées dans le PME et encore plus aux sorties. Mais ce qui surprend c'est d'une part la faible intensité des échanges entre l'agglomération lilloise, grande métropole régionale, et la capitale, puisque le flux d'immigration depuis la région parisienne ne représente pas 10 % de l'immigration interne de la zone de Lille et que le flux d'émigration

vers la région parisienne représente à peine 15 % de son émigration interne, et d'autre part le caractère limité de l'attraction de la région parisienne, inférieure à celle que cette dernière exerce sur l'ensemble de la région du Nord, le déficit des migrations entre le PME de Lille et la région parisienne (- 4 280 personnes) ne représentant pas 30 % du déficit des migrations entre le PME de Lille et l'ensemble des régions françaises autres que le Nord.

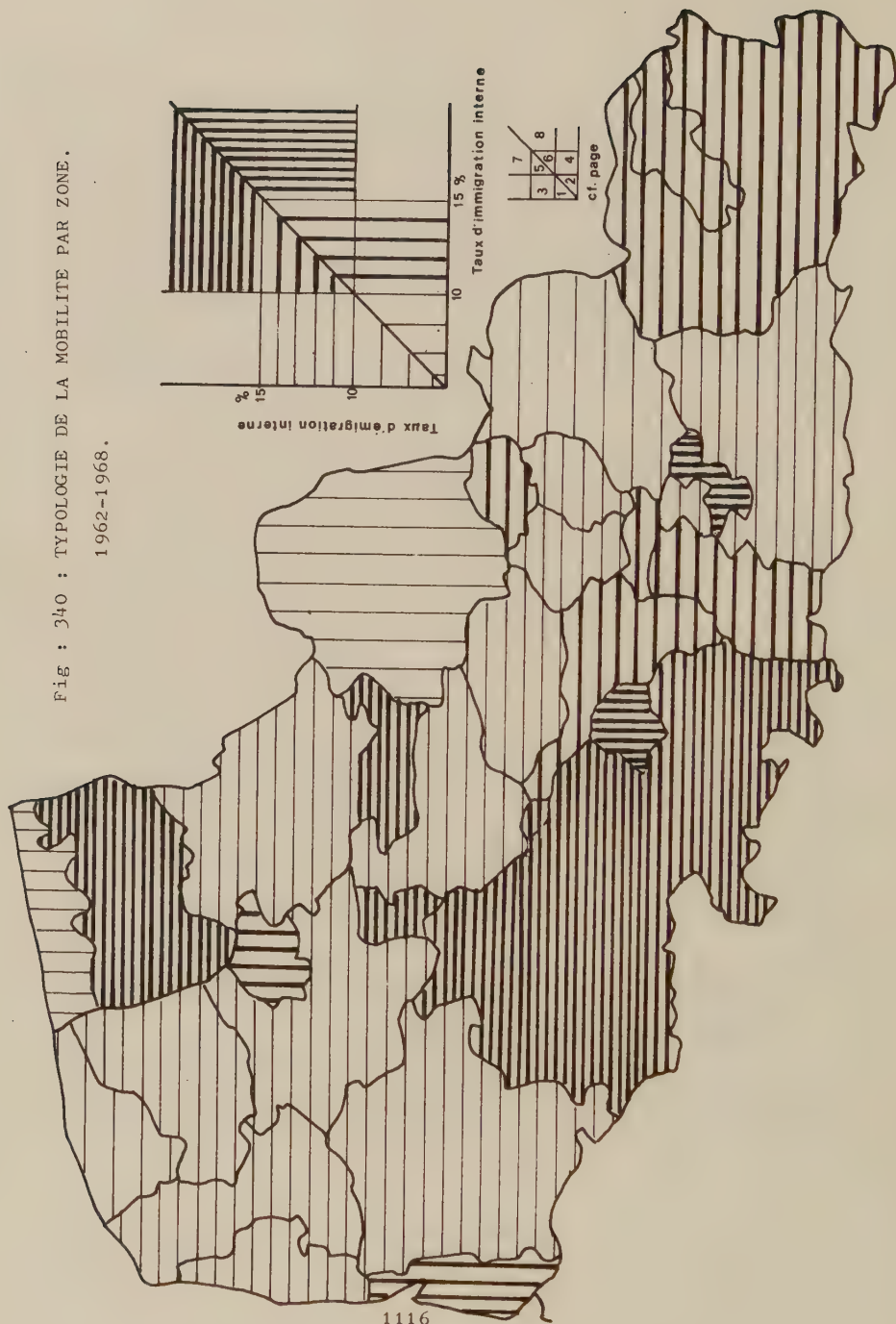
Les migrations établies entre la région lilloise et les régions limitrophes (Picardie et Champagne) sont assez bien équilibrées (9 à 10 % des entrées et des sorties) et ne donnent lieu qu'à un déficit migratoire insignifiant.

Par contre les migrations développées entre le PME de Lille et les autres régions sont fortement déficitaires (- 9 800 personnes). Mais on ne peut analyser plus en détail ces mouvements à partir des données concernant le PME, cependant à partir d'autres tableaux relatifs à l'unité urbaine de Lille il est possible de constater que ce sont à égalité (- 2 500 dans chaque cas) les régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur qui bénéficient essentiellement du déficit migratoire de la région lilloise.

1) 4. La région lilloise exerce une forte attraction sur le pays minier et la Flandre intérieure.

Les échanges entre la région lilloise et les 26 autres zones d'étude de la région sont très développés aussi bien en ce qui concerne les flux d'entrées que les flux de sorties.

Fig : 340 : TYPOLOGIE DE LA MOBILITE PAR ZONE.
1962-1968.



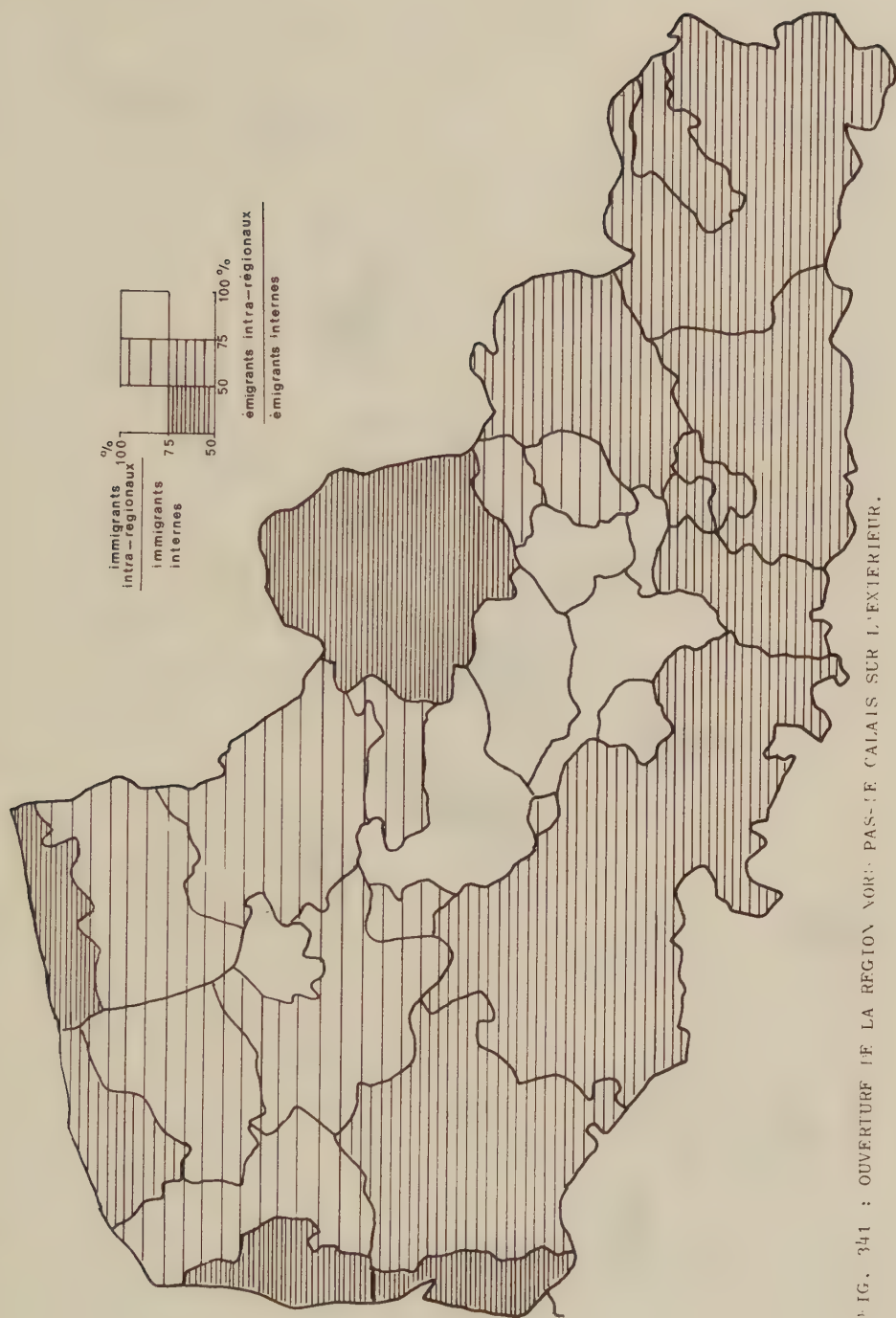


FIG. 341 : OUVERTURE DE LA REGION NORD-PAS-DE-CALAIS SUR L'EXTERIEUR.

FIG. 342 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE LILLE.
1962/1968.

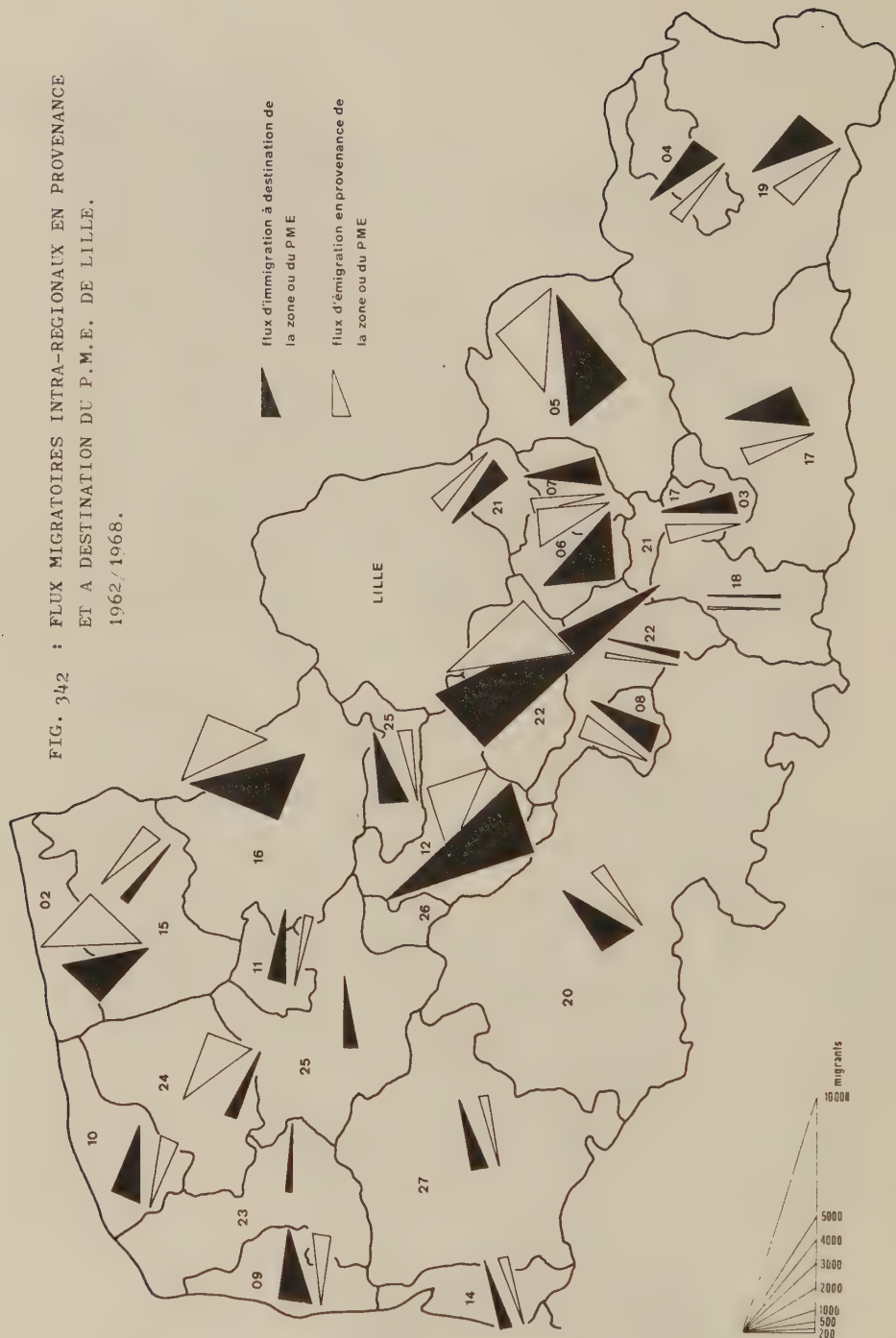
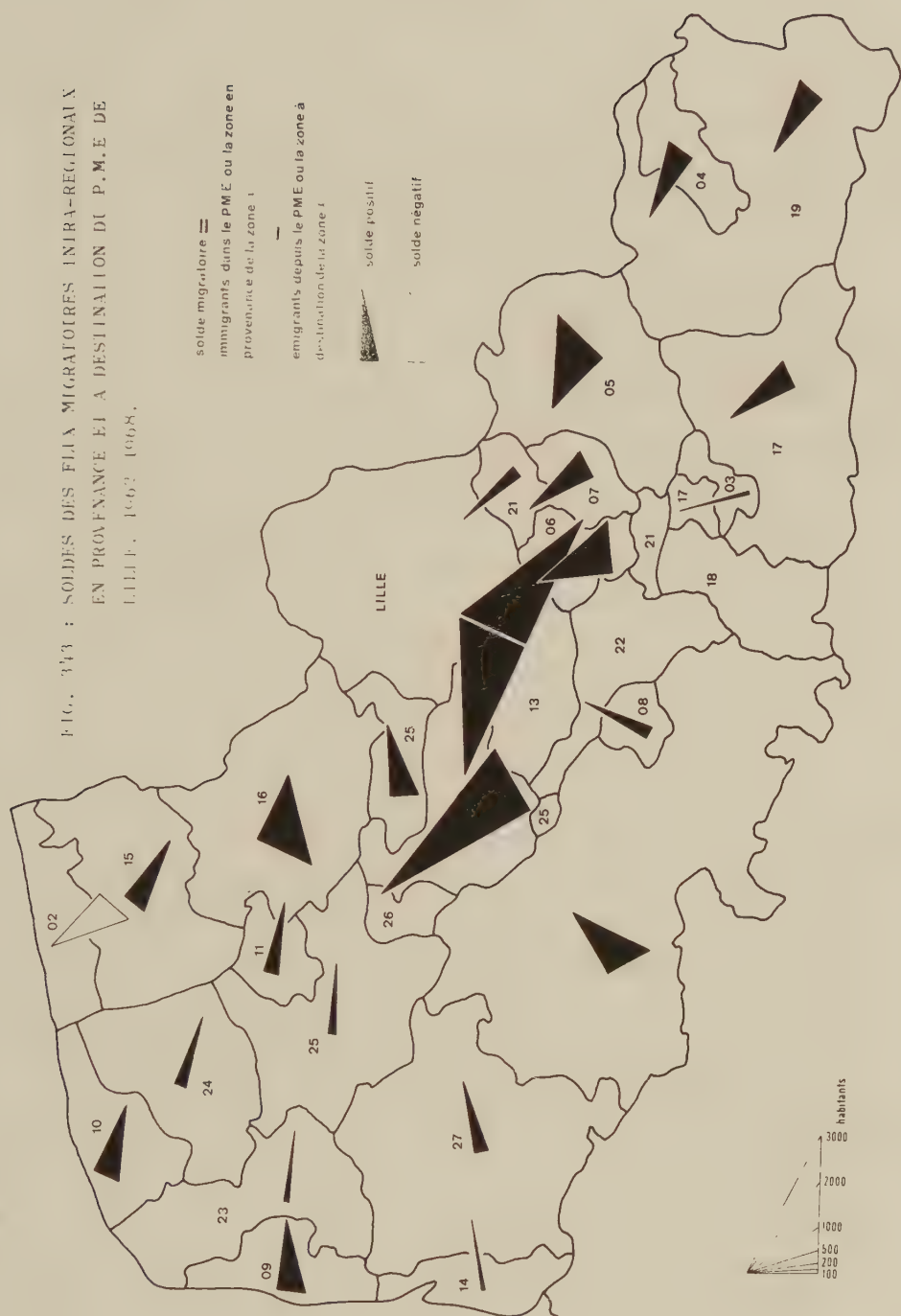


FIG. 343 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENCE ET A DESTINATION DU P.M.E DE
LILLE, 1962-1968.



Ce sont les mêmes zones qui envoient le plus d'immigrants vers la région lilloise et en reçoivent le plus d'émigrants. Il y a donc corrélation entre l'intensité des flux d'entrées et des flux de sorties, ce qui facilite la mise en évidence des principaux courants migratoires.

Le pays minier vient au premier rang. Un peu plus de 50 % des immigrés du PME de Lille en provenance de la région du Nord sont originaires du pays minier (25 364 personnes, soit 2,4 % de la population lilloise), principalement des régions de Lens et de Béthune (32 % des immigrés). Mais le pays minier accueille une proportion moindre des émigrés en provenance de la région lilloise (43,2 % des émigrés à destination de la région du Nord). La balance migratoire est donc favorable à l'agglomération lilloise et assure l'essentiel des gains de population du PME (61,9 % des gains qu'il réalise au détriment du reste de la région du Nord, soit 12 588 habitants).

Le poids démographique des autres zones d'étude ne leur permet pas de jouer, face à celui du PME de Lille, un rôle comparable à celui du bassin minier. Même lorsque la majorité de leurs émigrants se dirige vers le PME de Lille, leur part dans les entrées est faible. Seules deux zones entretiennent avec celui-ci des migrations leur permettant de dépasser 4 % des entrées : les zones d'Hazebrouck et de Dunkerque.

La zone d'Hazebrouck participe pour près de 8 % à l'immigration vers la région lilloise et reçoit 9 % des émigrants la quittant pour une autre zone de la région du Nord. La proximité des

deux zones et l'opposition entre la ruralité de la zone d'Hazebrouck (Flandre intérieure) et l'urbanisation de celle de Lille expliquent la situation très favorable de cette dernière avec une balance migratoire de + 1 240 habitants.

Seules les migrations établies entre le PME de Dunkerque et celui de Lille sont défavorables à ce dernier. Le PME de Dunkerque ne fournit que 4,5 % des immigrants dans le PME de Lille originaires du Nord-Pas-de-Calais, tandis qu'il accueille 10,5 % des émigrants du PME de Lille à destination du reste du Nord (4 % de l'ensemble des émigrants internes du PME de Lille). Ce déséquilibre provoque une perte de 832 habitants pour la région lilloise, perte peu importante mais qui témoigne du dynamisme de l'agglomération de Dunkerque, la seule à avoir résisté à l'attraction lilloise.

2) Les PME du littoral :

2) 1. Le PME de Dunkerque :

- Faible mobilité, mais forte immigration :

Le PME de Dunkerque (162 620 h) se caractérise par l'importance qu'y tient l'immigration : 23 724 immigrants internes contre seulement 14 400 émigrants internes. Ce PME vient au deuxième rang des 27 zones d'étude INSEE pour les effectifs de ses immigrants, alors qu'il ne se place qu'au 5° pour ceux de sa population totale. Et pourtant la mobilité de cette population est modérée puis-

FIG. 344 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE DUNKERQUE,
1962/1968.

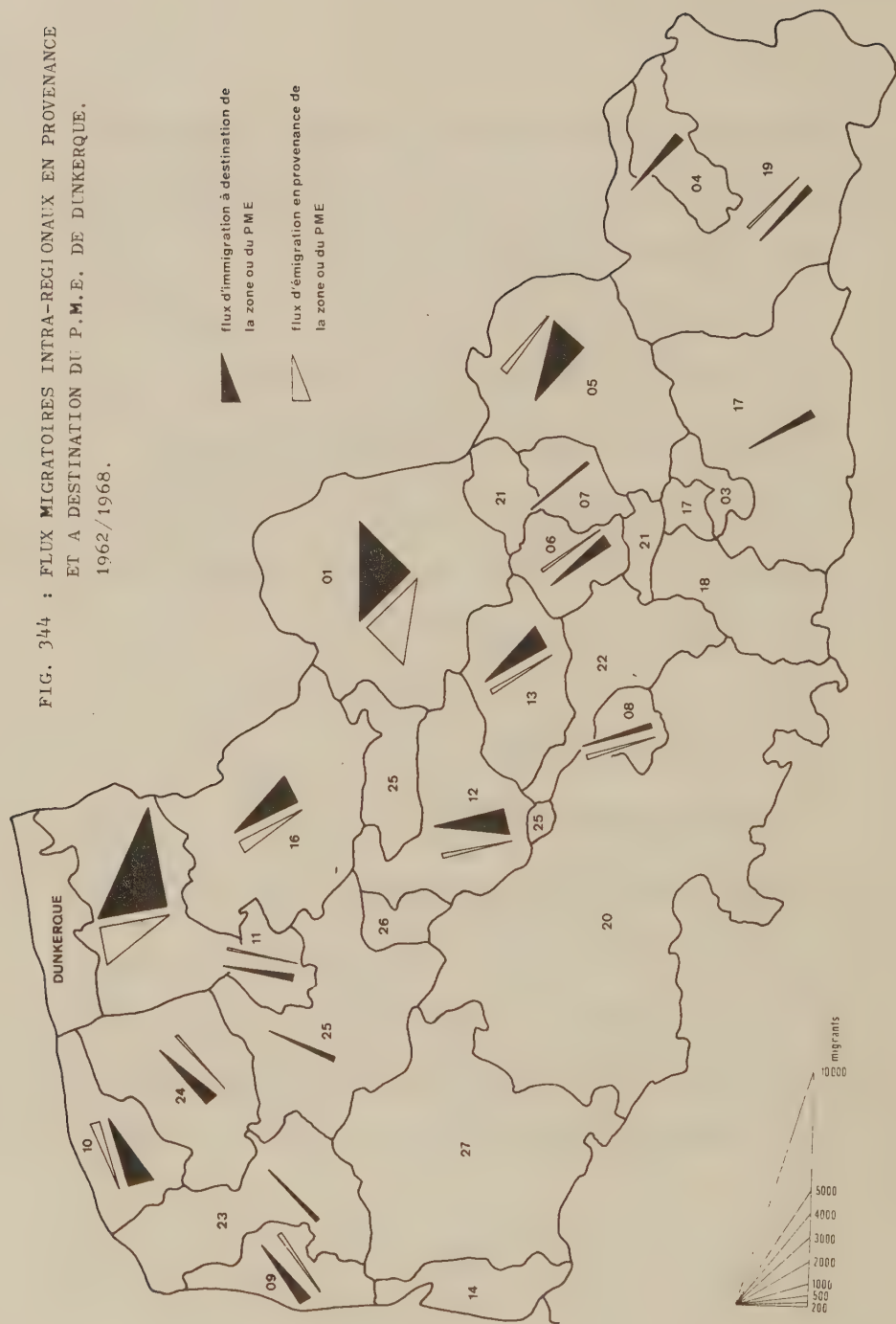
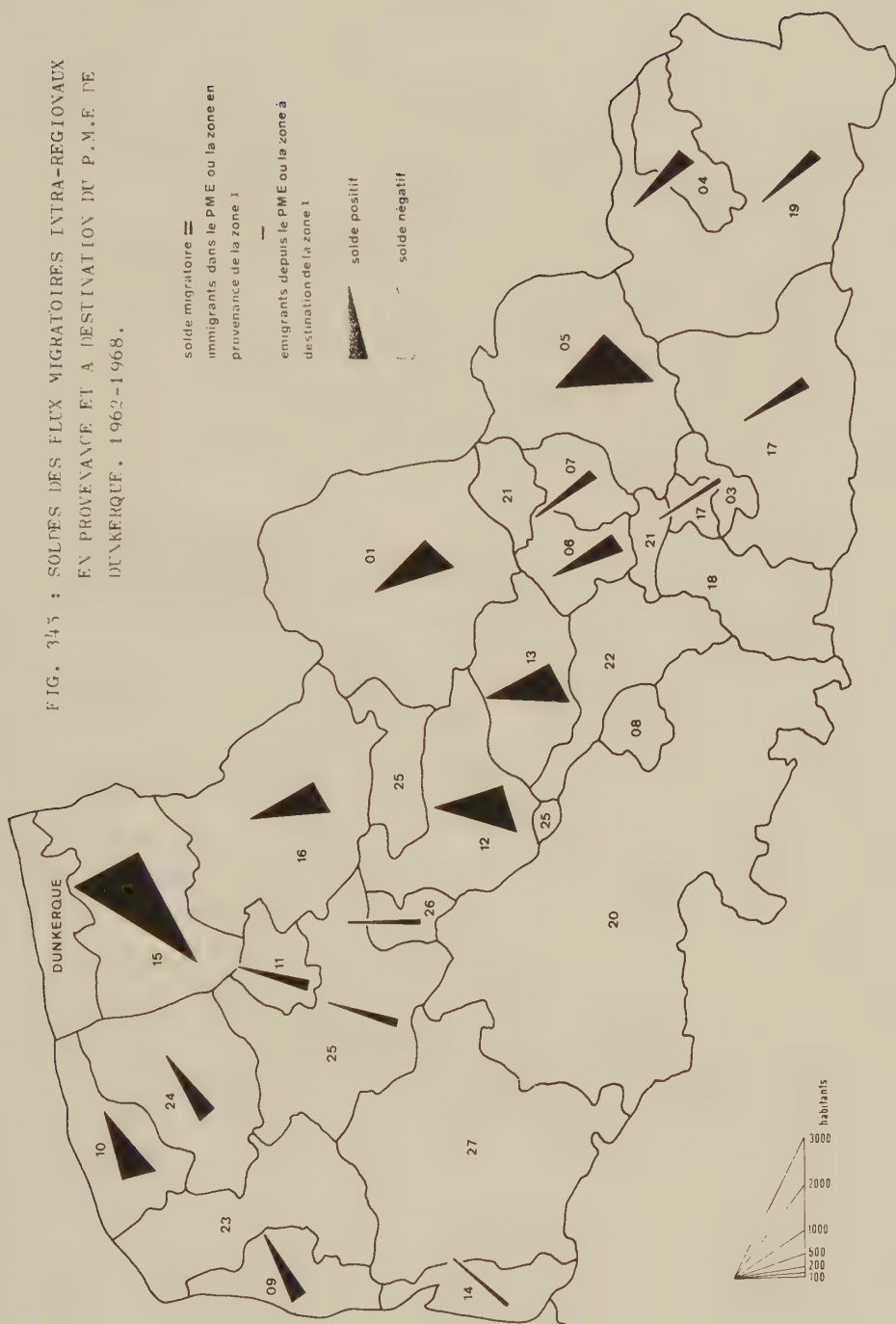


FIG. 345 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E. DE
DUNKERQUE, 1962-1968.



qu'à un taux d'immigration interne assez élevé (14,9 %), ne correspond qu'un taux d'émigration modeste (9,6 %), figurant parmi les plus bas de la région du Nord.

Le caractère le plus remarquable de ces données est la mise en évidence de la forte disproportion des effectifs d'immigrants et d'émigrants. Le PME de Dunkerque est la zone de la région qui a connu le plus fort accroissement de population par solde migratoire entre 1962 et 1968 en valeur relative : + 5,8 %, soit + 9 284 h (c'est à dire plus que l'énorme PME de Lille, 7 fois plus peuplé).

- Les gains de population dûs aux migrations proviennent exclusivement de la région du Nord.

L'accroissement résultant des échanges migratoires est dû tout entier aux gains de population réalisés au détriment des autres zones du Nord puisque la balance des migrations entre le PME de Dunkerque et l'ensemble des régions françaises autres que le Nord est négative (- 1 564 h). Mais la disproportion entre les deux soldes est telle que le courant de départs hors de la région du Nord ne compromet pas le profit que tire le PME de Dunkerque des migrations intra-régionales.

C'est hors de la région que le PME de Dunkerque envoie l'essentiel de ses émigrants (53 %), alors que la région du Nord lui fournit quasiment les 3/4 de ses immigrants (74 %). Le PME de Dunkerque paraît donc beaucoup plus fermé que celui de Lille, les courants migratoires qui relient Dunkerque aux régions fran-

çaises autres que le Nord étant avant tout des courants d'émigration.

L'attraction de la région parisienne (13,3 % des émigrants internes) est faible, comme d'ailleurs celle des autres régions ; la situation périphérique de Dunkerque et surtout son dynamisme semblant avoir fortement restreint l'émigration. Mais comme celle-ci n'est pas compensée par une immigration en provenance des régions françaises autres que le Nord (à l'exception de la Lorraine sidérurgique), le PME perd une partie de ses habitants à leur profit, dont 50 % au bénéfice de la région parisienne.

- Des soldes migratoires intrarégionaux toujours excédentaires, mais une zone d'attraction restreinte :

Les immigrants vers Dunkerque proviennent de toutes les zones de la région et dans tous les cas les soldes des migrations reliant le PME de Dunkerque et les 26 autres zones d'étude sont positifs. Cependant la véritable zone d'attraction de Dunkerque est beaucoup plus limitée que celle de Lille. Les migrations entre le PME de Dunkerque et les autres zones ne sont vraiment développées qu'à courte distance. Le PME de Dunkerque n'exerce de forte attraction que sur le reste de la Plaine maritime et très secondairement sur le pays minier.

L'attraction sur la Plaine maritime et la partie occidentale de la Flandre intérieure est considérable puisque la zone de Bergues fournit plus d'un quart de l'immigration vers Dunkerque et que le quart de l'accroissement du PME de Dunkerque par excédent

migratoire en provient (plus de 2 500 h). Cette attraction diminue rapidement avec l'éloignement puisqu'elle ne s'exerce plus que modérément sur la partie centrale de la Flandre intérieure et sur le Calaisais et le Boulonnais. 6,9 % seulement des immigrants dans le PME de Dunkerque originaires du Nord proviennent de la zone d'Hazebrouck, 6,2 % du PME de Calais et 3 % du Calaisais, les flux migratoires établis entre le PME de Dunkerque et ces trois zones, bien que fortement déséquilibrés, ne procurent à celui-ci que des excédents migratoires très limités.

Les courants établis entre le pays minier et la zone de Dunkerque et surtout entre cette dernière et la région lilloise sont d'une autre nature. La région lilloise absorbe près du tiers des émigrants originaires du PME de Dunkerque, mais lui envoie aussi d'importants contingents (17 % des entrées dans le PME de Dunkerque en provenance du Nord-Pas-de-Calais). Les déplacements entre les deux zones sont donc nombreux dans les deux sens et relativement équilibrés bien que favorables, ainsi que nous l'avons déjà souligné, au PME de Dunkerque seule zone du Nord à bénéficier d'un bilan excédentaire dans ses échanges avec le PME de Lille (+ 830 h). Au contraire les flux développés entre le PME de Dunkerque et l'ensemble du pays minier sont très déséquilibrés. Le pays minier fournit une part assez importante de l'immigration à Dunkerque (pourtant ces effectifs ne représentent qu'une faible part des départs depuis cette région) et n'en reçoit que peu d'émigrants. L'essentiel des arrivées à Dunkerque depuis le pays minier provient du PME de Valenciennes (9,6 % des

immigrants en provenance du Nord) et consiste probablement en métallurgistes transférés par Usinor dans ses nouvelles installations de la côte ou partis de leur plein gré depuis les usines du Valenciennois ou du secteur de Denain. L'Ouest du bassin, malgré les difficultés de l'emploi qu'il connaît, ne fournit qu'un assez faible contingent d'immigrants au PME de Dunkerque. Il ne s'est pas produit de déversement de population depuis cette zone minière déficitaire en matière d'emploi vers la zone de Dunkerque en expansion. Mais l'insignifiance de l'émigration vers le bassin minier depuis le PME de Dunkerque permet à ce dernier de bénéficier d'un solde migratoire de + 3 780 h au détriment de l'ensemble du bassin (dont + 1 380 au détriment du PME de Valenciennes), ce qui représente près du tiers du solde des migrations entre le PME de Dunkerque et le reste de la région du Nord.

2) 2. Le PME de Calais :

- Le PME de Calais a une population très stable, les entrées et les sorties des migrants y sont très équilibrées.

Les taux d'immigration et d'émigration y sont fort bas (0,8 % environ) et très équilibrés, et le solde migratoire interne y est presque nul (- 288 h). Ce solde provient, comme souvent dans la région, de deux soldes opposés, mais tous deux de faible ampleur : l'un faiblement positif, celui des échanges avec les autres zones de la région du Nord, l'autre faiblement

FIG.346 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE CALAIS.
1962/1968.

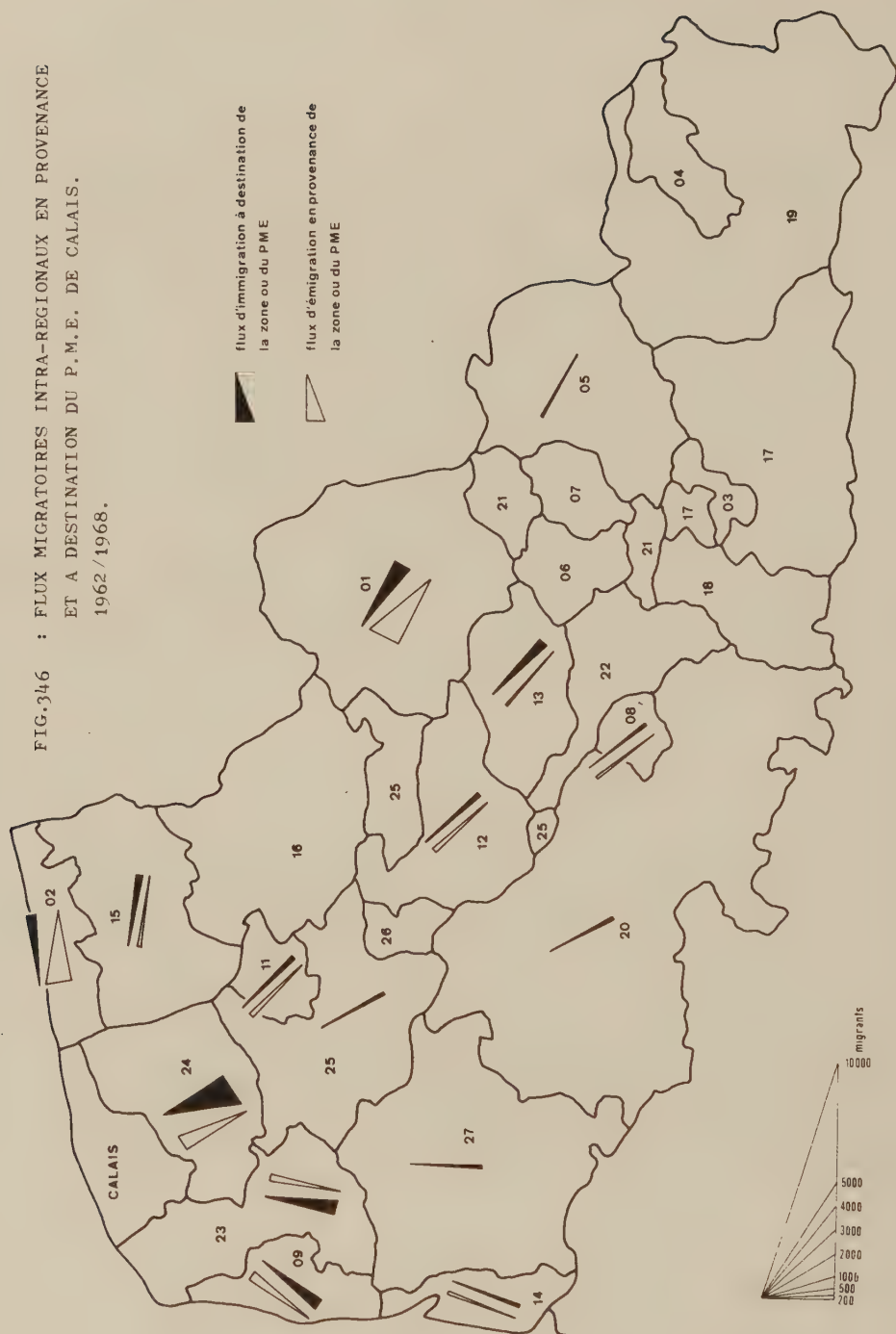


FIG. 347 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E. DE
CALAIS, 1962-1968.

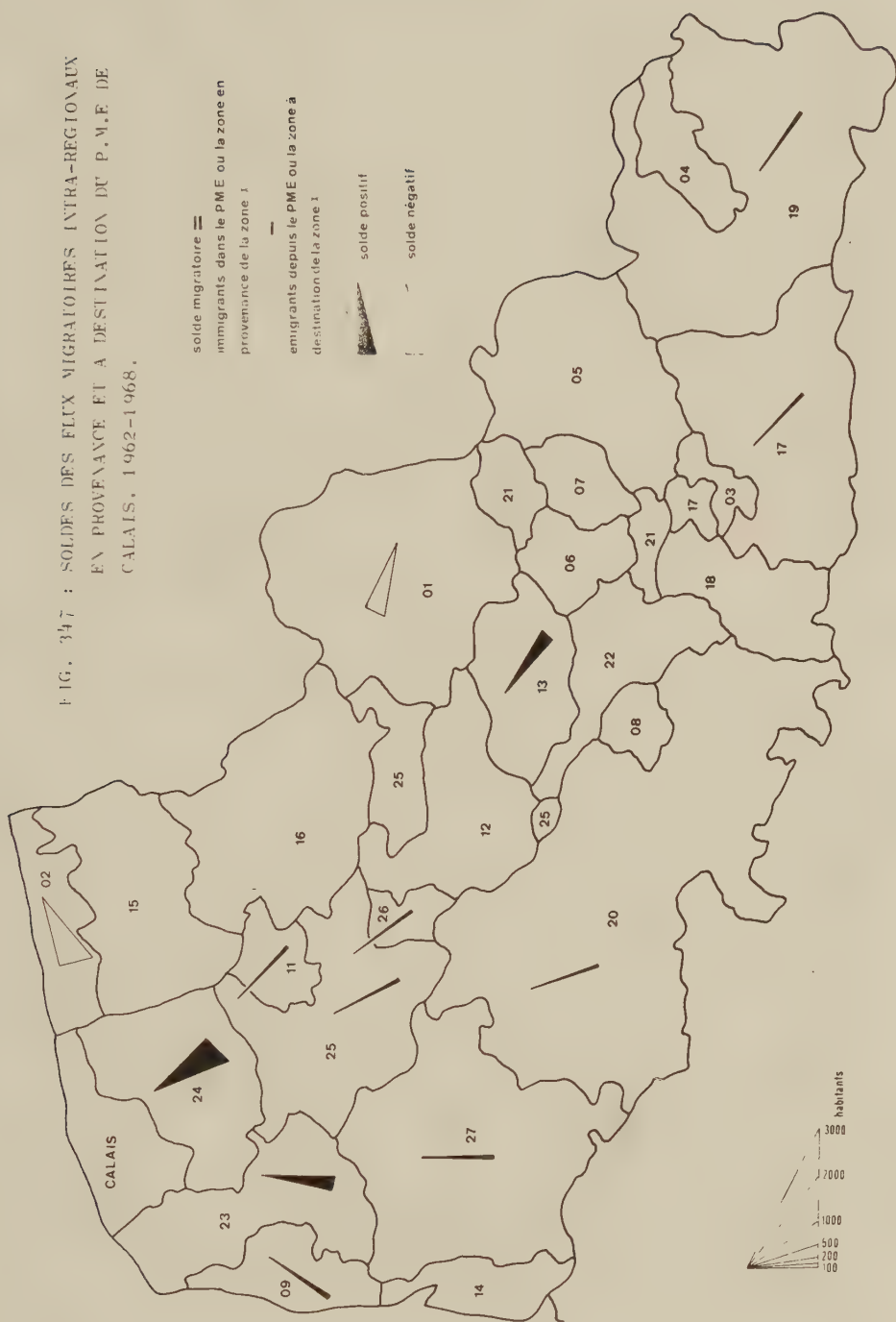


FIG. 348 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E. DE BOULOGNE.
1962/1968.

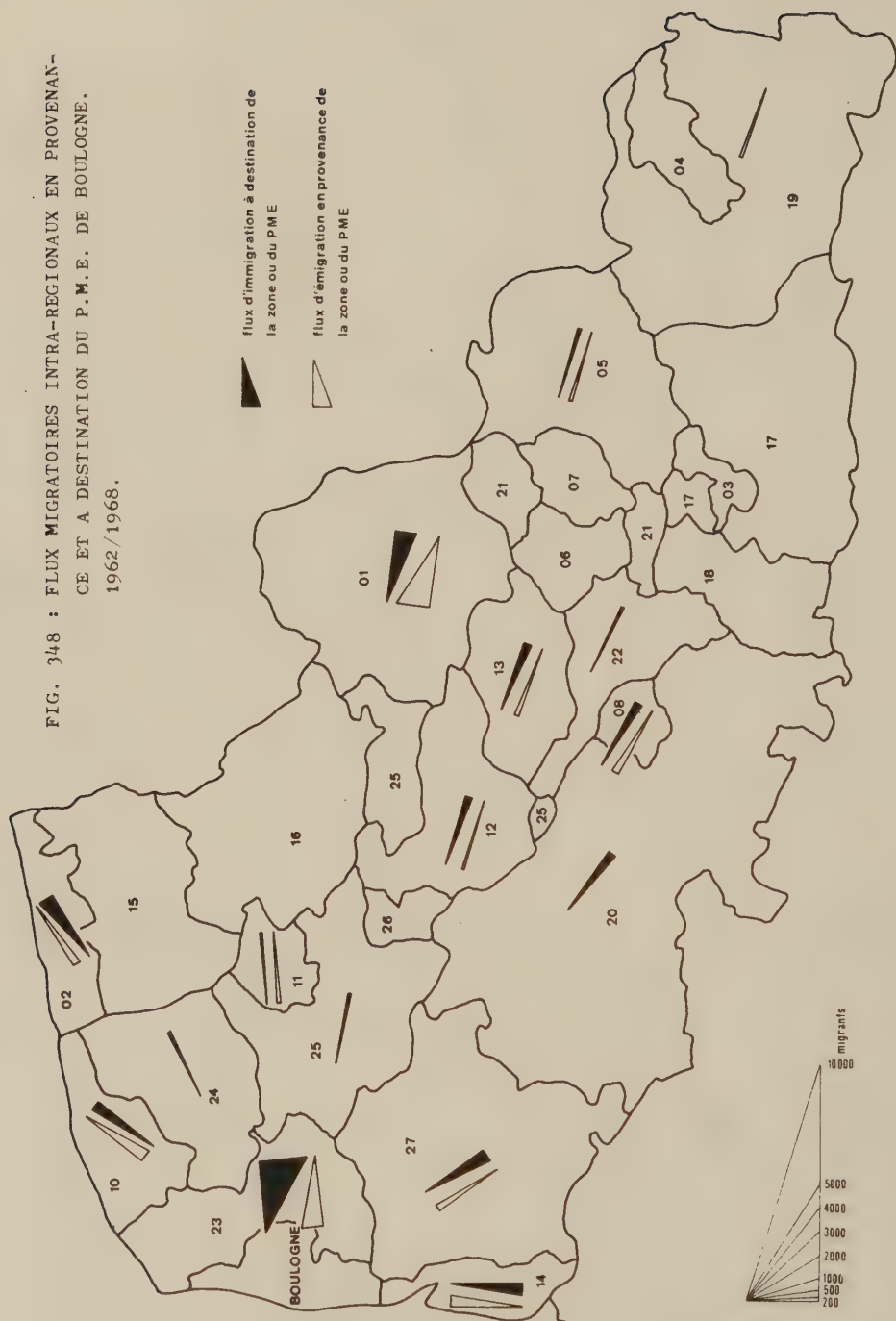
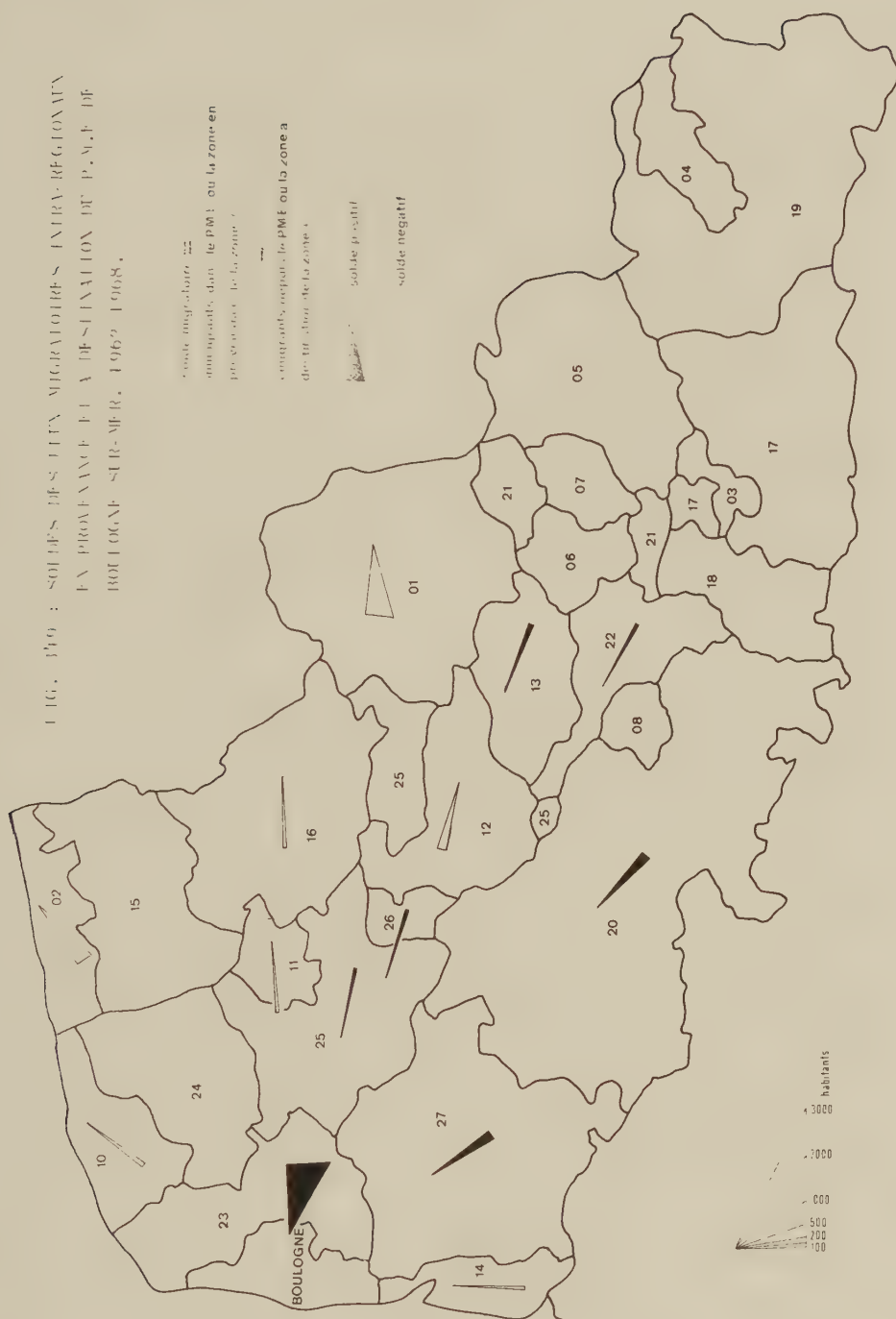


FIG. 190 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
 PAR PROVINCE ET A DESTINATION DU P.N.E. DE
 BOUTOGNE SUR-MER, 1962-1968.



négatif, celui des échanges avec les régions françaises autres que le Nord.

- Les flux migratoires principaux sont, comme à Dunkerque, des flux à courte distance.

Ils sont établis sur trois axes dirigés : vers le Calaisis, vers Dunkerque et vers Lille.

Les flux établis entre Calais et le Calaisis et le Boulonnais procurent à Calais des gains respectifs de 700 et 300 h. Mais par contre les flux reliant les PME de Calais et de Dunkerque font perdre à Calais 700 h. Enfin la région lilloise draine également une assez grande part des émigrants originaires de Calais (550 h).

- Ici également l'attraction parisienne est peu sensible.

Les migrations externes à la région du Nord sont en règle générale peu développées et assez bien équilibrées. Le PME de Calais, comme le PME de Dunkerque, en dépit de l'excellence des liaisons ferroviaires et de sa position privilégiée sur le trajet Angleterre-Paris, subit peu l'attraction parisienne (solde migratoire PME de Calais-région parisienne : - 56 h).

Ce PME par contre perd quelques centaines d'habitants au profit de la Picardie, de la Lorraine et de la région Rhône-Alpes.

2) 3. Le PME de Boulogne :

- Une région tournée vers l'extérieur :

Le PME de Boulogne est par contre beaucoup plus ouvert que les autres grands PME du littoral. La mobilité de la population y est plus grande, et surtout les échanges avec les régions françaises autres que le Nord y tiennent une grande place, presque autant que dans la région lilloise (plus du tiers de l'immigration, plus de la moitié de l'émigration). Enfin, autre trait original sur cette zone littorale, le solde migratoire interne est négatif (- 3 092 h, soit - 2,7 %). Ce déficit provient non pas des migrations intrarégionales (SM : + 672 h), mais des migrations extrarégionales (- 3 764 h, soit - 3,3 %, le déficit relatif avec l'extérieur de la région est le plus élevé des 27 zones d'étude).

- Une zone qui regarde vers Paris :

La région parisienne exerce une très forte attraction sur la partie sud du littoral du Nord (puisque la zone de Berck-Le Touquet est dans le même cas que le PME de Boulogne). Elle accueille 20 % des émigrants internes au départ du PME de Boulogne, mais comme elle ne fournit qu'une faible part (moins de 10 %) de l'émigration vers Boulogne, la perte est lourde pour cette zone (- 1 556 h).

Les échanges avec les autres régions françaises ne sont pas mieux équilibrés et amènent un déficit de plus de 1 900 h essentiellement au profit de la Picardie (- 360 h), de la région Provence-Côte d'Azur (- 300 h) et de l'Aquitaine.

- Dans les migrations intrarégionales les flux à longue distance tiennent plus de place dans le PME de Boulogne que sur le reste du littoral.

Le PME de Boulogne a des échanges assez importants avec tout le littoral et les zones rurales voisines, mais aussi avec des zones beaucoup plus éloignées comme la zone de Lille ou l'Ouest du pays minier.

Certes l'essentiel de l'immigration dans l'agglomération de Boulogne (28 % de l'immigration originaire de la région du Nord) provient du Boulonnais, qui ne reçoit en contrepartie qu'une faible part de l'émigration depuis le PME de Boulogne, tandis qu'au contraire le PME de Lille accueille 25 % des émigrants du PME de Boulogne à destination du reste de la région et ne fournit qu'une faible part de l'immigration dans cette zone.

Les courants établis entre le PME de Boulogne et les autres PME du littoral sont beaucoup moins développés et, pris globalement, ne représentent pas le quart du mouvement migratoire total. Ils sont équilibrés en ce qui concerne les flux établis entre les PME de Boulogne et de Calais et entre les PME de Boulogne et de Berck-Le Touquet mais déséquilibrés au profit du PME de Dunkerque qui n'envoie guère d'immigrants dans le PME de Boulogne.

Des flux secondaires, mais très déséquilibrés au profit du PME de Boulogne, relient également ce dernier à l'Ouest du bassin minier : PME de Béthune et de Lens.

Le bilan des migrations intrarégionales assure au PME de Boulogne un accroissement de population au détriment des zones rura-

les voisines (+ 912 h gagnés sur le Boulonnais, + 176 sur la zone de Montreuil) et secondairement du pays minier (+ 328 h). Mais cette zone est fortement déficitaire dans ses échanges avec Lille (- 588 h) et Dunkerque (- 340 h).

2) 4. Le PME de Berck-Le Touquet :

- Une population mobile, subissant fortement l'attraction de Paris et de la Picardie :

La population de ce petit PME (39 740 h) est relativement mobile, avec des taux d'immigration et d'émigration internes avoisinant 15 %. Le brassage de population apporte au PME un excédent de population de 376 h (+ 1,1 %) qui ne provient que des échanges migratoires intrarégionaux, car la région, très ouverte sur l'extérieur (57 % des émigrants internes quittant la région du Nord), subit fortement l'attraction de Paris qui absorbe près du quart de l'émigration du PME de Berck-Le Touquet et bénéficie d'un solde migratoire de 376 h au détriment de ce dernier.

Enfin le PME perd plus de 500 h au profit des autres régions françaises. La Picardie bénéficie à peine de ce déficit, bien que les flux migratoires la reliant au PME soient intenses, en particulier entre secteurs limitrophes (zone d'Abbeville).

- Le PME de Berck-Le Touquet réalise des gains de population sur les zones limitrophes.

L'essentiel des gains est prélevé sur la zone voisine de

FIG. 350 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE BERCK-LE TOUQUET.
1962/1968.

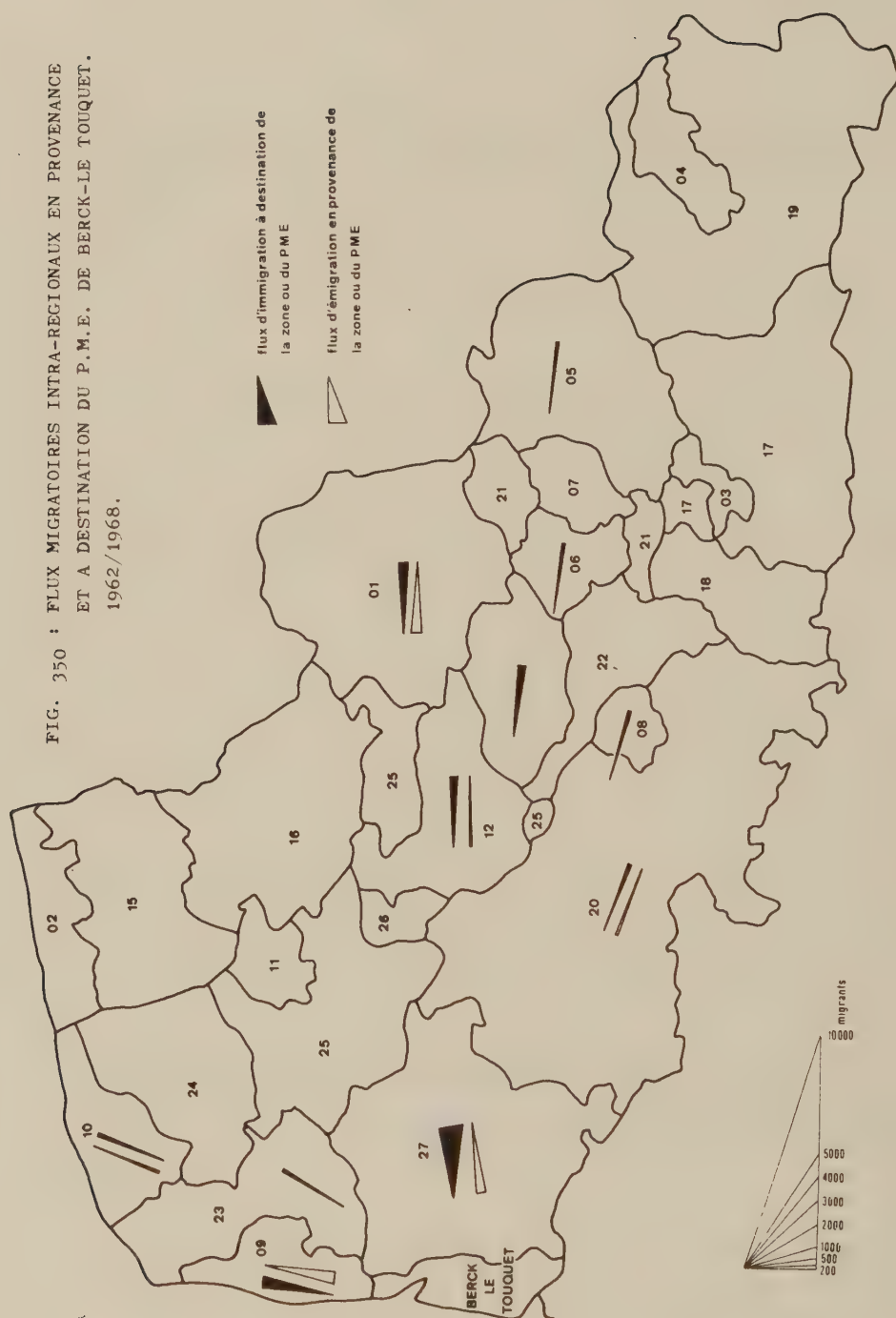
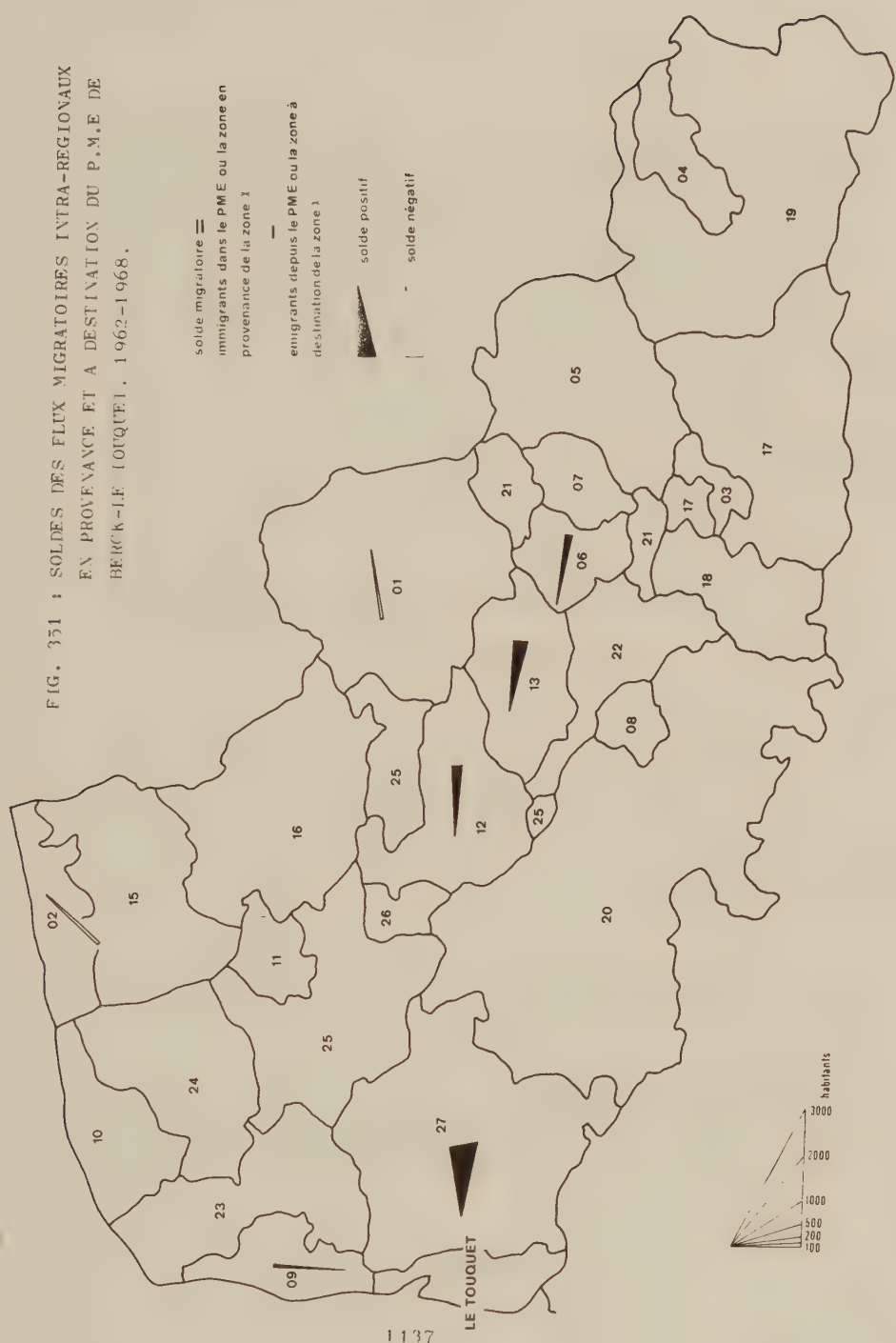


FIG. 351 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
 EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E DE
 BERCK-LE TOUQUET, 1962-1968.



Montreuil qui fournit la majorité (28 %) des immigrants de la zone de Berck-Le Touquet : + 596 h. Le reste des excédents est prélevé sur les zones avec lesquelles le PME n'entretient que des échanges migratoires limités mais fortement déséquilibrés : l'Ouest du bassin minier (+ 300 h), le PME de Calais (+ 208 h)...

La totalité des soldes migratoires négatifs n'oblitére que faiblement la totalité de ces soldes positifs.

Des flux migratoires assez importants (7 à 12 % de l'immigration et de l'émigration) relie le PME de Berck-Le Touquet au PME de Lille, mais ils sont assez équilibrés puisque ce dernier ne prélève que 84 h sur le premier. Par contre le PME de Dunkerque qui n'envoie pratiquement pas d'émigrants vers le PME de Berck-Le Touquet reçoit de ce dernier quelques 80 immigrants (solde : - 72 h au profit de Dunkerque).

3) Les PME miniers :

Tous se caractérisent par une faible mobilité, mais accompagnée d'une disproportion extrême entre les taux d'émigration et d'immigration, ce qui entraîne d'importants déficits migratoires, du moins en valeur absolue.

3) 1. Le PME de Valenciennes (comprenant les agglomérations de Valenciennes et de Denain) :

- Une population fermée :

Les taux d'immigration interne (7,5 %) et d'émigration interne (8,1 %) du vaste PME de Valenciennes (372 548 h) figu-

rent parmi les plus bas des zones de migration de la région du Nord. Néanmoins compte-tenu de l'importance numérique de la population de la zone, les effectifs mis en mouvement sont importants : 2 368 immigrants internes et 2 960 émigrants internes.

Le solde migratoire est donc négatif (- 6 228 h, soit - 1,7 %). Il est dû uniquement au déficit des échanges entre le PME et les régions françaises autres que le Nord, puisque le PME de Valenciennes, comme celui de Douai, bénéficiait encore entre 1962 et 1968 d'un solde légèrement excédentaire pour ses échanges migratoires avec le reste de la région du Nord.

- La zone de recrutement du PME : l'Ouest du pays minier et les zones rurales voisines :

Contrairement à une idée très souvent répandue, les courants migratoires traversant le pays minier sont peu développés, sinon entre zones limitrophes. Ainsi l'on constate que les flux établis entre les PME de Valenciennes et de Somain-Aniche sont assez importants (quelques 10 % de l'immigration et de l'émigration intrarégionales), mais que les flux établis entre les PME de Valenciennes et de Douai et ceux de Lens et de Béthune sont peu intenses, en valeur relative.

Les échanges entre les PME de l'Est du pays minier sont assez équilibrés et le PME de Valenciennes n'en tire qu'un faible excédent (+ 300 h), par contre les échanges avec l'Ouest du bassin, déséquilibrés au profit du PME de Valenciennes, procurent à ce dernier un excédent d'immigration de 440 h sur le PME de Lens

FIG. 352 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-RÉGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE VALENCIENNES,
1962/1968.

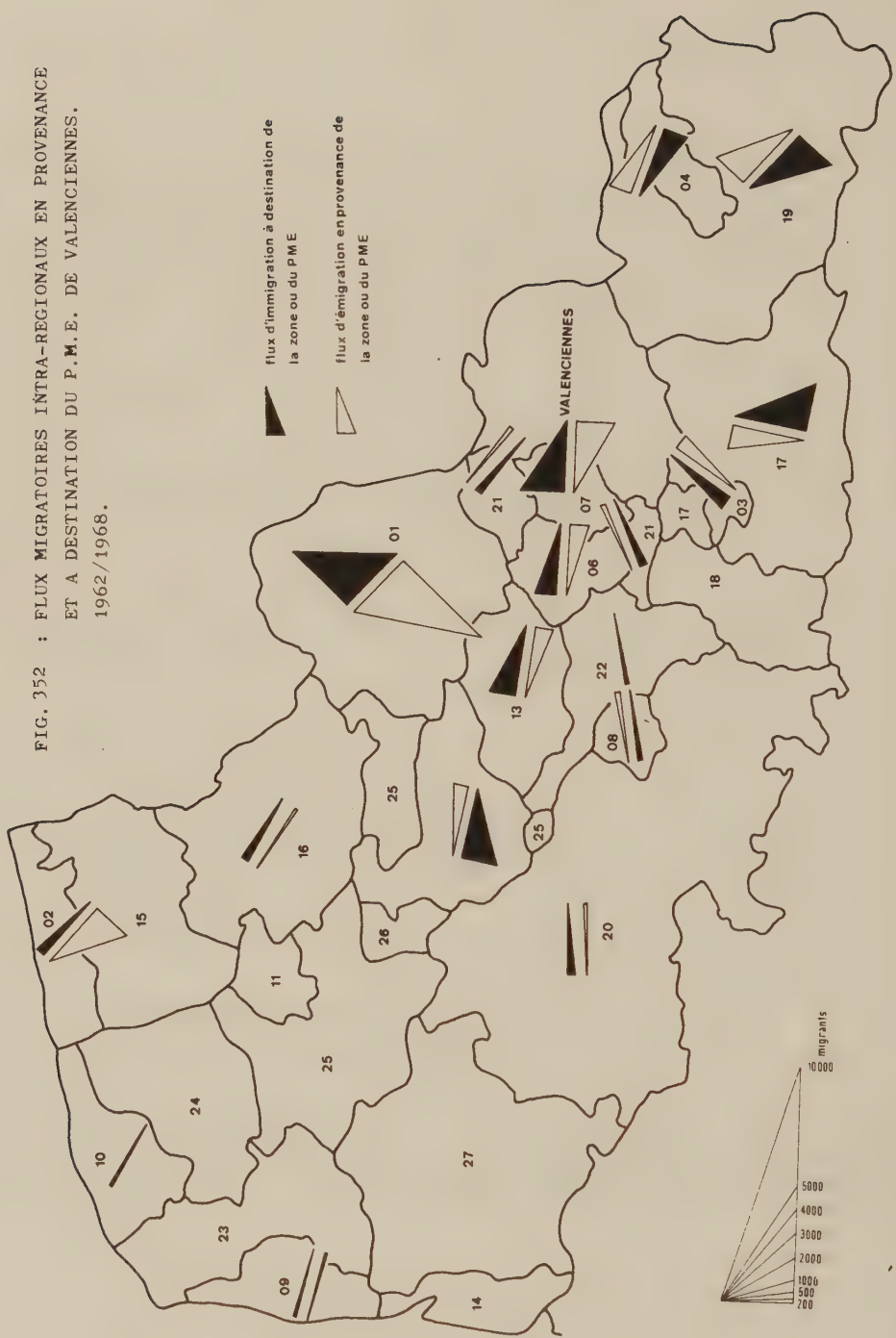
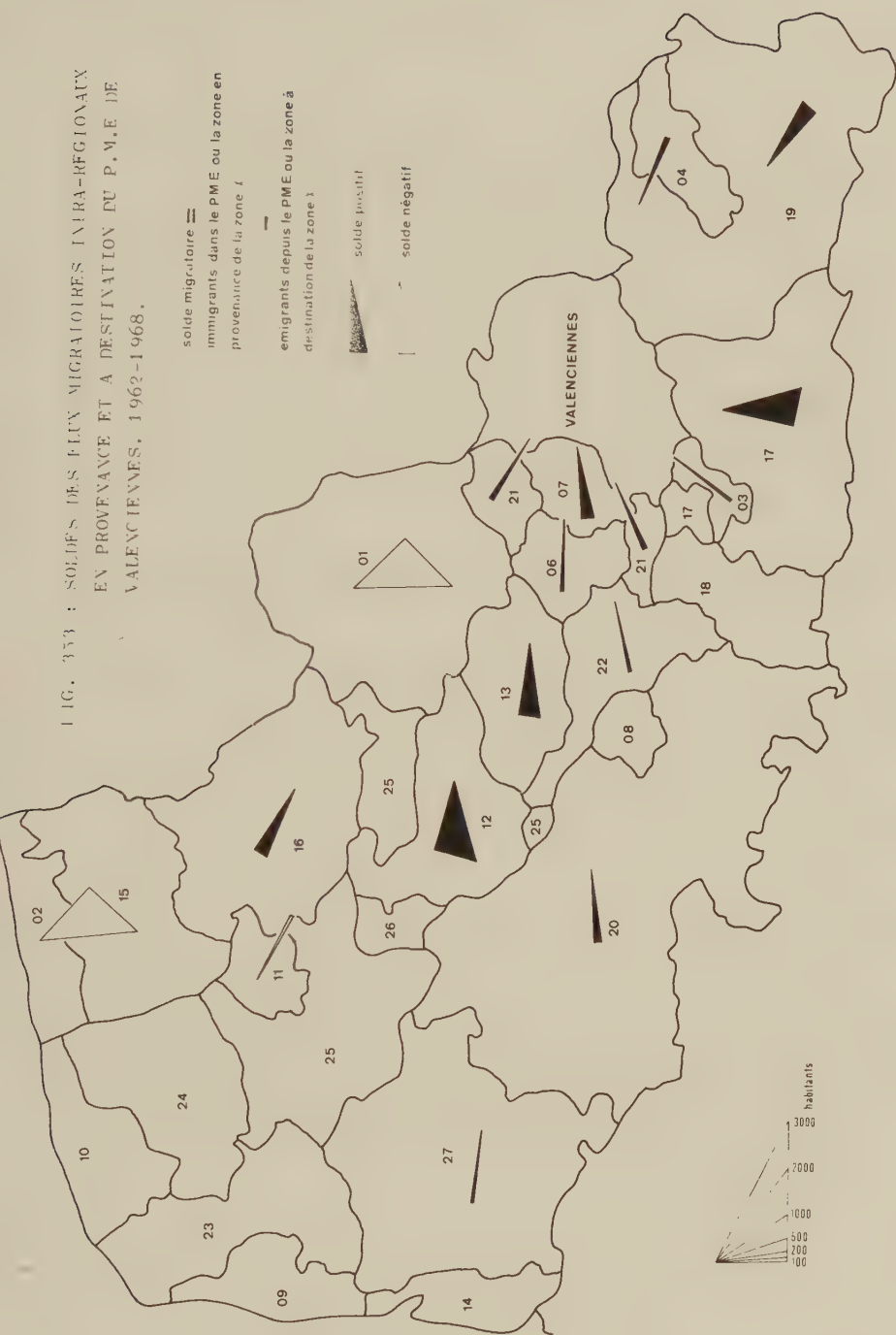


FIG. 353 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E. DE
VALENCIENNES, 1962-1968.



et de 880 h sur le PME de Béthune, soit un excédent total de 1 628 h prélevé sur l'ensemble du bassin minier.

L'apport des zones rurales de l'Est de la région est également appréciable : 11,6 % des immigrants originaires de la région du Nord proviennent de la zone de Cambrai rural et 11,3 % de l'Avesnois ; ces zones ne reçoivent respectivement que 7 % et 9,8 % des émigrants du PME vers les autres zones de la région du Nord. Le PME de Valenciennes gagne ainsi, par le biais de ces échanges, respectivement 816 et 356 h.

- Les principales zones d'accueil de l'émigration : Lille, Dunkerque, Paris et la région Rhône-Alpes :

Les principaux courants migratoires établis à partir du PME de Valenciennes sont ceux qui le relient au PME de Lille (15 % des émigrants internes de Valenciennes et 14 % des immigrants internes). Le solde de ces flux provoque, pour le PME de Valenciennes, un déficit de 1 340 h, légèrement inférieur à celui des échanges avec le PME de Dunkerque (- 1 380 h) qui reçoit 6 % des émigrants internes (transfert des métallurgistes), mais ne fournit pratiquement pas d'immigrants.

Les échanges avec les régions françaises autres que le Nord accentuent ce déficit. Ils sont assez importants puisque près de la moitié des émigrants de Valenciennes quittent la région du Nord et que le tiers des entrées dans ce PME sont le fait de personnes originaires de ces régions. Ces échanges sont très défavorables au PME.

La région parisienne accueille 13 % des émigrants du PME et bénéficie d'un excédent migratoire de 2 300 h. Tout aussi déséquilibrés (plus de 2 émigrants pour 1 immigrant), les flux migratoires qui relient le Valenciennois à la région Rhône-Alpes lui font perdre quelques 1 100 h. Les autres grandes régions industrielles attirent moins apparemment les habitants de l'Est du bassin minier ; ainsi la Lorraine ne bénéficie que d'un solde de + 400 h, exclusivement au détriment de l'agglomération de Denain. La région Provence-Côte d'Azur enfin bénéficie d'un bilan migratoire de quelques 800 h au détriment du PME de Valenciennes.

3) 2. Le PME de Somain-Aniche :

- Presque tous les échanges sont déficitaires.

Comme dans les autres zones minières, les effectifs mobilisés par les migrations sont modérés, mais immigration et émigration sont très déséquilibrées et le déficit migratoire du PME de Somain-Aniche (73 328 h) est un des plus importants de la région : - 2 872 h, soit - 4 %.

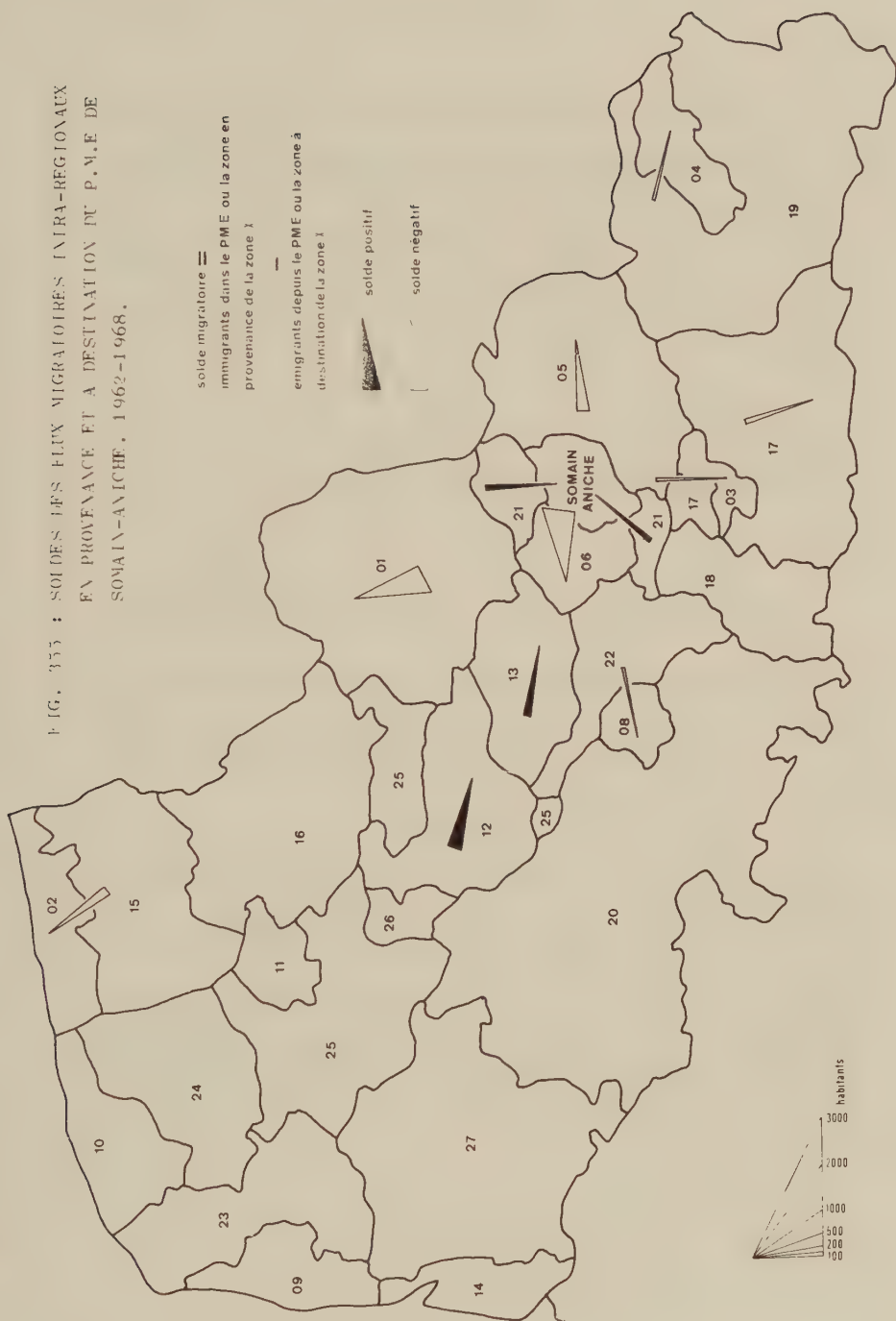
Ce solde est dû à des échanges déficitaires aussi bien avec l'ensemble de la région du Nord qu'avec l'ensemble des régions françaises autres que le Nord : - 1 452 h (- 2 %) dans le premier cas, - 1 420 h (- 2 %) dans le second.

La zone de Somain-Aniche participe peu aux migrations interrégionales, l'essentiel des échanges auxquels elle participe sont des échanges intrarégionaux.

FIG. 354 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E DE SOMAIN-ANICHE.
1962/1968.



FIG. 355 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E. DE
SOMAIN-ANICHE, 1962-1968.



Quoique faibles, les flux migratoires établis entre le PME de Somain-Aniche et le reste de la France (Nord exclus) sont fortement déséquilibrés et consistent presque uniquement en flux d'émigration depuis le PME se traduisant par les déficits suivants :

- 372 h au profit de la Champagne et de la Picardie, - 396 h au profit de la région parisienne, - 652 h au profit des autres régions.

Ce même déséquilibre se retrouve dans les échanges avec la plupart des autres zones de la région, mais la situation est un peu plus complexe parce que le volume des échanges est plus important et parce qu'il existe des soldes migratoires positifs dans quelques cas.

La majeure partie des flux migratoires issus du PME de Somain-Aniche ou y aboutissant le mettent en relation avec les zones minières limitrophes (46 % des émigrants internes et 47 % des immigrants internes). Le solde de ces mouvements amène une perte de 956 h pour le PME au profit des PME de Douai et de Valenciennes.

Les échanges plus modestes avec les PME de Lille et de Dunkerque conduisent également à un déficit migratoire notable (- 592 h dans le premier cas, - 208 dans le second), les effectifs des départs depuis le PME de Somain-Aniche vers celui de Lille étant deux fois plus importants que ceux des arrivées en provenance de ce dernier, et les migrations entre les PME de Dunkerque et de Somain-Aniche se réduisant à un flux d'émigration vers Dunkerque.

- Mais le PME bénéficie pourtant d'un petit apport migratoire en provenance des zones rurales et de l'Ouest du pays minier.

Le déficit migratoire est en effet réduit par l'existence de soldes positifs des migrations reliant cette zone à l'Ouest du bassin minier. Les effectifs mis en mouvement sont très faibles, mais consistent essentiellement en immigrants dans le PME de Somain-Aniche qui gagne ainsi 472 h au détriment des PME de Béthune et de Lens.

Enfin la zone rurale encadrant le PME (zone d'Orchies-Arleux [04]) contribue elle aussi à combler le déficit par un apport de 216 h.

3) 3. Le PME de Douai :

- Un comportement proche de celui du PME de Valenciennes, mais une population encore moins ouverte :

La mobilité est à peine plus forte que dans le PME de Valenciennes (10 à 12 %) et les soldes migratoires sont voisins : - 1,5 % (- 2 164 h). Comme dans le PME de Valenciennes, le solde est dû exclusivement au déficit des migrations établies avec les régions autres que le Nord (- 2 488 h), le solde des migrations réalisées à l'intérieur de la région du Nord étant très légèrement excédentaire (+ 324 h).

Le PME de Douai est encore moins ouvert sur l'extérieur de la région du Nord que celui de Valenciennes. 32 % des émigrants seulement quittent la région et 22% des immigrants seulement n'en proviennent pas.

FIG. 356 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE DOUAI.
1962/1968.

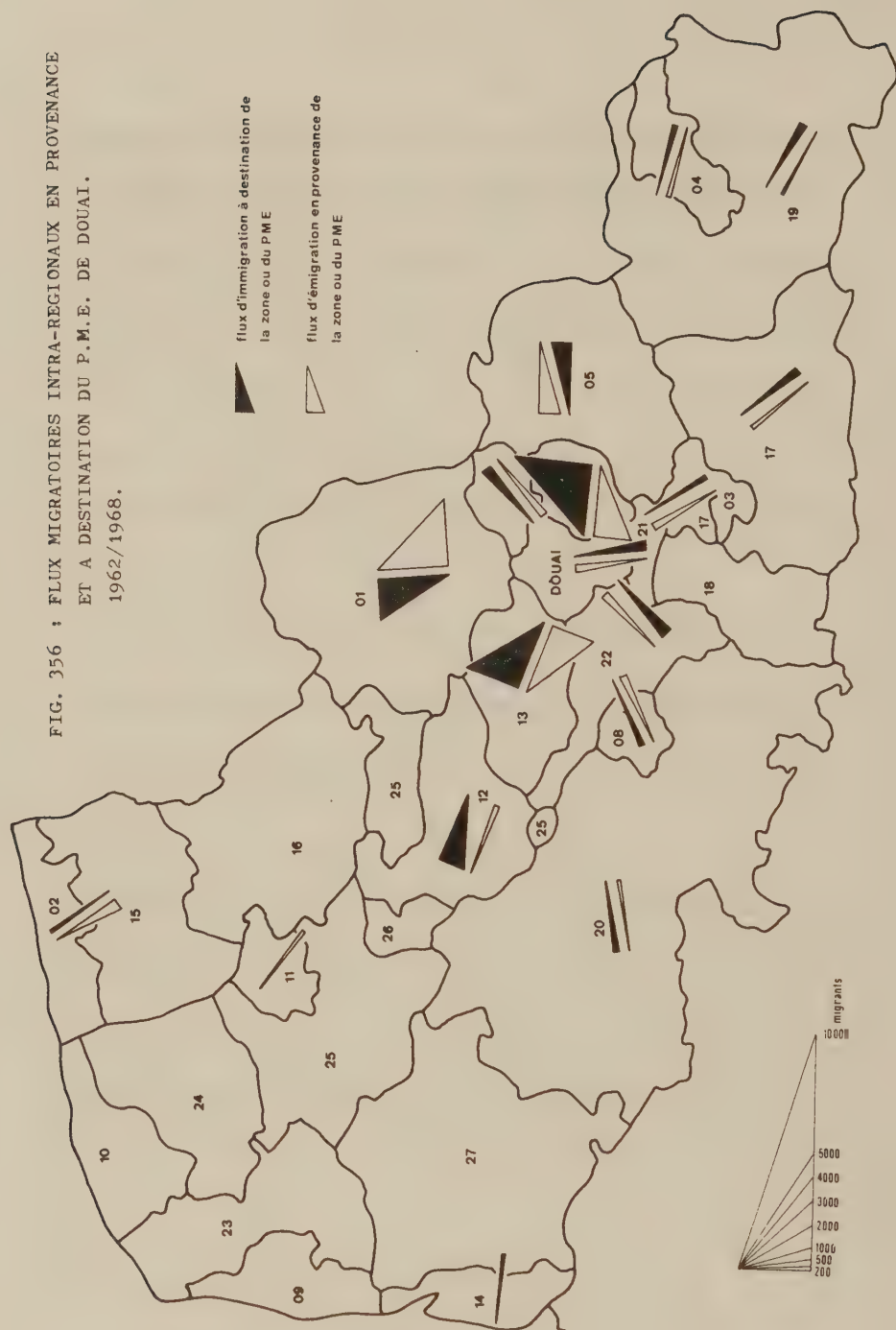
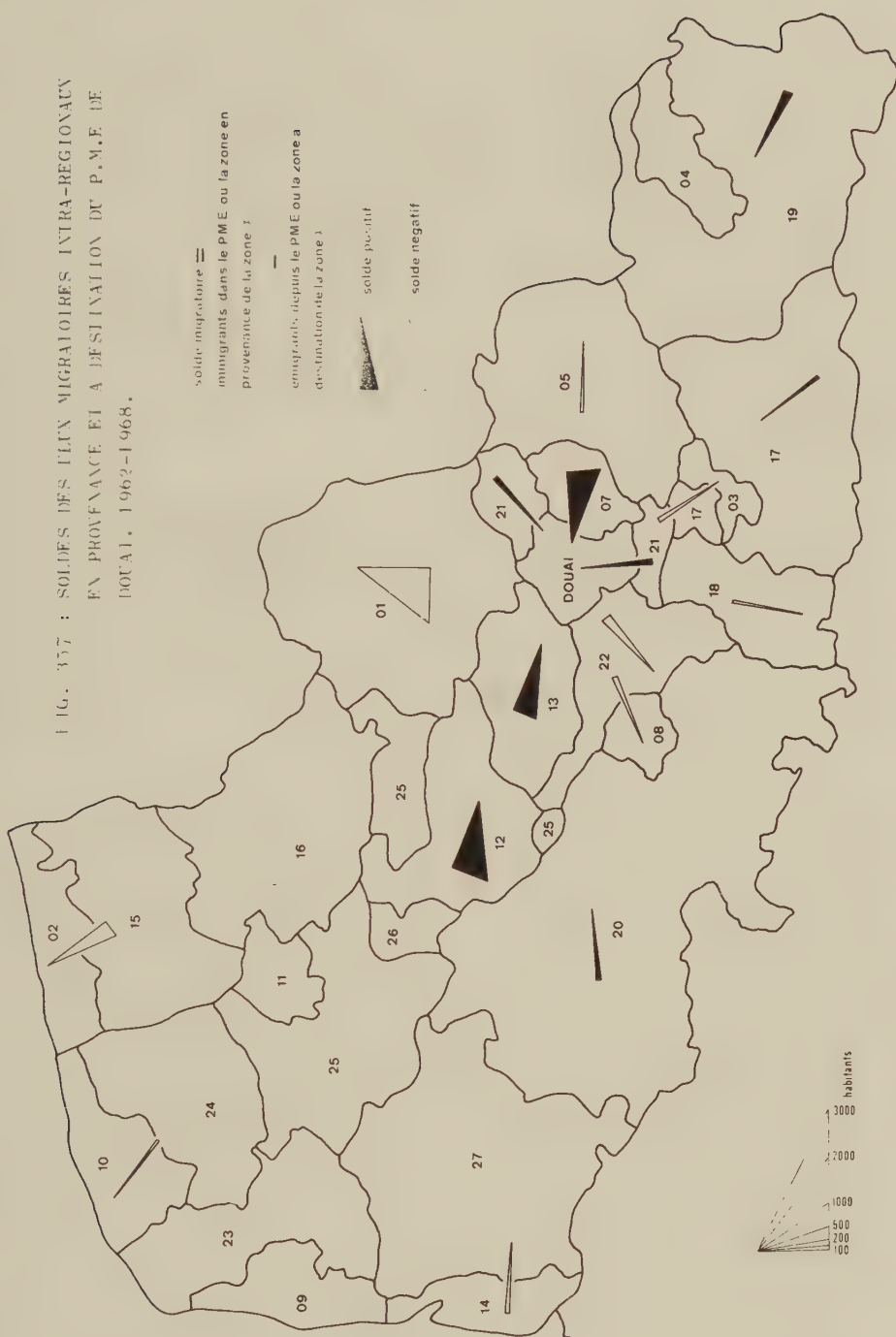


FIG. 357 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENCE ET A DESTINATION DU P.M.E. DE
DOUAI, 1962-1968.



En dépit des facilités de liaison ferroviaire et autoroutière avec Paris, les flux en direction ou en provenance de la région parisienne sont assez peu développés, mais très déséquilibrés. Ce déséquilibre entraîne une perte de 952 h pour le PME de Douai (soit les 2/5 de son déficit migratoire).

Les échanges avec les autres régions sont à peine plus équilibrés et entraînent une perte de 1 656 h pour le PME (dont 480 au profit de la région Provence-Côte d'Azur, 420 au profit de la région Rhône-Alpes, 248 au profit de la Lorraine et 296 au profit de la région Centre).

- Le PME subit l'attraction lilloise, mais la compense par l'attraction qu'il exerce sur l'Ouest du pays minier.

Le PME de Lille accueille le quart des émigrants de Douai vers le reste de la région du Nord et ne lui fournit que moins de 15 % des immigrants originaires de la région, ce qui entraîne une lourde perte pour le PME de Douai (- 1 184 h).

Mais cette perte est largement compensée par les gains de population que le PME réalise au détriment du reste du pays minier. Les échanges avec le PME de Valenciennes sont très limités et n'entraînent qu'un solde quasi nul (- 56 h). Par contre le volume des échanges avec les PME limitrophes de Somain-Aniche et de Lens est très important (plus de 40 % des émigrants à destination d'autres zones du Nord et un peu plus de 30 % des immigrants originaires du Nord) et donne des balances migratoires favorables au PME de Douai (+ 528 h au détriment du PME de Lens et + 704 au détriment du PME de Somain-Aniche). Enfin un véri-

table mouvement d'émigration depuis le PME de Béthune assure à Douai un apport de 888 h, soit un apport total de 2 064 h aux dépens de l'ensemble du bassin minier.

Enfin parmi les flux secondaires, trois doivent être relevés : le PME de Douai gagne 128 h sur la zone rurale d'Orchies-Arleux qui l'encadre, mais perd 228 h au profit de la zone dite d'Arras-minier (c'est à dire essentiellement de la Scarpe moyenne : Brebières, Corbehem, Vitry-en-Artois, Biache-Saint-Vaast). Enfin, comme dans chaque zone minière, un courant d'émigration y entraîne un déficit de 364 h au profit du PME de Dunkerque.

3) 4. Le PME de Lens :

- Une très faible mobilité, accompagnée d'un déséquilibre considérable des balances migratoires :

Le brassage de population est extrêmement réduit dans le PME de Lens, puisque le taux d'immigration interne (5,9 %) y est le plus bas de toutes les zones de la région.

Mais cette zone qui attire peu est cependant une zone de départ, puisque le taux d'émigration interne s'y élève à 10,9 % (presque le double du taux précédent).

Dans ces conditions, l'on conçoit que le déficit migratoire soit ici considérable : - 22 032 h (- 5,6 % pour cette zone peuplée de 403 036 h).

- Un important exode hors de la région du Nord :

Le déficit total du PME de Lens est dû d'abord au déficit des

FIG. 358 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE LENS.
1962/1968.

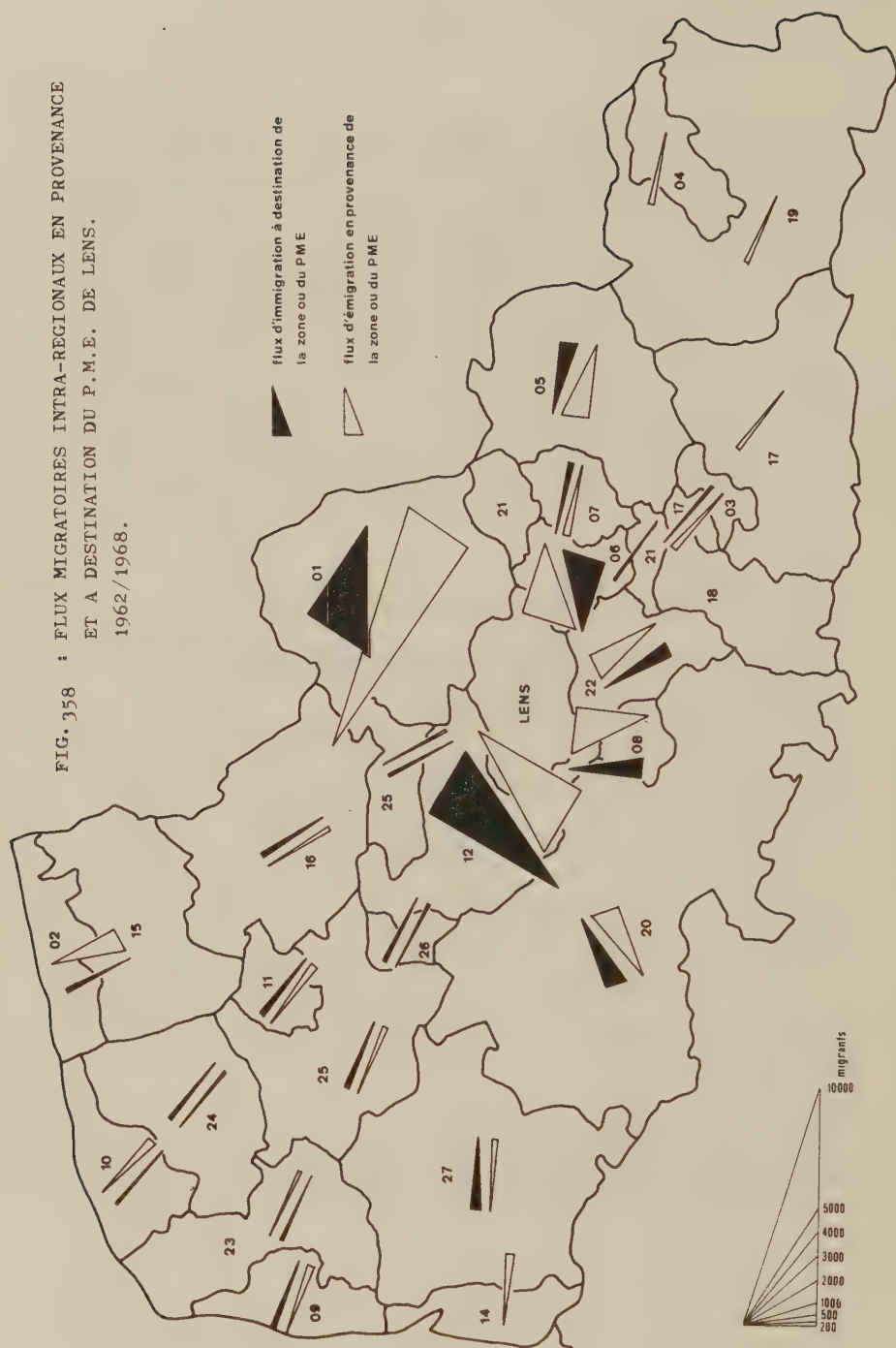
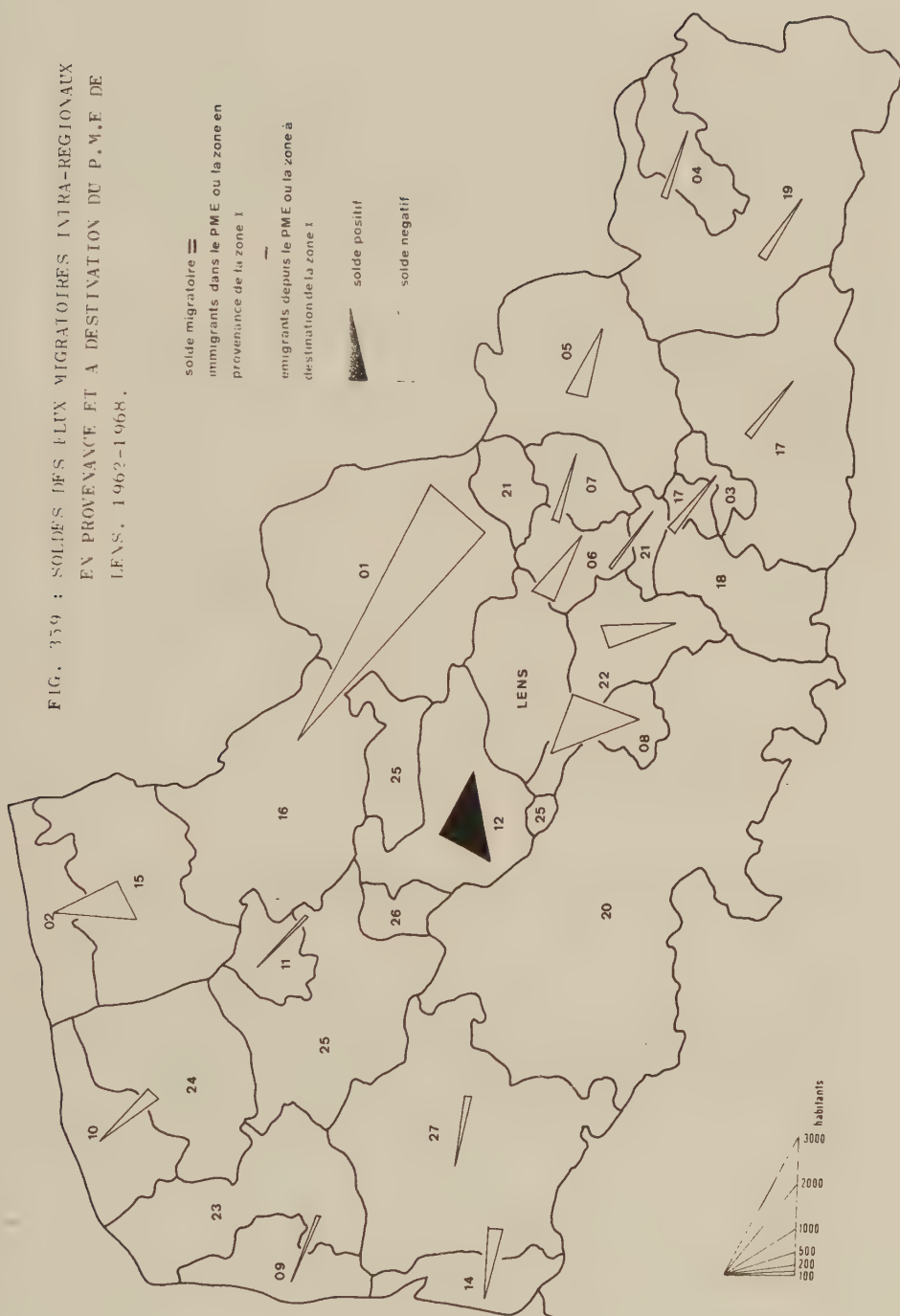


FIG. 359 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E DE
LENS, 1962-1968.



balances des migrations réalisées entre le PME et les régions françaises autres que le Nord (- 12 000 h, soit - 3 %).

Comme dans les autres PME du pays minier, c'est le déséquilibre profond des flux qui est responsable du déficit, car les effectifs mobilisés ne sont pas considérables (à peine 30 % des migrants).

Les flux migratoires les plus intenses concernent la liaison PME de Lens-région parisienne, mais ils sont relativement plus équilibrés que les autres qui se réduisent parfois presque exclusivement à des taux d'émigration. Les bilans des échanges sont, dans tous les cas, très défavorables au PME de Lens : perte de 3 064 h au profit de la région parisienne, de 1 952 h au profit des régions Champagne-Ardenne et Picardie (dont pour l'unité urbaine de Lens seule : - 508 h au profit de la Champagne et - 1 304 au profit de la Picardie) et 6 976 h au profit des autres régions (dont pour l'unité urbaine de Lens : - 1 208 h au profit de la région Provence-Côte d'Azur, - 896 au profit de la Lorraine, - 600 au profit de la région Rhône-Alpes, - 616 au profit de la Haute-Normandie et - 508 au profit de la région Centre).

- La principale zone de recrutement du PME de Lille :

C'est entre les PME de Lens et de Lille que se sont organisés les flux migratoires intrarégionaux mettant en jeu les effectifs les plus importants (et cela aussi bien en ce qui concerne les migrations alternantes que les migrations définitives). Le PME de Lille a accueilli plus de 10 300 immigrants en provenance

du PME de Lens (22,7 % des émigrants du PME), mais n'y a envoyé en contrepartie que 4 440 h (19 % des immigrants). La population de la région lilloise s'est ainsi accrue de 5 868 h au détriment de celle du PME de Lens.

Par contre les flux migratoires traversant le pays minier sont beaucoup moins intenses à l'échelle des PME ; toutefois, pris globalement, le reste du pays minier accueille le tiers des émigrants du PME de Lens à destination d'une autre région du Nord et lui fournit près de la moitié de ses immigrants originaires du Nord. Les mouvements migratoires entre les PME de Lens et de Béthune sont de loin les plus intenses, ce sont d'ailleurs les seuls à être favorables au PME de Lens, avec une balance excédentaire de 1 236 h qui annule les pertes que subit le PME de Lens au profit des autres PME minières : Douai - 528 h, Valenciennes - 440 h, Somain-Aniche - 160 h (au total une balance globale de + 108 h).

Les échanges avec les autres zones sont tous défavorables au PME de Lens, même les échanges avec les zones rurales ou semi-rurales voisines (Arras-minier : - 516 h, Arras-rural : - 284 h). Deux PME bénéficient surtout de l'émigration au départ de la région de Lens : Arras (+ 1 308 h) et Dunkerque (+ 864 h).

3) 5. Le PME de Béthune :

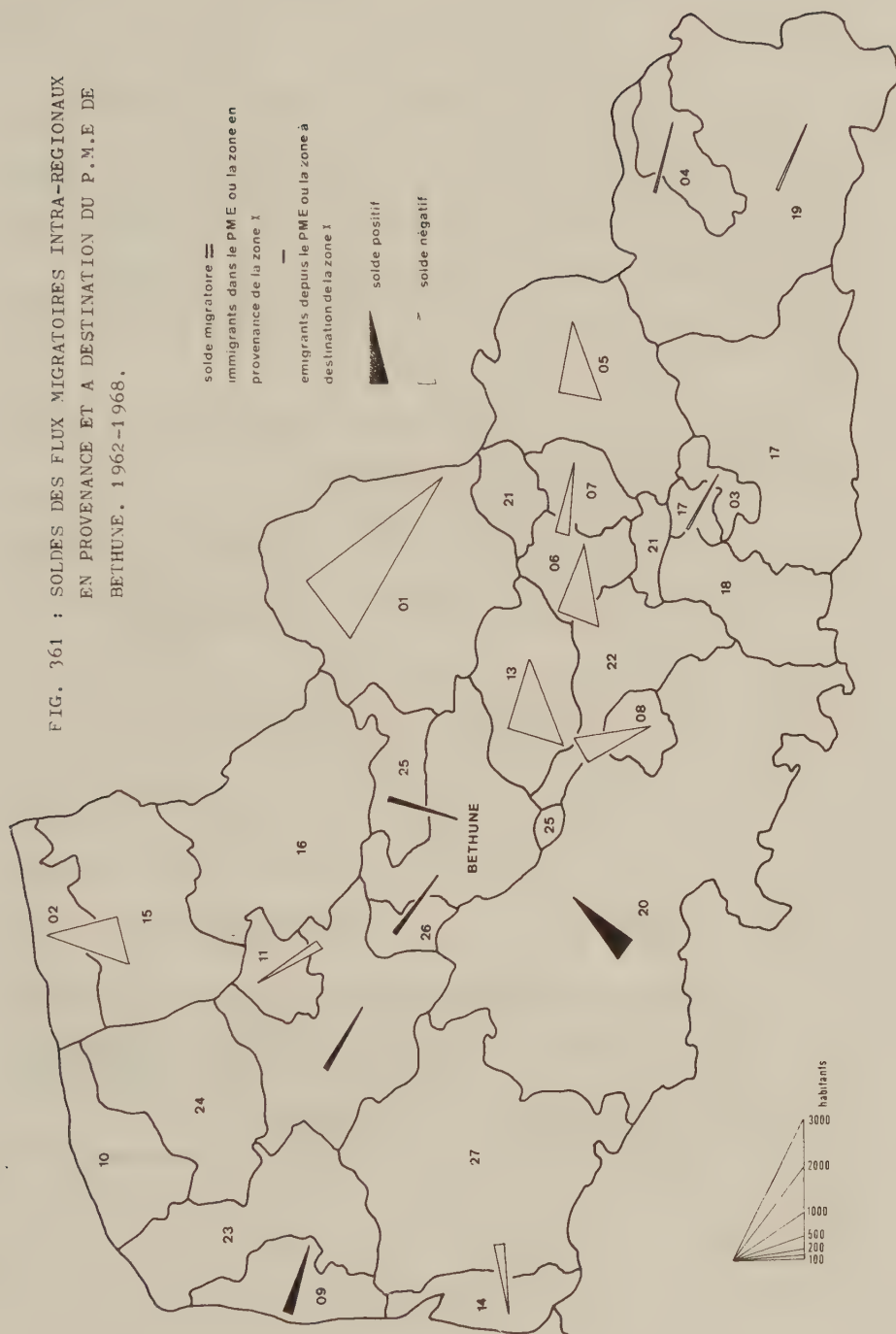
- Comme dans le PME de Lens, le contraste entre les effectifs d'immigrants et d'émigrants est saisissant.

Dans le PME de Béthune, les migrations ne mettent en jeu que

FIG. 360 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE BETHUNE.
1962 '1968.



FIG. 361 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E DE
BETHUNE. 1962-1968.



des effectifs modestes. L'immigration surtout est réduite : 19 196 immigrants internes pour une zone de 263 908 habitants, tandis que l'émigration, sans être considérable, est près de deux fois plus élevée : 35 620 émigrants internes. De ce fait la balance migratoire est fortement négative : - 16 424 h (soit - 6,3 %, le taux le plus bas enregistré en zone urbaine et industrielle dans la région).

- Des échanges modestes mais fortement déficitaires avec les régions françaises autres que le Nord :

Celles-ci ne reçoivent pas un tiers des émigrants internes quittant le PME de Béthune et ne lui fournissent que 20 % de ses immigrants internes. Mais elles bénéficient de la grande disproportion entre les effectifs d'émigrants et d'immigrants.

La région parisienne accueille la moitié des émigrants du PME quittant le Nord et bénéficie d'une balance migratoire de + 3 280 h. Les autres régions gagnent 2 992 h aux dépens du PME de Béthune (dont 1.452 au profit des régions Champagne-Ardenne et Picardie avec les 2/3 environ pour la Picardie, Près de 800 au profit de la région Provence-Côte d'Azur et autant au profit de la Lorraine).

- Les légers apports migratoires des régions rurales voisines ne peuvent compenser les lourdes pertes subies par le PME de Béthune dans ses échanges migratoires avec l'agglomération lilloise et les autres PME du bassin minier.

Des flux migratoires modestes mais non négligeables relient

depuis toujours l'Ouest du bassin minier et surtout la ville de Béthune aux zones rurales voisines et ont toujours donné lieu, semble-t-il, à des soldes migratoires favorables à cette zone de Béthune qui bénéficia entre 1962 et 1968 d'un excédent modeste de 216 h sur la zone rurale de Béthune et de 476 sur celle d'Arras, ce qui est peu en regard du lourd déficit que subit le PME.

C'est le PME de Lille qui est le principal bénéficiaire de l'exode depuis l'Ouest du bassin minier avec un gain de 3 644 h (plus de 20 % du déficit du PME de Béthune). Quant aux autres zones du pays minier, elles absorbent également à peu près 20 % de cet exode (le PME de Lens 1 236 h, les autres PME plus de 1 700).

Enfin un flux d'émigration (pratiquement sans contrepartie) fait perdre au PME de Béthune 964 h au profit de celui de Dunkerque.

4) Les PME isolés :

4) 1. Le PME de la Sambre :

- Un solde migratoire nul :

Zone de mobilité très moyenne, le PME de la Sambre (119 628 h) a un solde migratoire quasiment nul, immigration interne (13 716 immigrants) et émigration interne (13 964 émigrants) s'équilibrent assez parfaitement.

Mais cette stabilité apparente n'exclut pas un renouvellement partiel de la population, d'autant plus net que le solde migra-

FIG. 362 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE LA SAMBRE,
1962-1968.

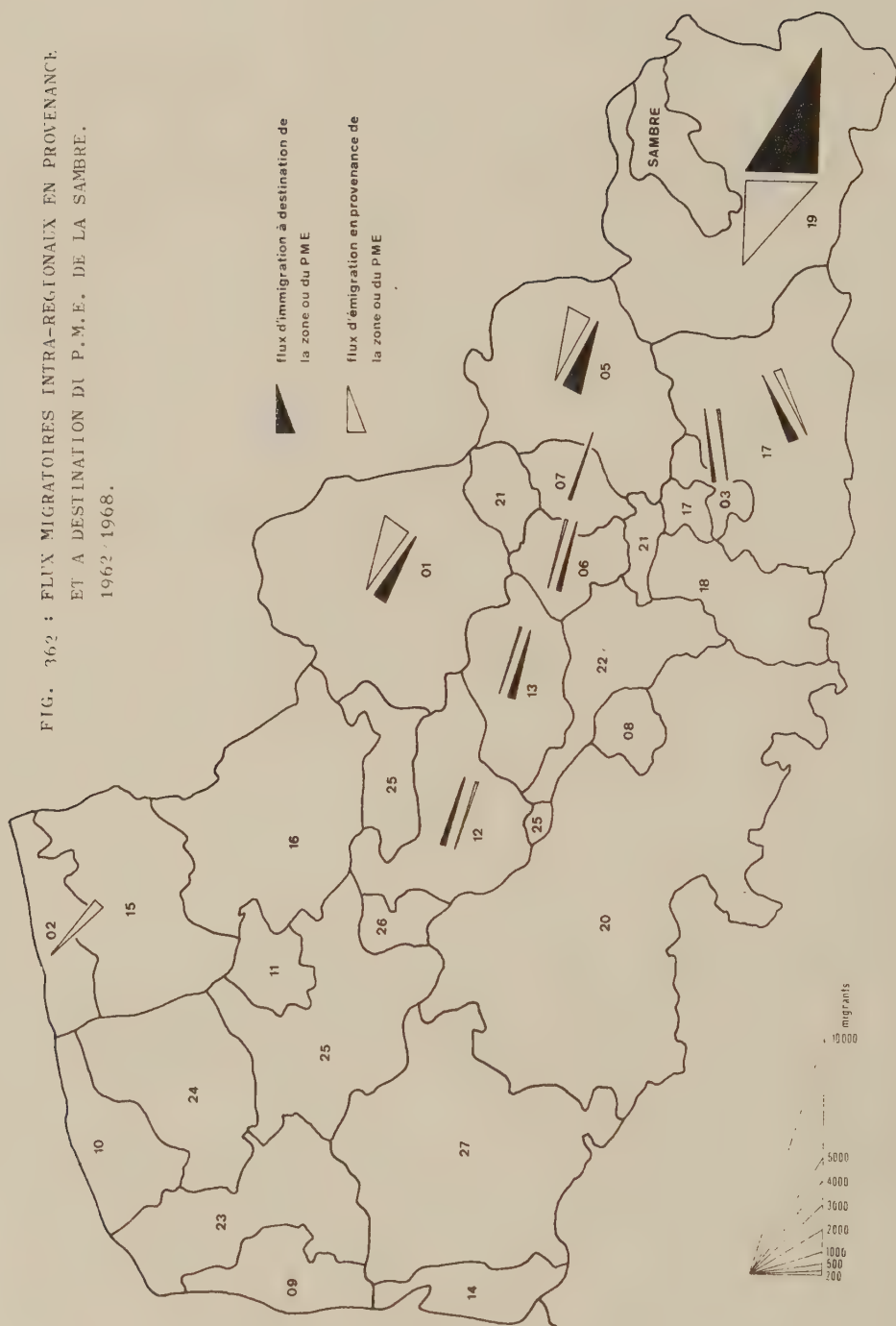
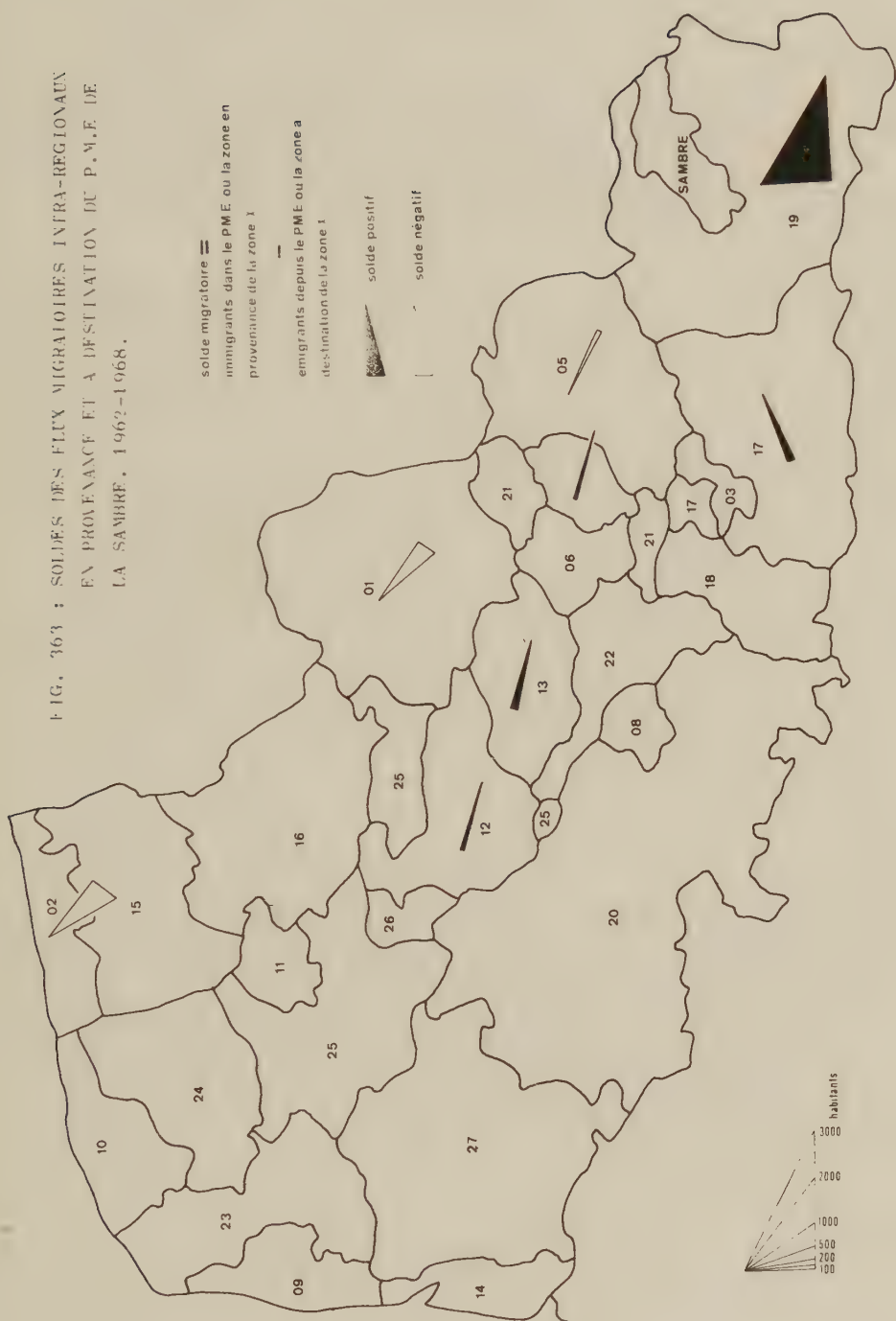


FIG. 363 : SOLDES DES FLUX MIGRAIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E. DE
LA SAMBRE, 1962-1968.



toire nul est la résultante de deux balances migratoires contradictoires, l'une positive (+ 2 556 h), celle des échanges avec le reste de la région du Nord, l'autre négative (- 2 804 h), celle des échanges avec les autres régions françaises.

- La zone d'attraction de la vallée de la Sambre : l'Avesnois :

L'essentiel des gains de population de la zone de la Sambre sont prélevés sur la zone de l'Avesnois qui lui fournit plus de 63 % des immigrants en provenance du Nord alors qu'elle ne reçoit que quelques 47 % de ses émigrants. Cette situation s'explique par l'attraction qu'exercent l'agglomération de Maubeuge et secondairement celle d'Aulnoye-Aymeries sur une région voisine plus rurale, plus agricole et sectoriellement en difficultés.

Les échanges avec les autres zones de la région sont relativement peu développés. Mais le PME subit des pertes de population dans ses échanges migratoires avec les zones de Lille (- 620 h), de Dunkerque (- 400 h) et secondairement de Valenciennes.

- Les départs vers Paris et les autres régions françaises :

Les échanges avec les régions limitrophes se sont assez peu développés et sont relativement favorables au PME de la Sambre. Mais Paris et la région Ile de France lui prélèvent un lourd tribut (près du tiers des émigrants de la vallée de la Sambre qui quittent la région du Nord se dirigent vers la région parisienne qui ne lui fournit que très peu d'immigrants). Le PME perd ainsi 980 personnes au profit de Paris.

Mais les autres régions bénéficient aussi de la perte de 1 980 personnes se dirigeant essentiellement (du moins d'après les données concernant l'agglomération de Maubeuge) vers les régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur.

4) 2. Le PME d'Arras :

- Une population ouverte, très mobile :

La population de l'agglomération d'Arras, comme celle de Cambrai, sont à la différence de la plupart des agglomérations du Nord des populations très ouvertes, largement tournées vers l'extérieur de la région du Nord.

Le PME d'Arras vient au premier rang des 27 zones d'étude des migrations pour son taux d'immigration : 21 % (14 840 immigrants internes), et au second rang pour son taux d'émigration (11 088 émigrants internes). Cette extrême mobilité lui est bénéfique, puisque son taux d'accroissement par migrations est de 5,3 % (le second de la région derrière Dunkerque), soit + 3 752 h.

- Les échanges avec les régions françaises autres que le Nord sont cependant déficitaires.

Les 3/4 des immigrants du PME d'Arras proviennent de l'ensemble de la région du Nord, tandis que près de la moitié de ses émigrants se dirigent vers d'autres régions. Les soldes migratoires sont donc très déséquilibrés, avec un excédent de 5 580 h (+ 7,9 %) au détriment des autres zones de la région du Nord

FIG. 364 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. D'ARRAS,
1962-1968.

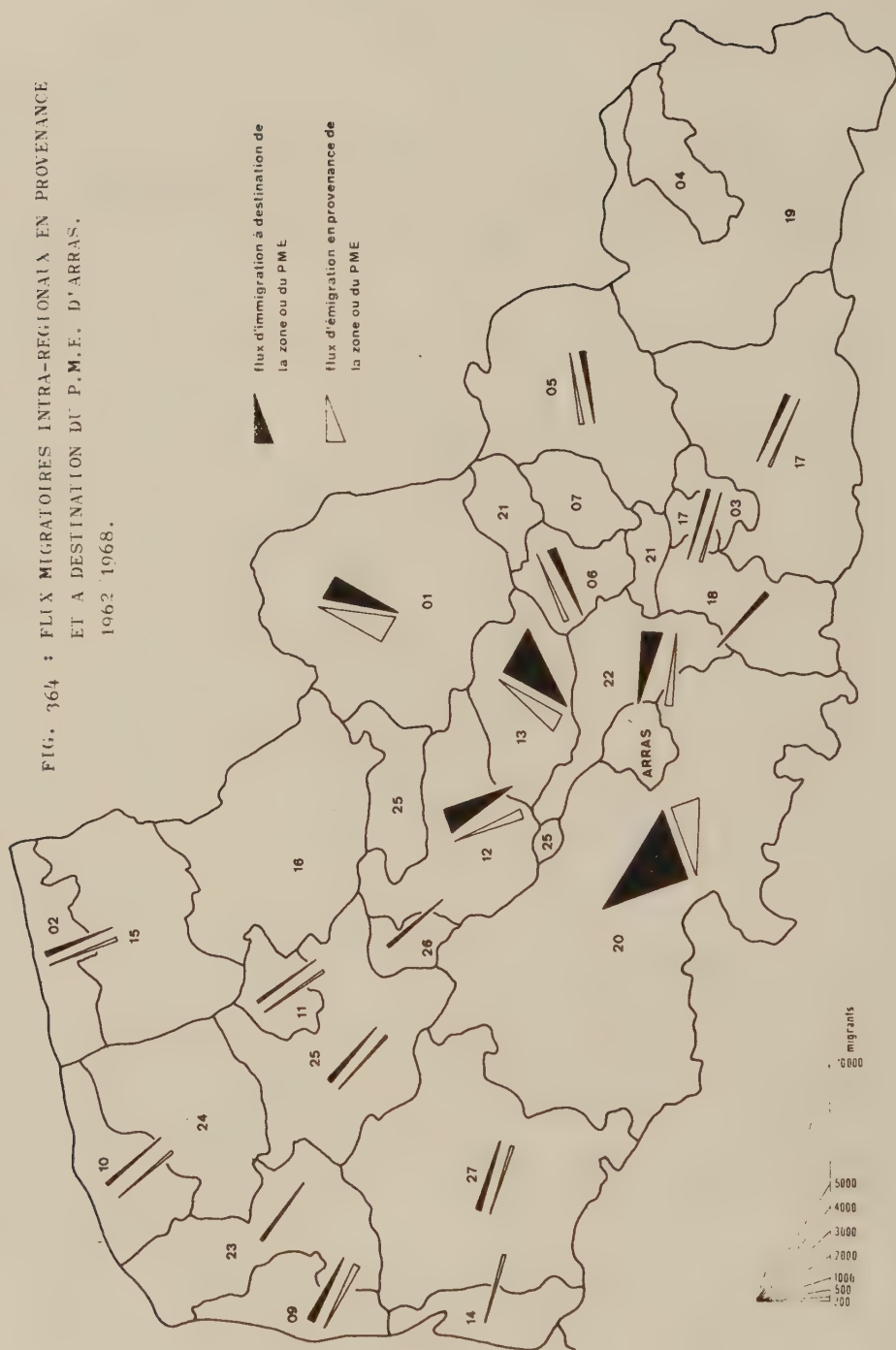
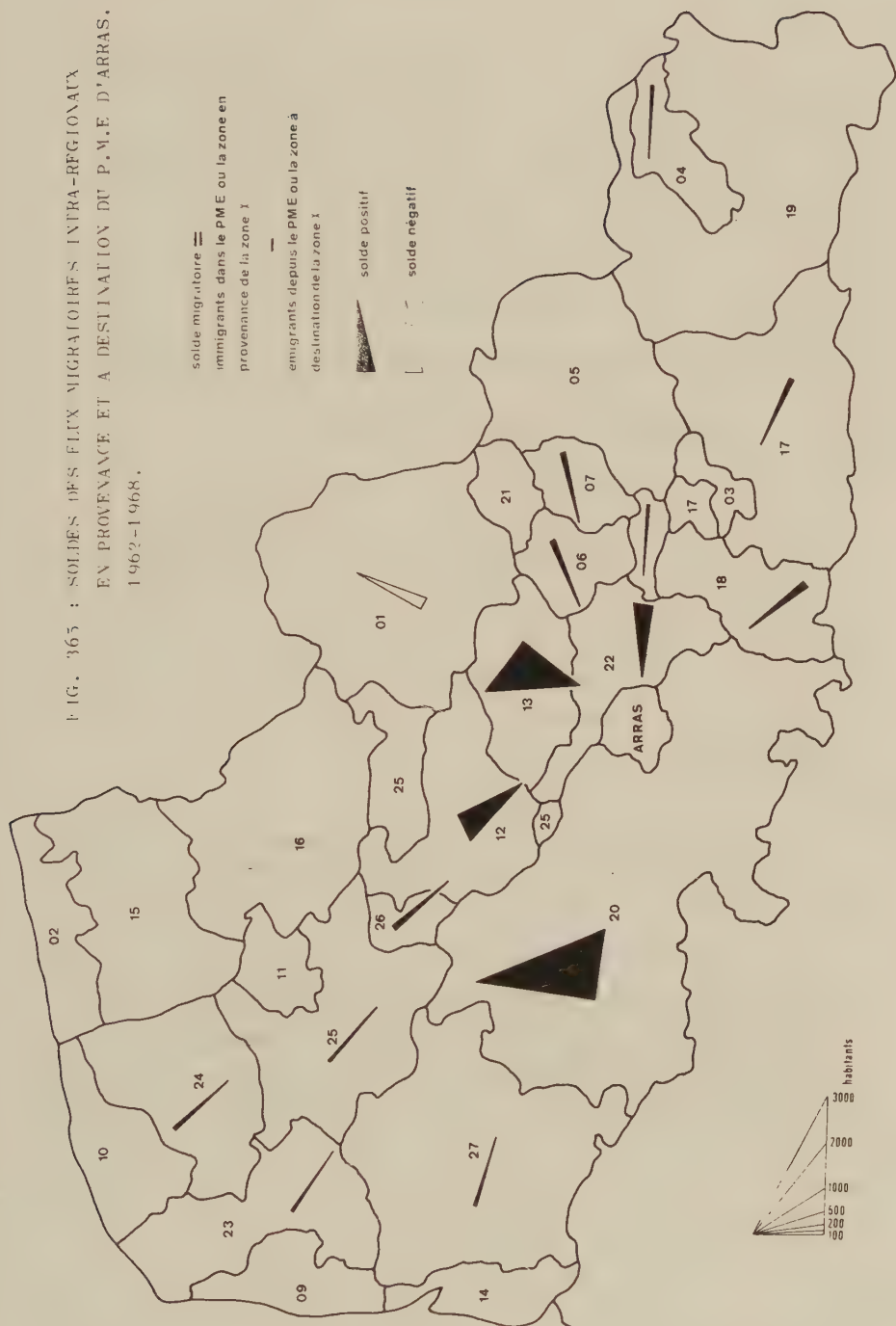


FIG. 365 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
 EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E. D'ARRAS,
 1962-1968.



et un déficit de 1 828 h (- 2,6 %) au profit des autres régions.

Les flux migratoires reliant le PME d'Arras à la Picardie sont assez importants, presque aussi importants que les flux le reliant à la région parisienne, plus modestes que ce à quoi on pourrait s'attendre, compte-tenu de la situation d'Arras sur les grands axes de communication entre le Nord et Paris ; les uns et les autres représentant 5 à 6 % de l'immigration interne et 11 à 12 % de l'émigration interne. Par contre les échanges avec les autres régions, plus déséquilibrés, ne sont pas toujours défavorables à Arras.

L'essentiel du déficit de la balance migratoire entre le PME d'Arras et les régions françaises autres que le Nord bénéficie d'abord à la région parisienne (- 424 h) et à la Picardie (- 368 h), mais aussi au Midi vers lequel s'est établi un courant d'émigration que ne compense pas une immigration squelettique (Provence-Côte d'Azur : - 340 h, Aquitaine : - 200 h, Languedoc-Roussillon : - 164 h).

- Le PME d'Arras exerce son attraction sur deux zones très différentes : la zone rurale environnante et l'Ouest du pays minier :

L'essentiel de l'immigration à Arras provient de la zone dite d'Arras rural : Ternois et Artois oriental (1/3 de l'immigration en provenance du Nord, soit 3 748 immigrants). Comme le PME d'Arras n'y envoie que 20 % de ses émigrants à destination d'autres zones de la région du Nord, il réalise au détri-

ment de cette zone un gain de 2 460 h, soit la moitié de son excédent migratoire. La zone dite d'Arras minier (au Nord et au Nord-Est d'Arras), moins peuplée, contribue plus modestement à l'accroissement de la population de l'agglomération arrageoise, mais elle lui procure néanmoins 428 h.

Les échanges avec l'Ouest du bassin minier sont tout aussi déséquilibrés en faveur de l'agglomération d'Arras. Près de 30 % des immigrés à Arras en provenance du Nord-Pas-de-Calais viennent des PME de Lens et de Béthune qui ne reçoivent même pas en contrepartie 20 % des émigrés d'Arras vers le reste de la région du Nord. Le PME d'Arras gagne 1 924 h sur ces deux zones.

Par contre les échanges avec le PME de Lille sont déséquilibrés au détriment d'Arras. Le PME de Lille ne contribue que pour une faible part à l'immigration à Arras (8,2 % des immigrants en provenance de la région du Nord), mais reçoit une part importante des émigrants de cette zone (20,3 % des émigrants à destination des autres zones de la région du Nord), ce qui entraîne un déficit qui demeure néanmoins assez faible : - 256 h.

Les échanges avec les autres zones de la région sont peu importants et quasiment négligeables.

4) 3. Le PME de Cambrai :

- Une extrême mobilité et un solde migratoire positif :

La population du PME de Cambrai (53 032 h en 1968) est également l'une des populations les plus mobiles de la région avec 9 292 immigrants internes et 7 636 émigrants internes ; ce

FIG. 366 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE CAMBRAI.
1962 1968.

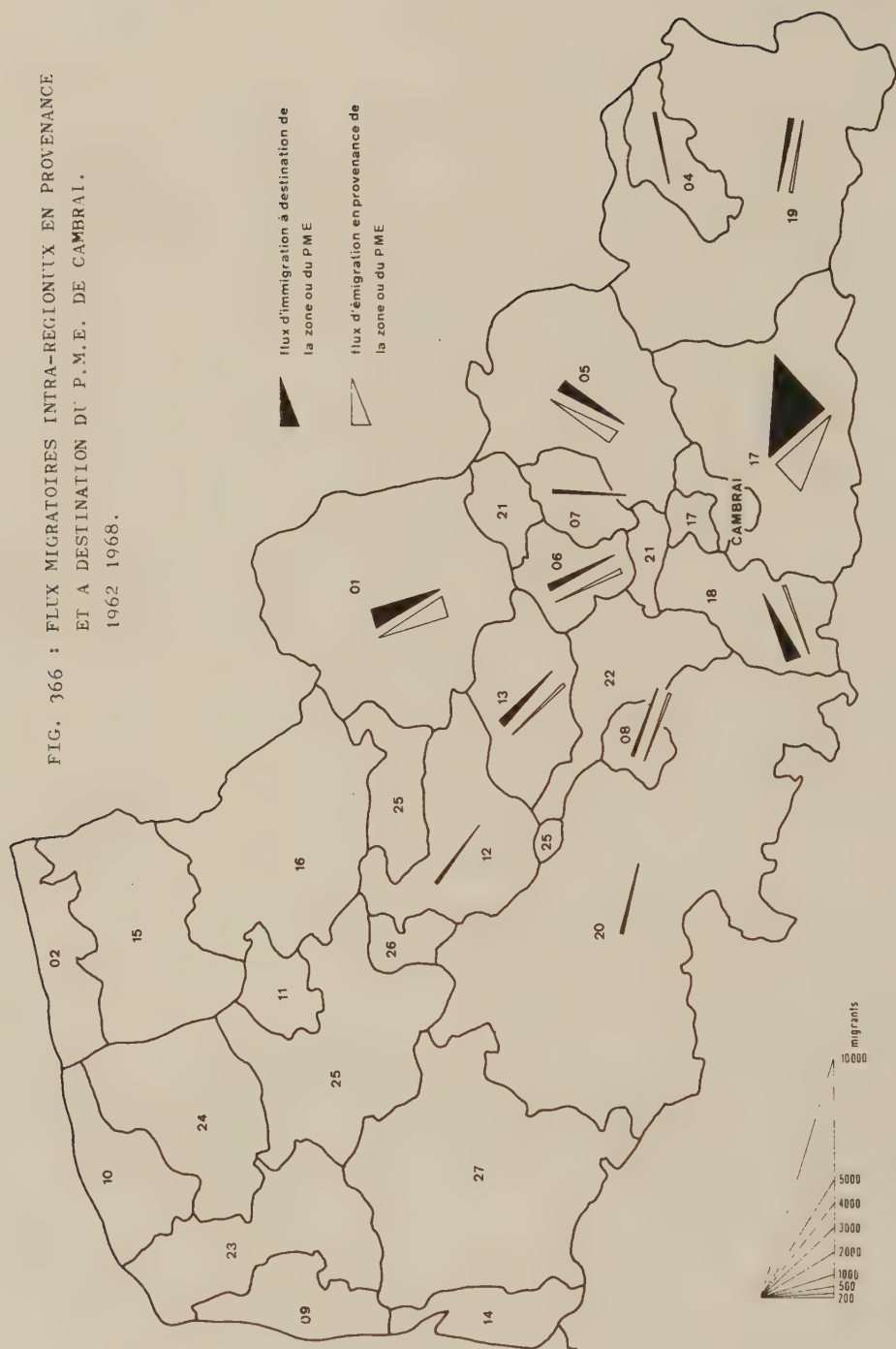
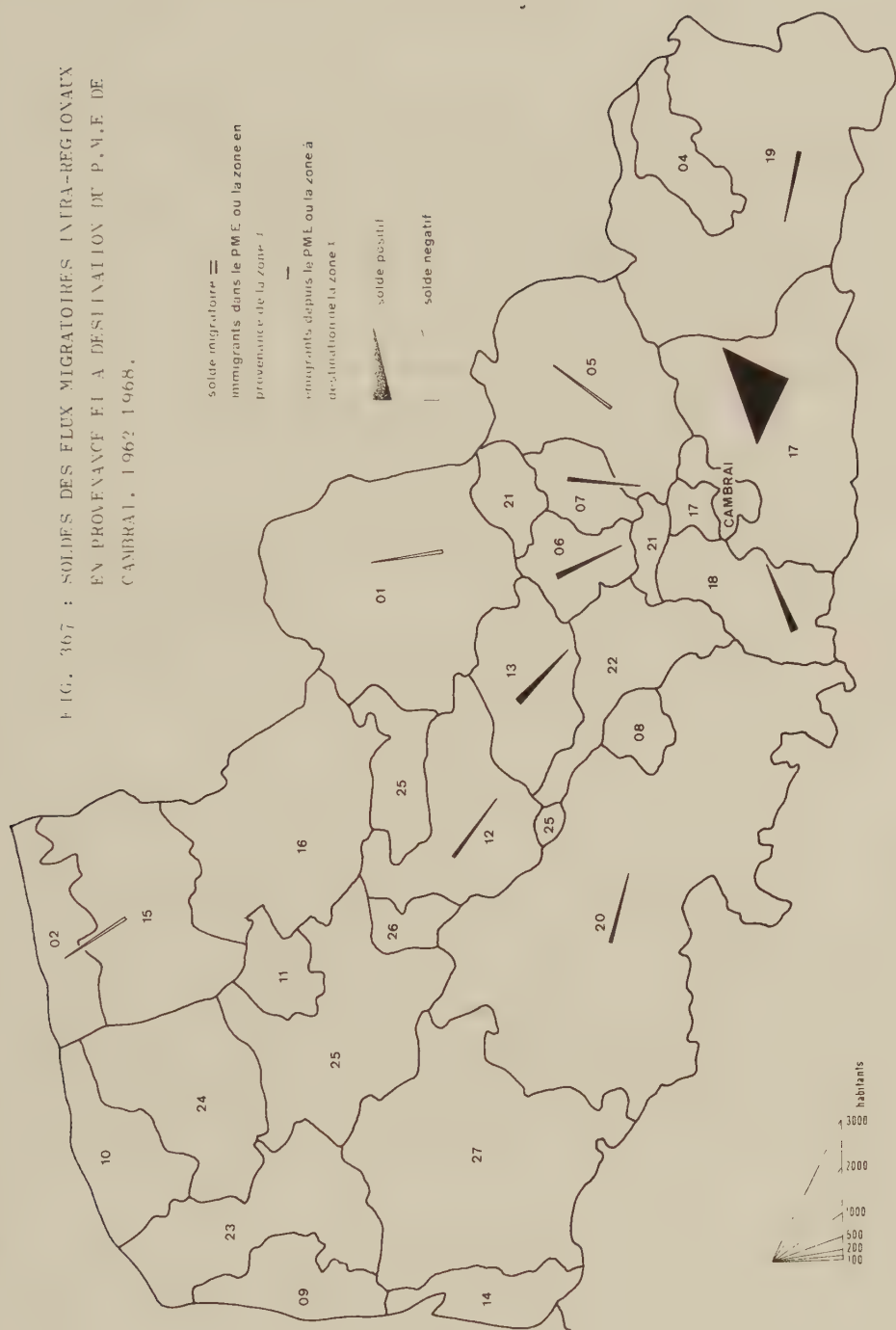


FIG. 367 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DU P.M.E. DE
CAMBRAI, 1962-1968.



qui entraîne des taux d'immigration et d'émigration relativement élevés : respectivement 18,2 % et 15,4 %.

Cet important brassage et ce renouvellement de population est très bénéfique au PME dont le solde migratoire s'élève à 3,2 % pour la période 1962-1968 (soit + 1 656 h), ce qui place cette zone au 3^e rang des zones d'étude pour les excédents migratoires relatifs derrière les PME de Dunkerque et d'Arras.

Il convient toutefois de nuancer immédiatement ces résultats, car, comme toutes les zones de la région du Nord, le PME de Cambrai est déficitaire dans ses échanges avec les régions françaises autres que le Nord (- 388 h) et ne doit son excédent qu'au bilan migratoire résultant de ses échanges avec le reste de la région du Nord (+ 2 044 h).

La zone de Cambrai est relativement ouverte sur l'extérieur, puisque 45 % de ses émigrants quittent la région du Nord et que 32 % de ses immigrants n'en sont pas originaires.

- Des échanges privilégiés avec la Champagne et la Picardie :

Les migrations entre le PME de Cambrai et les régions limitrophes de Champagne-Ardenne et de Picardie tiennent une place non négligeable dans les mouvements migratoires qui affectent Cambrai (11 % des immigrants et 9 % des émigrants internes), et la balance des migrations est favorable à Cambrai (+ 336 h).

Par contre les échanges, limités en volume, avec Paris sont très déséquilibrés (12 % des émigrants et seulement 5 % des immigrants) et entraînent un déficit de 476 h pour le PME.

- Une attraction forte sur le Cambrésis :

En ce qui concerne les migrations établies entre le PME de Cambrai et les autres zones de la région du Nord, , le PME n'a d'échanges importants qu'avec quelques zones, en particulier avec le reste du Cambrésis qui en reçoit 35,5 % des émigrants à destination d'autres zones de la région du Nord et lui fournit 45 % de ses immigrants internes en provenance de la région. Les 3/4 des gains du PME sur le reste de la région Nord-Pas-de-Calais sont opérés au détriment du Cambrésis.

Les échanges avec le PME de Lille et celui de Valenciennes mettent également en mouvement des effectifs assez importants de migrants (15 à 20 % des émigrants, 10 à 13 % des immigrants), mais les soldes sont presque nuls.

Enfin les échanges avec le centre du bassin minier, faibles en volume mais très déséquilibrés, assurent au PME de Cambrai une augmentation de quelques 280 habitants.

4) 4. Le PME de Saint-Omer :

- Mobilité moyenne et solde migratoire presque nul :

Le petit PME de Saint-Omer (46 164 h) a des taux d'immigration (12,6 %) et d'émigration internes (12,4 %) très proches de la moyenne régionale, et très proches l'un de l'autre, ce qui ne permet qu'un solde très légèrement positif de + 0,3 % (+ 128 h).

Ce solde résulte, comme presque toujours dans la région, de

FIG. 368 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DU P.M.E. DE SAINT-OMER.
1962-1968.

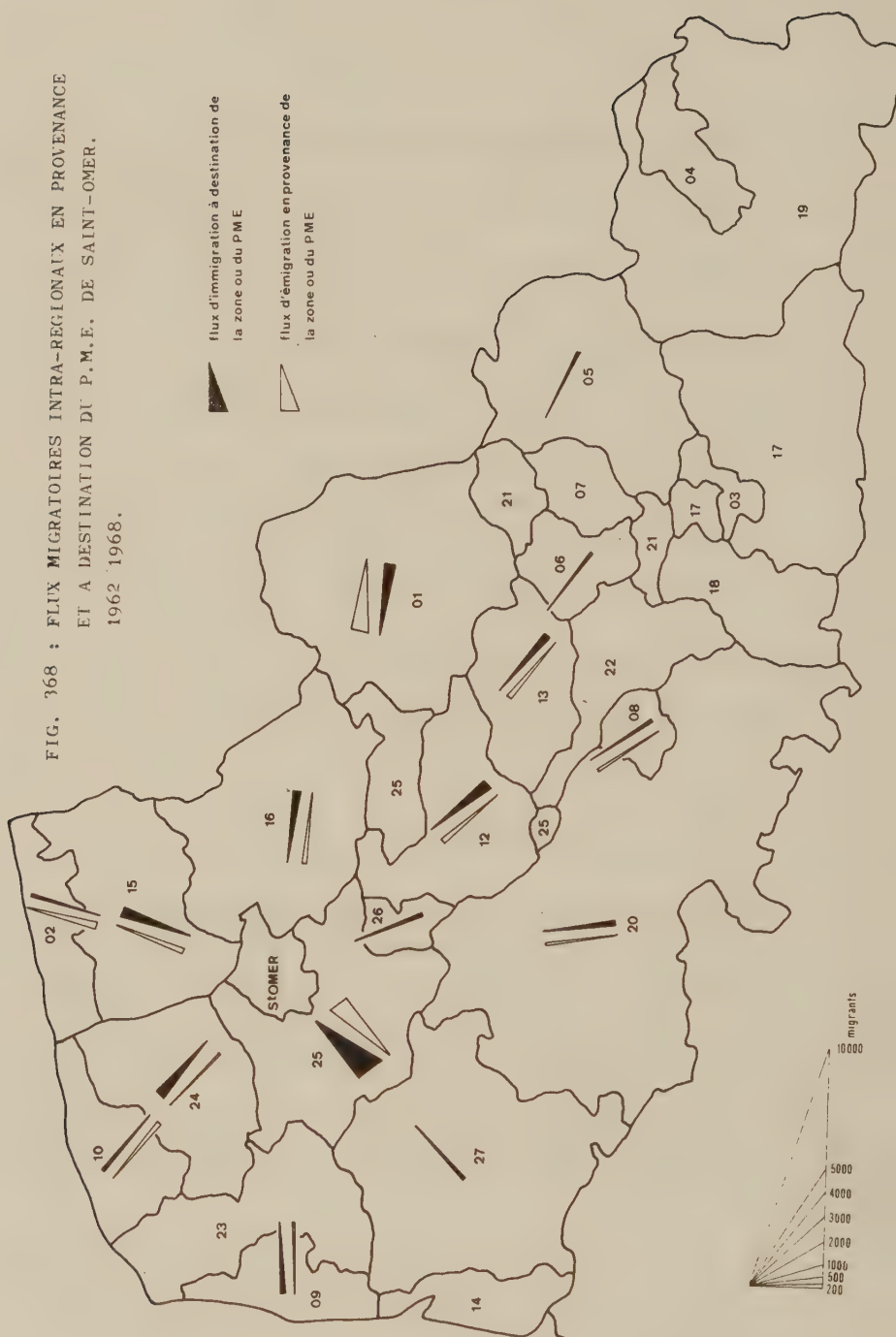
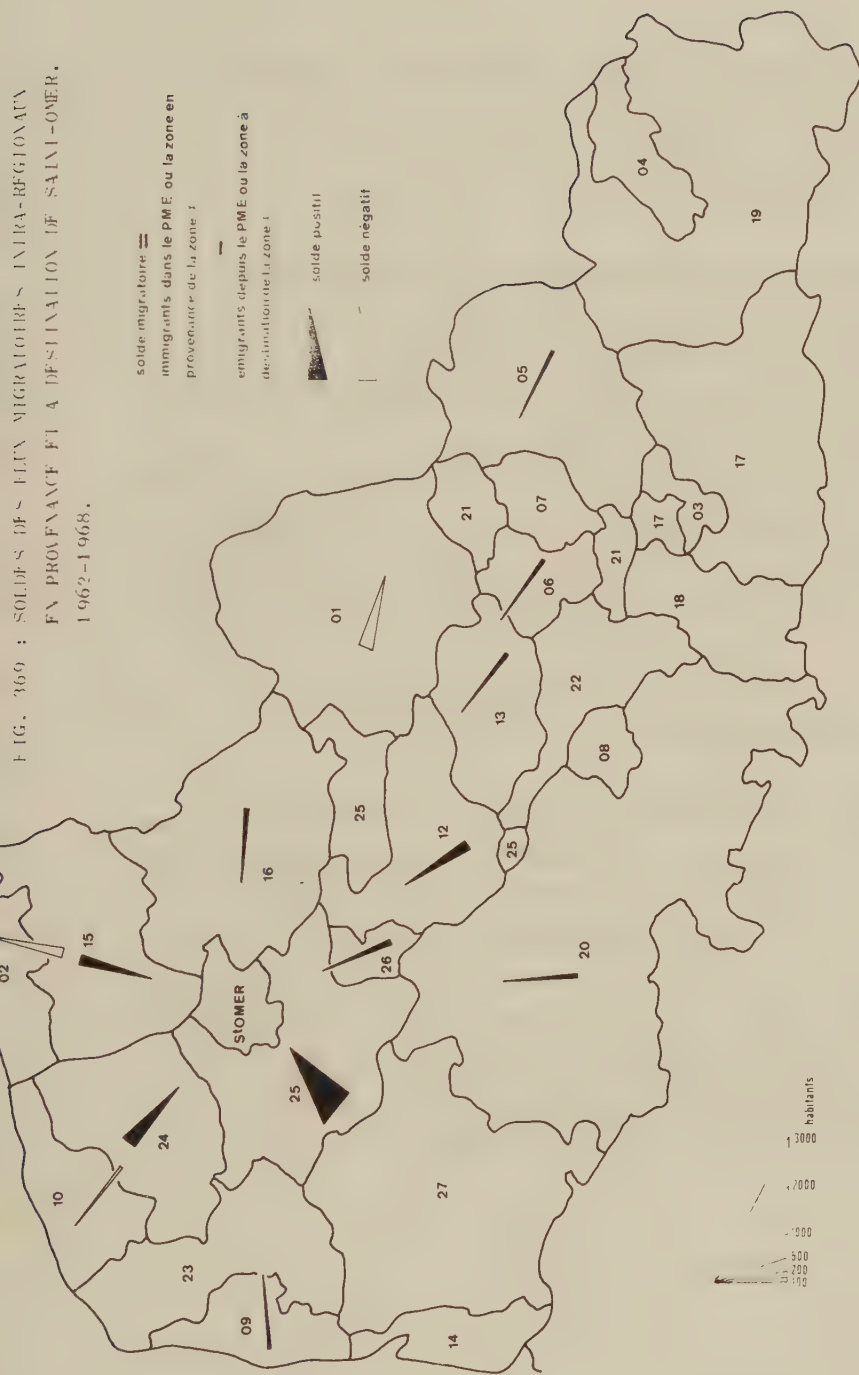


FIG. 369 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENCE ET A DESTINATION DE SAINT-ONER,
1967-1968.



deux soldes opposés : un solde des migrations extrarégionales nettement déficitaire (- 2,4 %, soit - 1 120 h) et un solde des migrations intrarégionales nettement excédentaire (+ 2,7 %, soit + 1 248 h).

- une agglomération peu tournée vers les régions éloignées :

Bien qu'assez fortement déficitaires les échanges avec les régions françaises autres que le Nord ne mettent en jeu que des effectifs relativement modestes : 13 % seulement des immigrants internes, mais 33 % des émigrants.

L'attraction parisienne est assez limitée et les migrations entre la Picardie et le PME de Saint-Omer sont presque aussi importantes que celles établies entre cette zone et la région parisienne. Le PME de Saint-Omer subit cependant une perte de 276 h au profit de cette dernière, de 308 h au profit des régions Champagne-Ardennes et Picardie et de 535 h au profit de l'ensemble des autres régions.

- Une attraction forte sur les zones rurales limitrophes :

La majeure partie de l'apport migratoire du PME de Saint-Omer provient des zones rurales voisines. Ainsi la zone de Saint-Omer rural (c'est à dire le Nord du Haut-pays d'Artois) lui fournit le quart de l'immigration originaire du Nord-Pas-de-Calais, la zone du Calaisis 8 %, la zone d'Hazebrouck (Flandre intérieure) 7 %, la zone de Bergues (à cheval sur la partie septentrionale de la Flandre intérieure et sur la Flandre maritime) 7,6 %. Ces zones ne reçoivent qu'une part réduite de l'émigration de-

puis Saint-Omer, ce qui assure au PME un gain total de 1 080 h à leurs dépens.

A ce gain s'ajoute un apport non négligeable en provenance de l'Ouest du bassin minier, essentiellement du PME de Béthune (212 h).

Enfin deux courants migratoires déséquilibrés jouent en défaveur du PME de Saint-Omer. Le premier est celui qui le relie au PME de Lille, le PME de Lille accueillant 21 % des émigrants du PME de Saint-Omer à destination des autres zones du Nord-Pas-de-Calais, mais ne contribuant que pour 9 % à l'immigration à Saint-Omer (solde : - 324 h). Le second est celui qui relie Saint-Omer à Dunkerque, flux peu intense mais consistant presque exclusivement en un flux d'émigration, d'où perte pour le PME de 172 habitants.

5) Les zones à dominante rurale :

Nous ne reviendrons pas sur le découpage parfois fantaisiste de ces zones car nous l'avons déjà évoqué. Mais les données sur les migrations n'étant fournies qu'à cet échelon, nous sommes tributaires de nos sources et devons nous contenter des documents disponibles. Le terme rural appliqué par l'INSEE à ces zones est ambigu, car si effectivement elles recouvrent de vastes espaces ruraux, elles recouvrent également des espaces urbanisés, et des villes comme Hazebrouck sont classées en zone rurale.

Par commodité statistique, nous avons adopté la terminologie de l'INSEE, mais avec toutes les réserves que les remarques

préliminaires imposent.

L'analyse effectuée zone par zone met en relief deux caractéristiques de ces zones :

- 1) L'immigration ne mobilise que des effectifs très faibles tandis que l'émigration met en jeu des effectifs moyens donc disproportionnés, ce qui provoque d'importants déficits migratoires.
- 2) La dominante des flux à courte distance (et parfois uniques) est écrasante.

5) 1. Les zones flamandes :

- La zone de Bergues :

La zone de Bergues (51 672 h) subit un déficit migratoire considérable en valeur relative : 7,3 %, l'un des plus forts de la région du Nord. Ce déficit résulte de la disproportion considérable entre les effectifs des émigrants (8 556, soit 15,5 %) et des immigrants (4 788, soit 9,5 %).

Les échanges avec l'extérieur de la région sont presque négligeables et ne provoquent qu'une faible part du déficit (- 416 h) qui résulte essentiellement du déficit des migrations intrarégionales (- 3 352 h).

En fait les échanges migratoires de la zone se réduisent au départ d'une partie de la population vers l'agglomération de Dunkerque, le PME de Dunkerque ne lui fournissant que 1 660 immigrants alors qu'il accueille 4 248 de ses émigrants (solde : - 2 588 h).

Les échanges avec les autres zones voisines sont très modérés et ne donnent lieu qu'à des soldes de faible importance. Seuls méritent d'être encore signalés les courants migratoires établis entre le PME de Lille et la zone de Bergues, le PME de Lille accueillant plus de 10 % des émigrants de la zone et réalisant de ce fait un gain de 480 habitants à son détriment.

- La zone d'Hazebrouck :

Cette zone correspond à la majeure partie de la Flandre intérieure. Elle comprend essentiellement des communes rurales, mais aussi les villes d'Hazebrouck et de Bailleul et les petits centres flamands tels Cassel ou Steenvoorde (101 296 h).

La faible mobilité de la population de cette zone s'accompagne d'un déficit migratoire de 3,9 % (- 3 924 h) qui provient d'échanges déséquilibrés, bien que de faible intensité, avec l'extérieur de la région (notamment avec la Picardie, la Champagne et la région parisienne) et surtout du solde des migrations intrarégionales.

Les échanges avec les zones rurales limitrophes, d'intensité moyenne, n'entraînent que des soldes peu élevés qui s'annulent, mais la zone d'Hazebrouck est écartelée entre les deux grands foyers d'immigration de la région : Dunkerque et Lille.

Les migrations entre cette zone et le PME de Dunkerque ne mettent en mouvement que des effectifs assez réduits mais qui consistent essentiellement en émigrants vers l'agglomération de Dunkerque qui gagne de ce fait 668 habitants sur la zone d'Haze-

FIG. 370 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE DE BERGUES,
1962-1968.

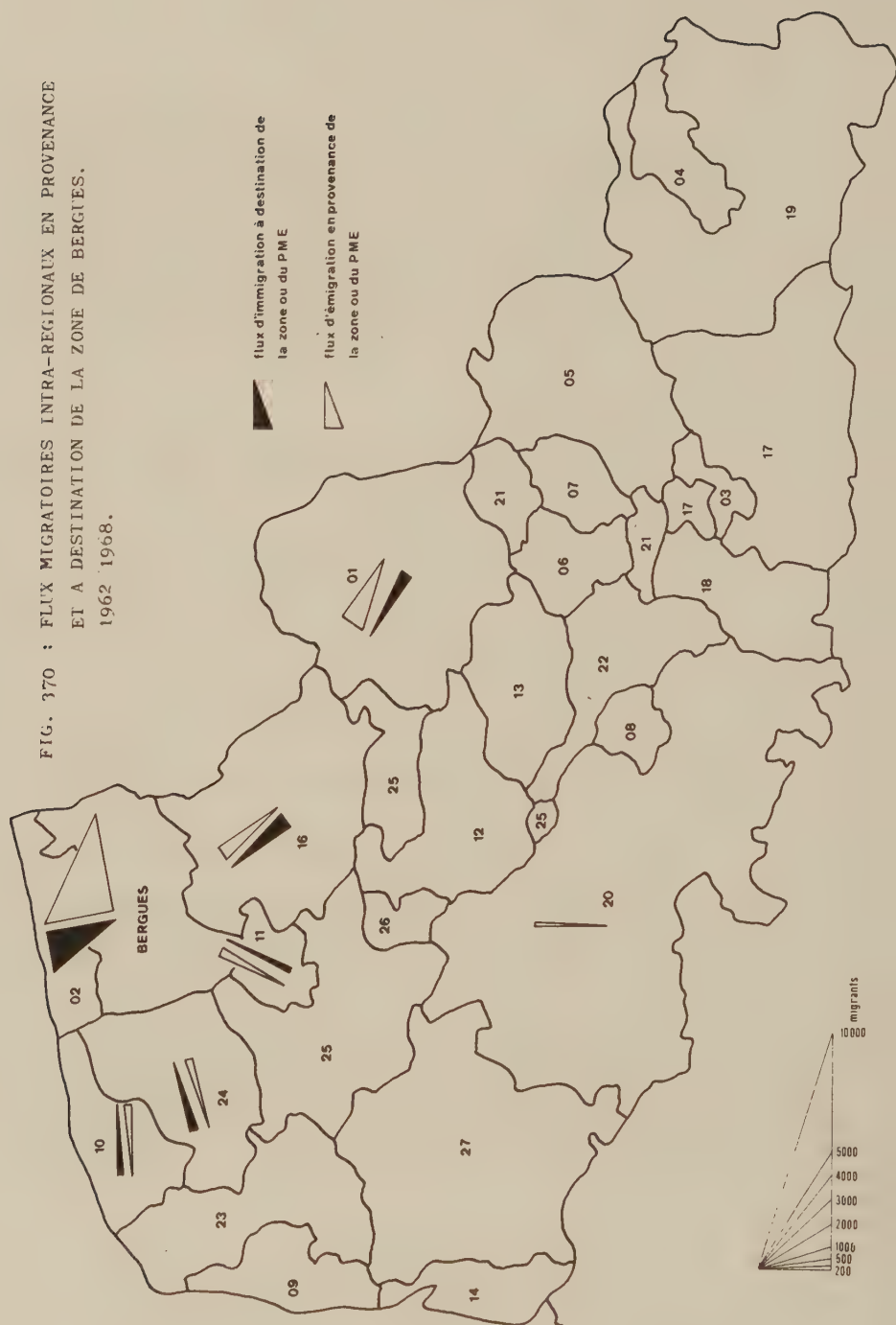


FIG. 371 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE
DE BERGUES, 1962-1968.

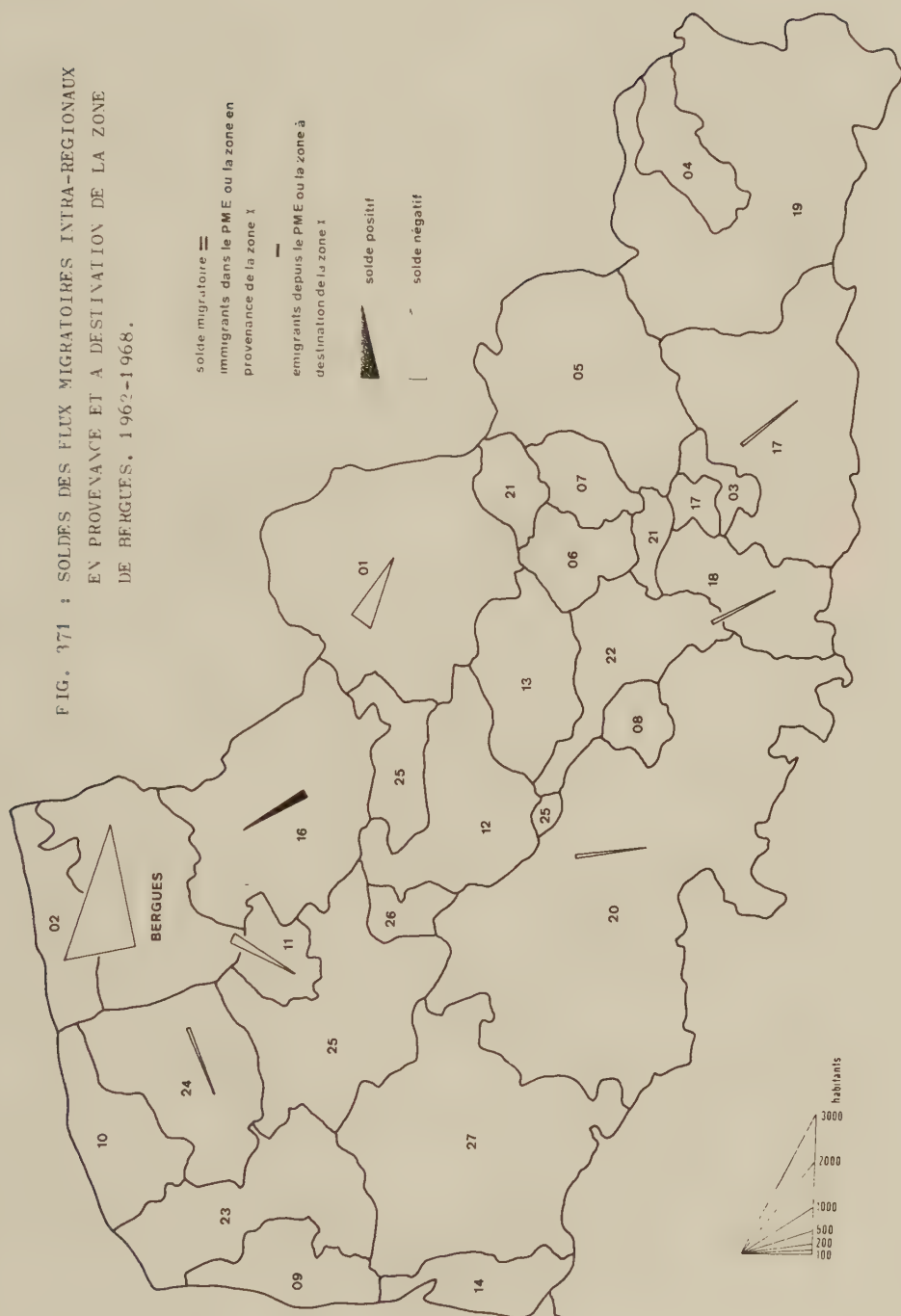


FIG. 372 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE D'HAZEBROUCK,
1962-1968.

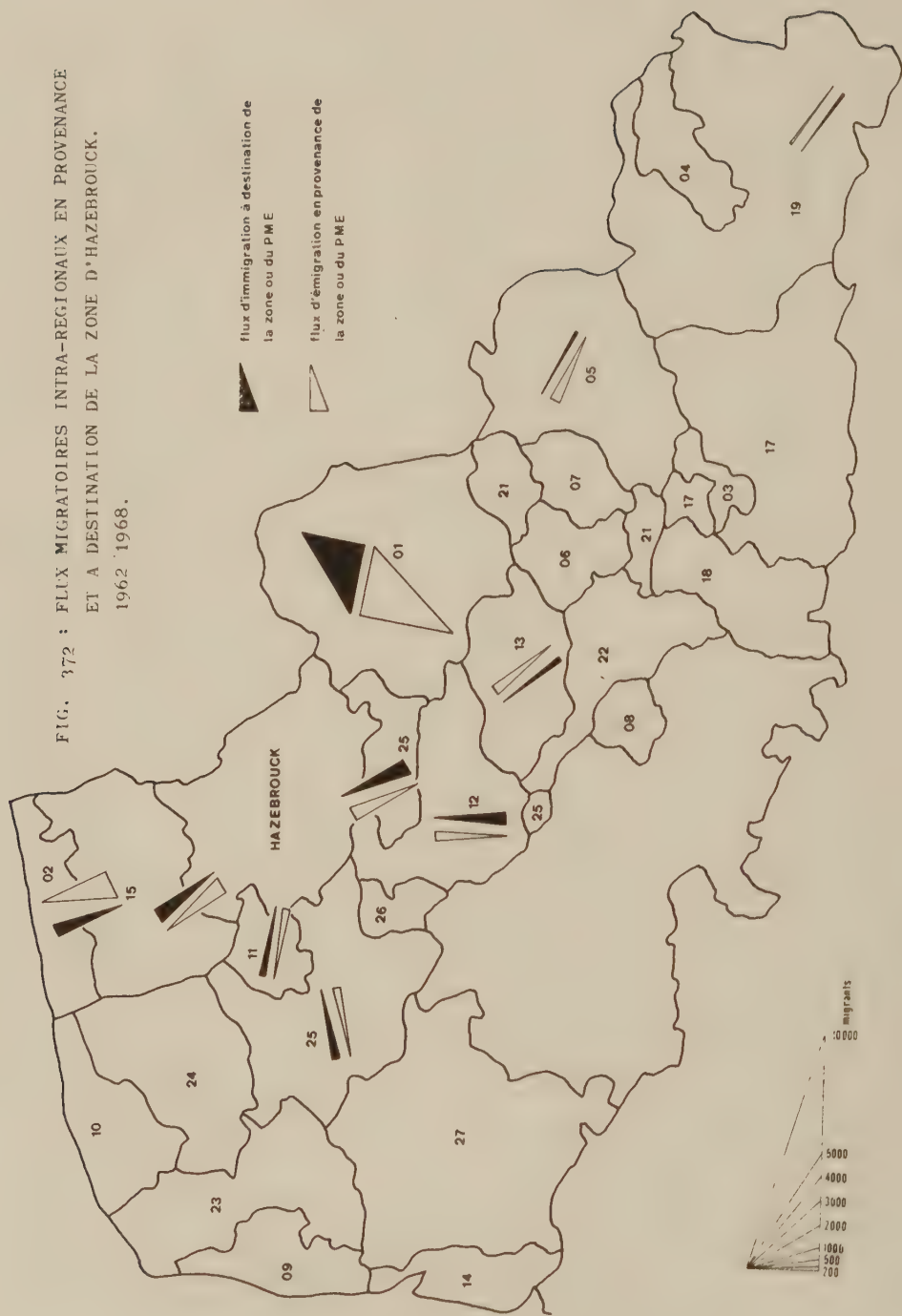
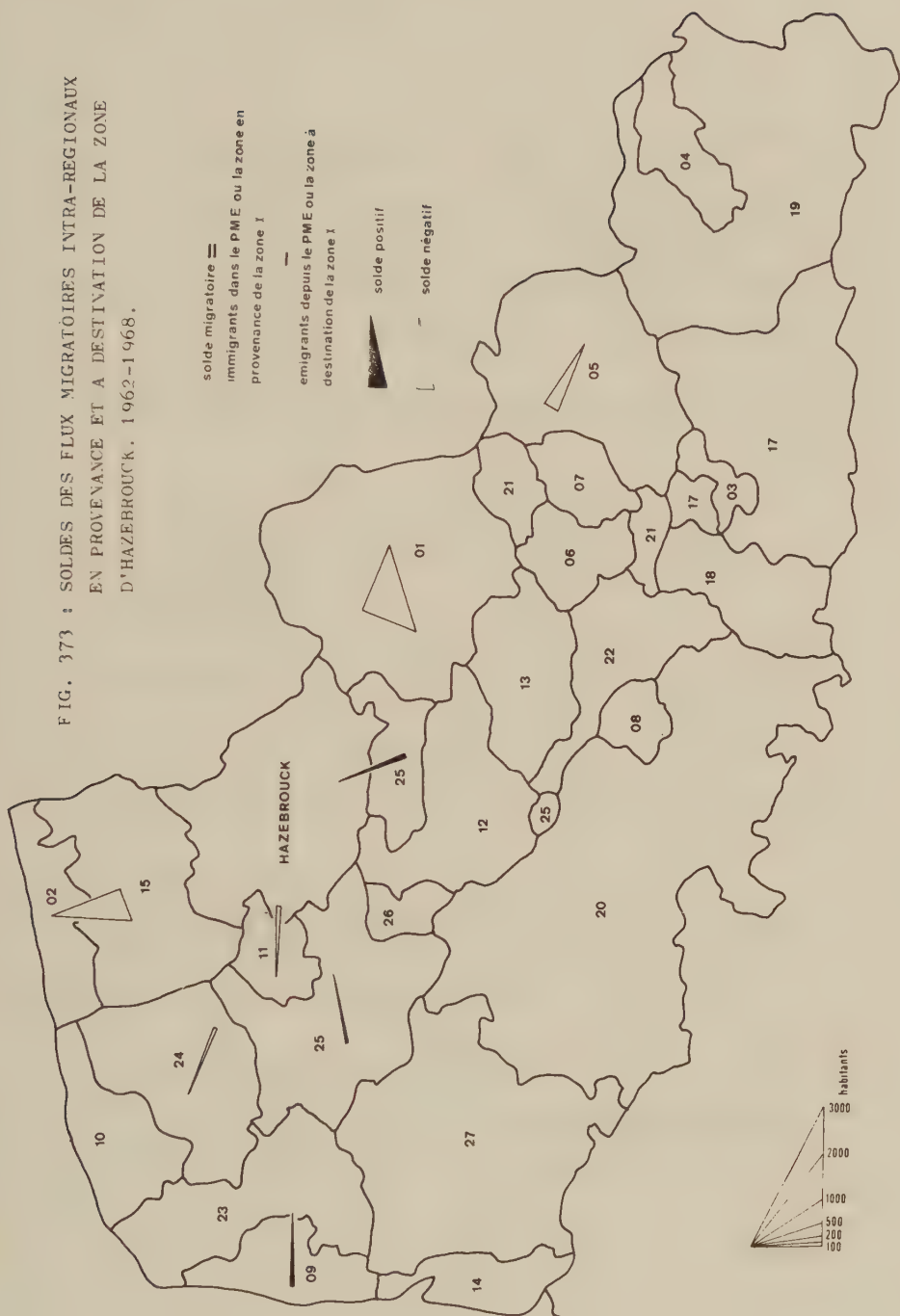


FIG. 373 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE
D'HAZEBROUCK. 1962-1968.



brouck.

Par contre les migrations entre le PME de Lille et la zone d'Hazebrouck mobilisent des effectifs plus importants (plus du tiers des émigrants et des immigrants internes de la zone). Le PME de Lille bénéficie ainsi d'un apport migratoire de 1 240 habitants au détriment de la zone d'Hazebrouck.

5) 2. Les zones médianes à forte population industrielle :

- La zone d'Orchies-Arleux :

Cette zone bâtarde qui comprend le Sud du Pévèle au Nord de Douai et le secteur de la Sensée, au Sud de cette ville (12 044 h), se caractérise par une forte mobilité de sa population (ce qui est rare pour les zones fortement rurales), mobilité qui ne provoque qu'un déficit moyen pour les zones de la région (- 3,5 %, soit - 992 h).

Elle est peu ouverte sur l'extérieur de la région et l'essentiel de ses échanges se fait avec les PME qui l'encadrent ou la traversent.

Les émigrants se dirigent, dans l'ordre décroissant, vers les PME de Lille, de Douai, de Somain-Aniche et de Valenciennes (et peu vers Arras ou Cambrai), et les immigrants proviennent de ces mêmes zones. Les balances migratoires sont toutes défavorables à la zone d'Orchies-Arleux.

- La zone d'Arras-minier :

Zone mal dénommée, elle s'étend au Nord et au Nord-Est

d'Arras entre cette agglomération et le pays minier (33 312 h).

Cette zone n'est pas à dominante rurale puisqu'elle comprend les unités urbaines de Vimy, Souchez, Corbehem, Vitry-en-Artois, Biache-Saint-Vaast. Son solde migratoire est positif, ce qui est exceptionnel dans la région (+ 0,8 %).

Les échanges avec l'extérieur de la région y sont un peu plus développés que dans les zones précédemment étudiées (en particulier ceux avec la région parisienne), mais n'entraînent qu'un déficit modéré : - 452 h.

La grande majorité des migrations relie cette zone aux zones limitrophes : les PME d'Arras, de Douai et de Lens et la zone d'Arras-rural.

Les immigrants dans cette zone proviennent principalement du pays minier (PME de Lens : 27,4 % des immigrants en provenance du Nord-Pas-de-Calais, PME de Douai : 17,4 %) et de la zone d'Arras-rural, vraisemblablement plus particulièrement de l'Est de cette zone (15,7 %). Les émigrants se dirigent essentiellement vers Arras (23,6 % des émigrants demeurant dans la région du Nord).

Les pertes au profit du PME d'Arras (- 428 h) y sont largement compensées par les gains réalisés sur le pays minier (+ 740 h) et la zone d'Arras-rural (+ 408 h).

- La zone de Cambrai "rural" (Cambrésis) :

Cette zone est formée par l'arrondissement de Cambrai, moins le PME (53 208 h).

FIG. 374 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE D'ORCHIES-ARLEUX.
1962-1968.

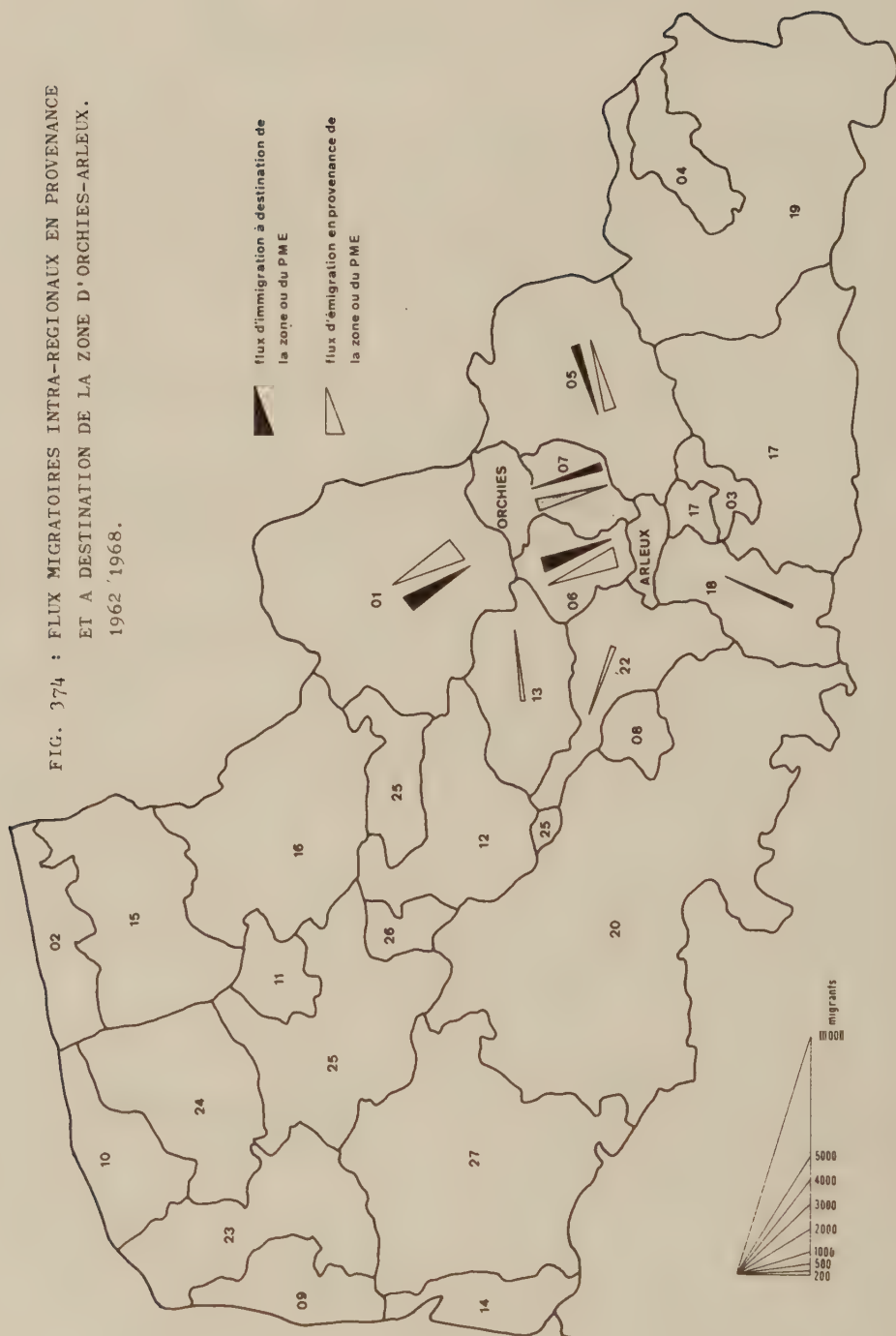


FIG. 375 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE
D'ORCHIES-ARLEUX, 1962-1968.

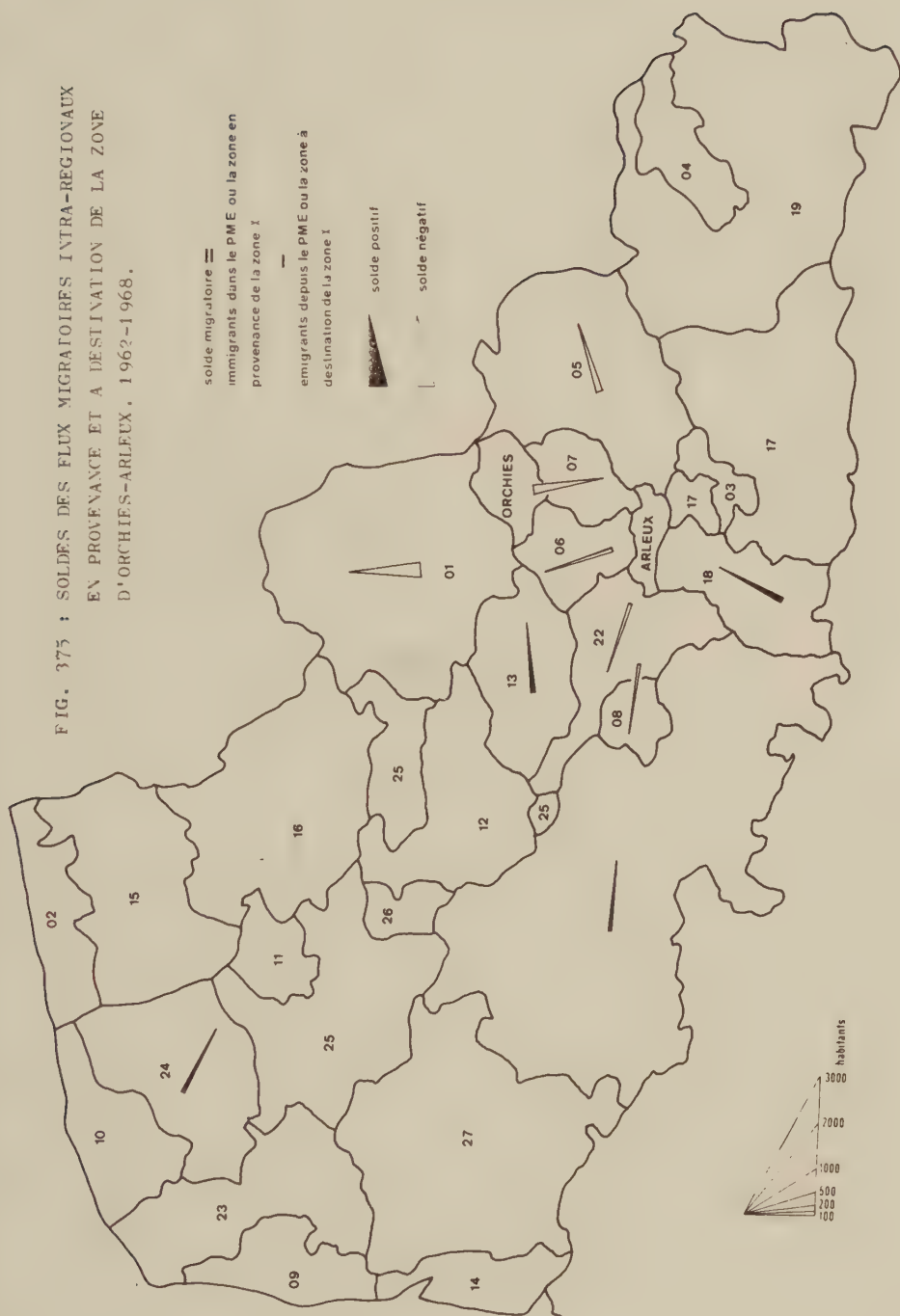


FIG. 376 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE D'ARRAS MINIER.
1962-1968.

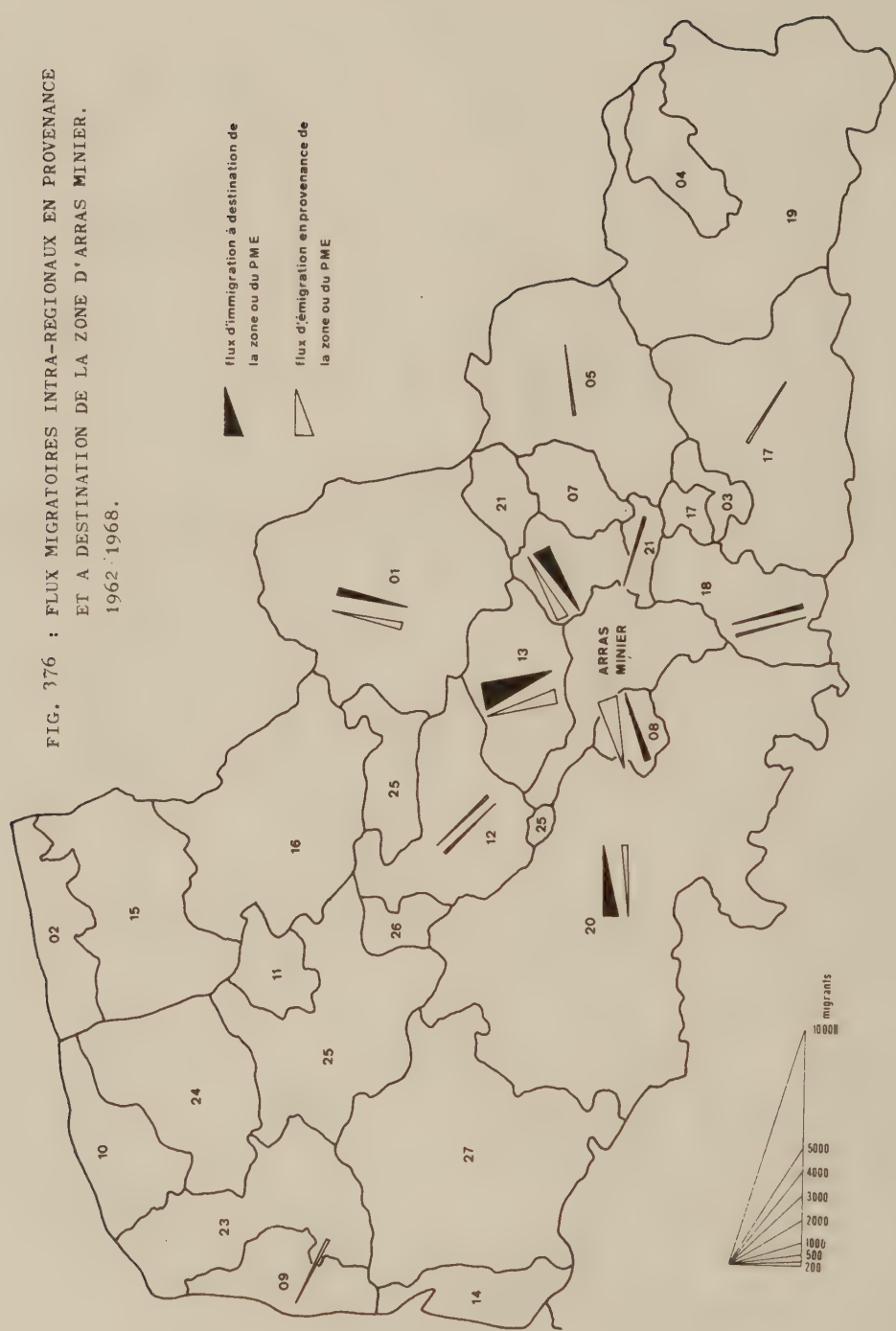


FIG. 177 : SOLDES DES FLUX MIGRAIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE
D'ARRAS-MINIER, 1962-1968.

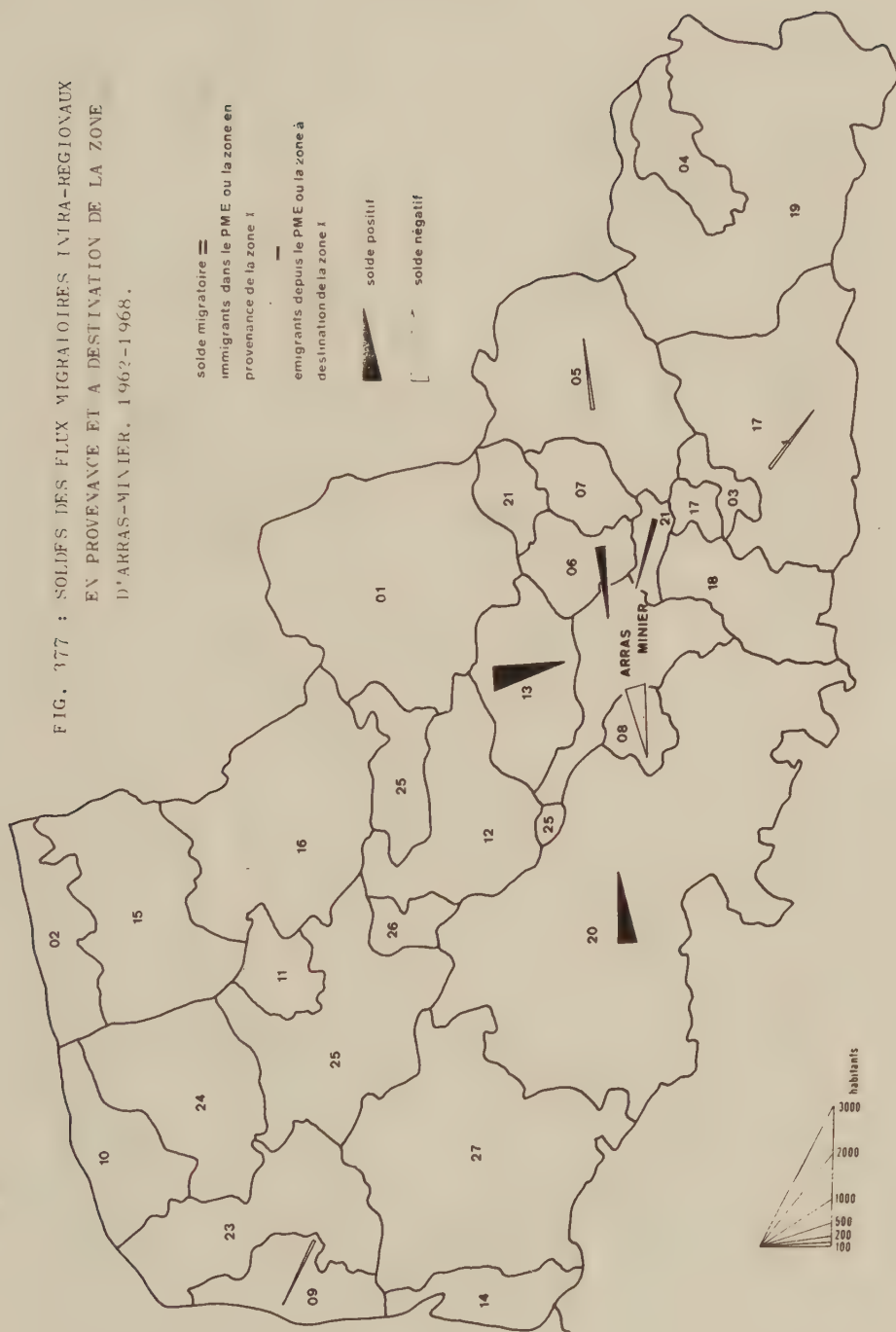


FIG. 378 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE DE CAMBRAI RURAL.
1962/1968.

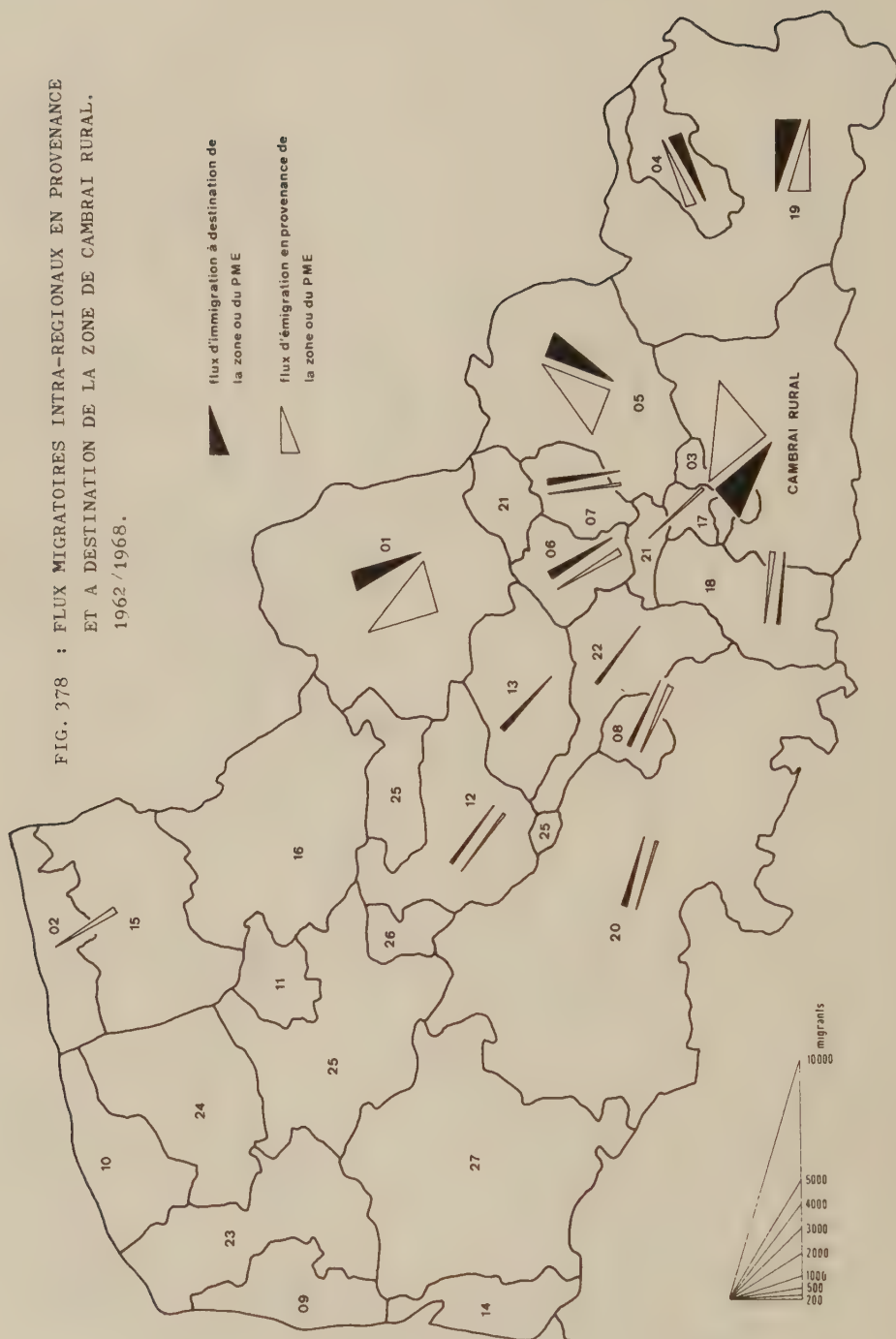
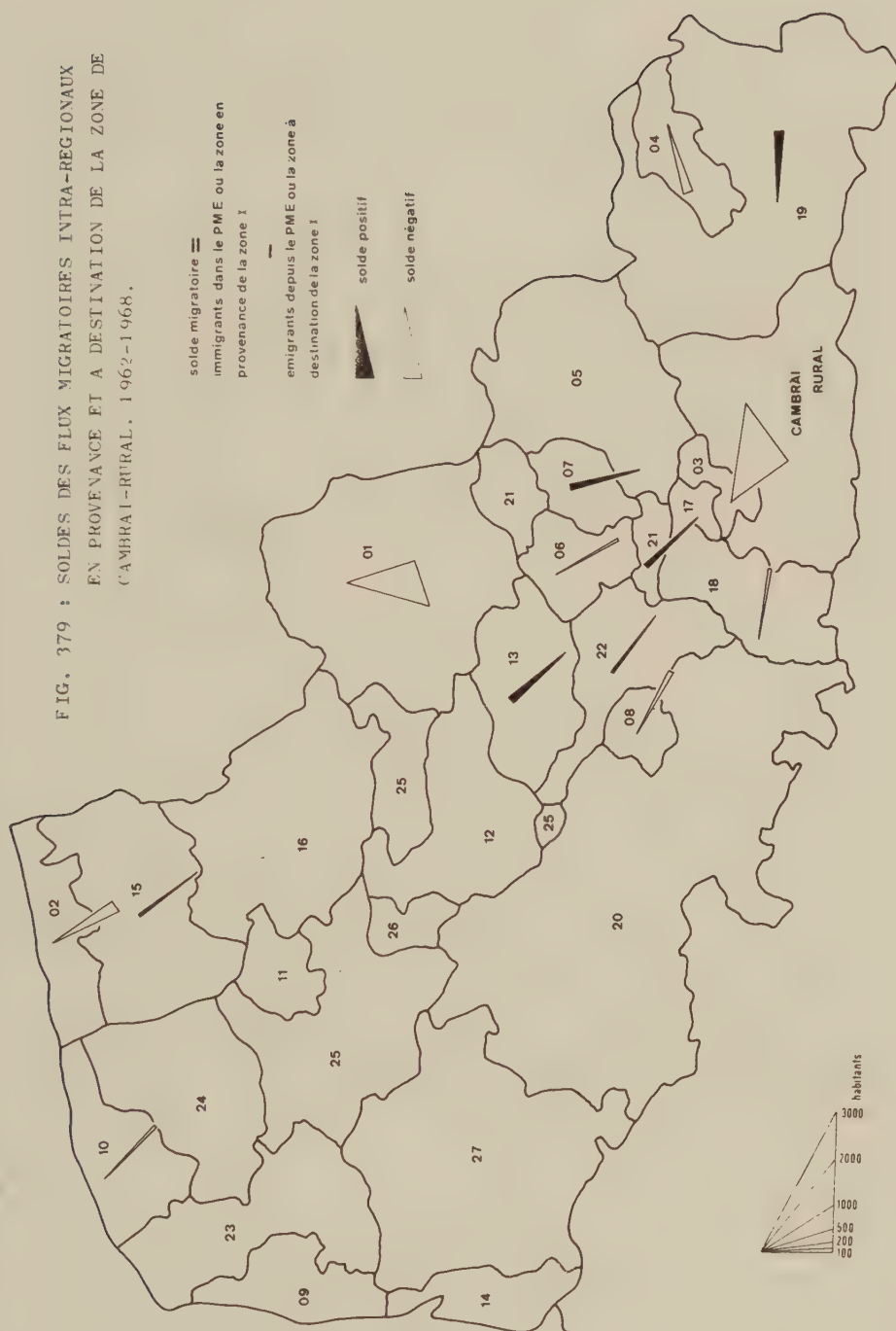


FIG. 379 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE DE
CAMBRAI-RURAL. 1962-1968.



Le déficit migratoire y est assez fortement accusé (- 4,9 %, soit - 5 860 h) et provient des balances migratoires déficitaires avec le reste de la région (- 2,6 %) comme avec l'extérieur de la région (- 2,3 %).

Les échanges avec l'extérieur sont d'ailleurs assez développés et rappellent ceux du PME de Cambrai (plus du tiers des immigrants internes et près de la moitié des émigrants). Les échanges avec la Champagne et la Picardie dominent largement les autres mouvements migratoires, mais ils ne donnent lieu qu'à un déficit modéré (- 432 h), alors que les autres échanges, beaucoup plus déséquilibrés, entraînent des déficits de - 1 068 h avec la région parisienne et de - 1 168 h avec les autres régions.

L'essentiel des échanges se fait néanmoins avec le PME de Cambrai qui reçoit plus du tiers des émigrants de la zone de "Cambrai rural" en direction des autres zones du Nord-Pas-de-Calais et y envoie 22,7 % des immigrants en provenance de ces zones. La zone de Cambrai-rural fournit ainsi au PME de Cambrai un apport migratoire de 1 512 habitants.

Les autres flux notables relient cette zone aux zones limitrophes : Avesnois et surtout Valenciennois. Dans le premier cas les flux d'émigration et d'immigration sont à peu près équilibrés (+ 204 h), dans le second l'émigration domine (- 816 h).

Enfin il convient de remarquer l'importance des flux qui unissent la zone de Cambrai-rural au PME de Lille (22,2 % de de l'émigration intrarégionale depuis la zone, 12,2 % de l'immi-

gration) et qui procurent au PME de Lille un gain de 976 habitants.

- La zone de Bertincourt :

Cette zone est très petite et correspond à ce qu'on appelle parfois le Cambrésis artésien ou Artois cambrésien (18 056 h). Comme dans le Cambrésis, la population y est très mobile et le solde migratoire négatif (- 2 %).

Mais cette zone ne paraît avoir de contacts qu'avec les régions limitrophes, les échanges avec l'extérieur se limitant pratiquement à des échanges avec la Picardie.

Le déficit migratoire provient essentiellement des échanges de cette zone avec les zones limitrophes : PME d'Arras et de Cambrai, zones d'Arras-rural et d'Arras-minier.

5) 3. La zone de l'Avesnois :

La population de la zone de l'Avesnois (125 192 h) a une mobilité assez élevée, due surtout au taux élevé de l'émigration interne (14,4 %), le taux d'immigration interne étant beaucoup plus faible (10,4 %), le solde migratoire y est assez fortement déficitaire : - 4,7 % (- 5 780 h).

Cette zone est relativement ouverte sur l'extérieur de la région puisque plus du tiers de ses immigrants proviennent de régions autres que le Nord et que plus du tiers des émigrants s'y rendent. Les régions Picardie et Champagne-Ardenne jouent un rôle important dans ces migrations. Mais le déficit ne pro-

FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE ET A
DESTINATION DE LA ZONE DE BERTINCOURT, 1962-1968.

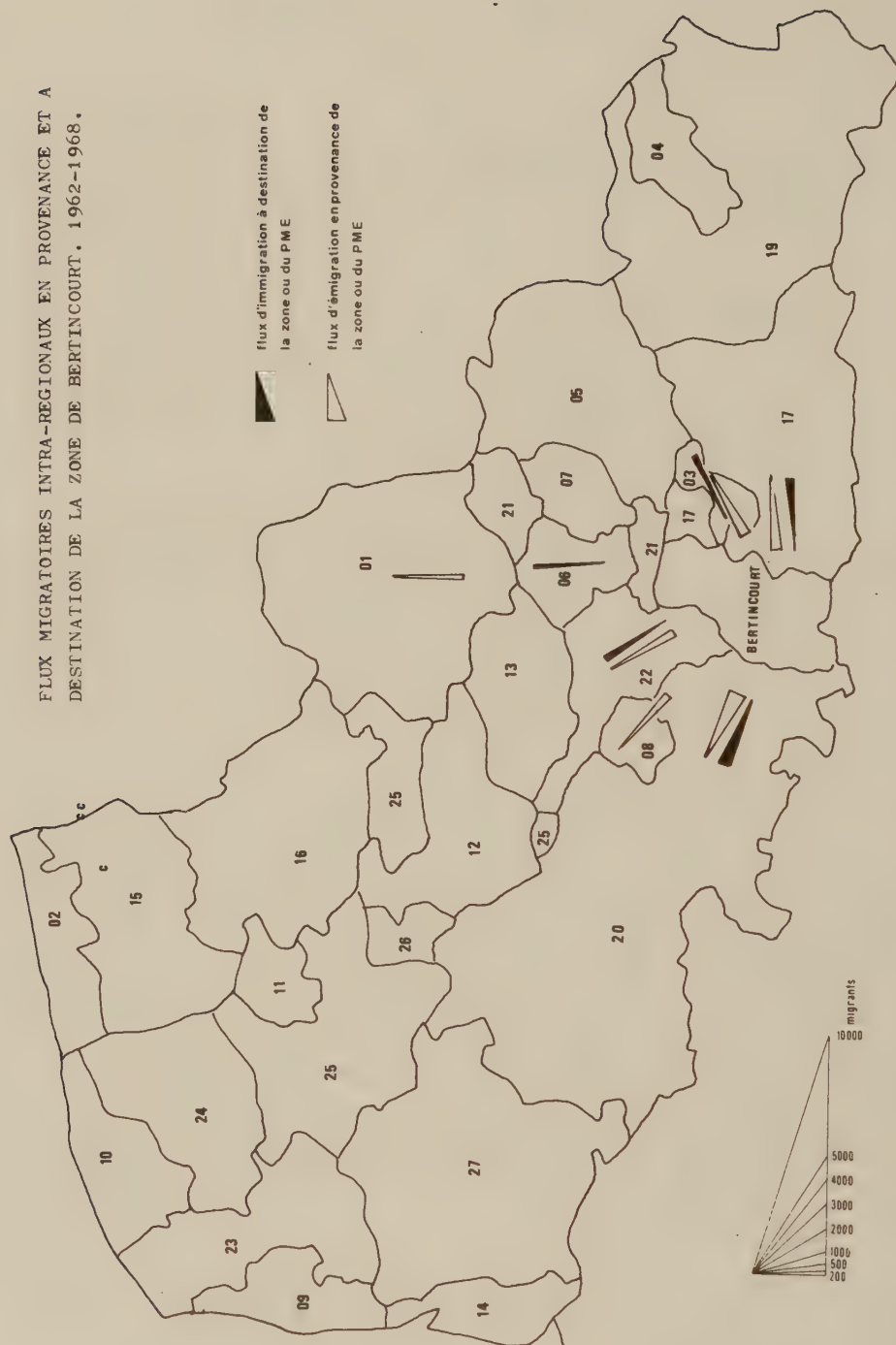


FIG. 380 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
 EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE DE
 BERTINCOURT, 1962-1968.

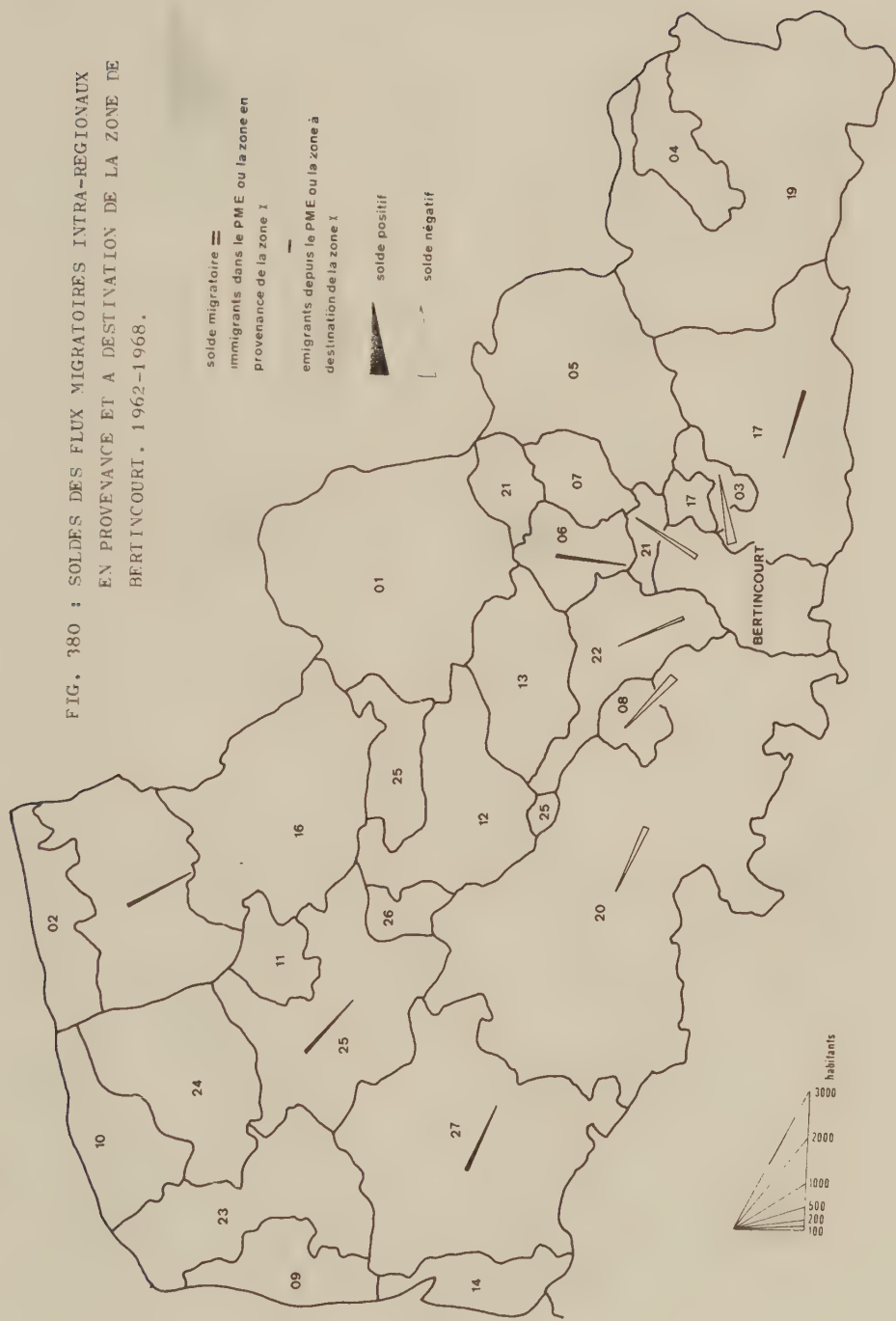


FIG. 381 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE DE L'AVESNOIS.
1962/1968.

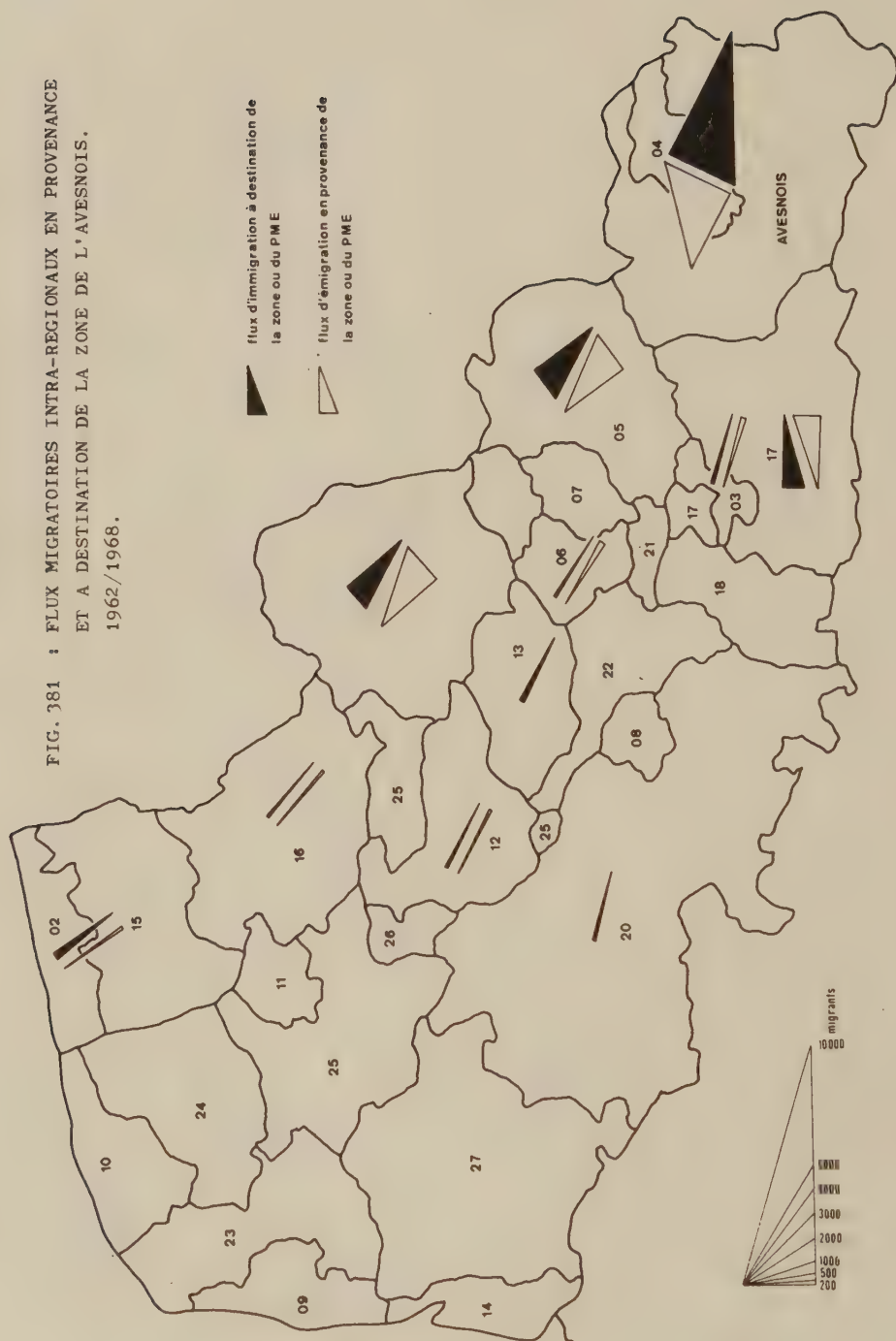
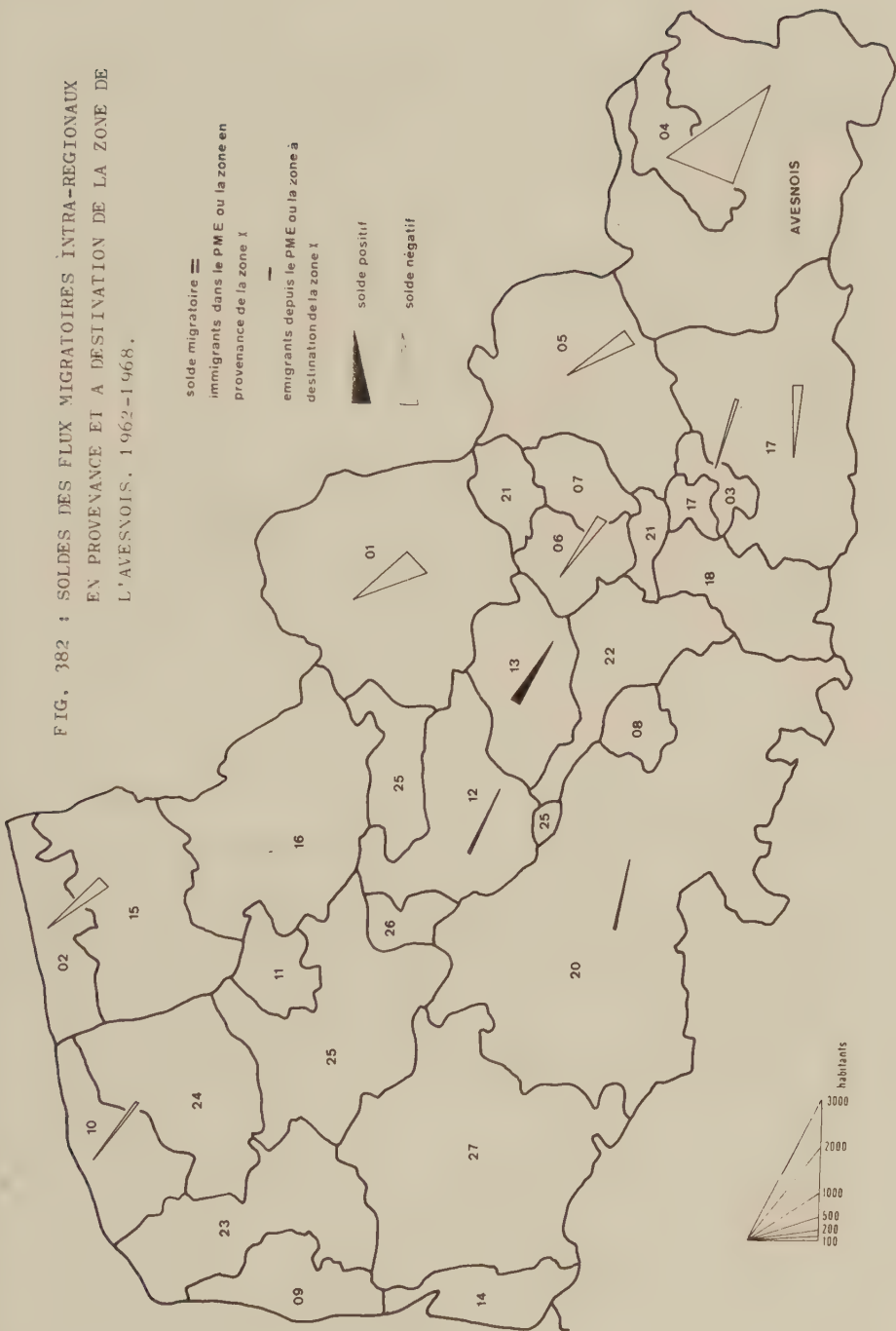


FIG. 382 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE DE L'AVESNOIS, 1962-1968.



vient que des échanges nettement déséquilibrés avec la région parisienne (- 964 h) et les autres régions (- 1 356 h).

Quant-aux échanges avec le reste de la région du Nord, ils sont très localisés.

Le PME de la Sambre joue un rôle privilégié en fournissant plus de 40 % des immigrants originaires du Nord-Pas-de-Calais et en accueillant près de 50 % de ses émigrants à destination des autres zones du Nord. C'est ce PME qui bénéficie ainsi de l'essentiel du déficit migratoire (- 2 232 h) de la zone de l'A-vesnois.

Les PME de Lille et de Valenciennes se partagent ensuite une grande part des migrants, ce qui assure au PME de Lille un gain de 604 h et à celui de Valenciennes de 356 h. Enfin la zone limitrophe de Cambrai-rural gagne également 204 h sur celle de l'A-vesnois.

5) 4. L'Artois :

- La zone d'Arras-rural :

Elle est formée par l'arrondissement d'Arras, moins l'agglomération et la zone dite d'Arras-minier, c'est à dire par un territoire où la population rurale domine largement (ce qui nous fournit des renseignements intéressants sur les aboutissements de l'exode rural).

La population de cette zone est soumise à une émigration

intense (taux de 16 %), alors que l'immigration est près de moitié inférieure (9,4 %). On conçoit aisément que le taux de solde migratoire y soit le bas de toutes les zones du Nord :
- 7,5 % (- 7 780 h).

Les échanges extrarégionaux ne sont que modérément développés, inférieurs au tiers des échanges totaux. Tous sont déséquilibrés et l'émigration l'emporte largement, provoquant un déficit de 952 h au profit des régions Picardie et Champagne-Ardenne, de 920 au profit de la région parisienne et de 776 seulement au profit de l'ensemble des autres régions avec lesquelles les échanges paraissent réduits, soit un déficit global de 2 648 habitants.

Mais c'est le PME d'Arras qui est le principal bénéficiaire de l'exode depuis cette zone. Il absorbe plus de 20 % de son émigration et ne lui fournit que 13 % de ses immigrants, gagnant ainsi 2 460 h sur la zone d'Arras-rural, soit à peu près le tiers de son déficit.

Mais les migrations ne se limitent pas à ces flux établis entre le PME d'Arras et l'Artois, des courants migratoires relient traditionnellement cette zone au pays minier. Ils continuent à s'exercer en particulier à l'Ouest du bassin : le PME de Béthune gagne 476 h sur la zone d'Arras-rural qui gagne par contre 284 h sur le PME de Lens, mais en perd également 356 au profit du PME de Valenciennes et 408 au profit de la zone d'Arras-minier.

Quant-à l'agglomération lilloise, elle exerce une attraction non négligeable sur cette zone déjà éloignée (près de 10 %

FIG. 383 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE D'ARRAS RURAL.
1962-1968.

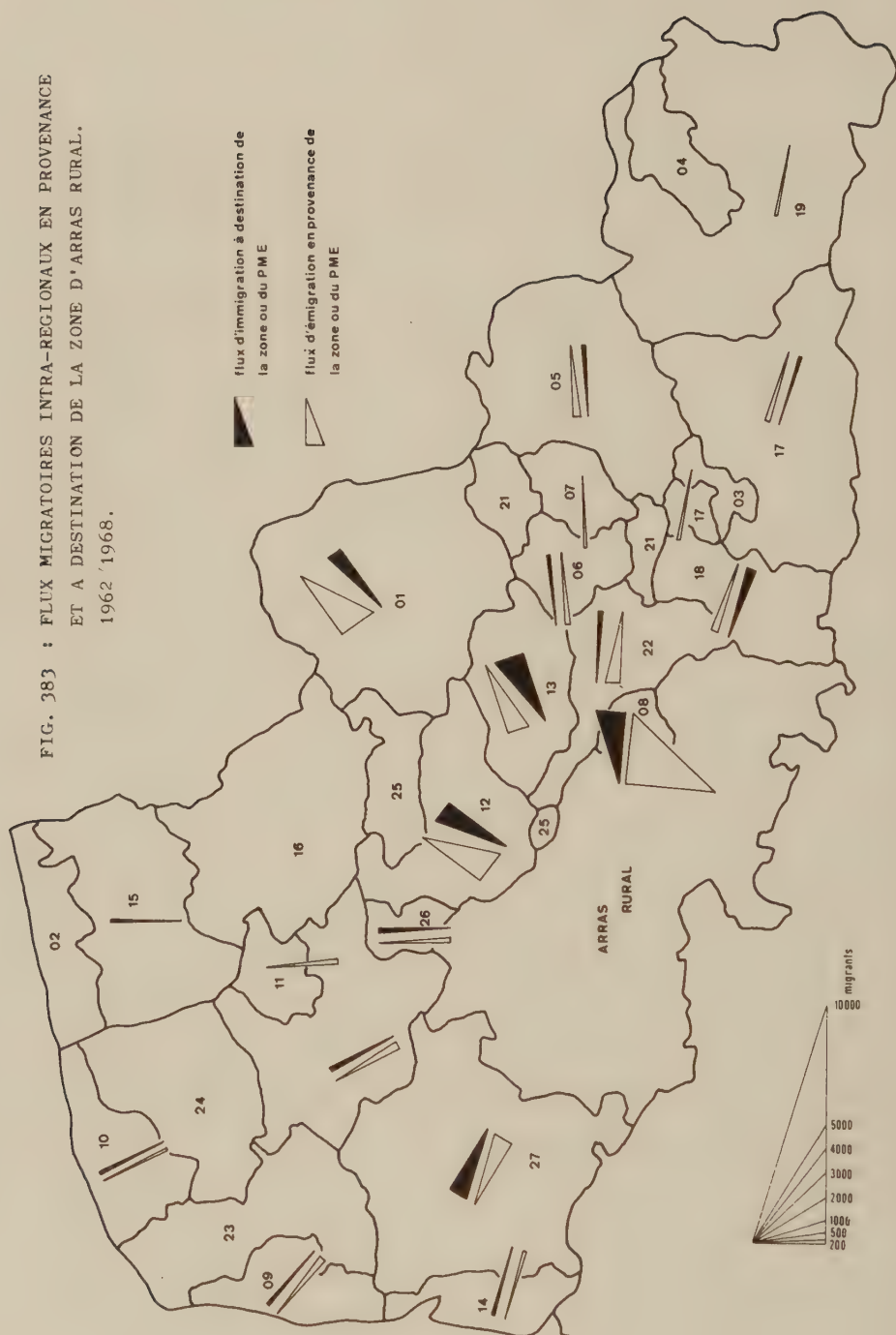


FIG. 384 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE
D'ARRAS-RURAL, 1967-1968.

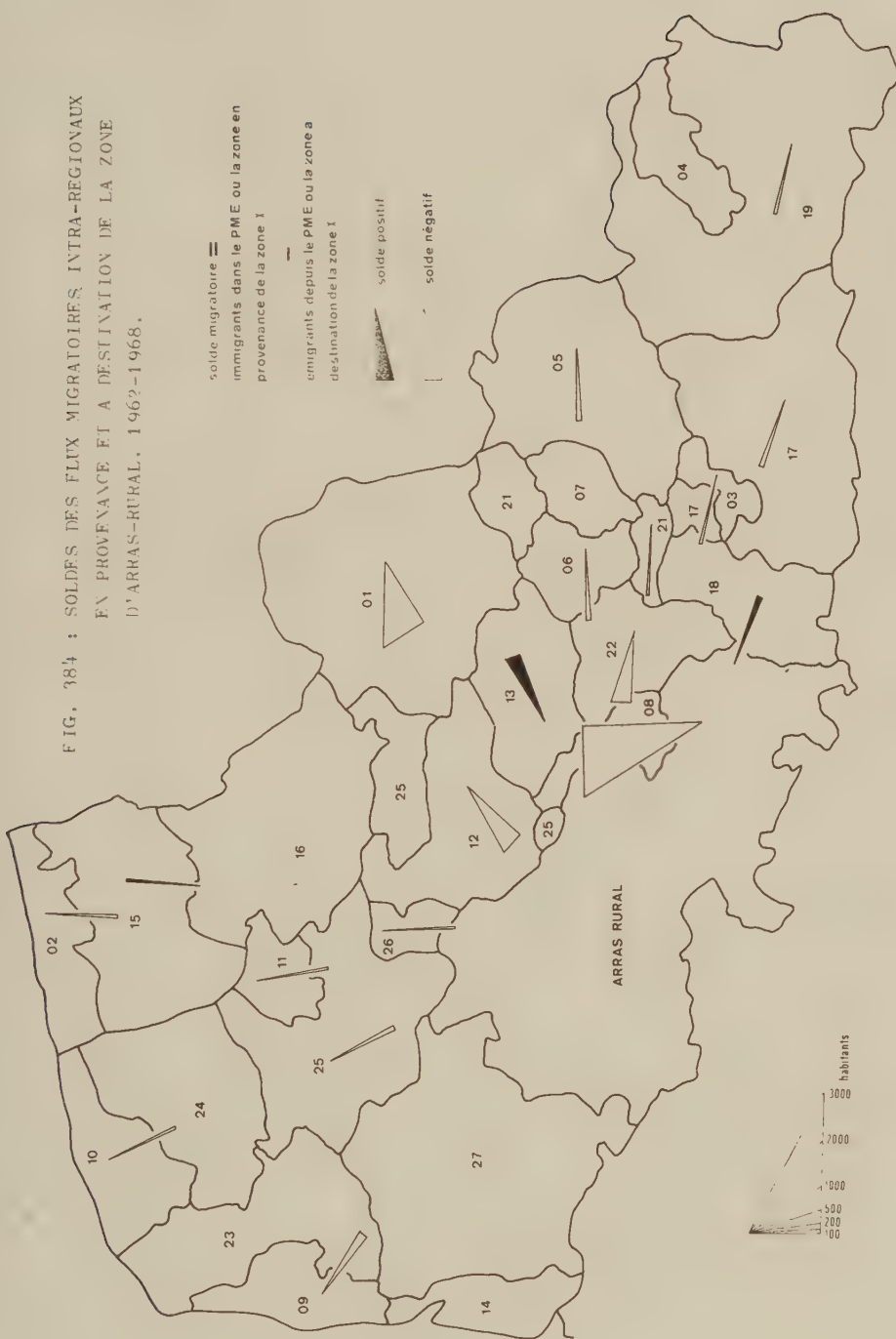


FIG. 385 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE DE SAINT-OMER RURAL,
1962/1968.

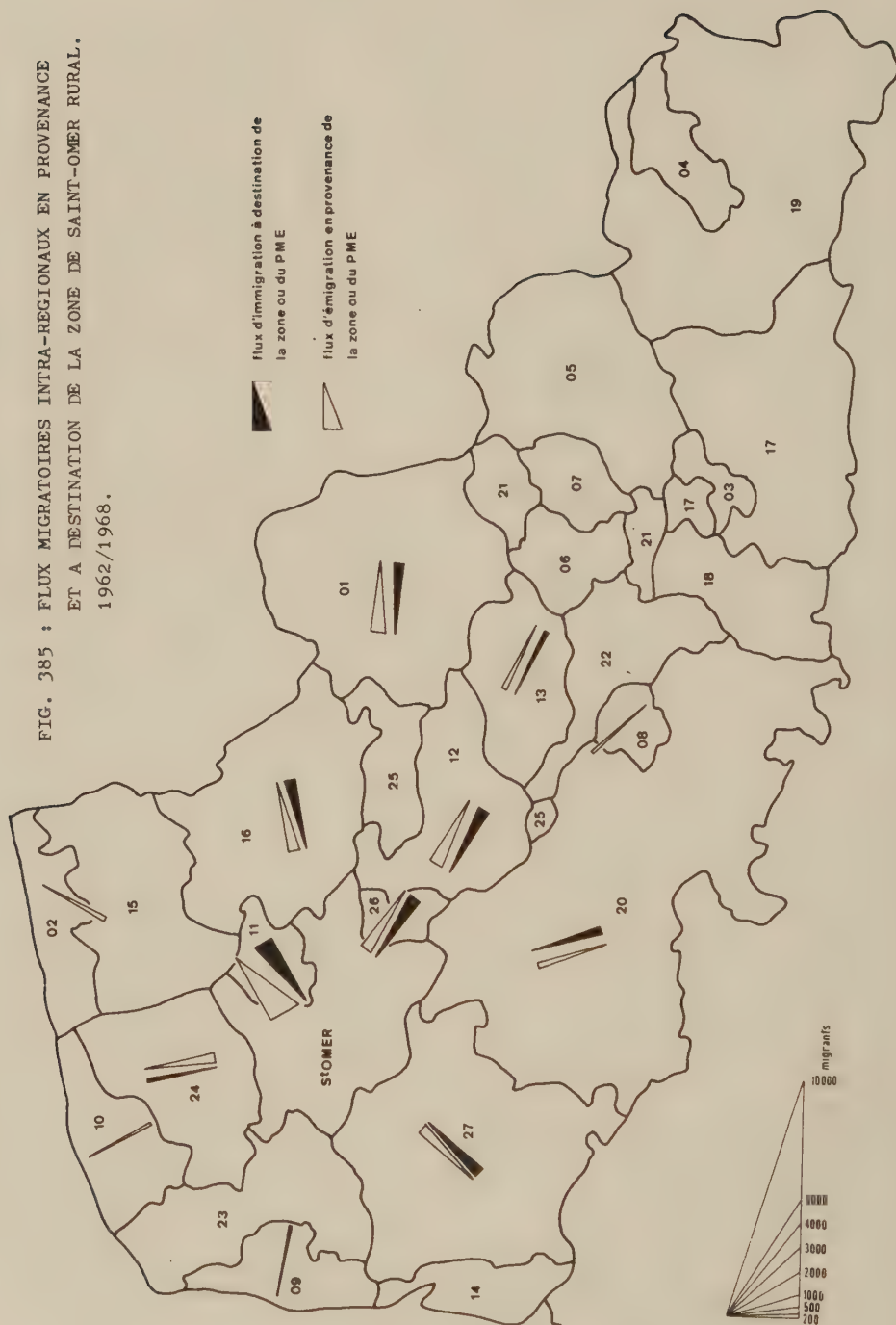
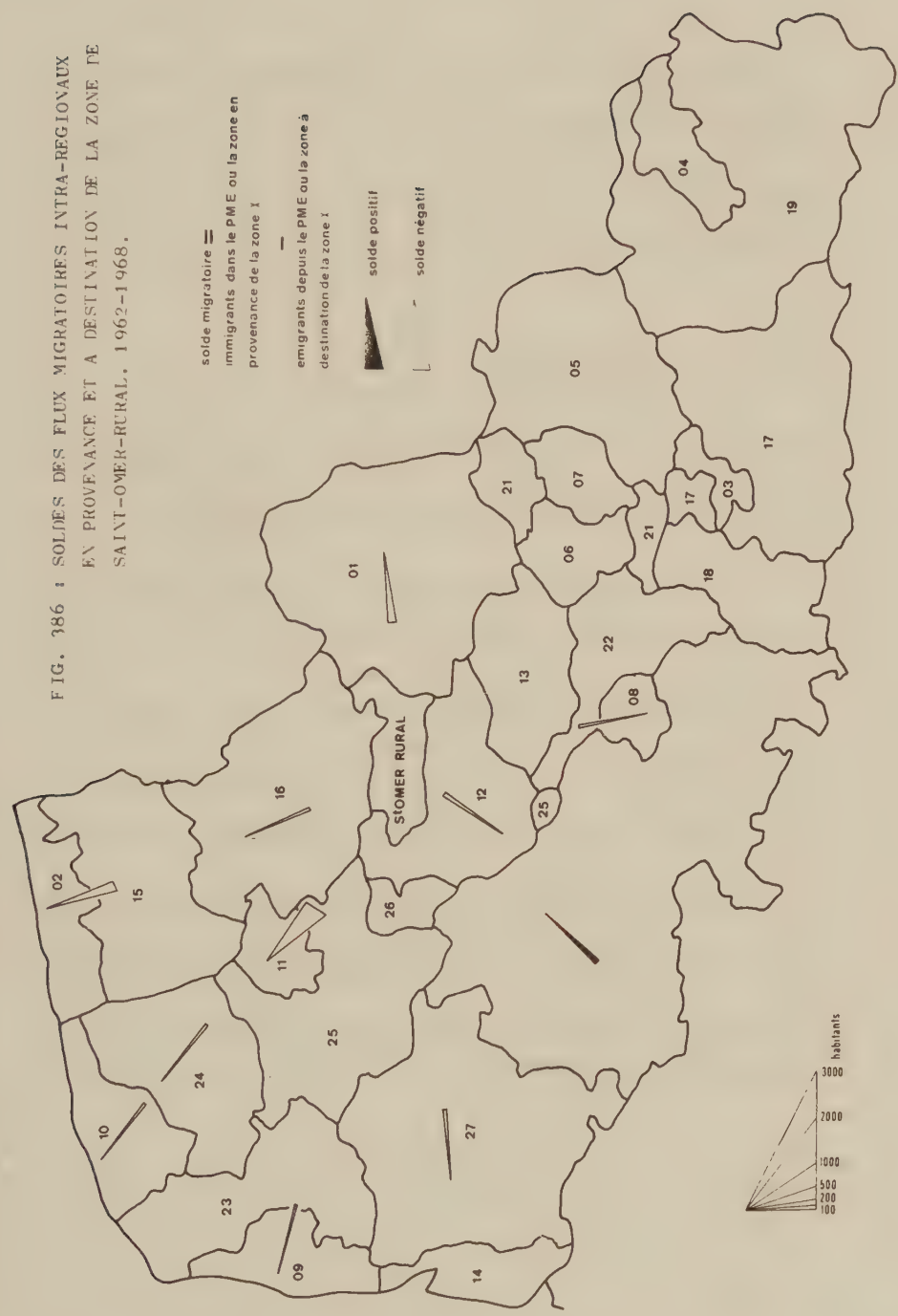


FIG. 386 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE DE
SAINT-OMER-RURAL. 1962-1968.



des émigrants se dirigeant vers le PME de Lille) et gagne 1 008 habitants à ses dépens.

Les échanges avec les zones rurales limitrophes ne représentent quant-à eux, dans chaque cas, qu'un pourcentage infime de l'immigration comme de l'émigration et ne donnent lieu qu'à des soldes modestes, positifs ou négatifs.

- La zone de Saint-Omer rural :

Cette zone (46 616 h) correspond en grande partie au Haut-pays d'Artois. Elle s'apparente aux précédentes par ses taux d'émigration et d'immigration, bien que le solde migratoire soit moins déficitaire que dans la zone d'Arras-rural : - 4,4 % (- 2 028 h).

Les échanges extrarégionaux sont beaucoup plus limités que dans la zone précédente, mais tout aussi déséquilibrés (11 % des immigrants internes, 17 % des émigrants), et la région parisienne joue un rôle privilégié dans ces échanges. Leur résultante entraîne pour la zone de Saint-Omer rural une perte de 148 h au profit des régions Picardie et Champagne-Ardenne, de 144 au profit de la région parisienne et de 312 au profit des autres régions.

Le PME de Saint-Omer draine la majorité de l'émigration de cette zone et lui fournit la majorité de son immigration. Il gagne ainsi 500 habitants. Mais les PME de Béthune et de Lille reçoivent aussi une part notable de son émigration, tout en lui fournissant relativement davantage d'immigrants, ce qui ne leur

assure que des gains modestes de 96 et 168 habitants. Enfin les relations avec le PME de Dunkerque se réduisent à un flux d'émigration (- 196 h).

5) 5. La partie occidentale du Pas-de-Calais (Montreuillois, Calaisais, Boulonnais) :

- La zone du Calaisais (31 948 h) :

Ici aussi l'émigration est forte (14,7 %), alors que l'immigration est beaucoup moins développée (9,7 %), et le solde migratoire est fortement déficitaire : - 5,8 % (- 1 844 h).

Cette émigration conduit fort peu hors de la région du Nord. Les échanges extrarégionaux sont extrêmement réduits (8 % de l'immigration, 12 % de l'émigration) comme dans le PME de Calais et la zone de Saint-Omer rural et n'entraînent qu'un déficit de 1 %.

En fait seul le réseau des migrations à courte distance s'est bien établi dans cette zone. La zone du Calaisais gagne un petit nombre d'habitants sur les zones rurales voisines (Boulonnais surtout, zone de Saint-Omer rural et zone de Bergues) et en perd un nombre bien plus important au profit des PME voisins : PME de Calais essentiellement (qui lui fournit plus du quart de ses immigrants, mais en reçoit plus du tiers de ses émigrants) : - 688 h, PME de Dunkerque : - 396 h, PME de Saint-Omer : - 276 h. Les échanges avec le PME de Boulogne sont très réduits.

Quant-au PME de Lille, il exerce une attraction toujours

FIG. 387 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE DU CALAISIS.
1962 1968.

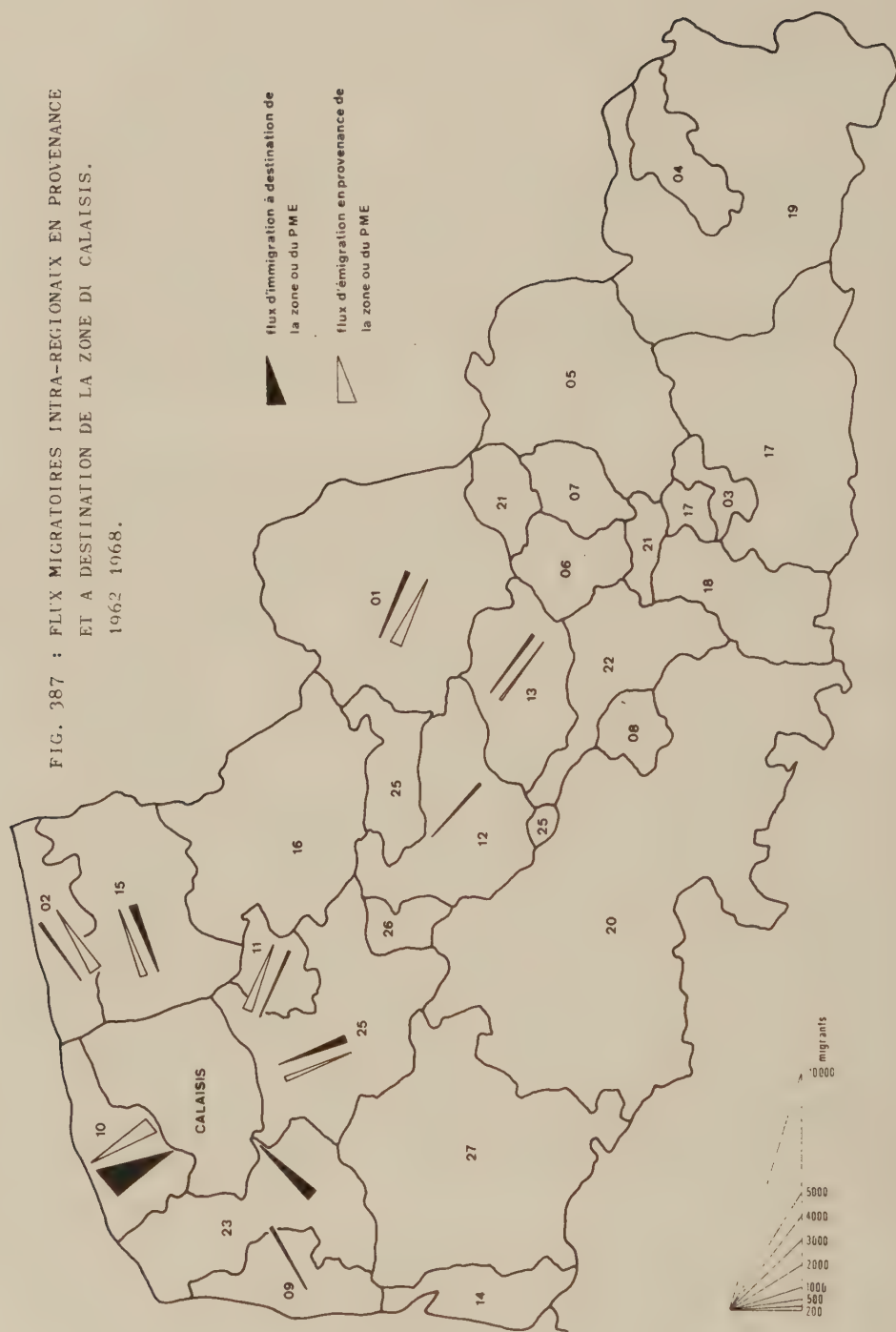


FIG. 388 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
 EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE DU
 CALAISIS, 1962-1968.

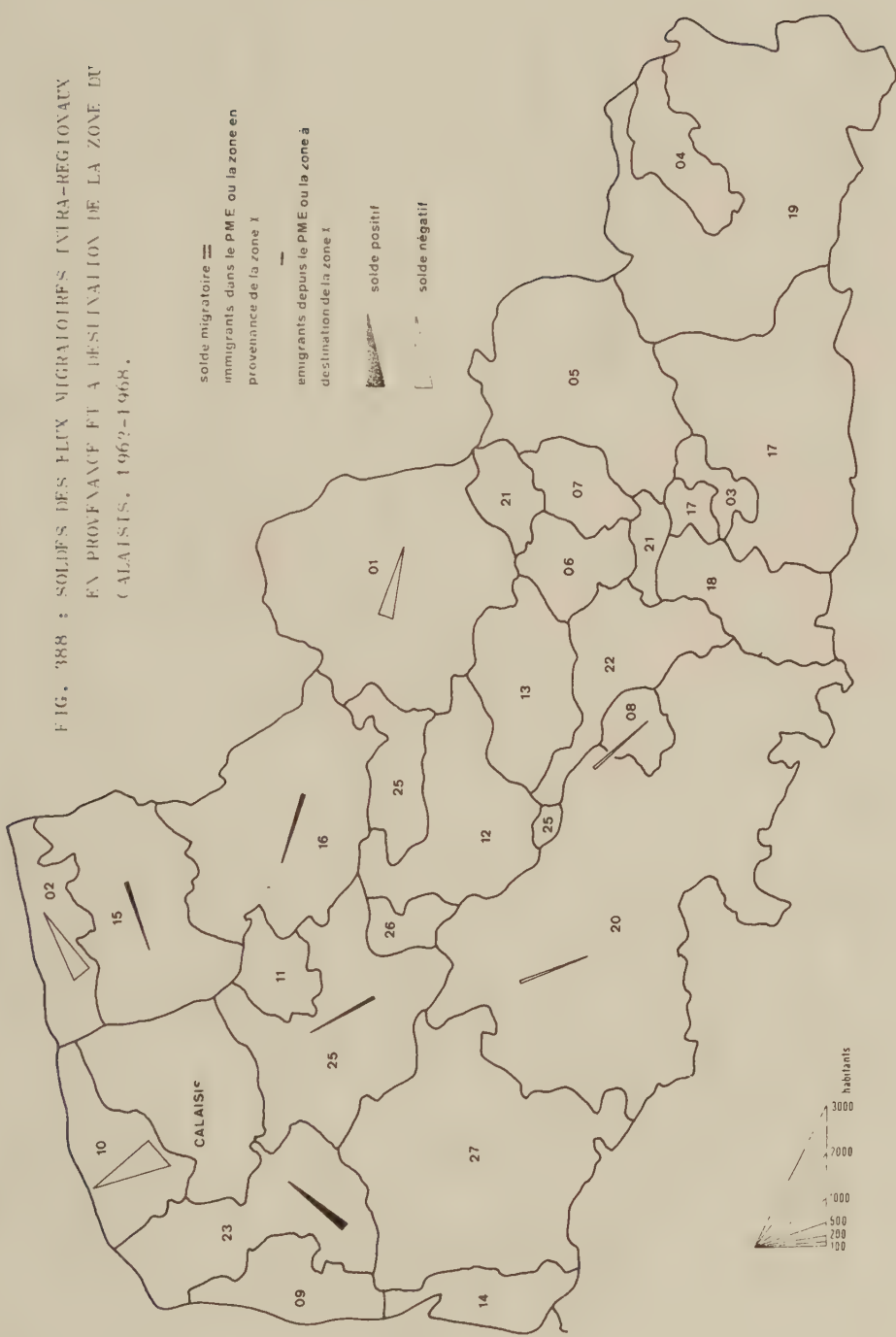


FIG. 389 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE DU BOULONNAIS.
1962-1968.

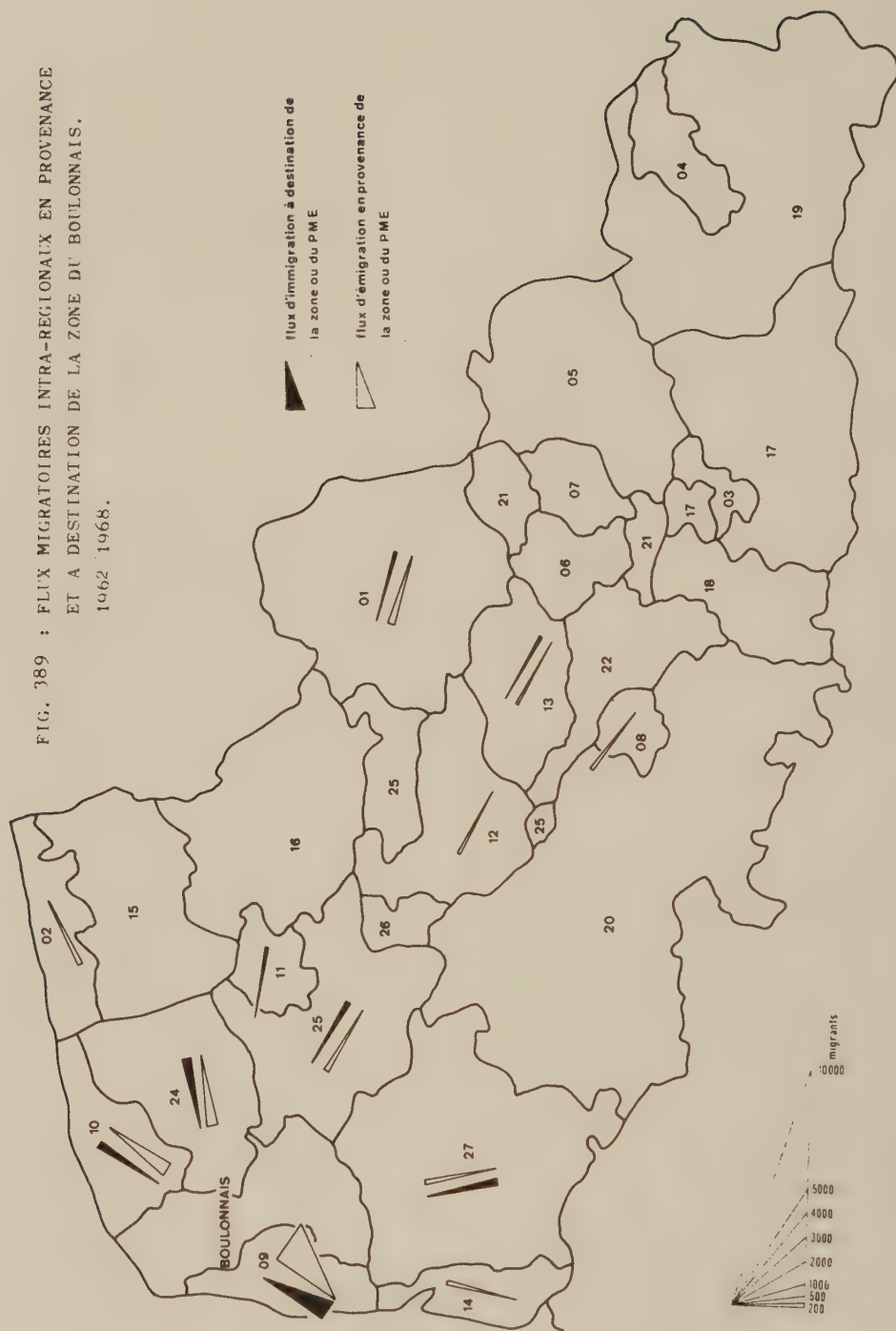
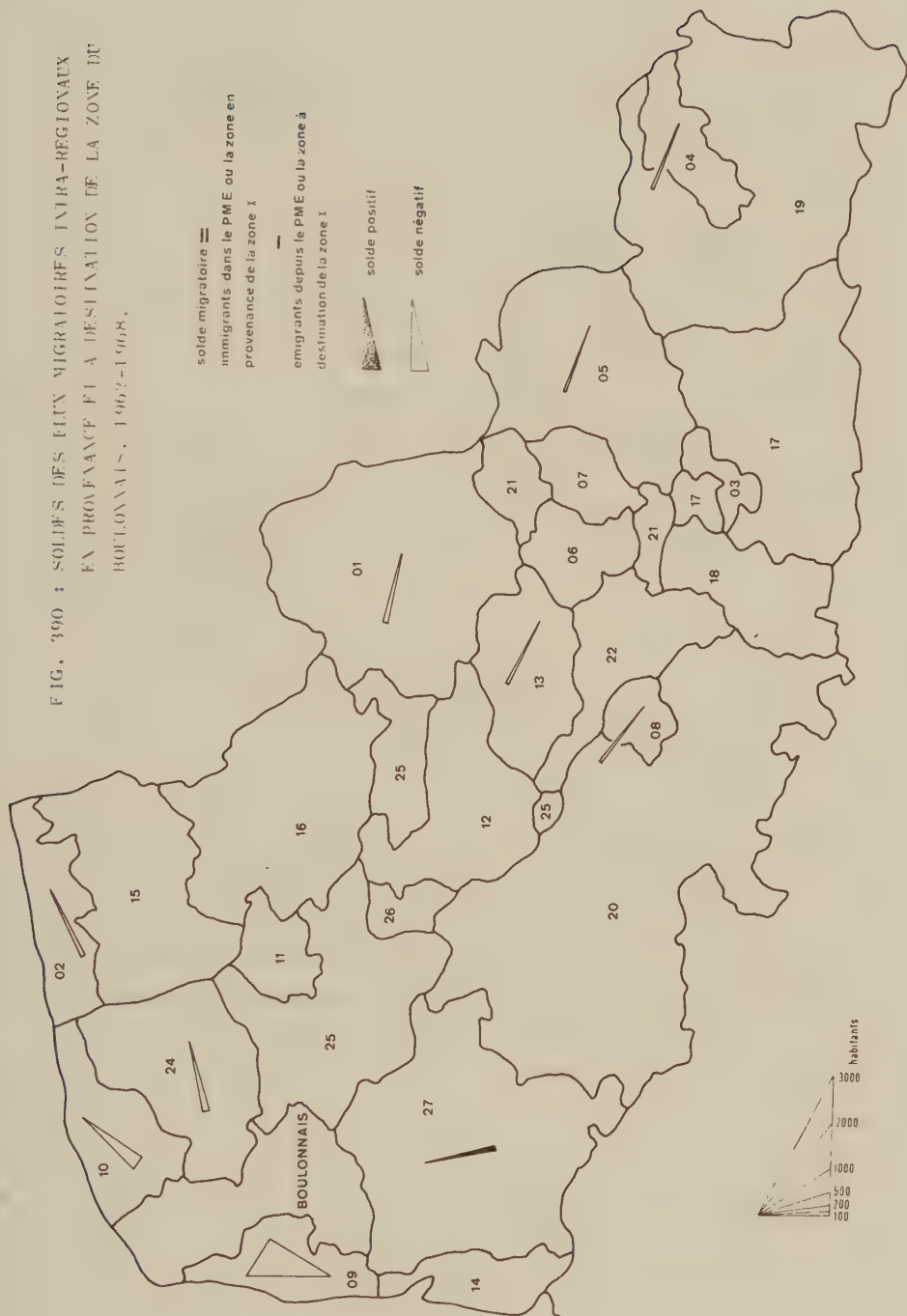


FIG. 390 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
 EN PROVENCE ET A DESTINATION DE LA ZONE DU
 BOURGOGNE, 1962-1968.



forte, en dépit de l'éloignement, aussi forte par exemple que l'attraction de Saint-Omer et gagne 264 habitants sur la zone du Calaisis.

- La zone du Boulonnais (36 064 h) :

Sans être aussi important que dans l'Artois, l'exode rural y est considérable : 6,2 % (- 2 240 h) et résulte d'une disproportion entre émigration et immigration à peu près comparable à celle de la zone précédemment étudiée.

Les échanges extrarégionaux représentent moins du cinquième de l'ensemble des échanges et ne provoquent que 1,3 % des pertes. Ce sont les échanges avec les zones urbaines voisines qui sont responsables du déficit. Le solde migratoire n'est positif que dans le cas des migrations établies entre le Boulonnais et la zone de Montreuil (+ 112 h) et est négatif dans tous les autres cas. Les pertes enregistrées au profit des zones rurales voisines sont faibles comparées à celles enregistrées dans les échanges avec le PME de Boulogne qui exerce une attraction considérable sur cette zone (il y envoie près du tiers de ses immigrants et accueille plus du tiers de ses émigrants) : - 912 h, et à celles enregistrées avec le PME de Calais : - 288 h.

Enfin les PME de Lille et de Dunkerque qui fournissent très peu d'immigrants à la zone du Calaisis en reçoivent 4 à 5 % de ses émigrants, ce qui leur assure des gains respectifs de 124 et 112 habitants.

- La zone de Montreuil (47 364 h) :

Elle s'apparente aux zones précédentes avec un taux d'immigration moyen (10 %), un taux d'émigration beaucoup plus élevé (14,5 %) et un solde migratoire négatif : - 5,6 % (- 2 532 h).

Mais elle s'en différencie par l'importance qu'y prennent, comme dans le PME de Berck-Le Touquet, les échanges extrarégionaux , échanges concernant non seulement la Picardie voisine (12 % de l'émigration et de l'immigration), mais aussi des régions plus lointaines et notamment la région parisienne. La zone de Montreuil perd 980 h (- 2,1 % de sa population) au profit de l'ensemble des régions françaises autres que le Nord, dont 392 au profit de la région parisienne et 252 au profit de la Picardie et de la Champagne (vraisemblablement presque uniquement de la Picardie).

Les échanges avec les autres zones du Nord sont également beaucoup plus variés que dans le cas des zones précédentes. Ils sont assez développés avec les zones voisines de Saint-Omer rural et d'Arras-rural (près de 20 % des immigrants dans la zone de Montreuil sont originaires de la zone d'Arras-rural et près de 10 % de celle de Saint-Omer rural) et assurent au Montreuillois des soldes migratoires peu importants mais positifs (à peu près + 150 h). Les échanges avec les PME de Berck-Le Touquet et de Boulogne sont aussi assez développés, mais déficitaires (le PME de Berck-Le Touquet gagne 596 h aux dépens de cette zone, soit 15 % de ses émigrants, et celui de Boulogne 176).

Enfin des flux assez importants relient cette zone au PME de

FIG. 391 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE DE MONTREUIL.
1962 / 1968.

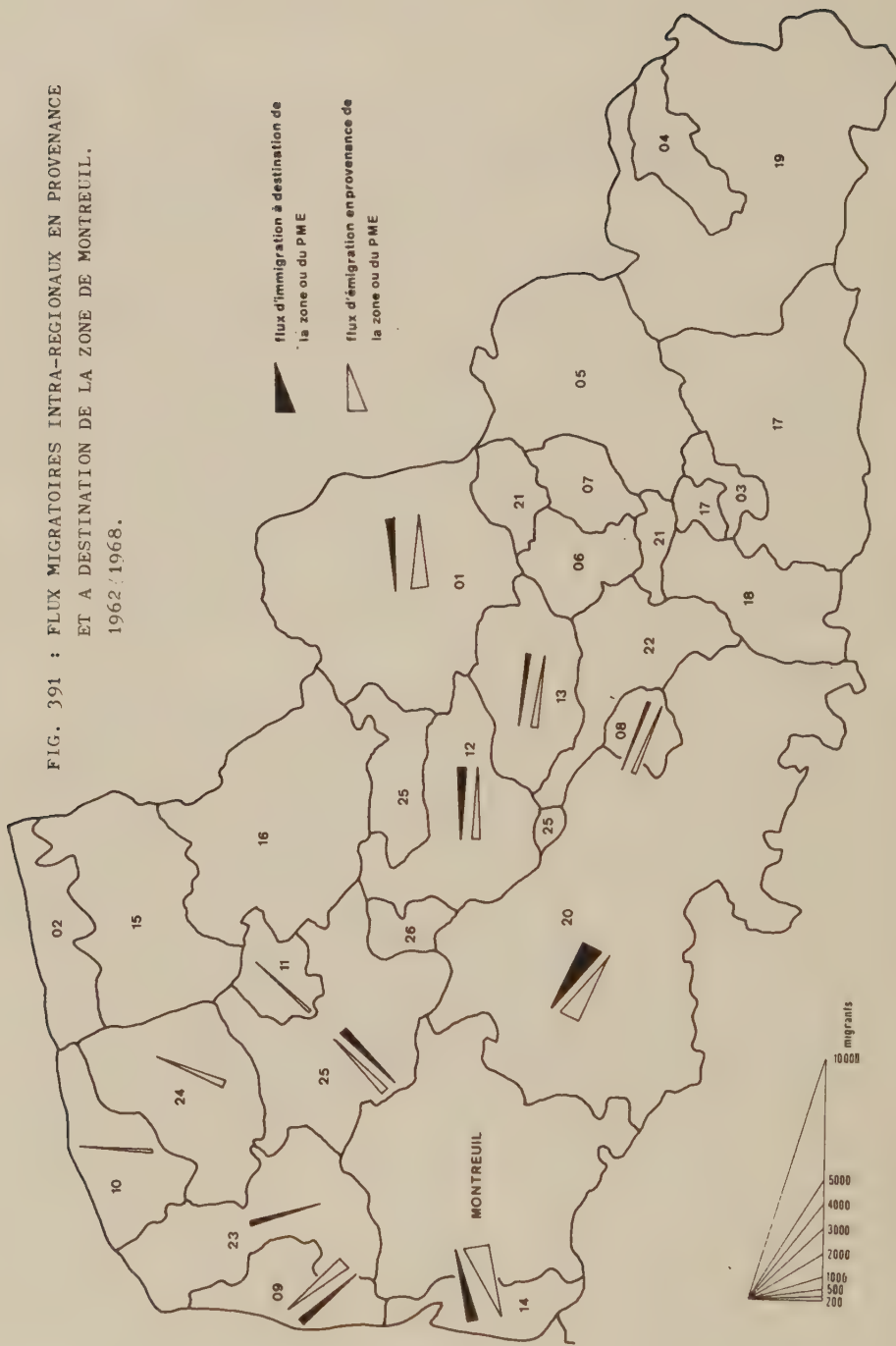


FIG. 392 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
 EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE DE
 MONTREUIL, 1962-1968.

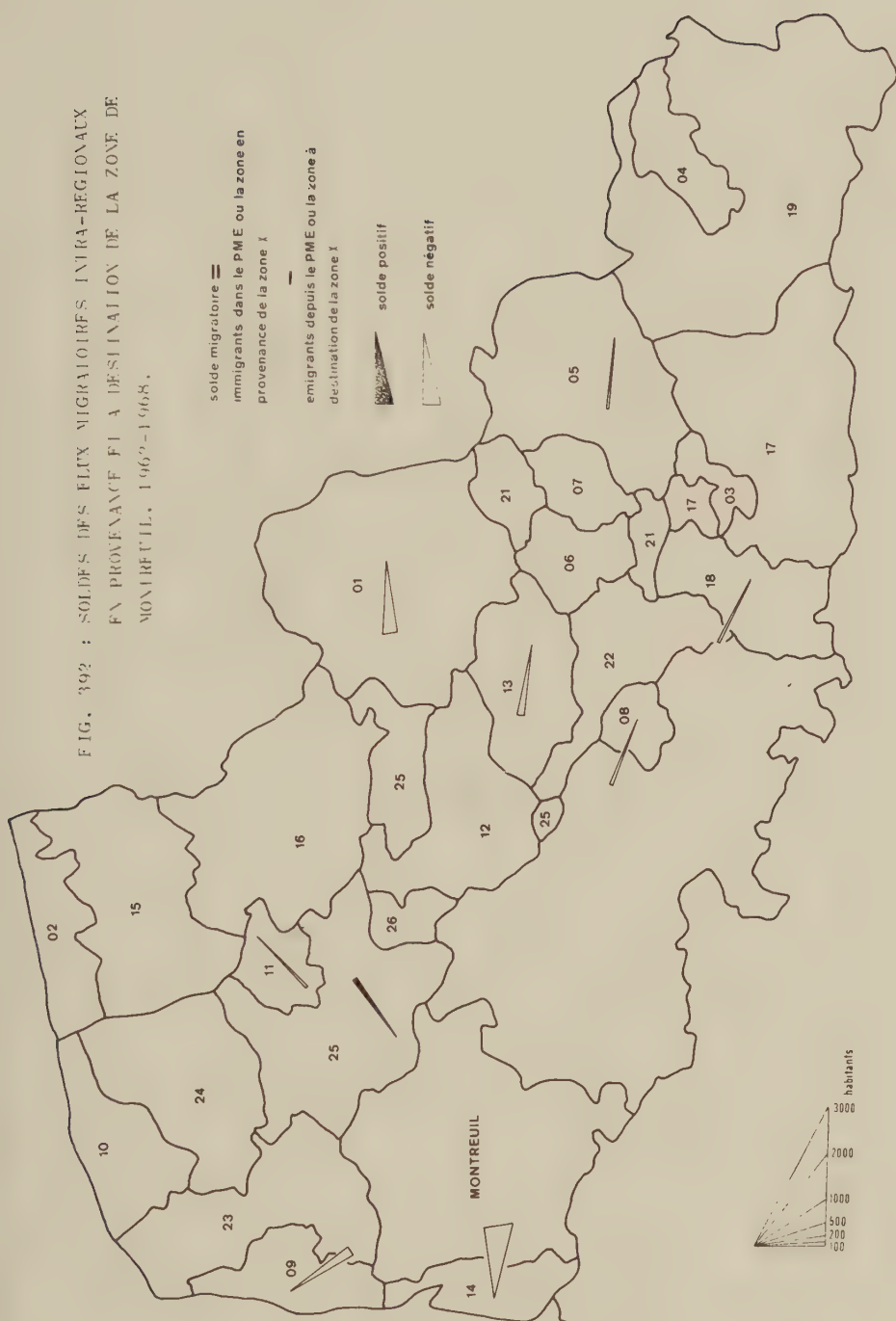


FIG. 393 : FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX EN PROVENANCE
ET A DESTINATION DE LA ZONE DE BETHUNE RURAL.
1962/1968.

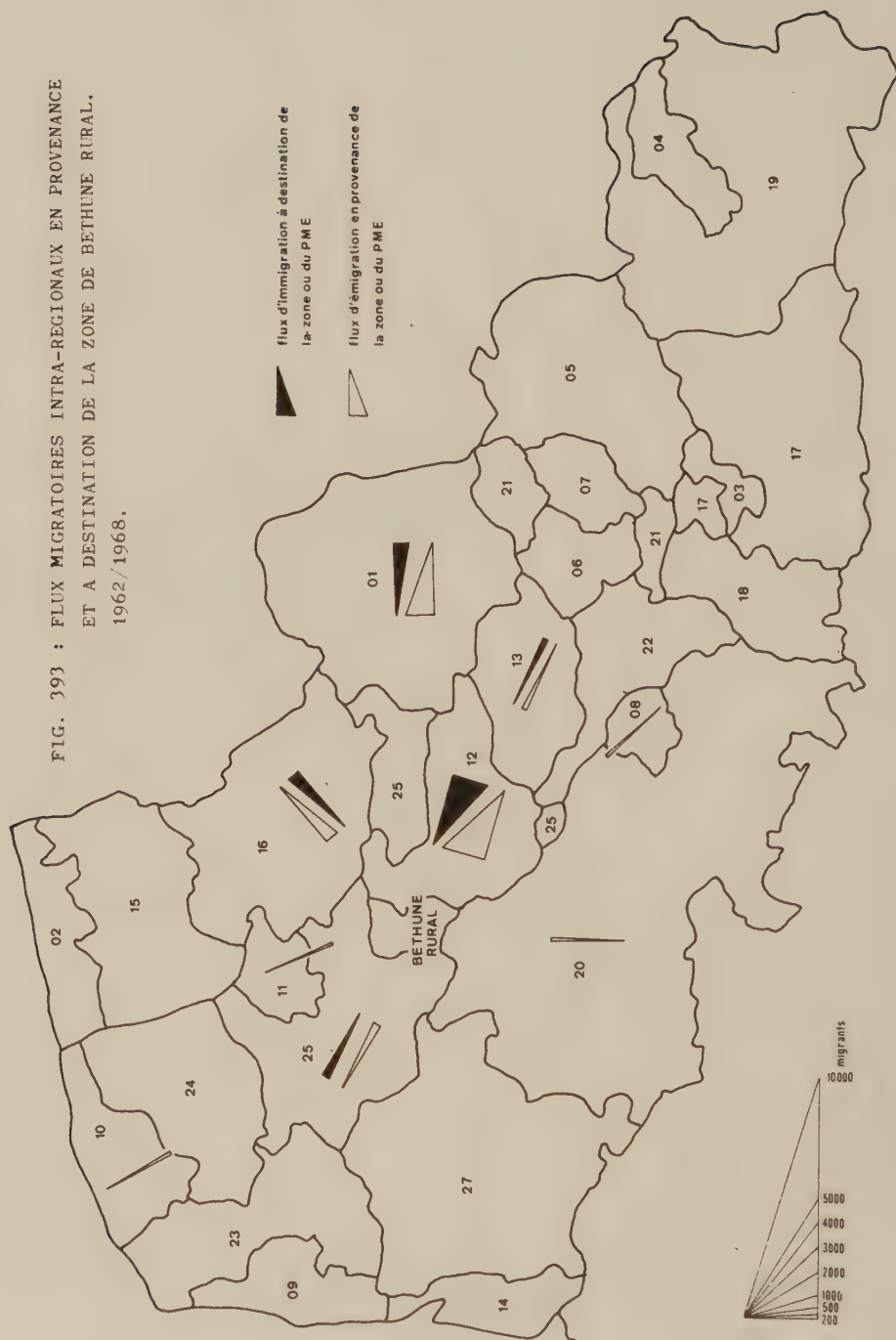


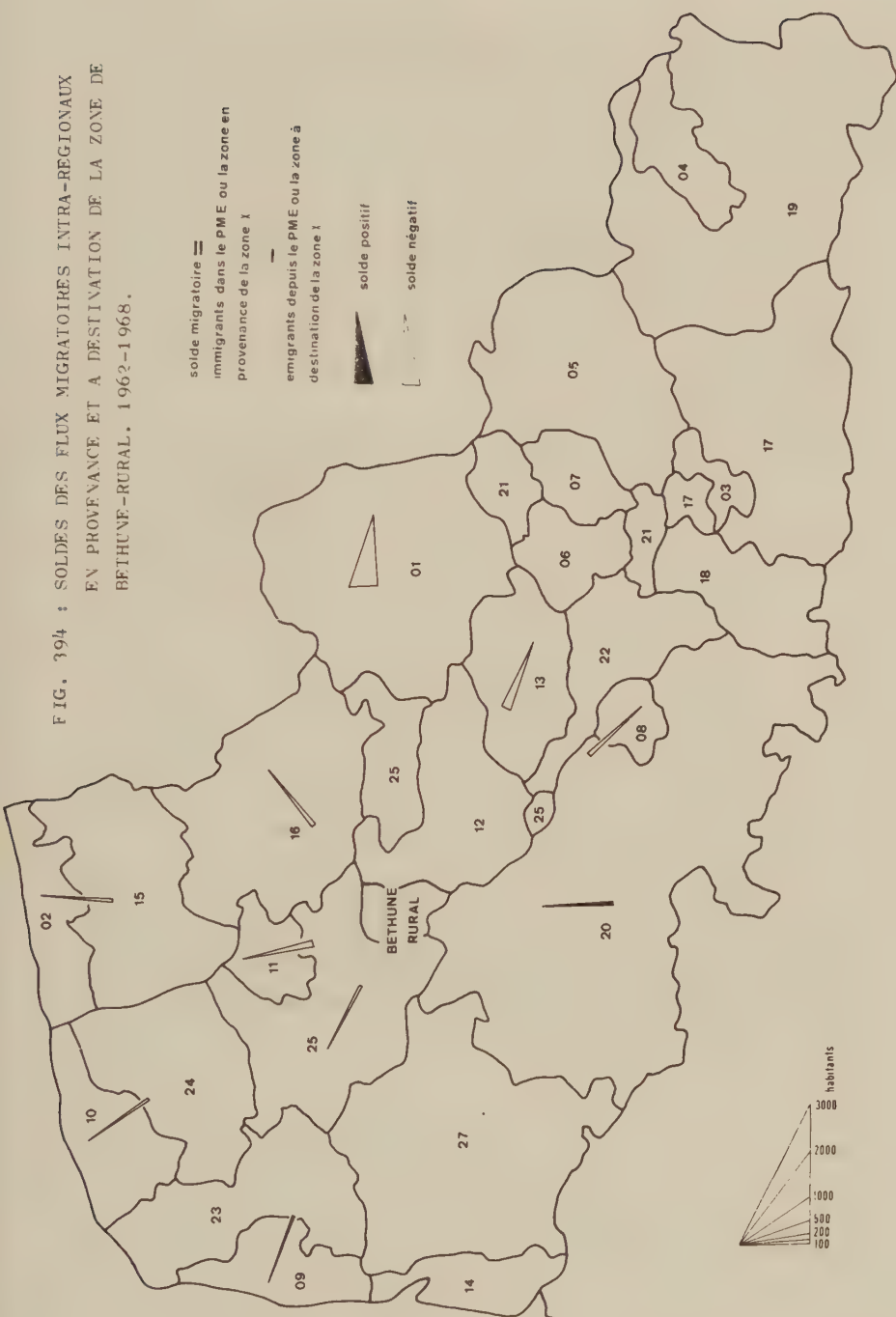
FIG. 394 : SOLDES DES FLUX MIGRATOIRES INTRA-REGIONAUX
EN PROVENANCE ET A DESTINATION DE LA ZONE DE
BETHUNE-RURAL. 1963-1968.

solde migratoire =
immigrants dans le PME ou la zone en
provenance de la zone X

—
émigrants depuis le PME ou la zone à
destination de la zone X

solde positif

solde négatif



Lille et aux PME de l'Ouest du bassin minier. Ils donnent surtout lieu à des mouvements d'émigration qui procurent au PME de Lille un gain de 328 habitants et aux PME de Béthune et de Lens de 176 h.

5) 6. La zone de Béthune rural (32 092 h) :

C'est une zone curieuse découpée en trois morceaux qui encadrent le PME de Béthune. Son étude serait sans grand intérêt, compte-tenu de l'éclatement de cette zone, si elle ne mettait en évidence trois phénomènes :

- une très grande mobilité (taux d'immigration : 12,4 %,
taux d'émigration : 17,3 % ; solde migratoire : - 5,9 %,
soit - 1 876 h)
- la grande faiblesse des échanges avec l'extérieur de la région, réduits à des mouvements d'émigration (- 408 h)
- la capacité d'attraction de Béthune sur la zone rurale voisine (gain de 216 h) et surtout la forte attraction de Lille sur toute la partie centrale de la région (gain de 600 h) , sans que l'on puisse savoir si ses gains sont réalisés sur la partie nord de la zone (plaine de la Lys) ou sur sa partie sud (Bas Artois).

La partie nord doit fournir un contingent important d'émigrants, puisque la zone de Béthune rural perd également 116 h au profit de la zone d'Hazebrouck, ce qui confirmerait un mouvement d'exode rural depuis la plaine de la Lys vers trois directions : Lille, Béthune et Hazebrouck.

b) Essai de synthèse des flux migratoires :

Au terme de cette analyse des migrations il apparaît qu'il est extrêmement gênant de ne pas posséder de précisions sur certains flux, en particulier sur les rapports entre les petites villes et les campagnes de chaque zone rurale, et entre les différentes villes des grands PME, surtout ceux du pays minier et celui de Lille. Toutefois l'analyse des tableaux complémentaires permet d'avancer des hypothèses assez solides sur certains de ces mouvements.

A partir des documents disponibles nous pouvons néanmoins essayer d'ordonner les nombreux flux migratoires enchevêtrés qui entraînent un brassage considérable de la population régionale et dont la complexité résulte de la complexité de la structure urbaine de la région du Nord d'une part et des mutations de son économie d'autre part.

Il faut d'abord remarquer que l'essentiel des migrations s'opère à l'intérieur de la région du Nord. L'immigration depuis les autres régions françaises, comme l'émigration vers ces régions sont relativement limitées par rapport aux migrations intrarégionales réalisées de zone à zone. Dans trois zones seulement (les PME de Lille, Berck-Le Touquet et Dunkerque) plus de la moitié des émigrants se dirigent vers d'autres zones que celles de la région du Nord. Dans cinq zones seulement, un peu plus du tiers des immigrants internes proviennent d'autres régions françaises.

	Non migrants	Total migrations internes			Migrations internes intra-régionales			Migrations internes extra-régionales		
		1	2	3	1	2	3	1	2	3
PME										
Lille	941544	81084	75076	6008	49924	29580	20344	31160	45496	-14336
Dunkerque	135708	23904	14408	9284	17864	6804	10840	6040	7604	- 1564
Cambrai	41804	9292	7596	1656	6336	4252	2044	2956	3344	- 388
Sambre	101908	12752	13964	- 248	9016	7424	2556	3736	6540	- 2804
Valenciennes	338328	23632	29312	- 6228	16424	15448	428	7208	13864	- 6656
Douai	130380	14488	16652	- 2164	11376	11052	324	3112	5600	- 2488
Somain-Aniche	65032	6672	9556	- 2872	5720	7184	- 1452	952	2372	- 1420
Arras	55732	14870	11088	3752	11496	5916	5580	3344	5172	- 1828
Boulogne	105588	9924	13016	- 3092	6496	5824	672	3428	7192	- 3764
Calais	93416	8520	8808	- 288	6000	5344	656	2520	3464	- 944
Saint-Omer	39964	5780	5652	128	5040	3752	1248	740	1860	- 1120
Bethune	242820	19156	35620	-16424	15448	24188	- 8740	3708	11432	- 7724
Lens	371384	23456	45468	-22032	18260	28280	-10040	5196	17188	-11992
Berck-Le Touquet	33448	5896	5520	376	3724	2428	1296	2172	3092	- 920
Zones										
Bergues	46672	4784	8556	- 3768	4248	7604	- 3352	536	952	- 416
Hazebrouck	93320	7520	11444	- 3924	6572	8864	- 2292	948	2580	- 1632
Cambrai rural	110400	10308	14388	- 5860	6648	8060	- 3192	3660	6328	- 2668
Bertincourt	15716	2188	2548	- 360	1608	1856	- 248	580	692	- 112
Avesnois	110840	12876	18656	- 5780	8432	12028	- 3596	4444	6628	- 2184
Arras rural	93584	10004	17768	- 7780	7140	12256	- 5130	2864	5512	- 2648
Orchies-Arleux	24896	3212	4204	- 992	2796	3424	- 628	416	780	- 364
Arras minier	28516	4644	4388	256	3996	3288	708	648	1100	- 452
Bouloonnais	32592	3408	5648	- 2240	2792	4556	- 1764	616	1092	- 476

Calaisis	28722	3124	4968	- 1844	2876	4392	- 1516	248	576	- 328
St.Omer rural	41964	4524	6552	- 2028	4068	5492	- 1424	456	1060	- 604
Béthune rural	27968	3964	5860	- 1876	3776	5264	- 1468	188	596	- 408
Montreuil	42488	4716	7248	- 2532	3524	5076	- 1552	1192	2172	- 980

TAB. 63 : MIGRATIONS INTERNES PAR ZONE. Rég. Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968.

- 1 : immigrants
- 2 : émigrants
- 3 : solde migratoire

	1 en hab.	2 en hab.	3 en hab.	4 %	5 %	6 %
PME						
Lille	20344	-14336	6008	+2,0	-1,4	+0,6
Dunkerque	10840	- 1564	9284	+6,8	-0,9	+5,8
Cambrai	2044	- 388	1656	+4,0	-0,8	+3,2
Sambre	2556	- 2804	- 248	+2,2	-2,4	-0,2
Valenciennes	428	- 6056	- 6228	+0,1	-1,8	-1,7
Douai	324	- 2488	- 2164	+0,2	-1,7	-1,5
Somain-Aniche	- 1452	- 1420	- 2872	-2,0	-2,0	-4,0
Arras	5580	- 1828	3752	+7,9	-2,6	+5,3
Boulogne	672	- 3764	- 3092	+0,6	-3,3	-2,7
Calais	656	- 944	- 288	+0,6	-0,9	-0,3
Saint-Omer	1248	- 1120	128	+2,7	-2,4	+0,3
Béthune	- 8740	- 7724	-16424	-3,3	-2,9	-6,3
Lens	-10040	-11992	-22032	-2,5	-3,0	-5,6
Berck-Le Touquet	1296	- 920	376	3,3	-2,3	1,0
Zones						
Bergues	- 3352	- 416	- 3768	-6,5	-0,8	-7,3
Hazebrouck	- 2292	- 1632	- 3924	-2,3	-1,6	-3,9
Cambrai rural	- 3192	- 2668	- 5860	-2,6	-2,2	-4,9
Bertincourt	- 248	- 112	- 360	-1,4	-0,6	-2,0
Avesnois	- 3596	- 2184	- 5780	-2,9	-1,8	-4,7
Arras rural	- 5130	- 2648	- 7780	-4,9	-2,6	-7,5
Orchies-Arleux	- 628	- 364	- 992	-2,2	-1,3	-3,5
Arras minier	708	- 452	256	+2,1	-1,4	+0,8
Boulonnais	- 1764	- 476	- 2240	-4,9	-1,3	-6,2
Calaisis	- 1516	- 328	- 1844	-4,8	-1,0	-5,8
St. Omer rural	- 1424	- 604	- 2028	-3,1	-1,3	-4,4
Béthune rural	- 1468	- 408	- 1876	-4,6	-1,3	-5,9
Montreuil	- 1552	- 980	- 2532	-3,3	-2,1	-5,4

TAB. 64 : SOLDES MIGRATOIRES INTERNES PAR ZONE

1 : Solde des migrations internes intra-régionales

2 : Solde des migrations internes extra-régionales

3 : Solde migratoire interne

4 : Solde migratoire interne intra-régional

5 : Immigrants internes + non migrants
Solde migratoire interne extra-régional

6 : Immigrants internes + non migrants

Solde migratoire interne

Immigrants internes + non migrants

La multiplicité des flux migratoires rend leur cartographie exhaustive impossible, mais on peut néanmoins essayer de réaliser une synthèse de ces mouvements en les hiérarchisant.

Nous savons qu'à l'intérieur même de chaque zone les migrations intercommunales jouent un grand rôle et que la mobilité de la population est parfois considérable, notamment dans une vaste zone comme celle de Lille. Nous possédons quelques indications sur ces migrations à l'intérieur de ces agglomérations, fournies par le recensement de 1975 (en fait uniquement l'origine des immigrants). Mais nous négligerons ici ces mouvements pour ne nous intéresser qu'aux mouvements inter-agglomérations et inter-zones.

Les flux migratoires établis entre zones limitrophes sont les plus développés. Ils provoquent des brassages importants, mais on ne peut faire la part des échanges entre les communes établies à la périphérie des zones (et qui s'apparentent aux échanges intercommunaux réalisés à l'intérieur de chaque zone) et celle des échanges à plus longue distance. Ils sont de nature différente suivant que les zones sont de même nature (PME par exemple ou zones rurales) ou de nature différente (puisque l'attraction des PME sur les zones rurales a été largement mise en évidence).

A ces mouvements se superposent des échanges migratoires liés à des pôles d'attraction. C'est en fonction de l'ensemble de ces phénomènes que s'organisent les lignes directrices des flux migratoires de la région du Nord.

FIG. 395 : ECHANGES MIGRATOIRES ENTRE LE NORO PAS-DE-CALAIS
ET LES REGIONS LIMITROPHES (picardie, Champagne
Ardennes), 1962-1968.

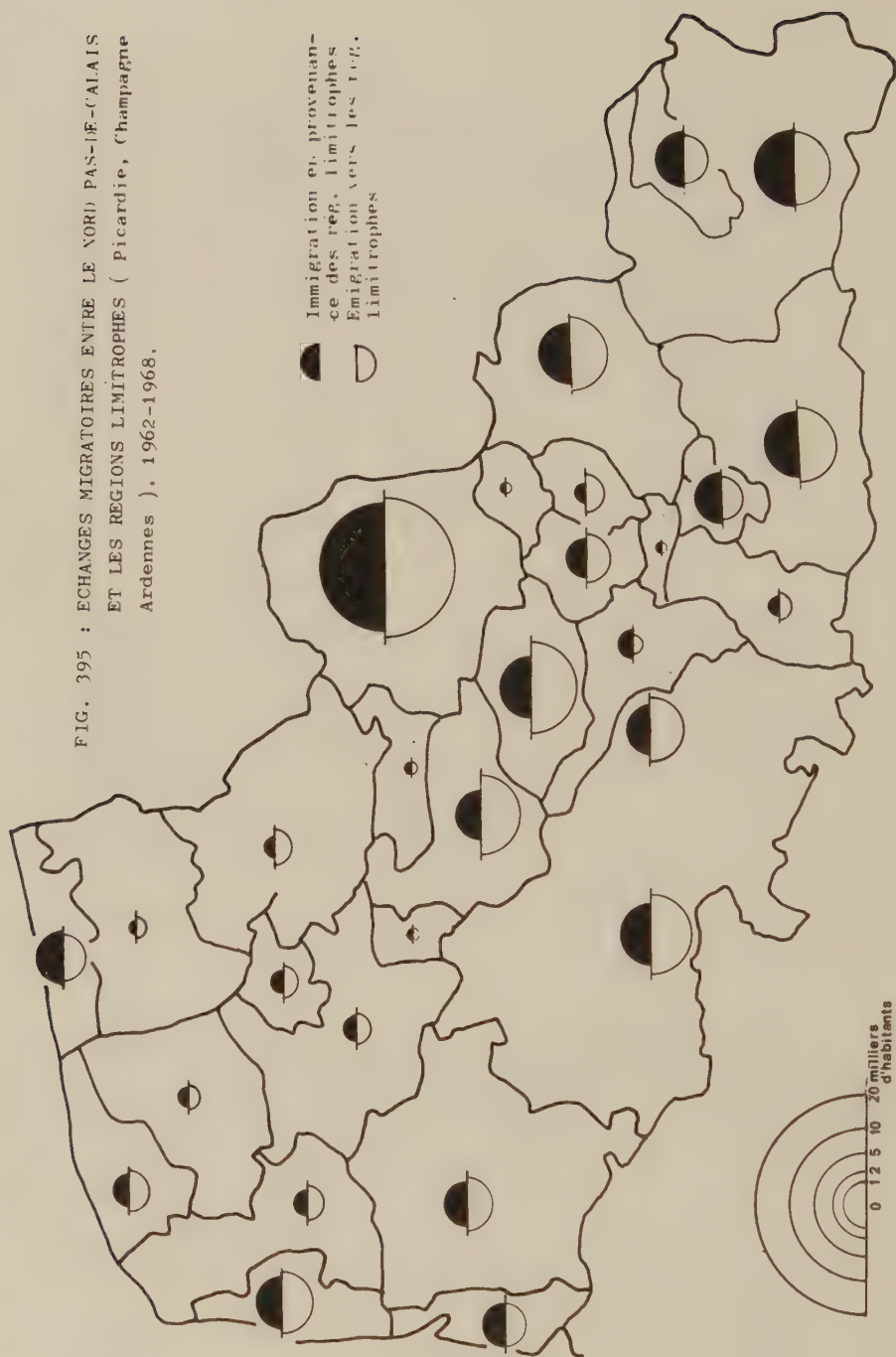


FIG. 396 : SOLDES D'ÉCHANGES MIGRATOIRES ENTRE LE NORD
PAS-DE-CALAIS ET LES RÉGIONS LIMITROPHES,
1962-1968.



FIG. 397 : ECHANGES MIGRATOIRES ENTRE LE NORD/PAS-DE-
CALAIS ET LA REGION PARISIENNE, 1962-1968.

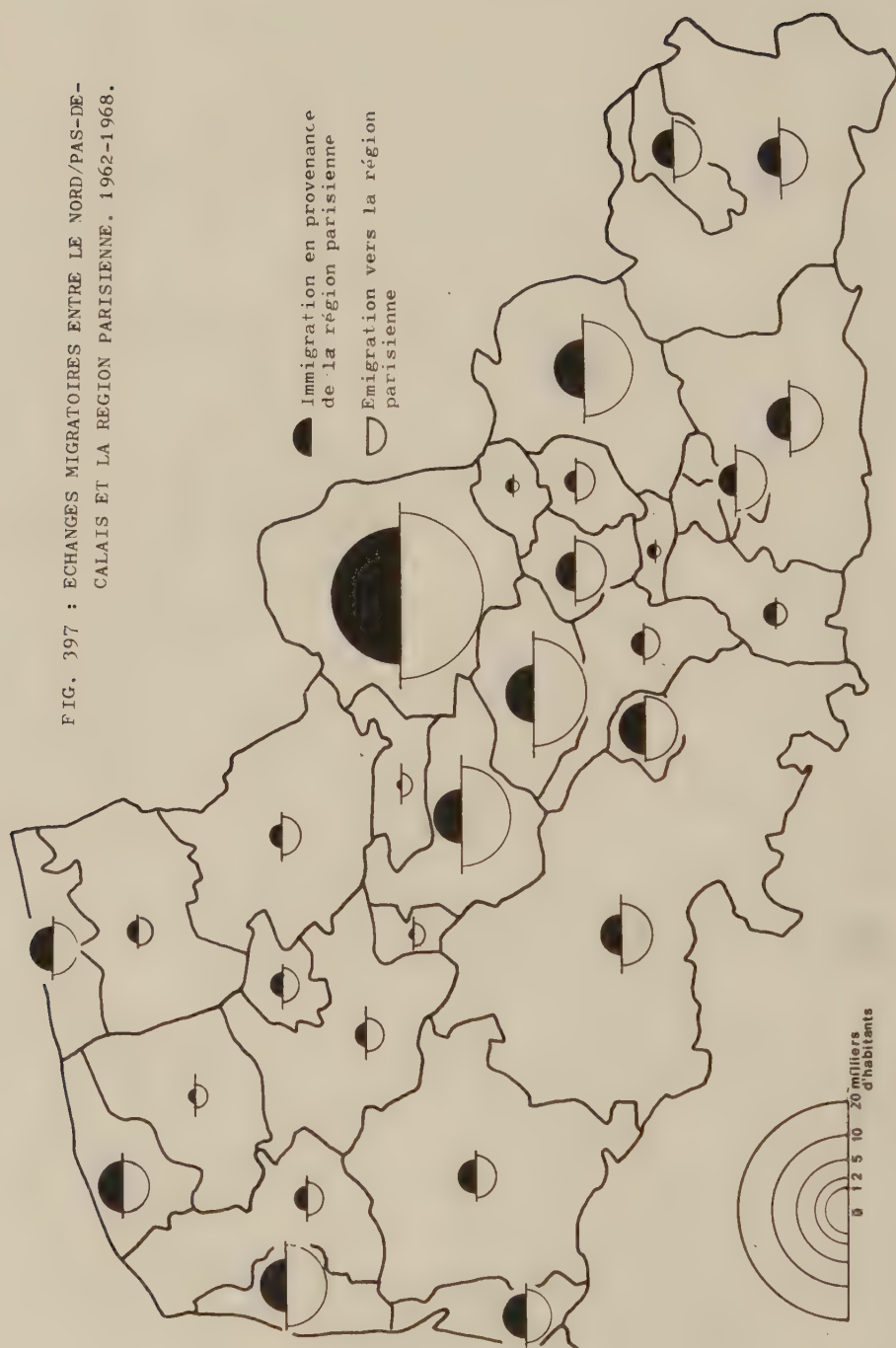


FIG. 398 : SOLDE DES ECHANGES MIGRATOIRES ENTRE LE
NORD-PAS-DE-CALAIS ET LA REGION PARISIENNE.
1962-1968.

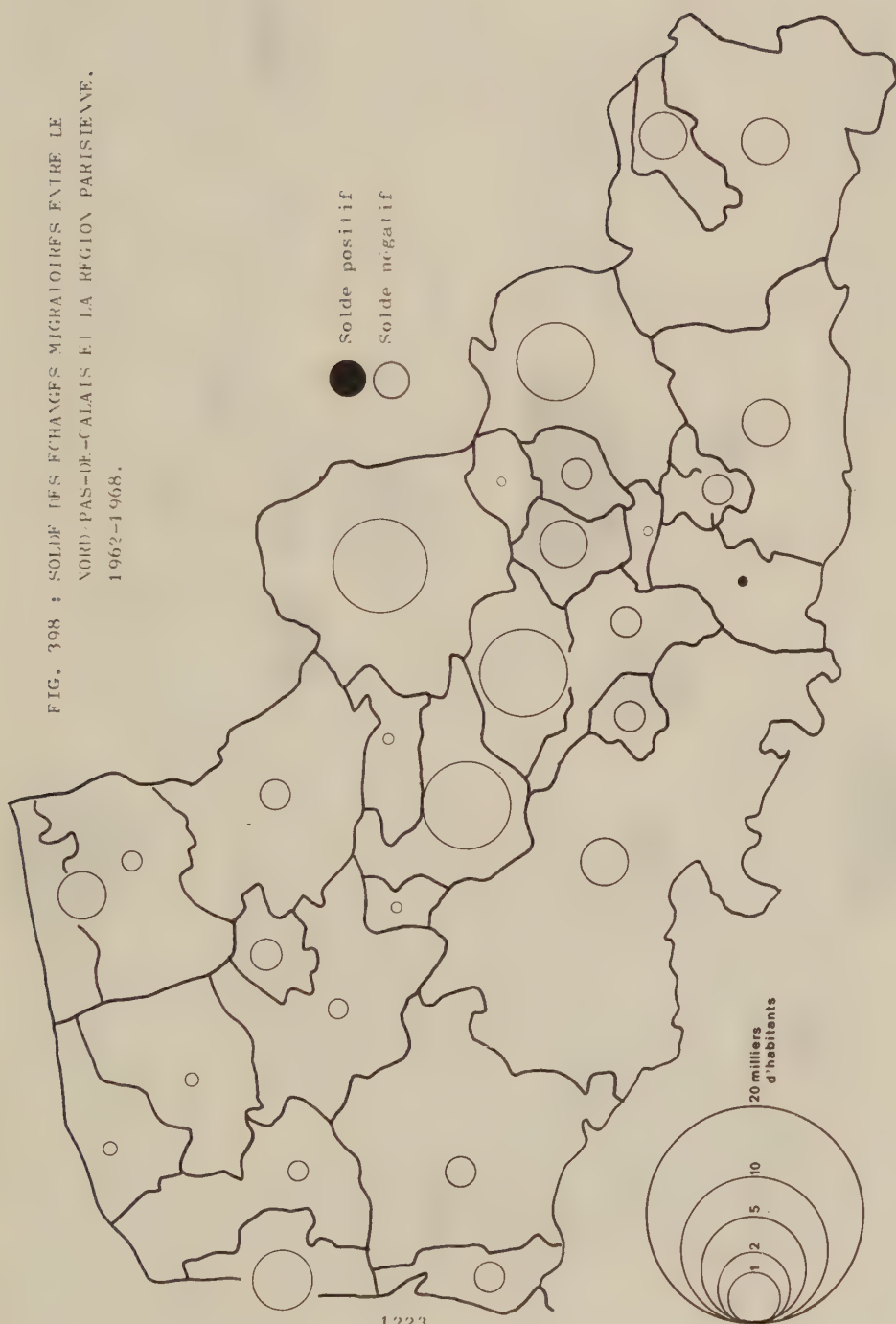


FIG. 399 : COMPOSANTES DU SOLDE MIGRATOIRE INTERNE PAR
ZONE. 1962-1968.

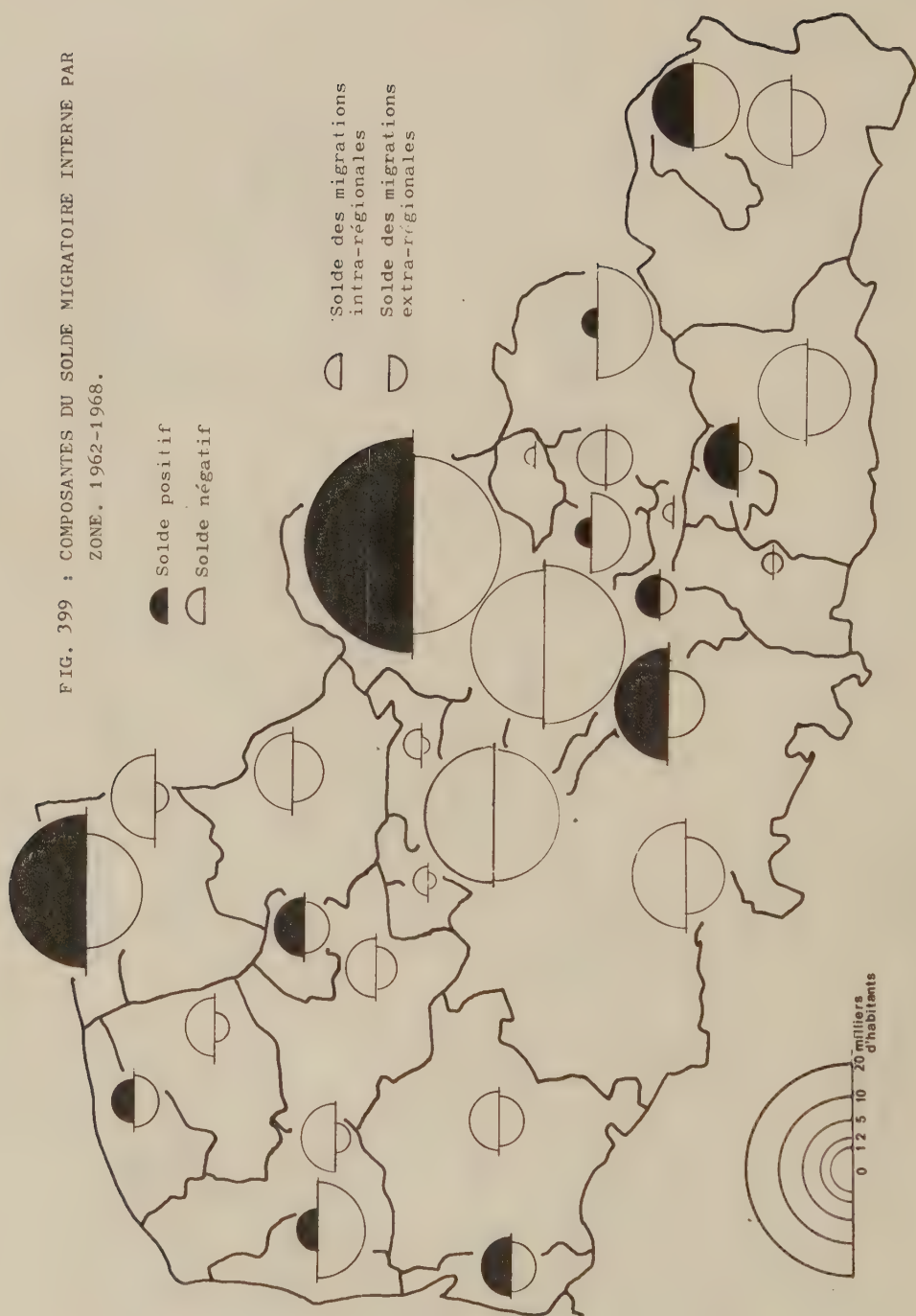


FIG. 400 : SOLDE MIGRATOIRE INTERIEUR PAR ZONE, 1962-1968.

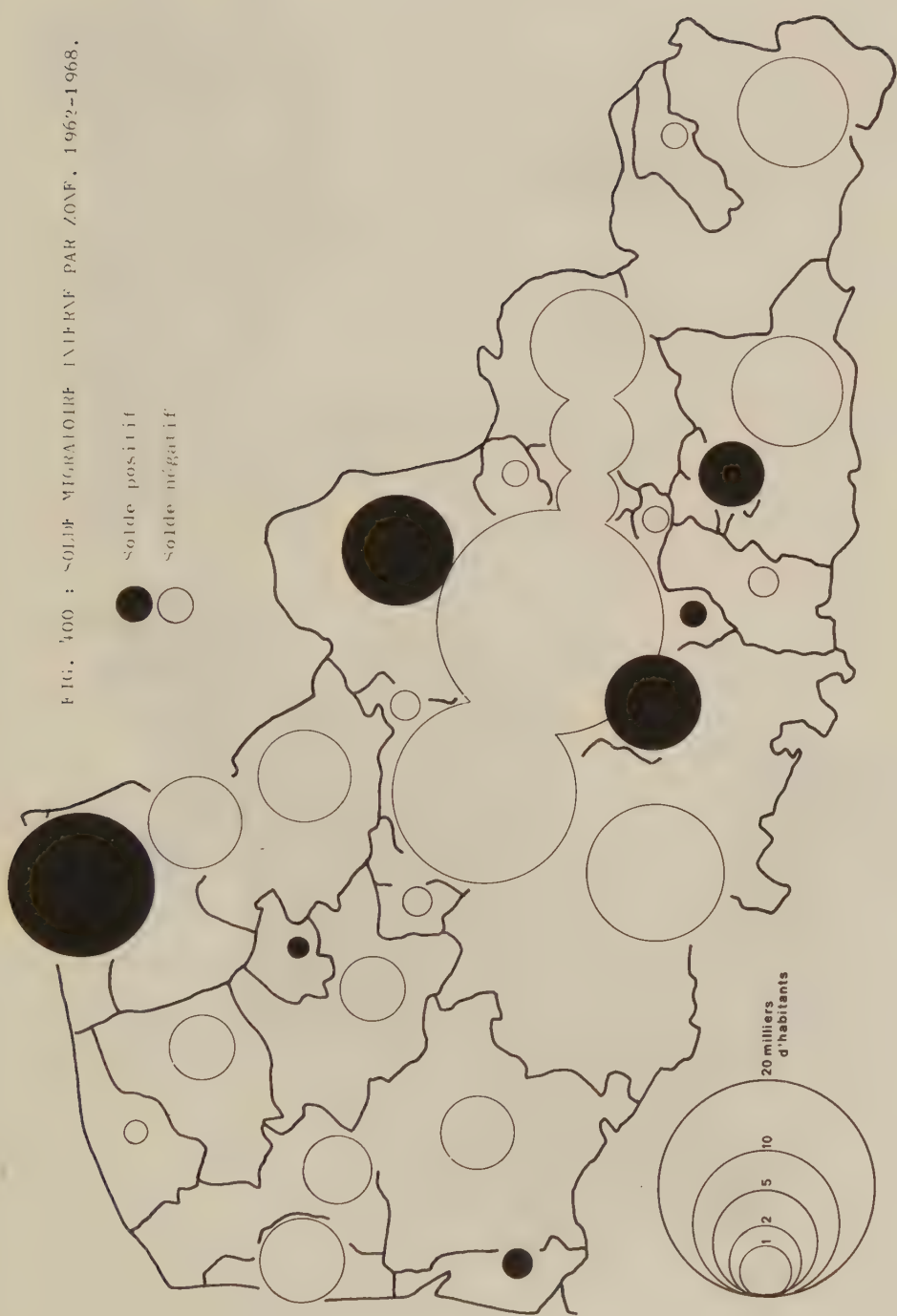
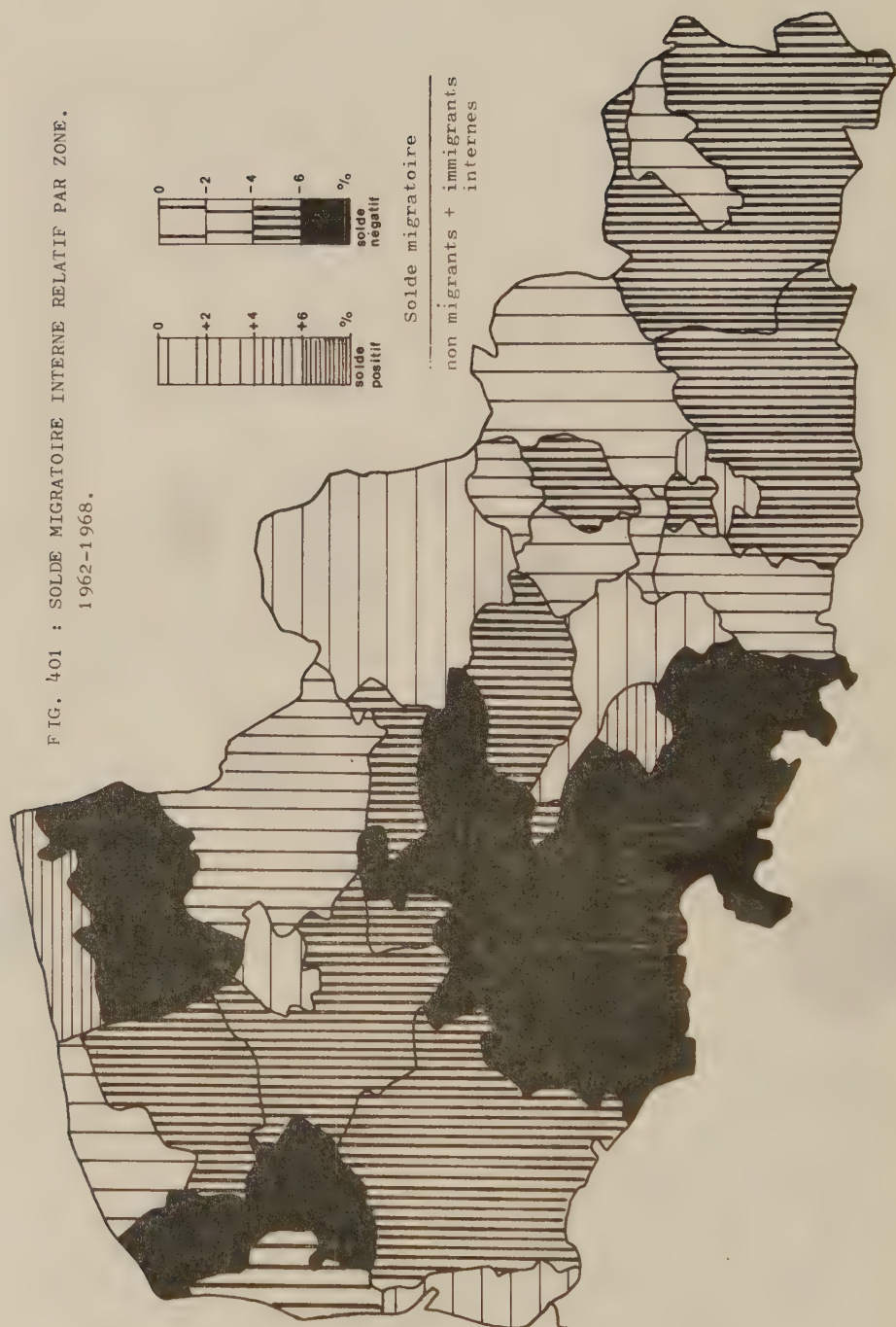


FIG. 401 : SOLDE MIGRATOIRE INTERNE RELATIF PAR ZONE.
1962-1968.



1) Le rayonnement de la métropole lilloise sur sa région :

Le PME de Lille exerce une forte attraction sur toute la région du Nord, attraction qui à une échelle différente évoque celle de la région parisienne sur le reste de la France. Cette attraction se traduit par deux aspects :

- l'intensité des mouvements migratoires entre Lille et toutes les autres zones de la région
- les gains importants de population réalisés par le PME de Lille sur l'ensemble des autres zones de la région.

Les échanges avec le PME de Lille ne viennent au premier rang des échanges que dans les zones relativement proches : PME du pays minier, zones rurales limitrophes de l'agglomération lilloise. Mais ils occupent toujours une place importante dans les migrations des zones plus éloignées.

D'autre part, le PME de Lille a prélevé, entre 1962 et 1968, une partie de la population de chaque zone sauf de celle de Dunkerque. C'est là l'expression la plus nette de l'attraction lilloise, souvent supérieure pour de nombreuses zones à l'attraction parisienne.

Mais cette attraction lilloise ne s'exerce pas sur toute la région avec la même intensité, plusieurs phénomènes semblent la tempérer :

- l'éloignement de la zone lilloise
- la concurrence d'autres pôles d'attraction périphériques ou extérieurs à la région
- la résistance de certains secteurs à l'attraction lilloise.

L'attraction du PME de Lille est particulièrement forte sur les zones rurales proches, la zone d'Hazebrouck en particulier, mais aussi celles d'Orchies-Arleux, de Béthune rural, de Cambrai rural et de Bergues. Par contre l'attraction lilloise s'exerce plus faiblement sur les zones rurales les plus éloignées : l'Avesnois, le Boulonnais, le Montreuillois.

Elle s'exerce également fortement sur le pays minier. Les migrations entre le PME de Lille et chaque PME minier mettent en mouvement des effectifs très importants, surtout dans la partie Ouest du bassin où les soldes en faveur du PME de Lille sont très élevés, alors qu'ils sont nettement plus faibles à l'Est.

L'attraction du PME de Lille sur les agglomérations moyennes de la région est modérée. En général les migrations entre celles-ci et le PME de Lille sont intenses, mais leurs soldes peu élevés. Dans le cas de Dunkerque, la situation est même inversée, le PME de Dunkerque ayant un solde migratoire positif avec celui de Lille.

Bien que le dynamisme de l'agglomération soit faible, le PME de Lille exerce donc une nette attraction sur l'ensemble de la région. Cette attraction, forte là où les conditions favorisent un exode, est modérée et même faible là où des centres urbains de taille moyenne sont assez dynamiques pour rayonner sur leur zone rurale et pour retenir leur population.

Alors que le PME de Lille exerce une vive attraction sur la région du Nord, il subit lui même l'attraction de régions françaises plus dynamiques.

Compte-tenu de ce double mouvement : attraction sur l'ensemble de la région du Nord, exode vers les autres régions, le PME de Lille apparaît comme une sorte de plaque tournante des échanges, compensant les départs hors de la région du Nord par des arrivées provenant de cette région. Ainsi, bien qu'ayant un solde migratoire interne favorable, le PME contribue fortement à l'exode hors de la région. La métropole lilloise n'exerce d'attraction que sur sa région.

2) L'exode du pays minier (pays minier défini par les PME de Béthune, Lens, Douai, Somain-Aniche et Valenciennes) :

La majeure partie des migrations de population du pays minier s'opère à l'intérieur de ce dernier. Les échanges sont très intenses entre zones minières limitrophes et plus réduits entre zones minières non limitrophes.

Si nous faisons le bilan de ces mouvements internes au pays minier, nous constatons qu'aux soldes migratoires positifs des PME de Douai et de Valenciennes, s'opposent les soldes migratoires très négatifs des PME de Béthune, Lens et Somain-Aniche. Ainsi apparaît très nettement un phénomène de glissement de population depuis l'Ouest vers l'Est du bassin, phénomène qui dissimule en partie la vulnérabilité de l'Est du bassin minier.

Mis à part le PME de Lens, les zones minières bénéficient d'un certain apport migratoire en provenance des zones rurales voisines. Mais les soldes migratoires sont très négatifs dans le cas des échanges avec les principaux foyers d'attraction de la ré-

gion.

L'attraction de Lille sur l'ensemble du bassin est très forte (cf. infra).

Le PME de Dunkerque bénéficie également d'apports de population appréciables venant du pays minier, mais ceux-ci ne représentent qu'une part infime des pertes de la population minière. L'attraction de Dunkerque s'exerce surtout sur l'Est du bassin (secteur sidérurgique), et on n'a pas assisté au glissement de population depuis l'Ouest du bassin, zone industrielle en difficultés, vers l'agglomération de Dunkerque, zone industrielle en expansion.

Enfin le pays minier voit une part importante de sa population se diriger vers le reste de la France. Il a perdu 10 000 habitants au profit de la région parisienne et 20 000 au profit des autres régions.

3) L'exode rural :

Il est difficile d'étudier de manière précise ce phénomène compte-tenu de la faiblesse des sources statistiques dont nous disposons, puisque dans les zones dites rurales des tableaux ne figurent pas seulement des communes rurales mais aussi des petites unités urbaines qui ne sont pas sans absorber une partie du véritable exode rural.

Les soldes migratoires des zones dites rurales sont particulièrement déficitaires dans le Pas-de-Calais. Ils le sont moins en Flandre intérieure, en Cambrésis et en Avesnois, sans qu'on

puisse mesurer le rôle de rétention joué par les petites villes incluses dans ces zones.

Une certaine partie de la population de chacune de ces zones dites rurales migre vers les zones rurales (éventuellement situées hors de la région) qui lui sont limitrophes. Tandis que les migrations entre zones rurales et urbaines nous mettent en présence d'un véritable exode rural. L'analyse détaillée de ces mouvements nous amène à considérer deux types d'émigration :

- des échanges de population très intenses entre les centres urbains et les campagnes proches, aboutissant à un véritable "pompage" de la population dite rurale par les villes, c'est le cas d'Arras vis à vis de la zone d'Arras-rural, de Boulogne vis à vis du Boulonnais, de Cambrai vis à vis du Cambrais, de Lille vis à vis de la Flandre intérieure, etc...
- un mouvement d'émigration vers des zones attractives plus lointaines : l'agglomération lilloise pour l'ensemble de la population rurale de l'ensemble de la région, l'agglomération parisienne et enfin d'autres régions françaises plus éloignées encore. L'importance de ce second mouvement donne à penser que les phénomènes d'émigration par étapes successives (départ depuis une commune rurale vers une petite ville, puis départ vers une ville moyenne plus éloignée et enfin départ vers une grande agglomération) sont limités. Une grande partie des émigrants ruraux se dirigent directement vers les grandes agglomérations et rien ne permet de savoir si d'anciens ruraux opèrent une seconde migration depuis des villes petites ou moyennes vers les

grandes agglomérations. Dans l'état actuel de nos connaissances, rien ne permet d'établir si les agglomérations moyennes, à forte mobilité de population, sont des plaques tournantes des migrations, des relais pour émigrants des campagnes, ou s'il y a remplacement dans ces villes d'une partie de la population d'origine urbaine émigrante par une population immigrant depuis les communes rurales voisines.

4) L'attraction forte, mais géographiquement limitée des agglomérations moyennes :

Alors que la masse de l'agglomération lilloise et du pays minier occupe le centre de la région, les agglomérations moyennes sont réparties à sa périphérie, ce qui a facilité l'établissement de leurs propres aires d'attraction. Certaines ont des soldes migratoires nettement excédentaires (Dunkerque, Arras, Cambrai), d'autres pratiquement nuls (Calais, PME de la Somme), seul le PME de Boulogne a un solde nettement déficitaire. Mais toutes exercent une attraction certaine sur la totalité ou une partie de la région du Nord, et lorsqu'il y a déficit migratoire, ce dernier est dû uniquement aux échanges avec les autres régions françaises.

Les échanges entre ces différentes agglomérations sont très limités. Mais chacune de ces agglomérations bénéficie largement de l'exode d'une zone rurale bien délimitée qu'elle domine. A cet apport rural s'ajoute en général un apport de l'Ouest du bassin

minier, le plus souvent modeste sauf dans le cas d'Arras qui, la proximité aidant, attire une part plus importante de la population minière.

Par ailleurs, ces agglomérations subissent elles-mêmes l'attraction d'agglomérations plus importantes : attraction de Lille, voire de Dunkerque, et surtout de Paris. La résistance à ces attractions est surtout fonction du dynamisme des agglomérations moyennes : Cambrai et Arras résistant bien, Boulogne moins bien.

Le PME de Dunkerque occupe une place à part parmi ces agglomérations moyennes, non pas tant par son pouvoir attractif que par son rayonnement sur une zone plus large. Cependant une certaine fausse image de Dunkerque, port national qui rayonnerait largement sur toute la région du Nord et même au delà, doit être abandonnée. L'agglomération de Dunkerque n'exerce une attraction forte que sur la zone rurale proche qui lui fournit une grosse part de son excédent migratoire. Son attraction sur le reste de la région est limitée, mais ce qui est remarquable, c'est que le PME de Dunkerque a des soldes migratoires excédentaires avec toutes les zones de la région.

5) La hiérarchisation des mouvements migratoires :

De ce que nous avons pu connaître des flux migratoires, on peut déduire que la région du Nord est traversée par trois types de mouvements migratoires superposés :

- à l'intérieur de chaque agglomération se produisent des phénomènes de redistribution de la population urbaine

- chaque agglomération dispose d'une aire d'attraction propre
- certaines agglomérations exercent une attraction sur l'ensemble de la région: secondairement Dunkerque et essentiellement Lille, enfin Paris et les grands pôles d'attraction nationaux.

Ces mouvements migratoires concourent à réorganiser l'espace régional autour de certains pôles hiérarchisés. Le pays minier par exemple forme de moins en moins une entité, mais tend à se réordonner à l'Est autour de Valenciennes et de Douai. Cette polarisation de l'espace profite aux centres les plus dynamiques (Arras, Cambrai, Dunkerque) et surtout à Lille dont s'affirme la fonction de métropole.

IV - Les migrants :

a) La structure par sexe des populations migrantes :

1) Sources et méthode :

Pour cette étude nous avons utilisé les tableaux Mi 510 Q (migrants selon le sexe et l'âge par région, départements, unités urbaines et communes de plus de 10 000 habitants) et les tableaux du sondage au 1/4 (dépouillement régional, INSEE de Lille), déjà utilisés pour l'étude des flux.

Ces tableaux nous donnent la composition par sexe et âge de la population émigrante, immigrante et non migrante. Nous avons donc pu comparer les effectifs féminins et masculins des différentes classes d'âge et des différentes catégories en va-

leur relative et absolue et, au besoin, calculer des taux de féminité.

2) La répartition des migrants selon le sexe :

Il ressort de cette étude que les migrations des femmes se calquent grossièrement sur celles des hommes. Les différences de comportement selon le sexe face aux migrations sont minimes, et dans chaque zone, le nombre des migrantes est sensiblement voisin de celui des migrants. Toutefois plusieurs remarques doivent être faites.

La population féminine est un peu plus mobile que la population masculine, surtout entre 15 et 30 ans ; cela se constate dans toutes les zones, aux entrées comme aux sorties. Cette plus grande mobilité est sans doute liée aux migrations des femmes célibataires à la recherche impérative d'un emploi, mais aussi davantage encore aux migrations engendrées par les mariages : les nouvelles épouses allant habiter au lieu de résidence de leurs maris.

D'autre part le mode des taux de migrations selon l'âge se situe beaucoup plus tôt chez les femmes (entre 20 et 30 ans, et souvent entre 20 et 25 ans) que chez les hommes où il se situe en général entre 25 et 35 ans.

3) les modifications du rapport des sexes :

L'étude des soldes migratoires est plus intéressante que celle de la mobilité.

Toutes les zones rurales perdent davantage de femmes que d'hommes, la perte étant maximale pour les femmes âgées de 15 à 35 ans et surtout de 20 à 30 ans. Ce déséquilibre est caractéristique des zones rurales et ne se retrouve pas dans l'Ouest du bassin minier, autre zone d'exode.

Parallèlement certaines zones d'attraction accueillent davantage de femmes que d'hommes. Il s'agit surtout des agglomérations qui reçoivent un important apport migratoire des zones rurales, en particulier Cambrai, Arras et Lille. Dans le PME de Cambrai le déséquilibre des sexes est surtout net pour la population âgée de 20 à 35 ans, dans le PME d'Arras de 20 à 25 ans. Le déséquilibre des sexes est plus complexe dans l'agglomération lilloise, il y a surféminité de l'excédent migratoire entre 20 et 30 ans (expression de l'attraction qu'exerce la grande ville sur les femmes seules et de l'existence d'un nombre élevé d'emplois féminins tertiaires) et surféminité du déficit migratoire aux grands âges. Mais l'un ne compensant pas l'autre, le PME de Lille reçoit un apport de population nettement déséquilibré au profit du sexe féminin.

La zone de Dunkerque est la seule zone de la région où la surmasculinité de l'excédent migratoire soit nette. Elle s'explique très facilement par la nature des emplois offerts par l'agglomération (emplois industriels presque exclusivement masculins et rareté des emplois féminins).

b) La structure par âge des migrants :

1) Sources et méthode :

Pour l'étude de la structure par âge, nous disposons du tableau Mi 510 Q, à l'échelon des agglomérations et des communes de plus de 10 000 h, et des tableaux par zones. Pour la commodité de l'étude, nous avons isolé l'étude de la mobilité selon l'âge de celle des soldes migratoires par âge qui seuls modifient la structure par âge.

2) Mobilité de la population selon l'âge :

Nous avons calculé des taux de migrations par classes quinquennales d'âge, et dressé pour chaque zone les courbes des taux d'immigration et d'émigration selon l'âge (ces courbes présentent des irrégularités aux grands âges, liées à l'étroitesse des effectifs en mouvement et à l'imprécision du sondage).

Ces courbes présentent la même allure d'ensemble dans toutes les zones. Les valeurs modales coïncident : entre 25 et 30 ans, à deux exceptions près, le PME de Lille où le mode des taux d'immigration se situe entre 20 et 25 ans et le PME de la Sambre où c'est le mode des taux d'émigration qui se situe entre 20 et 25 ans.

Les migrations varient fortement en intensité selon l'âge : relativement peu importantes aux grands âges, elles prennent de l'ampleur aux âges des jeunes adultes et demeurent parfois élevées aux âges moyens ; les valeurs modales étant comprises, à

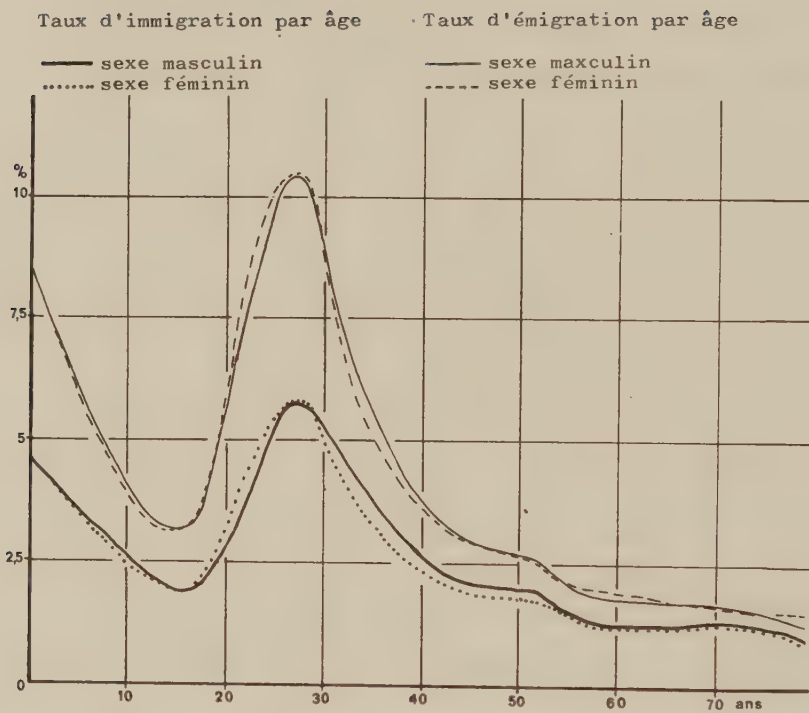
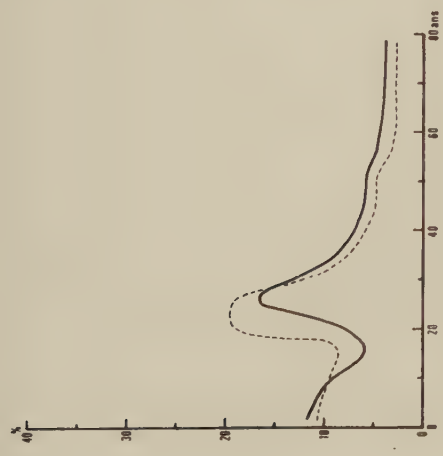
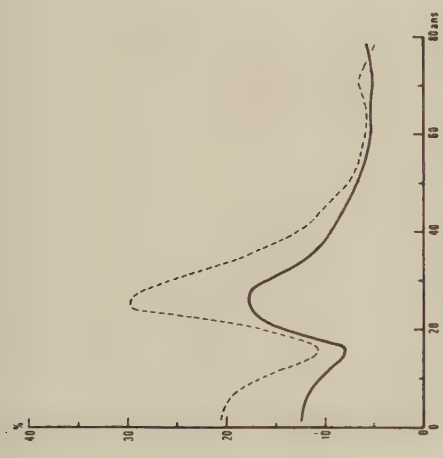


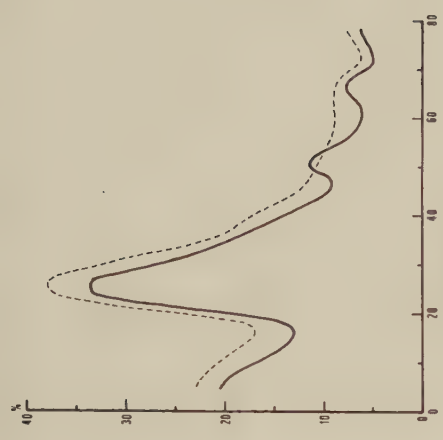
Fig: 402. MOBILITE DE LA POPULATION DE LA REGION DU NORD, PAR AGE.
 Migrations interrégionales.



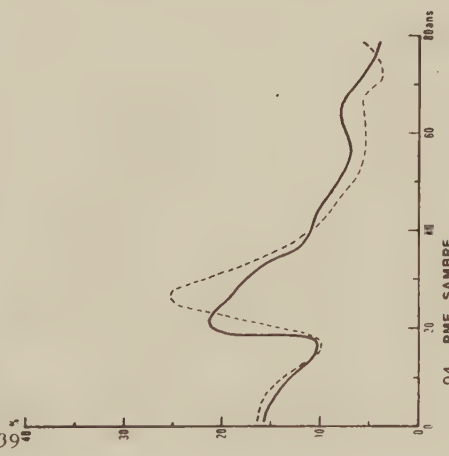
01 PME LILLE



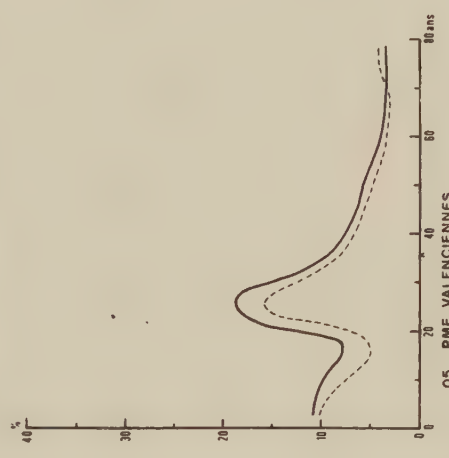
02 PME DUNKERQUE



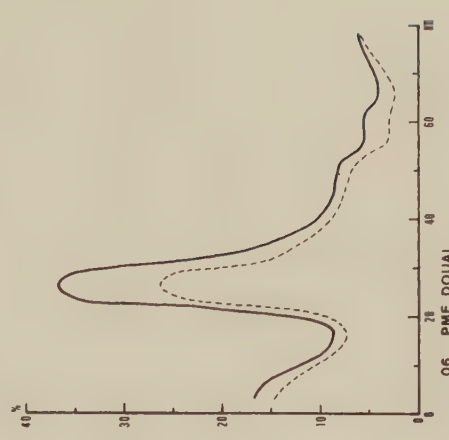
03 PME CAMBRAI



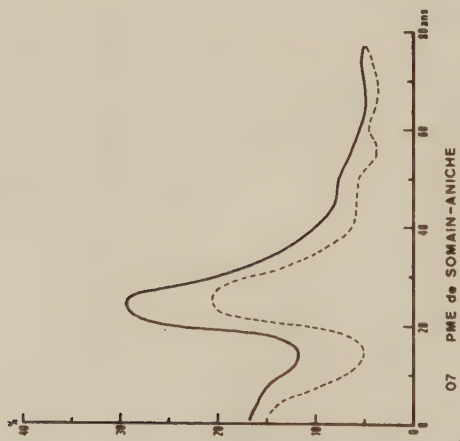
04 PME SAMBRE



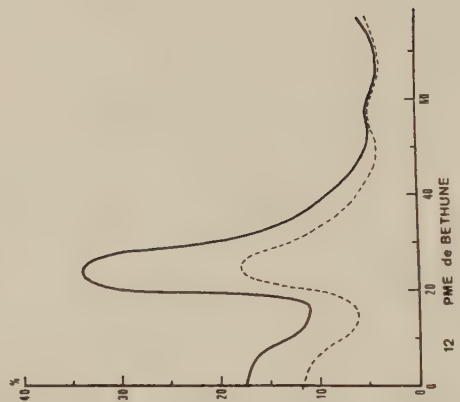
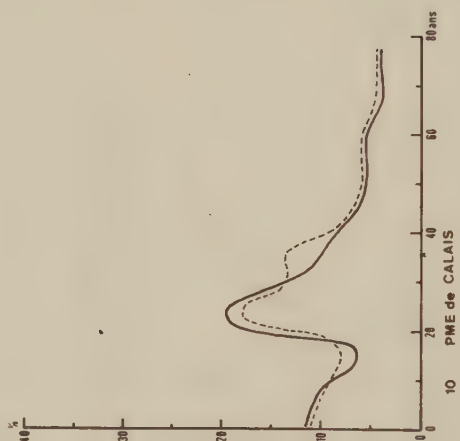
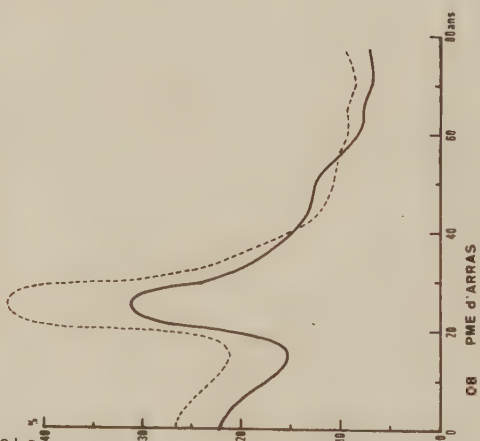
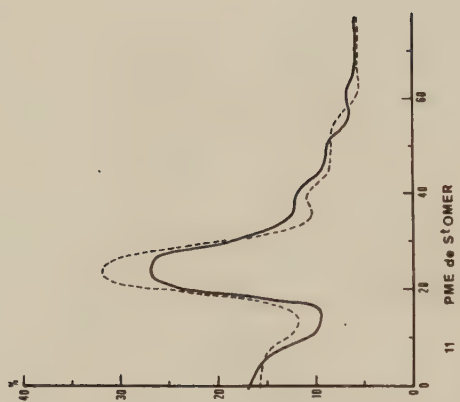
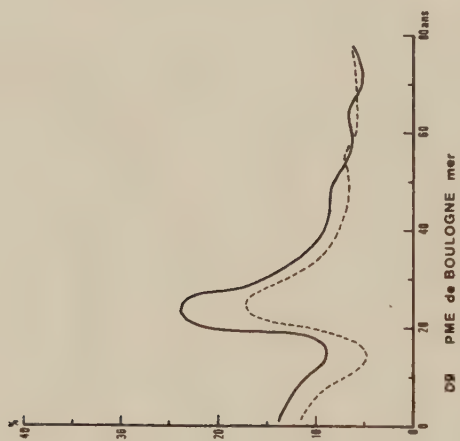
05 PME VALENCIENNES

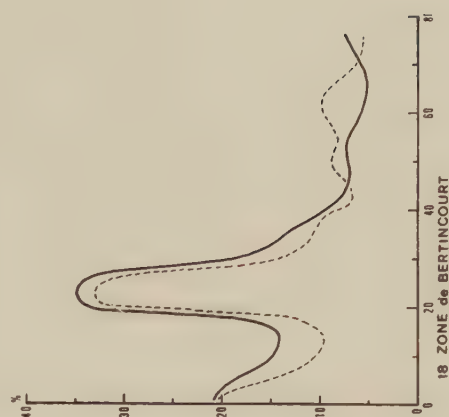
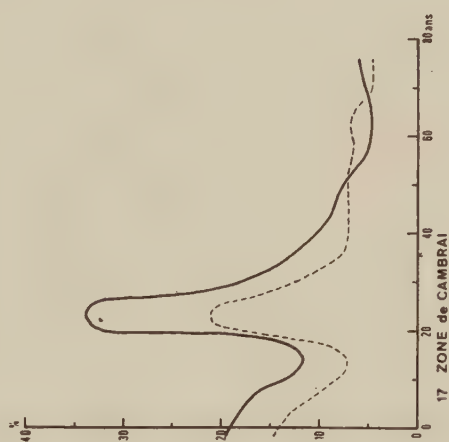
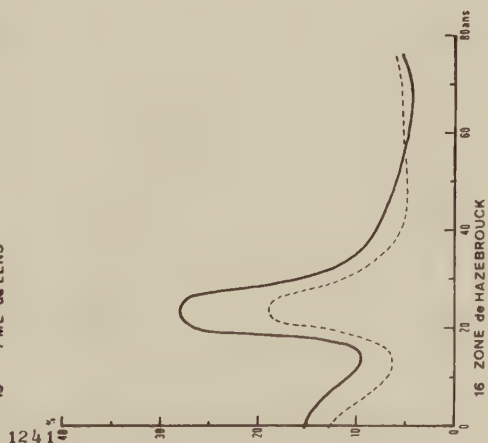
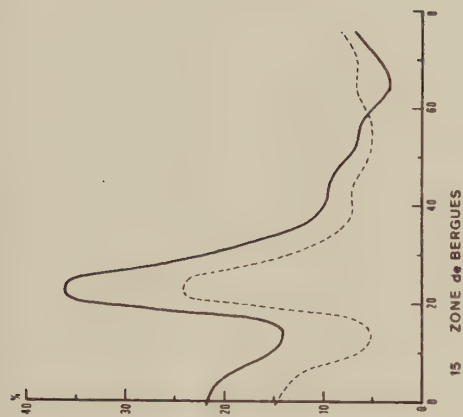
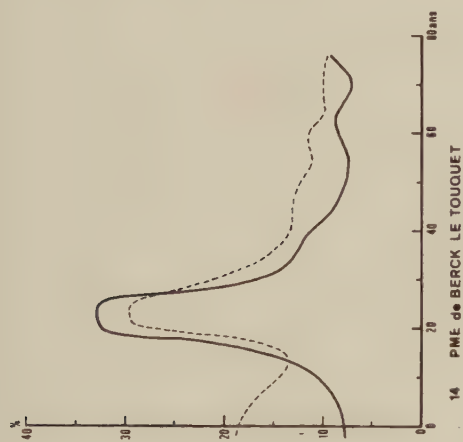
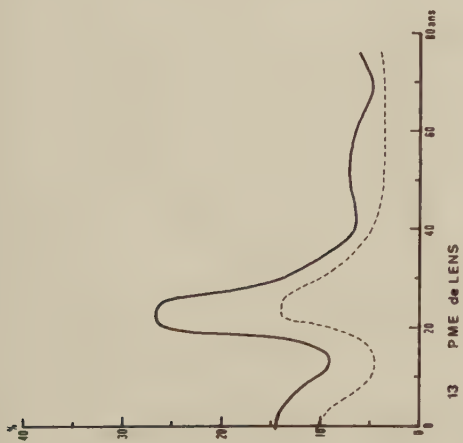


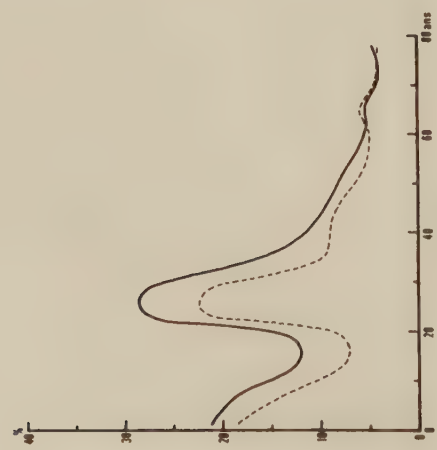
06 PME DOUAI



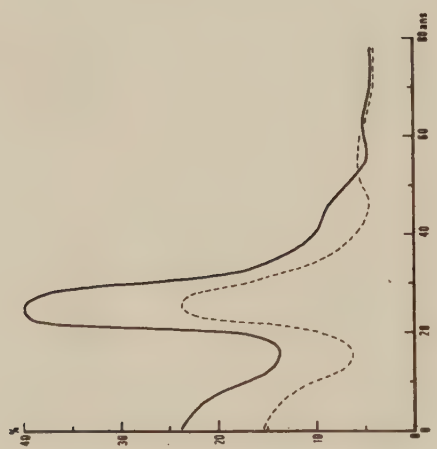
1240



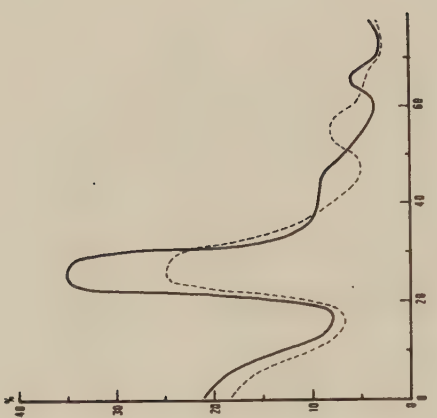




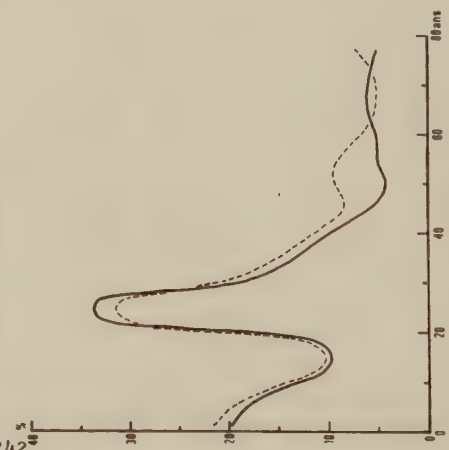
19 ZONE DE L'AVESNOIS



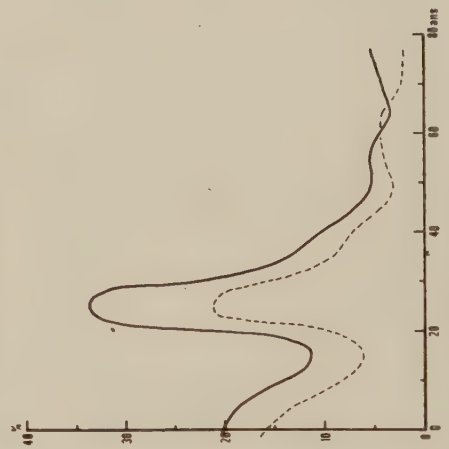
20 ZONE D'ARRAS RURAL



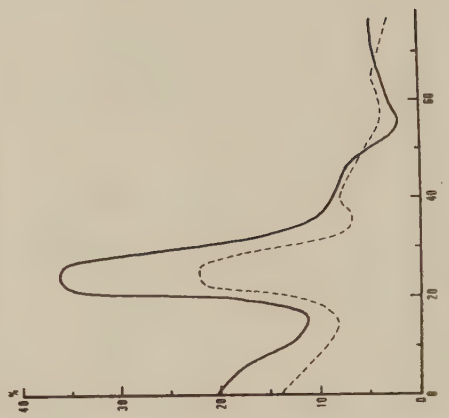
21 ZONE D'ORCHIES ARLEUX



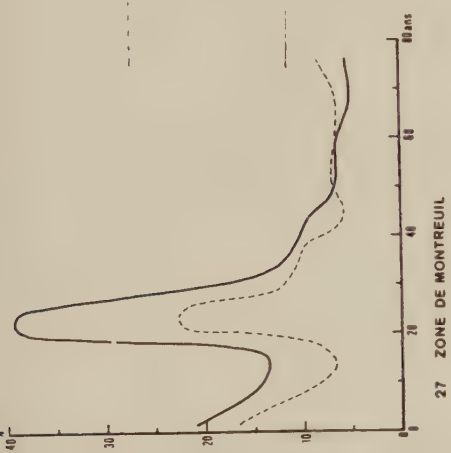
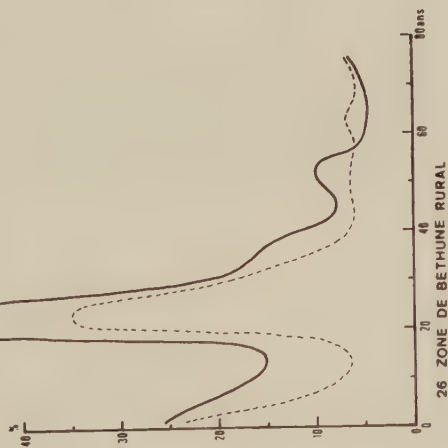
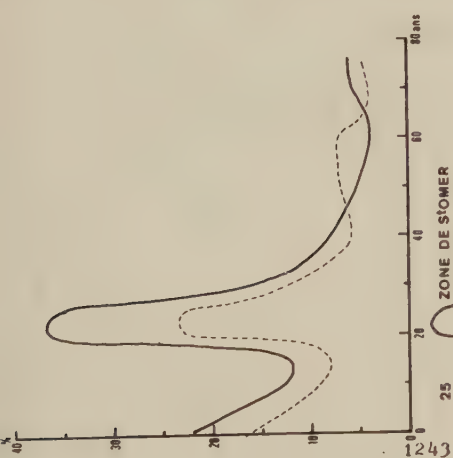
22 ZONE D'ARRAS MINIER



23 ZONE DU BOULONNAIS



24 CALAISIS



----- Taux d'immigration par âge :
immigrants internes à l'âge x

----- Taux d'émigration par âge :
émigrants internes à l'âge x

----- non-migrants+ immigrants internes
à l'âge x

----- non-migrants+ émigrants internes
à l'âge x

Fig. : 403 : MOBILITE PAR AGE, PAR ZONE, 1962/1968.

tous les échelons géographiques, entre 20 et 30 ans. Quant-aux migrations des moins de 20 ans, elles sont étroitement liées à celles des adultes : on constate sur les graphiques, une liaison étroite entre le mouvement des enfants de 0 à 10 ans et celui des adultes de 20 à 30 ans et entre celui des adolescents de 10 à 20 ans, et surtout de 15 à 20 ans, et celui des adultes de 30 à 40 ans, ce qui semble normal puisque la majorité des déplacements des enfants et des adolescents est liée aux déplacements de leurs parents. Il faut remarquer au passage l'importance que prennent de ce fait les migrations aux âges des jeunes adultes, car, en modifiant le nombre des enfants, elles conditionnent l'évolution d'une population une génération plus tard.

3) Les effets des migrations sur la structure par âge :

Ces phénomènes très complexes et d'une grande importance seront étudiés en détail dans le chapitre III de la troisième partie consacré à l'étude de la structure par âge.

c) La composition socio-professionnelle des migrants :

Les tableaux statistiques du sondage au 1/4 Mi 501, 502, Mi 520 Q, comme les tableaux des migrations de l'INSEE de Lille, classent les migrants selon les catégories socio-professionnelles auxquelles ils appartenaient à la date du recensement de 1968. Ces catégories socio-professionnelles sont rassemblées en quelques groupes :

- 1) agriculteurs
- 2) patrons de l'industrie et du commerce
- 3) cadres supérieurs et professions libérales
- 4) cadres moyens
- 5) employés
- 6) ouvriers
- 60) contremaîtres
- 65) mineurs
- 7) personnel de services
- 8) autres catégories d'actifs (armée, clergé, police, artistes)
- 9) inactifs

Aucune indication ne nous est donnée sur la catégorie socio-professionnelle à laquelle appartenait chaque migrant avant de réaliser sa migration. Or le changement de résidence a pu s'accompagner d'un changement de catégorie socio-professionnelle. On ne sait pas davantage, dans le cas des migrants classés comme retraités, si la migration est intervenue avant ou après la cessation d'activité. Enfin on ignore tout des migrations liées à l'obtention d'un premier emploi ; parallèlement on ne dispose pratiquement d'aucune source statistique permettant d'apprécier la mobilité socio-professionnelle.

C'est là que réside la difficulté d'étude de la mobilité géographique par CSD. Cette étude est pratiquement impossible à mener avec les documents dont nous disposons pour les migrations définitives (il n'en est évidemment pas de même pour les

Régions	1	2	3	4	5	6
Ile de France	36990	13075	23915	50,7	40,5	58,7
Champagne/Ardenne	4120	2520	1600	40,9	38,9	44,4
Picardie	14805	9090	5715	39,8	37,4	44,3
Haute-Normandie	4350	2465	1885	39,2	39,0	39,4
Centre	3920	1705	2215	40,5	40,2	40,8
Basse-Normandie	1520	1045	475	40,0	40,3	39,4
Bourgogne	2070	885	1185	40,0	41,3	39,0
Lorraine	3630	2660	960	39,7	36,8	50,1
Alsace	1740	830	910	43,3	42,7	43,9
Franche-Comté	1690	950	740	40,7	45,3	35,9
Pays de la Loire	2425	1400	1025	37,8	41,7	30,6
Bretagne	2475	1605	870	41,7	42,1	40,8
Poitou-Charentes	1405	775	630	38,3	46,8	31,3
Aquitaine	2750	1445	1305	35,8	43,3	30,1
Midi-Pyrénées	2440	1260	1180	34,4	47,1	26,7
Limousin	595	390	205	35,1	45,3	24,5
Rhône-Alpes	8355	2340	6015	43,1	45,7	42,2
Auvergne	1130	860	270	39,7	43,8	30,7
Languedoc-Roussillon	2625	1055	1570	35,2	46,2	30,3
Provence-Côte d'Azur	8925	2390	6535	37,2	44,8	35,1

TAB. 65 : MIGRANTS ACTIFS A DESTINATION OU EN PROVENANCE DE LA
REGION NORD/PAS-DE-CALAIS. 1968-1975.

- 1 : Immigration d'actifs en provenance de la région Nord/Pas-de-Calais
- 2 : Emigration d'actifs à destination de la région Nord/Pas-de-Calais
- 3 : Solde migratoire d'actifs (1 - 2)
- 4 : % d'actifs dans les immigrants en provenance du Nord/Pas-de-Calais
- 5 : % d'actifs dans les émigrants à destination du Nord/Pas-de-Calais
- 6 : % d'actifs dans le solde migratoire.

migrations alternantes), car dans aucun cas on ne peut confronter la mobilité socio-professionnelle à la mobilité géographique.

On ne peut que dégager prudemment quelques indications qui nous renseignent sur la capacité ou l'incapacité des zones à retenir ou même attirer certaines catégories de population et permettent de mieux comprendre les causes de l'attraction ou de la répulsion de certaines zones.

Il faut cependant bien insister sur le fait que les soldes migratoires ne représentent que la perte ou le gain de telle ou telle catégorie socio-professionnelle entre 1962 et 1968, à la suite de mouvements migratoires, sans que cela ne signifie que ces catégories aient vu leurs effectifs augmenter ou diminuer, leur variation dépendant tout autant de la mobilité professionnelle, de l'insertion professionnelle des jeunes et des départs à la retraite.

1) méthodes utilisées :

- détermination de la mobilité des actifs et des inactifs :

En premier lieu nous avons isolé les actifs des inactifs et calculé la mobilité (taux d'émigration et d'immigration bâtis sur les modèles utilisés pour les flux) de chacune de ces catégories.

En second lieu nous avons calculé ces taux pour quelques CSD.

Ces taux n'ont bien entendu qu'une valeur indicative, et on

ne peut les utiliser qu'avec prudence puisque nous ignorons si les individus appartenaient au moment de leur migration aux catégories socio-professionnelles dans lesquelles ils ont été classés en 1968.

- soldes migratoires par catégories socio-professionnelles :

Nous avons déterminé pour chaque zone les soldes migratoires selon l'activité ou l'inactivité, par sexe, et calculé les rapports entre les soldes migratoires des actifs et des inactifs ($\frac{\text{inactifs}}{\text{actifs}}$). Ce rapport est positif lorsque les soldes migratoires des actifs et des inactifs sont de même sens, et négatif dans le cas contraire.

Puis chaque fois que les effectifs étaient suffisamment importants pour le permettre, nous avons établi les soldes migratoires par catégories socio-professionnelles pour chaque zone, et calculé des taux de soldes migratoires par catégorie. Les résultats obtenus ont été disposés en tableaux et exploités graphiquement.

2) Zones d'immigration (PME de Lille, de Dunkerque, de Cambrai, d'Arras, de Saint-Omer, de Berck-Le Touquet et zone d'Arras-minier) :

Les soldes migratoires de toutes ces zones sont positifs, mais les effets des migrations sur les structures socio-professionnelles varient beaucoup d'une zone à l'autre, certaines ga-

gnant surtout des actifs, d'autres des inactifs (ce qui naturellement a des effets opposés sur les taux d'activité) ; et des soldes migratoires quantitativement très proches peuvent être qualitativement très différents.

- influence des migrations sur l'activité :

Le PME de Lille se distingue des autres PME de la région par la forte attraction qu'il exerce sur les actifs. Il réalise un gain de 4 980 actifs pour 684 inactifs, soit un rapport de 0,1 inactif pour un actif. Ce résultat est à rapprocher des données relatives à la structure par âge des migrants : le PME de Lille perdant une partie de sa population âgée et bénéficiant surtout de l'apport de jeunes adultes qu'accompagnent peu d'enfants, et vraisemblablement d'un certain nombre de femmes seules exerçant une activité professionnelle. Aussi l'apport de population inactive est-il insignifiant par rapport à la masse démographique lilloise (taux de solde migratoire de la catégorie : + 0,1 %), l'apport d'actifs est un peu plus appréciable (+ 1,2 %) et contribue à améliorer légèrement le taux d'activité générale du PME (40,6 %).

Tandis que le PME de Lille ne reçoit guère que des actifs, le PME de Dunkerque gagne 3 104 actifs pour 6 180 inactifs, soit un actif pour deux inactifs. Cela s'explique aisément par deux facteurs : d'une part la structure par âge des migrants qui assure au PME des gains de jeunes adultes et d'enfants (population immigrante originaire de zones à forte fécondité : la plaine maritime flamande et le pays minier), d'autre part par la na-

ture des emplois offerts par l'agglomération dunkerquoise. Le grand nombre d'enfants et la faiblesse de l'activité féminine de la population immigrante sont donc les responsables de cette situation. Le solde migratoire entraîne une augmentation de 6 % du nombre des inactifs et de 5,4 % du nombre des actifs, ce qui contribue à diminuer le taux d'activité générale déjà peu élevé du PME (35,7 %).

En ce qui concerne le PME de Berck-Le Touquet, le contraste entre le gain d'actifs (44) et d'inactifs (332) est encore plus accentué : 7,5 inactifs pour 1 actif. Cela s'explique par la nature de l'immigration dans ce secteur côtier qui accueille un certain nombre de retraités aussi bien à Berck qu'à Merlimont et au Touquet. Le solde migratoire entraîne une augmentation de 1,3 % du nombre des inactifs et modifie à peine celui des actifs, aussi le taux d'activité générale en est-il peu affecté.

Les PME de Cambrai et Arras reçoivent un apport à peu près équilibré. Le PME de Cambrai gagne 916 inactifs pour 740 actifs, soit 1,2 inactifs pour 1 actif, celui d'Arras 1 844 inactifs pour 1 908 actifs, soit à peu près 1 inactif pour 1 actif. Dans les deux cas le nombre des actifs augmente plus rapidement que celui des inactifs. L'apport migratoire concourt donc ici à renforcer sensiblement les taux d'activité. Ces deux PME proches l'un de l'autre par la nature des migrants et leur rôle régional offrent davantage d'emplois féminins que Dunkerque, ce qui explique les différences.

Enfin les deux dernières zones d'immigration : PME de Saint-

Omer et zone d'Arras-minier présentent des cas très particuliers.
Leurs soldes d'actifs et d'inactifs sont de sens opposé. Le PME de Saint-Omer gagne 372 actifs (+ 2,1 %) et perd 244 inactifs (- 0,9 %) (ce qui ne peut s'expliquer seulement par la structure par âge des migrants, et est plutôt à mettre en relation avec les créations d'emplois féminins), soit une perte de 0,7 inactif pour un gain de 1 actif. Ceci entraîne une amélioration du taux d'activité générale (38,2 %). Mais il n'en est pas de même de la zone d'Arras-minier qui reçoit 440 inactifs (+ 2 %) et perd 256 actifs (- 3,4 %), soit un gain de 1,7 inactifs pour la perte d'1 actif, ce qui diminue sensiblement le taux d'activité générale déjà très faible (22,7 %).

On peut rapprocher de ces derniers cas, le PME de Calais et celui de la Sambre qui ont des comportements voisins mais possèdent des bilans migratoires légèrement négatifs.

- soldes migratoires selon les catégories socio-professionnelles :

Les ouvriers forment la masse des migrants actifs. Mais leur mobilité est moindre que celle des cadres moyens et des employés. Au niveau des soldes migratoires, la catégorie des ouvriers possède souvent les effectifs les plus nombreux en valeur absolue, mais elle est souvent surpassée par d'autres catégories en valeur relative. Il est relativement facile d'opérer des distinctions entre zones en fonction de la place qu'y tiennent les ouvriers et les autres catégories dans le bilan migratoire.

Dans les PME de Dunkerque, Cambrai et Saint-Omer, l'apport ouvrier est fondamental. Dans les PME de Lille et d'Arras, d'autres

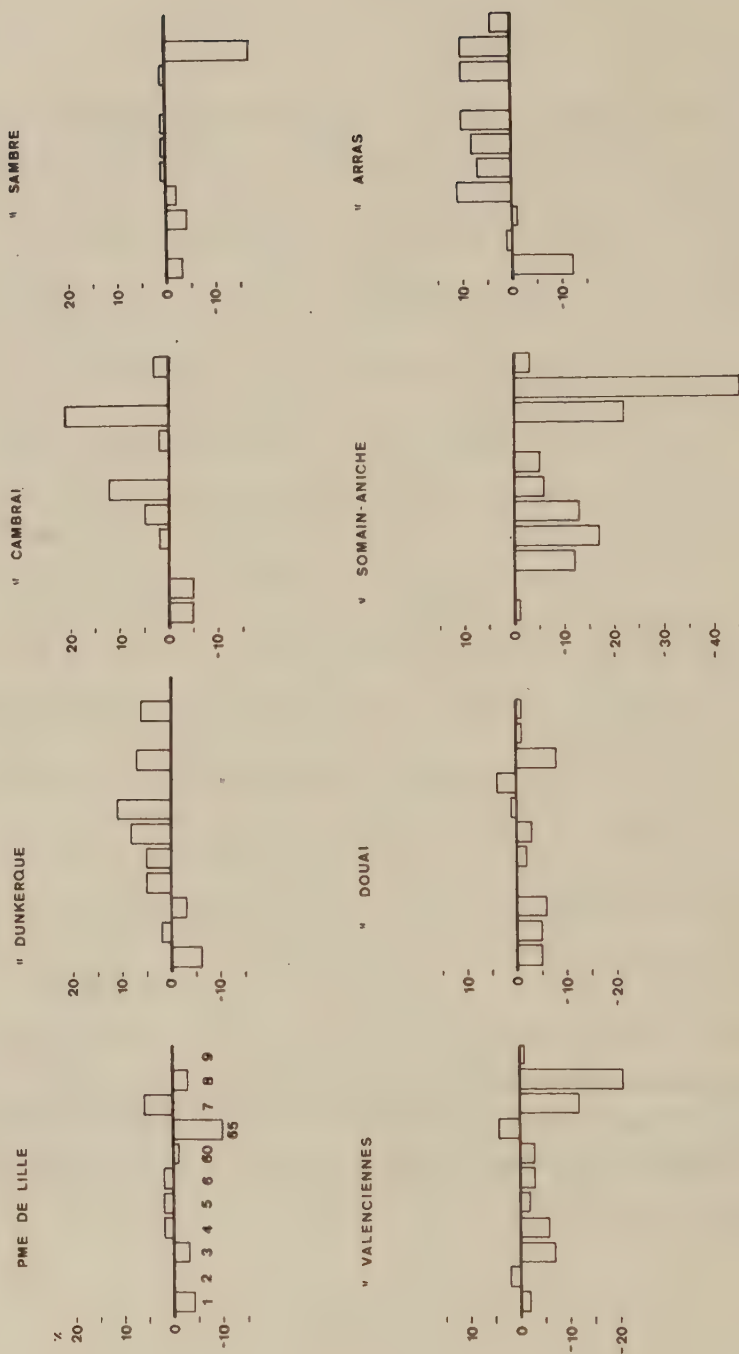
catégories jouent également un rôle très important. Enfin dans le PME de Berck-Le Touquet et d'Arras-minier la situation est plus complexe.

Dans les PME de Dunkerque et Cambrai, les gains de population active par solde migratoire contribuent à augmenter de façon très sensible les effectifs des catégories d'ouvriers et de contremaîtres. Le PME de Dunkerque bénéficie d'un apport de 2 004 ouvriers, soit un croît de 7,6 %, et de 228 contremaîtres (+ 10,7 %) ; le PME de Cambrai bénéficie d'un apport moindre : 408 ouvriers (+ 5,2 %) et 64 contremaîtres (+ 11,9 %). Le PME de Saint-Omer gagne plus d'ouvriers (412, soit un croît de 4,8 %) qu'il ne gagne d'actifs, car les gains en ouvriers s'accompagnent de fortes pertes en cadres supérieurs et professions libérales. Ces gains très importants en valeur relative comme en valeur absolue, représentant plus de la moitié des gains d'actifs dans le PME de Cambrai et des 2/3 dans celui de Dunkerque, ne s'accompagnent pas de gains parallèles dans les autres catégories. Les catégories de cadres moyens et d'employés ne connaissent que des progressions assez faibles en valeur absolue comparées à celle de la catégorie des ouvriers (+ 136 employés seulement dans le PME de Cambrai, + 436 dans celui de Dunkerque). En valeur relative, la catégorie des cadres moyens s'est néanmoins accrue un peu plus fortement dans le PME de Dunkerque : + 5,2 % (soit + 280 personnes). Dans le PME de Saint-Omer la stagnation de ces deux dernières catégories est encore plus nette (+ 0,8 %). Comme dans pratiquement toutes les zones de la région, la catégorie des cadres supérieurs et

professions libérales offre un solde migratoire négatif. Mais si celui-ci l'est peu à Cambrai, il l'est fortement à Dunkerque en dépit de la forte croissance de cette zone (- 2,6 %) et surtout à Saint-Omer (- 20,4 %). En ce qui concerne les autres catégories, on constate des soldes migratoires négatifs d'agriculteurs, faibles dans les PME de Saint-Omer et de Cambrai, mais assez fort dans le PME de Dunkerque (- 84 personnes, soit - 6 %). Il ne s'agit pas ici d'exode rural, ni de mutation professionnelle d'agriculteurs, mais de départs d'agriculteurs depuis les zones où les surfaces cultivables régressent devant l'expansion industrielle et urbaine, vers des zones où ils peuvent poursuivre leur activité agricole. Quant-au personnel de services, il voit ses effectifs bénéficier d'apports migratoires importants surtout à Dunkerque (+ 240 personnes, soit + 7 %), mais c'est une catégorie dont le renouvellement est assuré en grande partie par les migrations (apport féminin d'origine surtout rurale dans les cas présents). Le solde migratoire des patrons de l'industrie et du commerce n'est positif que dans le PME de Dunkerque (+ 120 personnes, soit + 2 %) où il est en liaison probable avec la croissance des fonctions urbaines banales corollaires de la croissance démographique. Enfin la catégorie des divers ne croit que dans le PME de Cambrai (+ 16 %), croissance à mettre sans doute en rapport avec la fonction militaire de la ville. Ces trois PME de Dunkerque, Cambrai et Saint-Omer présentent un même type d'attraction. Ce sont des agglomérations qui attirent essentiellement des ouvriers et du personnel subalterne d'encadrement, n'attirent que peu d'employés et ne peuvent maintenir sur place leur population

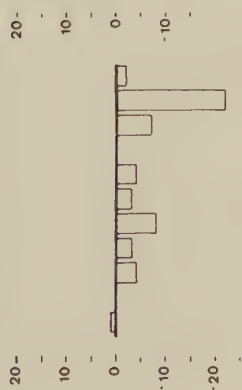
FIG. 404 :

Migrations définitives 1962-1968: taux de solde migratoire selon les catégories socio-professionnelles

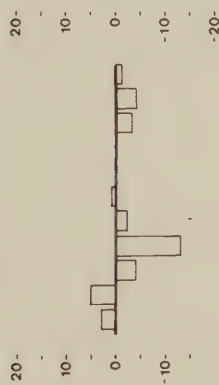


PME DE BOULOGNE

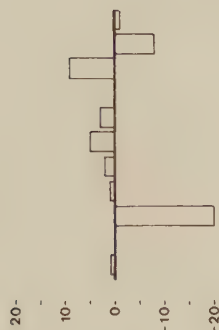
%



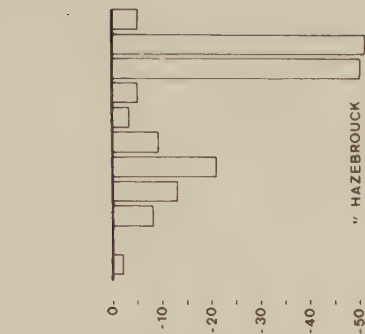
" CALAIS



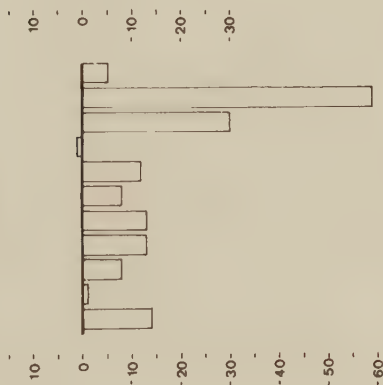
" St OMER



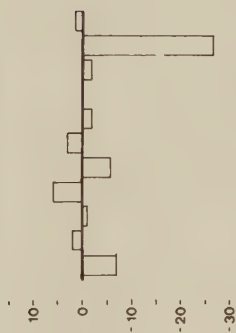
" BETHUNE



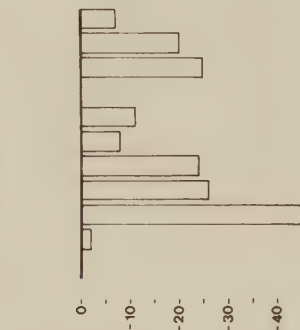
" LENS



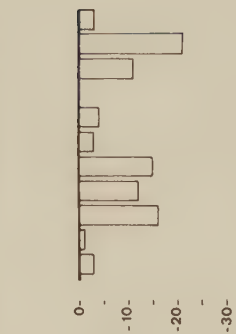
" BERCK-LE TOUQUET



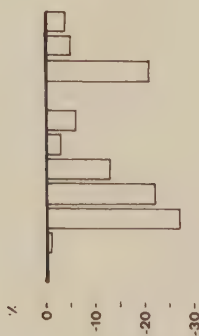
ZONE BERGUES



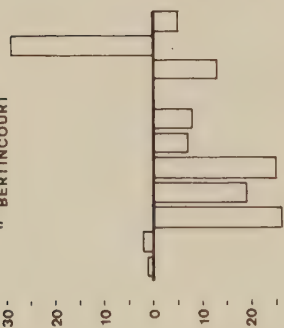
" HAZEBROUCK



ZONE DE CAMBRAI RURAL



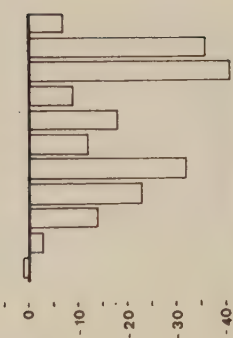
" BERTINCOURT



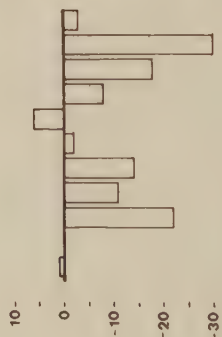
" AVESNOIS



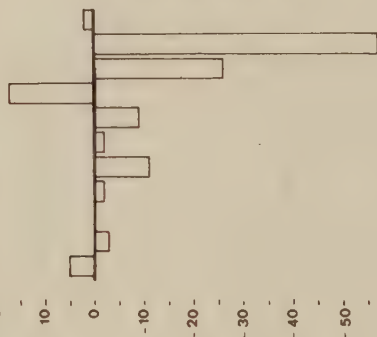
" ARRAS RURAL



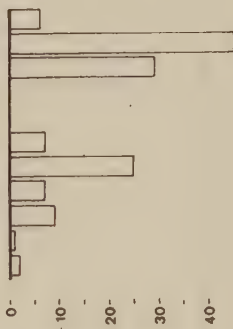
" ORCHIES ARLEUX



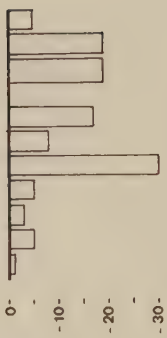
" ARRAS MINIER



" BOULONNAIS



" CALAISIS

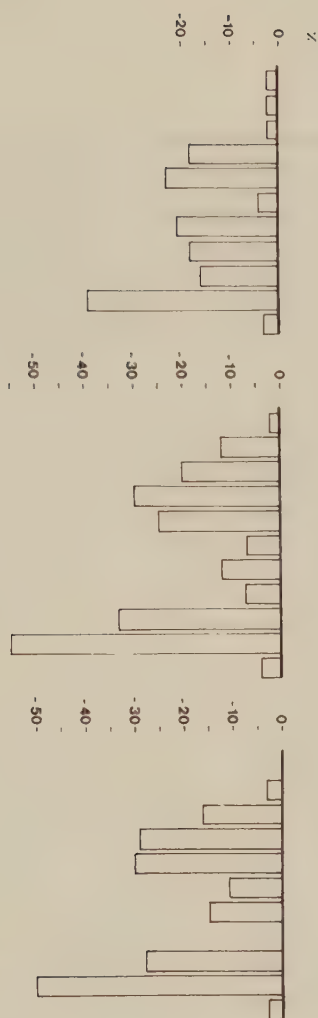


ZONE DE ST OMER RURAL

BETHUNE RURAL

MONTREUIL

CATEGORIES SOCIO
PROFESSIONNELLES



1	AGRICULTEURS
2	PATRONS DE L INDUSTRIE ET DU COMMERCE
3	PROFESSIONS LIBERALES ET CADRES SUPERIEURS
4	CADRES MOYENS
5	EMPLOYES
6	OUVRIERS SAUF CONTREMAITRES ET MINEURS
60	CONTREMAITRES
65	MINEURS
7	PERSONNELS DE SERVICE
8	ARTISTES , CLERGE , ARMEE , POLICE
9	INACTIFS

la plus qualifiée (cadres supérieurs et professions libérales), vraisemblablement, si on en juge par la structure par âge des soldes de cette catégorie, une partie des jeunes diplômés à la recherche d'un emploi. Cette situation est liée à la structure des activités de ces agglomérations qui offrent essentiellement des emplois ouvriers (aussi bien tertiaires qu'industriels), mais peu d'emplois de bureau et d'emplois exigeant de hautes qualifications.

Dans les PME de Lille et d'Arras, les ouvriers composent la majorité des migrants, mais d'autres catégories (employés, cadres moyens et, dans le cas de Lille, personnel de service) y jouent un rôle important. Les ouvriers n'y représentent pas la moitié des gains d'actifs.

Dans le PME de Lille, le solde migratoire de la catégorie des ouvriers est de + 3 300 personnes, soit de + 1,8 %, et celui des contremaîtres est négatif : - 152 (- 1,2 %). Les soldes migratoires des catégories des employés et des cadres moyens sont supérieurs en valeur relative (employés : + 1 464 personnes, soit + 2 %, cadres moyens : + 952 personnes, soit + 2,1 %). Dans le PME d'Arras le solde migratoire de la catégorie des ouvriers est de + 728 personnes, soit + 8,4 %, celui des employés de + 440 personnes, soit + 7,4 %, et celui des cadres moyens, le plus important en valeur relative, de + 444 personnes (+ 10,9 %). Dans le cas du PME de Lille, les progressions sont faibles en valeur relative comme en valeur absolue, mais montrent cependant un type d'attraction plus varié que celui de Dunkerque, et donnent une plus grande place aux fonctions administratives et de

commandement. Il en est de même à Arras, où les soldes migratoires sont plus importants, et où la progression des ouvriers par solde migratoire est un peu plus rapide que celle des employés.

Dans les deux PME étudiés, les gains en personnel de service sont aussi très importants : + 1 124 personnes dans le PME de Lille (+ 5,9 %), + 172 personnes dans celui d'Arras (+ 10 %), liés à l'arrivée d'une population féminine peu qualifiée, d'origine rurale ou minière. Quant-au solde migratoire fortement déficitaire des agriculteurs (- 4 % dans le PME de Lille, - 12 % dans celui d'Arras), il doit être, comme dans le cas des PME précédemment étudiés, mis en relation avec l'expansion urbaine. Le déficit migratoire de la catégorie des cadres supérieurs et professions libérales, faible dans le cas d'Arras (- 12 personnes), est prononcé dans celui de Lille (- 804 personnes, soit - 3,4 %). On a là probablement un phénomène particulier aux villes universitaires : un nombre assez important d'étudiants (en particulier d'étudiants mariés) se sont fixés à Lille en attendant de terminer leurs études, et vont s'installer ailleurs une fois leurs études achevées. Le solde migratoire s'accompagne dans ce cas d'une mutation socio-professionnelle (passage du statut d'inactif à celui de cadre ou de profession libérale), le déficit n'est qu'apparent. Cette explication paraît d'autant plus satisfaisante que les effectifs de cette catégorie socio-professionnelle ont fortement cru dans le PME de 1962 à 1968.

En résumé la nature des soldes migratoires des PME de Lille et d'Arras témoigne des fonctions de commandement de ces agglomé-

rations.

Quant-au PME de Berck-Le Touquet, il présente d'assez nombreuses analogies avec les PME de Dunkerque et de Cambrai : les gains d'inactifs y sont importants ; parmi les gains d'actifs figurent en premier lieu des gains d'ouvriers (+ 152 personnes, soit + 2,6 %) et de cadres moyens (+ 88 personnes, soit + 6,3 %). Les soldes migratoires de la catégorie "patrons de l'industrie et du commerce" sont également positifs (+ 56 personnes, soit + 2,4 %), liés probablement aux stations balnéaires. Par contre les soldes migratoires des autres catégories sont négatifs, et particulièrement défavorables dans les catégories "employés" (- 96 personnes, soit - 5,7 %), indice d'une activité tertiaire essentiellement commerciale, et "agriculteurs" (- 44 personnes, soit - 6,9 %).

Enfin dans la zone d'Arras-minier, les soldes migratoires négatifs des actifs, et positifs des inactifs s'expliquent par l'étude des soldes par catégories. Le PME ne voit s'accroître par solde migratoire que les catégories de mineurs et d'agriculteurs, les autres catégories subissant des pertes. Cette situation résulte en grande partie de l'hétérogénéité de la zone qui comprend une importante zone rurale entre le pays minier et Arras, mais aussi une petite frange Nord en symbiose avec le Sud du pays minier, ainsi que la petite zone industrielle de Corbehem à l'Est. C'est le découpage géographique des zones d'étude INSEE qui doit en partie expliquer les résultats contradictoires des migrations dans cette zone. Ceux-ci sont donc peu significa-

tifs.

Les différentes zones attractives de la région du Nord présentent donc des types d'attraction très différents. Ces types sont étroitement fonction de la nature des activités de chaque zone et de leur dynamisme.

3) Les zones de faible émigration : PME de la Sambre et de Calais :

Ces deux zones ont des bilans migratoires positifs pour les actifs, mais négatifs pour les inactifs. Mais à la différence du PME de Saint-Omer, les pertes d'inactifs sont supérieures aux gains d'actifs et sont responsables du déficit migratoire global. Cette situation s'explique par la structure par âge des migrants. Les soldes migratoires de ces zones sont légèrement négatifs entre 0 et 25 ans, et au delà de 40 ans, donc à des âges où les inactifs sont très nombreux, et positifs entre 25 et 40 ans, c'est à dire aux âges où les actifs sont les plus nombreux.

Les soldes par catégories socio-professionnelles sont positifs en ce qui concerne les ouvriers (+ 272, soit + 1,4 % dans le PME de la Sambre, et + 188, soit + 0,9 % dans le PME de Calais), et les contremaîtres. La plupart des autres catégories ont des soldes migratoires quasi nuls ou négatifs, en particulier les catégories "employés" et "cadres moyens". Le solde migratoire de cette dernière est d'ailleurs fortement déficitaire dans le PME de Calais (- 364 personnes, soit - 12,8 %). Comme dans les autres zones, les soldes migratoires de la catégorie "cadres supérieurs

et professions libérales" sont négatifs (entre - 4 et - 5 %), mais à l'inverse des PME précédemment étudiés, les soldes migratoires de la catégorie "personnel de service" sont également négatifs, ce qui est presque un symbole de la faible attractivité de ces zones et surtout de l'insuffisance des emplois féminins.

Nous avons donc affaire ici à des zones qui sont incapables de retenir leur population la plus qualifiée et la plus jeune.

Il faut remarquer, dans le cas du PME de Calais, les soldes positifs de la catégorie "agriculteurs" (immigrants depuis le PME de Dunkerque) : + 2,8 %, et surtout de la catégorie "patrons de l'industrie et du commerce" : + 4,8 % (+ 160 personnes).

4) Le pays minier :

- Dans les 5 PME du pays minier, les soldes migratoires sont fortement négatifs, aussi bien pour les actifs que pour les inactifs.

Dans les PME de Somain-Aniche et surtout de Valenciennes, les pertes en actifs sont supérieures aux pertes en inactifs. Le PME de Somain-Aniche perd 1 448 actifs et 1 424 inactifs, soit à peu près 1 inactif pour 1 actif, celui de Valenciennes 3 200 actifs et 3 028 inactifs, soit 9 inactifs pour 10 actifs. Dans les autres PME du bassin minier, le phénomène est inverse. Le PME de Béthune perd 7 956 actifs pour 8 468 inactifs, soit 11 inactifs pour 10 actifs, le PME de Lens 9 496 actifs et 12 536 inactifs, soit 13 inactifs pour 10 actifs, le PME de Douai 840 actifs et 1 324 inac-

tifs, soit 17 inactifs pour 10 actifs. Cette différence s'explique en grande partie par l'âge des migrants. L'Est du bassin perd surtout de très jeunes adultes, et l'Ouest et le centre des familles (importance des enfants et des mères de famille sans profession).

Importantes en valeur absolue, ces pertes le sont aussi en valeur relative. Nous constatons à cet égard que les soldes migratoires des actifs sont proportionnellement beaucoup plus déficitaires que ceux des inactifs, même à l'Est du bassin. Le PME de Valenciennes, le moins frappé par l'exode, perd 2,7 % de ses actifs par solde migratoire et 1,3 % de ses inactifs, le PME de Douai 4,6 % de ses actifs et 1,4 % de ses inactifs, le PME de Soomain-Aniche 6,7 % de ses actifs et 2,8 % de ses inactifs, le PME de Lens 7,7 % de ses actifs et 4,6 % de ses inactifs, le PME de Béthune 10,2 % de ses actifs et 4,6 % de ses inactifs.

D'une part les migrations, en faisant diminuer plus rapidement le nombre des actifs que celui des inactifs, contribuent à affaiblir les taux d'activité dans des zones où ils étaient déjà particulièrement bas, d'autre part l'exode massif des actifs témoigne de l'insuffisance des opérations de reconversion incapables de retenir la main d'oeuvre des zones minières, surtout à l'Ouest du bassin.

- Toutes les catégories socio-professionnelles sont touchées par ce mouvement d'exode.

Une seule catégorie présente des soldes positifs dans 4 des 5 PME : celle des mineurs, mais il faut savoir que lorsqu'un mineur quitte le pays minier, il change en général de catégorie so-

cio-professionnelle (à moins qu'il ne gagne les mines de Lorraine), cela fausse bien entendu les soldes migratoires, mais traduit néanmoins certains mouvements réels. Les zones minières de l'Est et du centre reçoivent des mineurs venant de l'Ouest du bassin (solde de la catégorie "mineurs" du PME de Béthune : - 592, soit - 4,6 % .) et même des zones rurales voisines (il faudrait y ajouter la main d'oeuvre étrangère immigrée dont nous ne tenons pas compte ici). Le PME de Valenciennes gagne 316 mineurs (+ 4 %) par solde migratoire, le PME de Douai 276 (+ 4,3 %), le PME de Lens 288 (+ 1,1 %) et le PME de Somain-Aniche 12.

Les soldes migratoires les plus négatifs sont ceux de la catégorie des ouvriers, surtout à l'Ouest du bassin (PME de Béthune : - 2 636, PME de Lens : - 4 300). Les pertes des PME de l'Est sont moins prononcées (PME de Somain-Aniche : - 524, de Douai : - 464, de Valenciennes : - 1 412). Ces différences entre l'Ouest et l'Est sont encore plus nettes si on considère les soldes en valeur relative (PME de Valenciennes : - 2,1 %, de Douai : - 2,5 %, de Somain-Aniche : - 5,9 %, de Lens : - 8,2 %, de Béthune : - 8,5 %). Ces écarts correspondent aux écarts entre les pertes de population active des zones. Il faut toutefois signaler que dans toutes les zones les soldes migratoires en valeur relative de la catégorie "ouvriers" sont moins déficitaires que les soldes totaux des actifs. Par contre, mis à part le PME de Douai, les pertes sont souvent plus élevées en valeur relative pour les catégories des personnels plus qualifiés : contremaîtres, cadres moyens et cadres supérieurs (cf. tableau), et pour la catégorie des employés (ex-

pression de la très faible tertiarisation et de la forte masculinisation des activités, moins sensibles dans le PME de Douai que dans celui de Valenciennes).

PME	: contremai- : tres	: cadres mo- : yens	: cadres sup. : prof. lib.	: employés
Béthune	: - 3,1 %	: - 13,4 %	: - 7,5 %	: - 20,9 %
Lens	: - 11,7	: - 12,7	: - 7,6	: - 12,6
Douai	: 0	: 0	: - 6	: - 2
Somain-Aniche	- 5,3	: - 17,3	: - 12,4	: - 12,7
Valenciennes	: - 3,2	: - 6,4	: - 7,1	: - 2,1

TAB. 66 : Solde migratoire des PME miniers selon la CSD, 1962-1968 (%).

Une telle situation témoigne de la difficulté de trouver des emplois nécessitant une haute qualification dans le pays minier, et de la nécessité d'envisager la reconversion non seulement de l'industrie, mais aussi des autres activités sur un plan quantitatif et qualitatif. Il convient de signaler également le solde fortement négatif de la catégorie " personnel de service" dont le PME de Lille est le premier bénéficiaire. Cet exode est une des meilleures illustrations de la faible qualification et des difficultés d'emploi de la population féminine du pays minier.

5) Le PME de Boulogne :

Le comportement de la population du PME de Boulogne rappelle celui de la population du pays minier. Pertes d'actifs et d'inactifs sont équilibrées en valeur absolue (- 1 568 inactifs et - 1 524 actifs), mais les pertes en valeur relative sont plus accusées pour les actifs (- 3,9 %) que pour les inactifs (- 2,1 %). Là aussi, les mouvements migratoires contribuent à affaiblir les taux d'activité.

Toutes les catégories socio-professionnelles ont des soldes migratoires négatifs. Une remarque s'impose qui distingue le PME de Boulogne des PME miniers : le solde migratoire des employés (- 496) équivaut à celui des ouvriers (- 472 , soit - 2,5 %), et c'est cette catégorie qui subit aussi la plus lourde perte en valeur relative (- 8,4 %). C'est donc dans cette catégorie que l'exode est le plus marqué parce qu'elle correspond à une gamme d'emplois insuffisamment représentée dans le PME de Boulogne. Pour les autres catégories, la situation rappelle celle des principales zones d'exode de la région : forte perte relative en cadres supérieurs (- 4,4 %) et cadres moyens (- 3,2 %), en personnel de service (- 6,7 %) et divers (- 22,3 %).

6) Les zones d'émigration à dominante rurale :

Elles connaissent toutes des soldes migratoires fortement négatifs.

Les migrations y entraînent une perte élevée d'actifs et d'inactifs. En règle générale, la première est moins élevée que la seconde en valeur absolue. Dans trois cas seulement (zones

de Saint-Omer rural, Béthune rural et Montreuil), le nombre d'actifs a diminué davantage que le nombre des inactifs : la zone de Montreuil perd 6 inactifs pour 10 actifs, celle de Béthune rural 8 inactifs pour 10 actifs, celle de Saint-Omer rural 9 inactifs pour 10 actifs. Mais dans les autres zones, les pertes s'échelonnent entre 11 et 14 inactifs pour 10 actifs (zones d' Arras rural : 12, de Bergues : 14, d'Hazebrouck : 11, de Cambrai rural : 13, de l'Avesnois : 13, d'Orchies-Arleux : 14, du Boulonnais : 12 et du Calaisis : 12).

Pourtant, si l'on examine les bilans en valeur relative, on se rend compte que dans toutes les zones, les pertes d'inactifs sont moins élevées que les pertes d'actifs, et que les écarts entre ces deux pertes peuvent être élevés (cf. tableau)

TAB. 67: Solde migratoire des zones à dominante rurale selon l'activité.

Zones	: Solde migratoire	: Solde migratoire
	: Actifs	: Inactifs
	: %	: %
Bergues	: - 1 576 : - 8,3	: - 2 192 : - 6,7
Hazebrouck	: - 1 876 : - 4,9	: - 2 048 : - 3,3
Cambrai	: - 2 580 : - 5,6	: - 3 280 : - 4,4
Avesnois	: - 2 504 : - 5,5	: - 3 276 : - 4,2
Arras rural	: - 3 556 : - 8,9	: - 4 224 : - 6,6
Orchies-Arleux	: - 412 : - 4,6	: - 580 : - 3,2
Boulonnais	: - 996 : - 7,5	: - 1 244 : - 5,5
Calaisis	: - 820 : - 7,1	: - 1 024 : - 5,0
Saint-Omer rural	: - 1 080 : - 6,4	: - 948 : - 3,3
Béthune rural	: - 1 020 : - 9,1	: - 856 : - 4,1
Montreuil	: - 1 588 : - 9,0	: - 944 : - 3,2

Dans tous les cas on assiste donc à une baisse d'activité. Les pertes en inactifs, relativement modérées, s'expliquent par la part que tiennent les jeunes actifs dans cette émigration d'origine surtout rurale.

L'exode est général et frappe toutes les catégories socio-professionnelles. Une seule catégorie connaît parfois un solde migratoire positif : celle des agriculteurs (zone d'Arras rural : + 132, soit + 0,8 %, zone de l'Avesnois : + 48, soit + 0,5 %, zone d'Orchies-Arleux : + 16, soit + 0,9 %). Il s'agit d'un phénomène assez rare et de faible ampleur. De toutes manières, ces gains sont inférieurs aux pertes en agriculteurs des PME, traduisant un exode d'agriculteurs vers des régions autres que le Nord, de préférence vers la Picardie.

Mis à part les quelques cas cités ci-dessus, et ne concernant que les agriculteurs, les soldes migratoires sont négatifs pour toutes les catégories. L'importance des déficits varie fortement selon les zones, mais plusieurs constatations permettent de distinguer ces zones rurales d'émigration du pays minier, autre zone d'émigration. La catégorie "ouvriers" ne joue plus le même rôle ; les soldes migratoires de cette catégorie sont à peine supérieurs et même souvent inférieurs à ceux de la catégorie "employés" en valeur absolue. En valeur relative, cette dernière catégorie est une des plus touchées, avec des taux souvent inférieurs à - 20 % (zone d'Arras rural : - 31,7 %, zone de Bergues : - 23,6 %, zone du Boulonnais : - 25,4 %, zone du Calaisis : - 29,5 %, zone de Saint-Omer rural : - 23 %, zone de Béthune ru-

ral : - 24,7 %, zone de Montreuil : - 30,4 %). Il faut y joindre une perte très importante en valeur relative, comme en valeur absolue, des cadres moyens (la perte en "cadres supérieurs et professions libérales" est plus modérée), aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Ces pertes paraissent d'autant plus importantes qu'elles correspondent aux catégories moins bien représentées dans ces zones à dominante rurale que dans les zones urbaines. Mais elles montrent bien la nature de cet exode : c'est d'abord la population jeune et qualifiée qui part vers les zones urbaines ; mais une partie de la population jeune moins ou peu qualifiée quitte également ces zones, représentée par des ouvriers pour la population masculine, et par du personnel de service pour la population féminine. Cette dernière catégorie connaît un bilan migratoire fortement déficitaire en valeur relative comme en valeur absolue, avec des pertes atteignant et dépassant souvent - 20 ou même - 30 %. Enfin on peut remarquer le solde migratoire nettement négatif de la catégorie "patrons de l'industrie et du commerce", qui témoigne sans doute de l'attrait qu'exerce le petit commerce sur les anciens agriculteurs frappés par l'exode agricole.

Voir page suivante le tableau des soldes migratoires des zones à dominante rurale.

zones	:	1	:	2	:	3	:	4	:	5	:	6	:	7	:	8	
Bergues	:	+0,2	:	-1,7	:	-44,5	:	-26,4	:	-23,6	:	-8,3	:	-24,8	:	-19,7	%
Hazebrouck	:	-3,1	:	-1,1	:	-15,5	:	-11,6	:	-15,0	:	-3,0	:	-10,7	:	-20,6	
Cambrai R	:	-0,1	:	-0,9	:	-27,4	:	-21,7	:	-12,7	:	-3,2	:	-21,4	:	-4,5	
Avesnois	:	+0,5	:	+2,7	:		:	-17,4	:	-6,0	:	-3,9	:	-17,2	:	-21,6	
Arras R	:	+0,8	:	-3,0	:	-14,1	:	-23,4	:	-31,7	:	-11,8	:	-40,5	:	-36,0	
Orchies-A	:	+0,9	:	-0,3	:	-21,7	:	-10,8	:	-13,6	:	-1,5	:	-18,3	:	-30,3	
Boulonnais	:	-1,8	:	-1,0	:	-9,4	:	-6,5	:	-25,4	:	-7,0	:	-28,5	:	-44,7	
Calaisis	:	-0,6	:	-5,3	:	-3,3	:	-5,2	:	-29,5	:	-8,2	:	-18,6	:	-18,9	
St-Omer R	:	-1,5	:	-2,1	:	-1,9	:	-17,6	:	-23,0	:	-4,2	:	-15,7	:	-39,4	
Béthune R	:	-1,9	:	-11,7	:	-20,0	:	-29,9	:	-24,7	:	-7,0	:	-33,3	:	-54,5	
Montreuil	:	+0,1	:	-2,9	:	-16,2	:	-29,2	:	-30,4	:	-10,9	:	-27,8	:	-50,0	

TAB. 68 : Solde migratoire des zones à dominante rurale selon la CSD (%).

1 : agriculteurs

2 : patrons de l'industrie et du commerce

3 : cadres supérieurs et professions libérales

4 : cadres moyens

5 : employés

6 : ouvriers

7 : personnel de service

8 : divers

Cette étude ne nous permet que de mieux comprendre les grands mouvements migratoires. Pour rendre plus précisément compte de la causalité des migrations, il faudrait mener de pair l'étude de l'évolution socio-professionnelle entre 1962 et 1968,

celle des migrations alternantes par catégories et celle des migrations définitives , et encore faudrait-il comparer les mutations socio-professionnelles éventuelles des migrants et des non migrants. Une telle étude nécessiterait des moyens de recherche importants et des données dont nous ne disposons pas.

V - Les premiers enseignements du recensement de 1975 :

Le sondage au 1/5 ne fournit qu'un seul renseignement sur les migrations : la population selon la résidence en 1968 (en distinguant la population qui résidait dans la même commune de celle qui résidait dans une autre commune de la même région, du même département, du même canton, de la même ZPIU, de la même unité urbaine et des territoires métropolitains).

Aucun renseignement n'est fourni sur l'émigration (sinon par la confrontation, aux résultats aléatoires, des données du sondage et des soldes migratoires déduits de la comparaison des données des recensements successifs et de l'état-civil, confrontation dont nous avons déjà signalé les incohérences au point de vue méthodologique).

On ne peut donc en tirer qu'un nombre restreint d'indications. La stabilité de la population paraît toujours très forte sur le plan communal puisque 71 % des habitants du département du Nord et 75,9 % de ceux du département du Pas-de-Calais résidaient en 1975 dans la même commune qu'en 1968. Les changements de logement sont beaucoup plus fréquents que les changements de

commune et un peu moins de la moitié seulement de la population avait conservé le même logement, ce qui confirme l'importance de la mobilité, mais d'une mobilité à très courte distance.

a) La région demeure très fermée.

En 1975 94,6 % de la population du département du Nord et 96,6 % de celle du Pas-de-Calais résidaient déjà dans la région en 1968, l'apport extérieur se trouvait donc réduit à moins de 5 %.

Parmi les migrants, la plupart ne se sont livrés qu'à des migrations à courte distance. Sur les 23,4 % des migrants inter-communaux du département du Pas-de-Calais, 20,7 % ne quittèrent pas la région et 17,9 % le département, dans le département du Nord les proportions sont voisines, respectivement, 26,6 %, 23,3 % et 20,8 %.

Ces migrants intrarégionaux n'ont en général pas quitté leur ZPIU d'origine (16,7 % dans le Nord, et 12,2 % dans le Pas-de-Calais), ni même leur unité urbaine d'origine (12,7 % dans le Nord et 9,9 % dans le Pas-de-Calais).

Seuls quelques 10 % de la population résidant actuellement dans la région (la population ayant quitté la région étant exclue de notre observation) ont donc opéré une migration à moyenne distance entre 1968 et 1975.

Les populations rurales sont généralement plus fermées encore que les populations urbaines. Dans le Pas-de-Calais 79 %

des ruraux habitaient en 1975 dans la même commune qu'en 1968 et 98,9 % d'entre eux habitaient déjà la région en 1968. Les immigrés venus des autres régions françaises ou de l'étranger ne représentaient que 1,1 % de la population rurale. Dans le département du Nord, l'ouverture était à peine plus grande : 76,4 % des ruraux ne changèrent pas de commune de résidence entre 1968 et 1975 et 97,5 % d'entre eux habitaient déjà la région en 1968. Parmi les nouveaux immigrés des communes rurales, le quart provenait de communes appartenant au même canton.

Les populations périurbaines paraissent par contre plus ouvertes : il est difficile de les appréhender puisque leurs effectifs les font échapper au sondage au 1/5 et que les cantons sont rarement totalement périurbains. On constate toutefois que la mobilité des populations des cantons de La Bassée, et surtout de Cysoing et de Pont-à-Marcq est très grande et dépasse la mobilité habituelle des cantons ruraux (68 % seulement de non migrants communaux dans le canton de Cysoing). La population immigrée dans ces cantons provient essentiellement de la ZPIU de Lille, ce qui exprime le mouvement de réimplantation des citadins en zone périurbaine.

Quant-aux populations urbaines, leur ouverture est variable. Elle diffère beaucoup d'ailleurs suivant que l'on se place à l'échelon communal ou à celui des agglomérations.

A l'échelon communal, l'ouverture est relativement grande. 20 à 30 % de la population de chaque agglomération est formée de

migrants intercommunaux (1968-1975). Dans les agglomérations de Lille et de Dunkerque ceux-ci constituent plus du tiers de la population et dans celle d'Arras 40 %.

A l'échelon des agglomérations, les résultats sont très différents. Dans les grandes agglomérations il est rare que le pourcentage de la population non migrante à l'échelon des agglomérations représente moins de 80 % de la population totale. Elle forme 86 % de la population de l'agglomération lilloise, 82 % de celle de l'agglomération de Dunkerque, 83 % de celle de l'agglomération de Maubeuge. Dans le pays minier, la population est encore plus fermée : en 1975, 92 % de la population de l'agglomération de Lens, 91 % de celle de l'agglomération de Bruay-en-Artois, 89 % de celle de l'agglomération de Valenciennes ... y résidaient déjà en 1968. Dans les petites agglomérations la proportion de non migrants intercommunaux est plus élevée, mais elle l'est encore davantage à l'échelon des ZPIU.

Les migrations intrarégionales à courtes distances demeurent privilégiées, du moins à l'immigration (car en ce qui concerne l'émigration nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses). Cela demeure particulièrement net sur le littoral et dans le pays minier où la population immigrée est généralement originaire d'une autre commune de la même ZPIU et où la population immigrée originaire de régions autres que le Nord est souvent peu importante : moins de 4 % de la population de l'agglomération de Douai, moins de 3 % de celle de Valenciennes, moins de 2 % de celles de Lens et de Bruay-en-Artois. Dans la plupart des petites agglomérations, elle ne représente souvent

que moins de 3 % et même moins de 2 % de la population. Cette immigration ne prend davantage d'importance que dans les petites agglomérations proches de la Picardie (Fourmies, Bapaume, Frévent, Berck etc...) où elle correspond à des flux entre secteurs géographiques voisins, et dans quelques agglomérations de taille moyenne, notamment Arras et Cambrai où elle représente 6 à 7 % de la population résidente.

b) La mobilité à l'intérieur des agglomérations :

A partir des données du recensement de 1975, nous pouvons essayer de préciser la nature des courants migratoires qui traversent les agglomérations (mais en rappelant encore une fois que nous ne fondons nos observations que sur l'immigration). Il ne nous était pas possible d'étudier toutes les unités urbaines puisque nous ne disposons de données que sur les communes de plus de 5 000 habitants qui en font partie. C'est pourquoi nous avons isolé l'exemple de Lille, unité urbaine qui compte le plus grand nombre de communes de plus de 5 000 habitants.

1) L'exemple de l'agglomération lilloise :

La mobilité interne est assez élevée dans l'agglomération lilloise puisque 66,7 % seulement de ses habitants n'ont pas changé de commune de résidence entre les deux recensements. Pourtant 88,1 % de la population n'a pas quitté l'agglomération, 19,4 % de la population de l'unité urbaine de Lille a donc effectué une migration intercommunale à l'intérieur de l'agglomération.

mération.

Les communes qui ont le moins accueilli de population nouvelle sont les communes centrales : Lille et surtout Roubaix et Tourcoing, et les communes dont la population s'est stabilisée récemment : Wattrelos, Loos, Lomme. Les communes qui ont le plus accueilli de population nouvelle sont les communes dont l'expansion a été récente et qui ont absorbé la majorité de l'accroissement démographique de l'agglomération : à Bondues, Hem, Mons-en-Baroeul, Villeneuve d'Ascq et Wattignies plus de la moitié de la population de 1975 résidait dans une autre commune en 1968 (on conçoit aisément les profondes modifications des structures, des mentalités et des habitudes quotidiennes de vie qu'ont entraîné ces apports). Mais il faut remarquer que la mobilité est également importante dans certaines communes de vieille banlieue dont la population a pourtant diminué : Hellemmes, La Madeleine, Mouvaux où la proportion des immigrants intercommunaux est supérieure à la moyenne de l'agglomération.

La question se pose de savoir d'où viennent ces nouveaux habitants.

Un grand nombre provient de la ZPIU de Lille, 89,2 % de la population actuelle de l'agglomération de Lille y résidaient déjà en 1968. 62 % des immigrants intercommunaux n'ont donc pas quitté la ZPIU et 58 % l'unité urbaine. Où se sont fixés ces migrants intra-unité urbaine ? Le brassage a été considérable et dans chaque commune une part importante (généralement supérieure à 20 %) de la population a été remplacée par une population issue

d'une autre commune de l'agglomération. En valeur absolue, c'est évidemment Lille, Roubaix et Tourcoing qui ont accueilli le plus grand nombre de ces migrants intra-agglomération, mais en valeur relative, la part de ces villes est faible (de 30 % à Lille à 50 % à Roubaix) par rapport aux taux enregistrés dans les communes de banlieue : 72. % à Bondues, 70 % à Croix, 73 % à Fâches-Thumesnil, 82 % à Hem, plus de 60 % ailleurs sauf à Villeneuve d'Ascq. Il faut donc en conclure que les déplacements de commune à commune ont été complexes dans l'agglomération, que Lille ne joue pas un rôle privilégié dans ces échanges (la ville se vide et accueille peu) et que les mouvements migratoires directs entre communes de banlieue sont très développés.

L'agglomération lilloise a cependant accueilli près de 120 000 habitants provenant de communes extérieures à la ZPIU. Lille en a accueilli plus du quart : 33 835 h (dont 6 280 en provenance de l'étranger et plus de 10 000 en provenance des régions françaises autres que le Nord), Roubaix 11 % : 13 720 h (dont 6 170 en provenance de l'étranger et 3 600 en provenance des régions françaises autres que le Nord), Tourcoing 10 % : 11 810 h (dont 5 070 en provenance de l'étranger). Ces trois villes ont ainsi absorbé pratiquement 50 % de l'immigration dans l'agglomération. Il est toutefois intéressant de constater que l'autre moitié s'est portée directement sur les communes de banlieue et principalement sur 2 d'entre-elles : Villeneuve d'Ascq (7,7 % ; 9 260 h) et Mons-en-Baroeul (5,3 % : 6 435 h). Ce choix des communes de banlieue est surtout le fait d'immigrants

en provenance du reste de la région du Nord ; sur les 53 565 immigrants dans l'agglomération qui sont originaires de communes de la région du Nord, 42 % seulement se sont fixés à Lille, Roubaix ou Tourcoing qui ont accueilli par contre 58 % des immigrants en provenance des autres régions et 61 % des immigrants en provenance de l'étranger.

Une synthèse très approximative de ces résultats permet de constater :

- que les villes-centres de l'agglomération sont celles dont la population a été le moins renouvelée, mais que paradoxalement ce sont celles qui, en fonction de leur pouvoir attractif, ont accueilli la majorité des immigrants extérieurs à la région du Nord,
- que les communes de banlieue à forte croissance récente se sont peuplées à la fois en accueillant une partie des immigrants extérieurs de l'agglomération, mais surtout une part importante des immigrants intercommunaux internes de l'agglomération.
- qu'il y a donc déversement de la population des centres, mais aussi des autres communes de l'agglomération sur les communes où les logements nouveaux se sont multipliés.
- qu'il y a un brassage important de population à travers toute l'agglomération et un renouvellement important de la population de chaque commune que ne laisse pas supposer la relative stabilité des effectifs d'un grand nombre de communes de l'agglomération lilloise.

2) Les autres grandes agglomérations :

Le cas de l'agglomération lilloise n'est pas unique ; dans l'agglomération de Valenciennes par exemple on retrouve, mais en moins mobile, le même schéma (les non migrants sont plus nombreux à Valenciennes et Denain qui accueillent pourtant l'essentiel des immigrants externes à l'agglomération, qu'à Aulnoy ou Douchy-les-Mines qui accueillent surtout des immigrants originaires d'autres communes de l'agglomération), on le retrouve moins nettement à Dunkerque où la mobilité d'ensemble est encore plus faible, mais très voisine d'une commune à l'autre.

c) Typologie des migrations à l'échelon des principales agglomérations :

A partir des taux d'immigration, des taux de solde migratoire et des évaluations des taux d'émigration (opération qui n'est possible qu'à l'échelon des principales agglomérations où les données du sondage au 1/5 comportent moins d'incertitudes qu'à l'échelon des petites unités administratives) on peut esquisser une typologie des agglomérations en fonction des comportements migratoires de leur population, à condition de se contenter des ordres de grandeur des taux.

Le tableau 69 fournit les résultats. Dans l'ensemble il y a eu peu de modifications par rapport à la période 1962-1968 :

- Le pays minier se caractérise toujours par des taux très faibles aussi bien à l'émigration qu'à l'immigration, mais les taux

	a	b	c
Douai	1	2	1
Lille	2	2	2
Valenciennes	1	1	1
Dunkerque	3	2	5
Maubeuge	2	2	3
Armentières	2	2	4
Cambrai	3	3	3
St.Amand-les-Eaux	2	2	2
Aulnoye-Aymeries	3	3	2
Hazebrouck	3	3	2
Fourmies	3	3	2
Lens	1	2	1
Béthune	2	3	1
Bruay-en-Artois	3	3	1
Boulogne-sur-Mer	2	2	1
Calais	2	2	2
Arras	3	3	4
Saint-Omer	3	2	5

TAB. 69 : TYPOLOGIE DES MIGRATIONS INTERNES. Principales unités urbaines de la région Nord/Pas-de-Calais. 1968-1975.

a : Taux d'immigration interne :
$$\frac{\text{immigrants internes}}{\text{non migrants} + \text{immigrants internes}}$$

- 1) taux peu élevé : moins de 12 %
- 2) taux moyen : de 12 à 18 %
- 3) taux élevé : plus de 18 %

b : Taux d'émigration interne :
$$\frac{\text{émigrants internes}}{\text{non migrants} + \text{émigrants internes}}$$

- 1) taux peu élevé : moins de 12 %
- 2) taux moyen : de 12 à 18 %
- 3) taux élevé : plus de 18 %

c : Solde migratoire interne :
$$\frac{\text{solde migratoire}}{\text{non migrants} + \text{immigrants}}$$

- 1) fortement déficitaire : inférieur à - 5 %
- 2) modérément déficitaire : de - 5 % à - 1 %
- 3) à peu près nul : de - 1 % à + 1 %
- 4) modérément excédentaire : de + 1 % à + 5 %
- 5) fortement excédentaire : plus de 5 %

d'émigration demeurent très supérieurs aux taux d'immigration (doubles dans les unités urbaines de Lens et de Bruay-en-Artois).

- Dans l'agglomération lilloise les taux demeurent très moyens et très proches les uns des autres.

- Le taux d'immigration de l'agglomération de Dunkerque s'est incontestablement accru, mais parallèlement au taux d'émigration. La mobilité est plus grande mais le solde migratoire a peu changé et demeure important pour la région.

- Dans les agglomérations de Calais et de Boulogne la mobilité est moyenne, mais l'émigration l'emporte toujours sur l'immigration, tandis que dans l'agglomération de Maubeuge, le solde migratoire demeure presque nul.

- La mobilité demeure très importante dans les unités urbaines de Saint-Omer, Arras et Cambrai, mais entraîne des soldes migratoires différents de ceux de la période précédente : à peu près nul à Cambrai, modérément excédentaire à Arras et fortement excédentaire à Saint-Omer.

- Enfin dans les agglomérations plus petites, la mobilité paraît bien plus importante, ce qui nous fait émettre l'hypothèse suivante : les migrations intercommunales étant obligatoirement réduites à l'intérieur des petites agglomérations, ceci provoquerait un renforcement des migrations à moyenne et longue distance.

d) La permanence des types de migrations :

Sans que l'on puisse préjuger avec certitude du maintien

pendant la période 1968-1975 des flux observés pendant la période 1962-1968, l'examen des premières données du recensement de 1975 amène à considérer qu'il y a pérennité des taux de migrations et vraisemblablement, dans leurs grands traits, des flux migratoires, ce que ne démontrent pas les observations des spécialistes de l'économie et de l'aménagement régional.

NOTES ADDITIVES :

[01] : Pour plus de détails sur les méthodes utilisées : cf. P.J. THUMERELLE : Les migrations définitives dans la région du Nord. 1962-1968. - Rapport de contrat INED. Lille, 1973.

[02] : Chiffre variable selon les sources : de 17 424 (tableau D 20) à 21 760 (Mi 277 et 278 V) et 20 688 (Mi 501 Q)
non migrants internes

[03] : Taux d'"inertie" : $\frac{\text{non migrants} + \text{immig. internes}}{\text{non migrants} + \text{immig. internes}}$

Taux élevés (toutes régions de faible mobilité et généralement d'émigration) :

	1968	1975
Nord/Pas-de-Calais	95,5	96,9
Bretagne	93,4	92,1
Pays de la Loire	93,1	92,0
Alsace	92,2	93,4
Lorraine	92,2	94,3

Taux bas (toutes régions de forte mobilité et généralement d'immigration) :

	1968	1975
Provence-Côte d'Azur	74,2★	86,7
Languedoc-Roussillon	83,7★	88,3
Corse	84,8★	-
Centre	86,5	86,7
Ile de France	85,5	90,2

★: rôle des rapatriés

[04] : Zone curieusement découpée puisque comprenant la zone de la moyenne Sensée autour d'Arleux et le Sud du Pévèle autour d'Orchies. Il est impossible de faire la part de chacun de ces deux secteurs dans le mouvement d'immigration.

RESUME ET CONCLUSION DU CHAPITRE I :

Bien que la population de la région Nord/Pas-de-Calais soit une des moins mobiles de France et qu'elle participe peu, proportionnellement au nombre de ses habitants, aux grands flux migratoires inter-régionaux, elle subit un profond déficit migratoire qui n'a actuellement d'équivalent qu'en Lorraine.

Depuis longtemps, l'excédent des échanges migratoires avec l'étranger (principalement Afrique du Nord et Portugal, secondairement Pologne) ne compense plus le déficit permanent des échanges migratoires internes qui s'aggrave constamment (- 170 000 h entre 1968 et 1975). Depuis la période 1962-1968, la balance des échanges migratoires entre la région Nord/Pas-de-Calais et chacune des autres régions françaises est devenue négative. Les flux inter-régionaux traversant la région du Nord demeurent relativement stables et témoignent toujours de la prééminence de l'attraction parisienne qui absorbe plus du tiers de son déficit migratoire, cependant que l'attraction du Midi méditerranéen et de la Picardie voisine se renforce.

La mobilité intra-régionale, plus élevée que la mobilité extra-régionale, est en général également très modérée. Les flux intra-régionaux se décomposent en 3 familles de flux superposés :

- les flux intercommunaux à l'intérieur des agglomérations et des Z.P.I.U., les plus intenses et les plus mal connus, qui

ne modifient que la distribution spatiale interne des agglomérations et sont sans effet sur la répartition en grandes masses de la population ;

- les flux de proximité, établis entre zones limitrophes, généralement intenses, mais dont les résultantes sont très variables en fonction du pouvoir d'attraction de ces zones ;
- les flux liés aux pôles régionaux d'attraction dont le plus important est le pôle lillois, le seul à exercer son attraction sur l'ensemble de la région Nord/Pas-de-Calais, les autres pôles (dont Dunkerque et Arras) n'exerçant d'attraction que sur des zones géographiquement plus limitées.

C'est uniquement au détriment des zones minières (déficit migratoire très accentué à l'Ouest et au centre du bassin, atténué à l'Est par le glissement d'Ouest en Est de la population minière) et des zones rurales (déficit migratoire le plus considérable en valeur relative), qu'ont été réalisés les excédents migratoires des principales agglomérations urbaines non minières, qui par ailleurs témoignent d'une faible attractivité sur les régions françaises autres que le Nord/Pas-de-Calais.

Les migrations paraissent toujours étroitement liées à l'évolution économique régionale et plus précisément aux variations locales des marchés de l'emploi. Les migrations de retraite intra-régionales ne paraissent jouer un certain rôle que dans la zone de Berck-Le Touquet, et l'émigration de retraite vers le Midi de la France demeurent toujours très limitée, compte-tenu de la faible

mobilité de la population de la région et de la modicité des revenus de ses retraités.

Le contexte socio-économique, étudié dans le chapitre suivant, explique la faible attractivité de la région Nord/Pas-de-Calais et les modifications de la répartition interne de sa population que provoquent les flux migratoires qui lui sont liés.

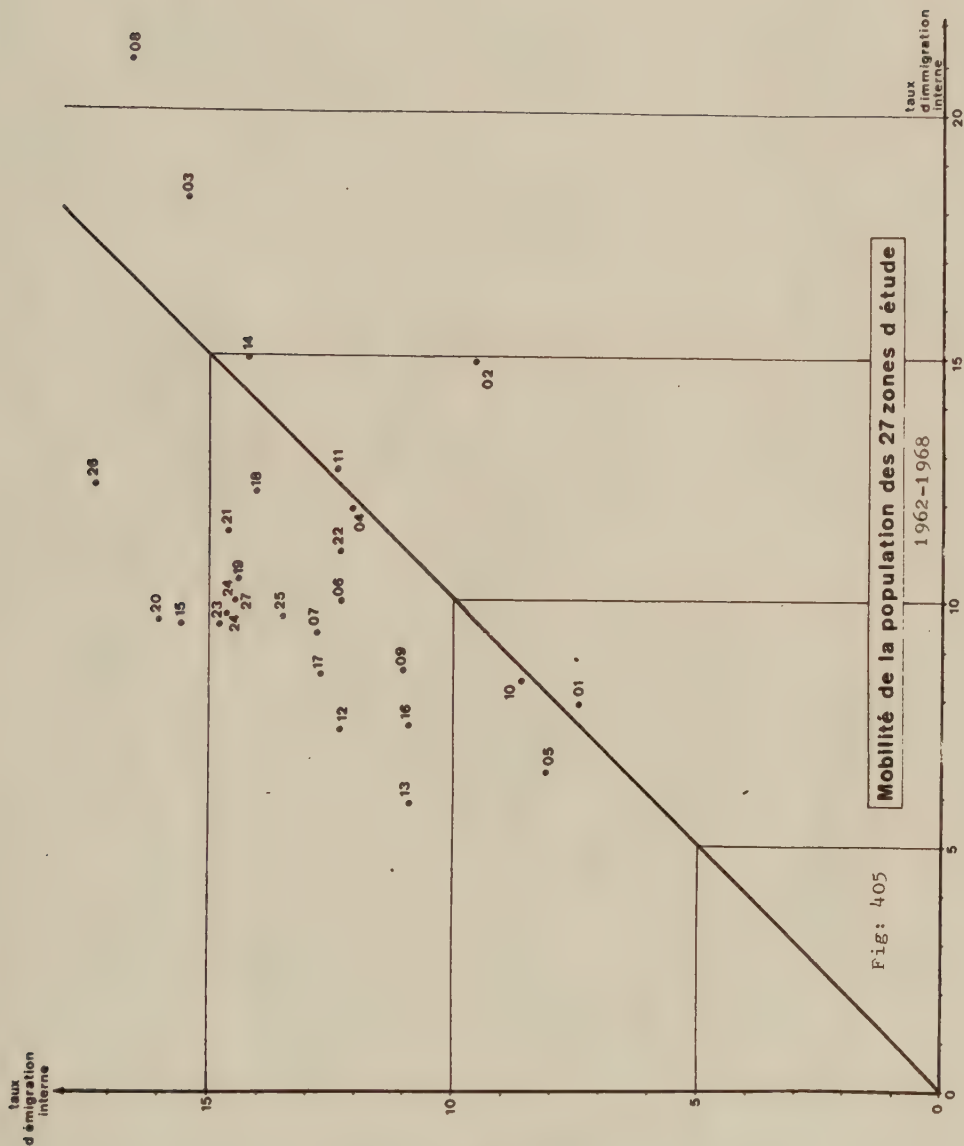
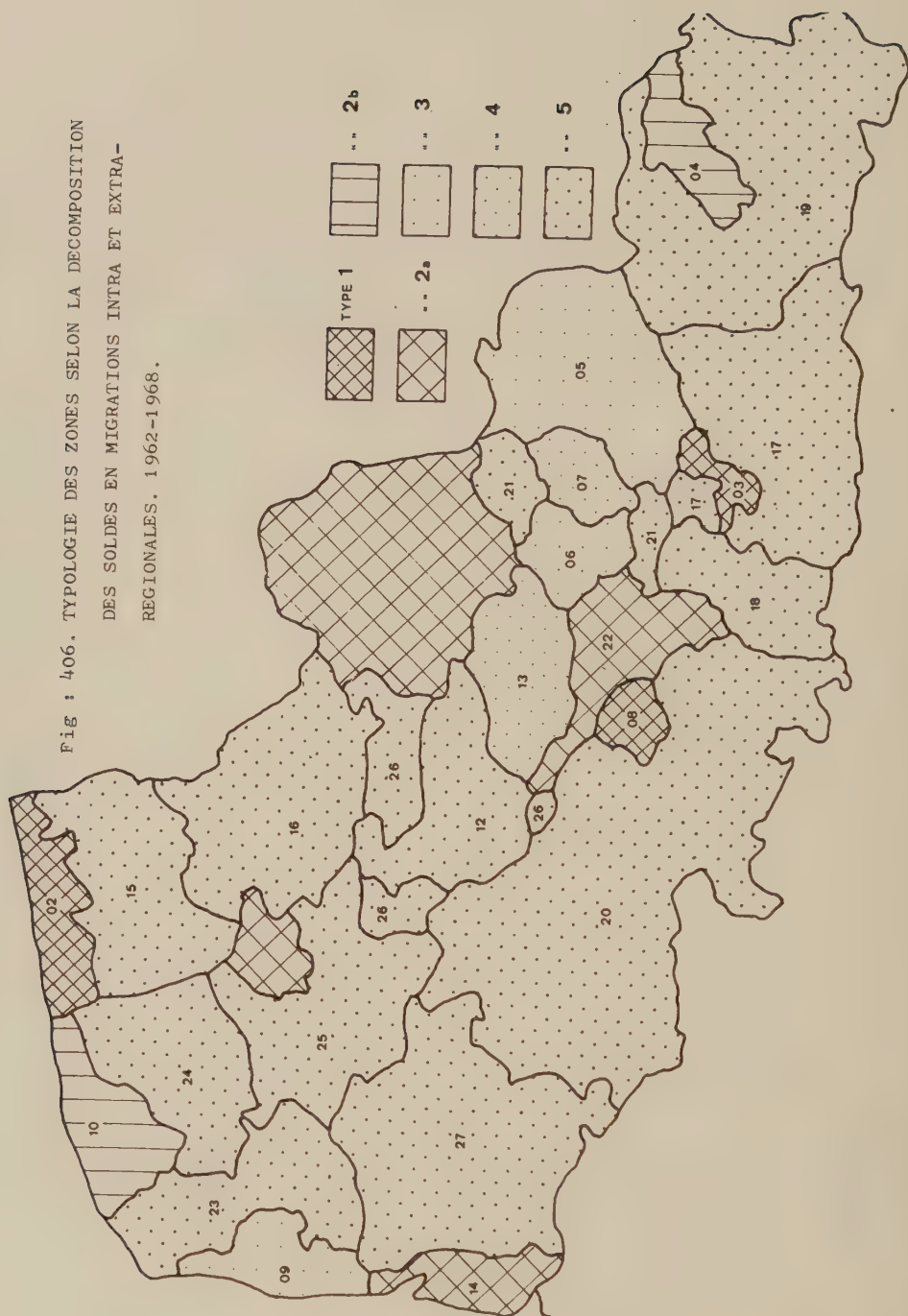


Fig : 406. TYPOLOGIE DES ZONES SELON LA DECOMPOSITION
DES SOLDES EN MIGRATIONS INTRA ET EXTRA-
REGIONALES, 1962-1968.



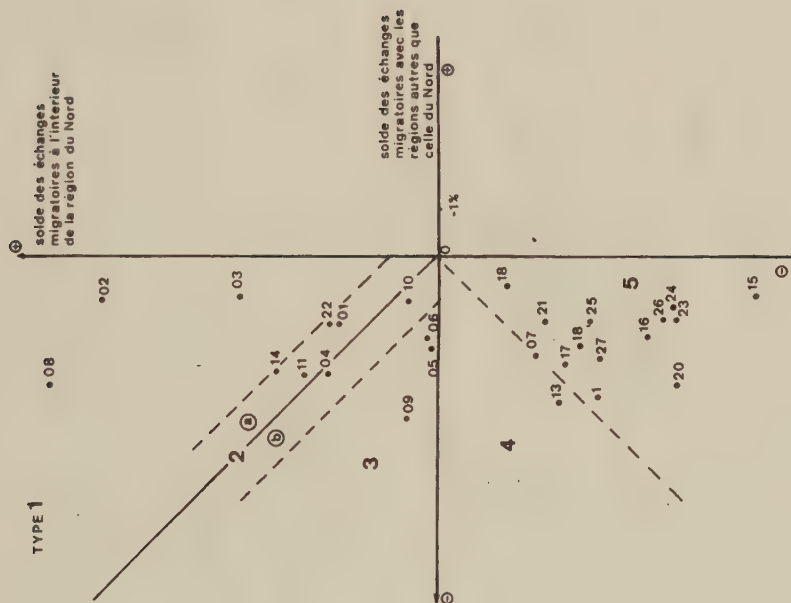


FIG. 407 : MOBILITE DE LA POPULATION DES AGGLOMERATIONS ET COMMUNES MINIERES DE PLUS DE 10 000 H.
1962-1968.

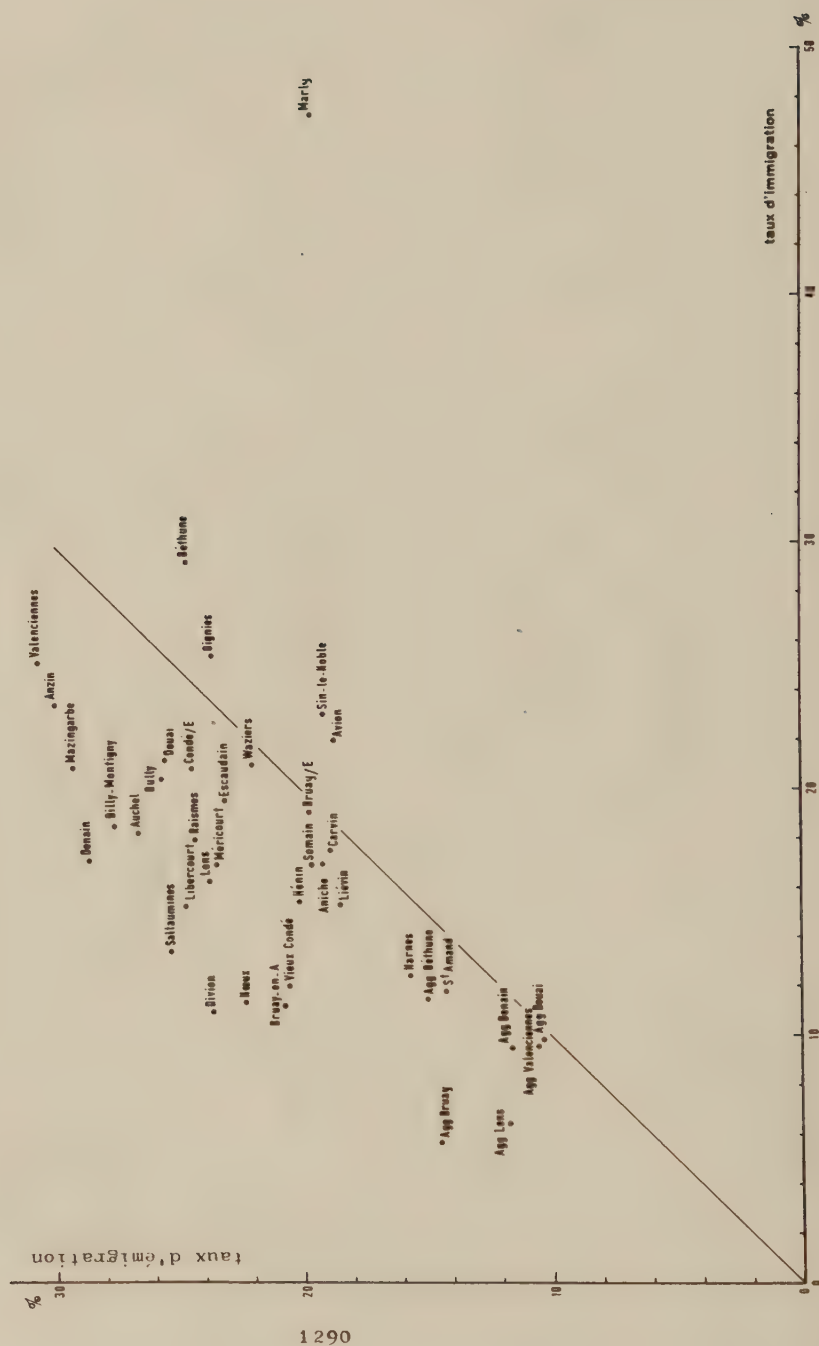
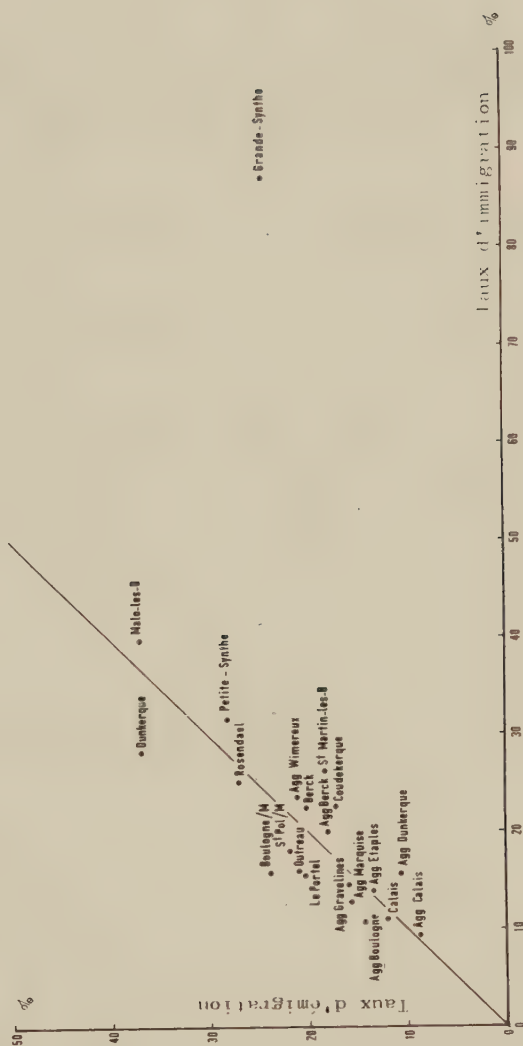


FIG. 408 : MOBILITE DE LA POPULATION DES AGGLOMERATIONS ET COMMUNES DE PLUS DE 10 000 H. DE LA ZONE LITTORALE. 1962-1968.



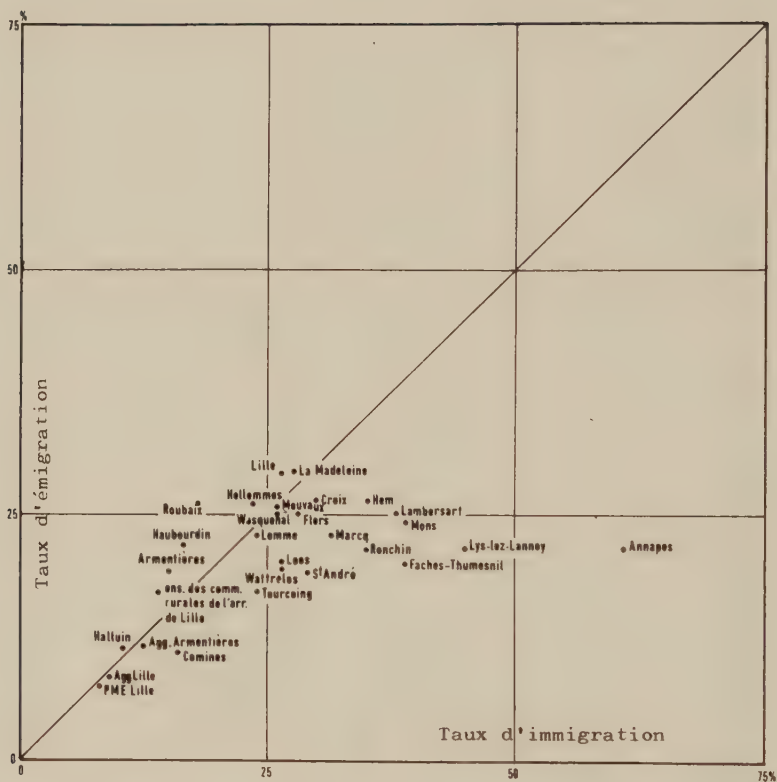


FIG. 409 : MOBILITE DE LA POPULATION DES AGGLOMERATIONS ET DES COMMUNES DE PLUS DE 10 000 H. DE LA REGION LILLOISE. 1962-1968.

CHAPITRE 2

LES STRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET SOCIO-CULTURELLES

L'étude de ces structures pourrait facilement à elle-seule remplir un volume, nous ne prétendons donc pas ici nous livrer à leur analyse exhaustive qui serait autant sinon plus du ressort des économistes et des sociologues que des géographes, mais nous avons essayé de dégager les principales caractéristiques socio-économiques et socio-culturelles de la population de la région du Nord dans la perspective d'expliquer les différences de structure par âge et de comportement (mobilité, fécondité) de cette population.

I - La population active :

a) La sous-activité :

1) Le nombre des actifs :

1) 1. Les actifs sont relativement moins nombreux dans la région du Nord que dans les autres régions françaises :

Au recensement de 1975 [01] on a dénombré 1 429 000 actifs dans la région du Nord, ceux-ci représentent 6,5 % de la population active française, alors que la population de la région

Ensemble des sexes :

	1954	1962	1968	1975
Rég. Nord	1362451	1331300	1372544	1429245
France	19285000	19252000	20397976	21774860

	% annuel moyen.					
	1954-1962	1962-1968	1968-1975	% 54-62	% 62-68	% 68-75
Rég. Nord	- 31151	+ 41244	+ 56701	- 0,3	+ 0,5	+ 0,6
France	- 33000	+1145976	+1376884	- 0,02	+ 1,0	+ 0,9

Sexe masculin :

	1954	1962	1968	1975
Rég. Nord	959806	923669	937828	939620
France	12602000	12587000	13271532	13642675

	% annuel moyen.					
	1954-1962	1962-1968	1968-1975	% 54-62	% 62-68	% 68-75
Rég. Nord	- 36137	+ 14159	+ 1792	- 0,5	+ 0,3	+ 0,03
France	- 15000	+684532	+371143	- 0,02	+ 0,9	+ 0,4

Sexe féminin :

	1954	1962	1968	1975
Rég. Nord	402645	407631	434716	489625
France	6683000	6578000	7126000	8132185

	% annuel moyen.					
	1954-1962	1962-1968	1968-1975	% 54-62	% 62-68	% 68-75
Rég. Nord	+ 4986	+ 27085	+ 54909	+ 0,2	+ 1,1	+ 1,7
France	-105000	+548000	+1006185	- 0,2	+ 1,3	+ 1,9

FIG. 410: Evolution de la population active (indice base 100 en 1954)



représente 7,4 % de la population française totale.

La faiblesse relative de la population active de la région du Nord apparaît encore plus nettement lorsque l'on met en parallèle la part de la population active féminine régionale (6 %) dans la population active féminine nationale et la part de la population féminine régionale dans la population féminine totale.

Cette sous-activité peut partiellement s'expliquer par des facteurs démographiques et socio-économiques. La population de la région du Nord est plus jeune que l'ensemble de la population française (encore que ce facteur ne joue qu'assez peu, puisqu'à la grande proportion de jeunes correspond une proportion inférieure de personnes âgées), les agriculteurs sont proportionnellement peu nombreux dans la région (or la population agricole travaille jusqu'à un âge avancé et l'activité féminine agricole est relativement importante), et certaines catégories de travailleurs, notamment les mineurs, y bénéficient d'une retraite précoce (le nombre de mineurs a été jadis très important, ce qui explique le grand nombre des retraités des mines, bien plus élevé que celui des mineurs en activité).

Mais ces facteurs qui restreignent l'activité ne suffisent pas à expliquer la différence qui sépare le taux d'activité de la région du Nord (35,7 %) du taux français (41,1 %).

Il existe dans la région du Nord une sous-activité spécifique, ancienne et permanente.

1) 2. La sous-activité est ancienne et permanente.

En 1954 cette sous-activité existait déjà et s'inscrivait

dans une tradition ancienne. L'évolution depuis cette date fut défavorable à la région du Nord et n'a pas mis fin à cette situation.

De 1954 à 1962 le nombre des actifs a diminué en France au rythme de 0,02 % par an contre 0,3 % dans la région du Nord. De 1962 à 1968 il a augmenté au rythme de 1,0 % par an en France contre 0,5 % dans la région du Nord. De 1968 à 1975 l'écart entre les rythmes de croissance (respectivement + 0,9 % et + 0,6 %) s'est à peine atténué. Ainsi la population active française représente en 1975 112,9 % de la population active de 1968, alors que celle de la région du Nord n'en représente que 104,9 %.

Entre 1968 et 1975 à une croissance de 6,8 % de la population active française n'a correspondu qu'une croissance de 4,1 % de la population active régionale, alors que la population d'âge actif s'est accrue dans la même proportion dans la région du Nord que dans l'ensemble de la France et que le nombre des 20-40 ans s'y est même accru plus rapidement. La sous-activité demeure donc.

Cependant l'évolution de l'activité masculine a été bien différente de celle de l'activité féminine. En 1954 la sous-activité féminine était écrasante dans cette région du Nord tournée vers les industries de base : 29 % seulement de la population féminine exerçait une activité ; depuis elle l'est moins. De 1954 à 1962 les effectifs de la population active masculine diminuèrent dans la région comme dans l'ensemble de la France (plus fortement en valeur relative dans la région : - 0,5 % contre - 0,02 %); pendant ce même temps, les effectifs de la popu-



FIG. 411 : VARIATIONS ANNUELLES DE L'EMPLOI SALARIE. (Source INSEE)

	A		B			C
	62-68	68-74	62-68	68-74	62-68	68-74
Région Nord/Pas-de-Calais						
-Hommes	33,8	60,6	- 2,5	+20,4	+ 3,8	+ 4,0
-Femmes	36,0	56,6	+17,3	+44,6	+ 4,3	+ 2,4
-Ensemble	69,8	117,2	+14,8	+65,0	+ 4,0	+ 3,5
Département du Nord						
-Hommes	14,2	35,3	+ 3,3	+23,6	+ 1,7	+ 1,8
-Femmes	15,8	37,8	+ 7,1	+33,6	+ 3,0	+ 1,3
-Ensemble	30,0	73,1	+10,4	+57,2	+ 2,1	+ 1,6
Dép. du Pas-de-Calais						
-Hommes	19,6	25,3	- 5,8	- 3,2	+ 7,6	+ 7,9
-Femmes	20,2	18,8	+10,2	+11,0	+ 7,2	+ 4,9
-Ensemble	39,8	44,1	+ 4,4	+ 7,8	+ 7,5	+ 7,0

A : Accroissement des ressources de main d'oeuvre (lieu de résidence) en milliers.

B : Evolution des emplois occupés (lieu de travail) en milliers.

C : Ecart "Ressources-Emplois" en % de la population active totale disponible en fin de période.

TAB. 71 : BILAN DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE MAIN D'OEUVRE - Région du Nord.

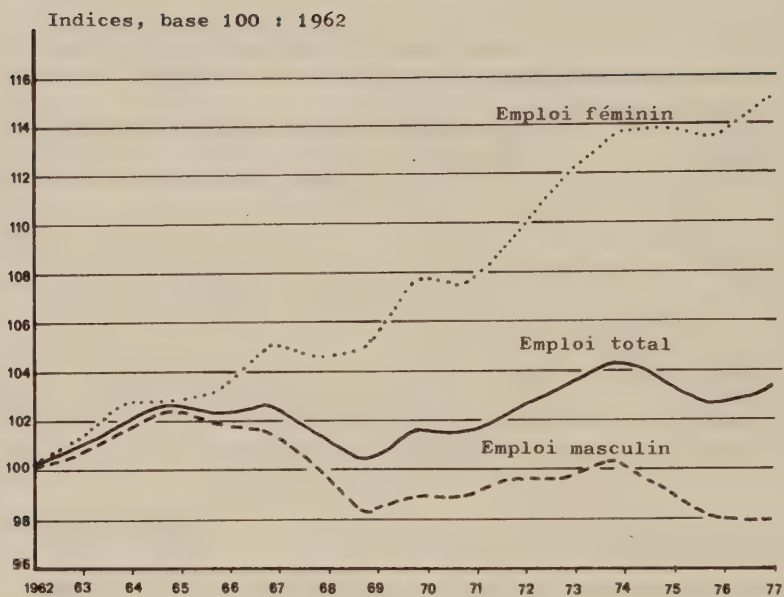


FIG. 412 : EVOLUTION DE L'EMPLOI SELON LE SEXE. Région Nord/Pas-de-Calais. (Source INSEE)

lation active féminine qui diminuèrent dans l'ensemble de la France (- 0,2 %) augmentèrent dans la région (+ 0,2 %). De 1962 à 1975 l'ensemble des taux de variation fut positif sur le plan national comme sur le plan régional ; mais la population active féminine s'accrut fortement (bien que moins rapidement en valeur relative que dans l'ensemble du pays) dans la région, tandis que la population active masculine, après une faible croissance, se stabilisait (cf. tableau).

En 1975, sur la base 100 de 1954, la population active masculine régionale était égale à 97,9 (France : 108,3), la population active féminine à 121,6 (France : 121,7).

La population active féminine au cours des 20 dernières années ne s'est donc finalement accrue en moyenne qu'au rythme national, sans qu'il y ait réduction des écarts entre les taux d'activité nationaux et régionaux, tandis que la population active masculine diminuait.

2) Insuffisance des emplois offerts, chômage et émigration :

L'évolution économique régionale des vingt dernières années n'a pas correspondu à celle des besoins en emplois. La montée des jeunes a été plus ressentie dans la région où la fécondité est traditionnellement forte et où l'économie était en crise que dans la plupart des autres régions, et d'autant plus ressentie que les nouvelles générations féminines cherchèrent davantage que leurs aînées à exercer une profession.

De 1968 à 1975 le nombre total des emplois recensés [02]

n'a augmenté que très peu : + 2,6 % contre + 15 % en France. Le nombre des emplois masculins a même diminué de 0,4 % (France : + 1,8 %), les emplois supplémentaires offerts étant surtout des emplois féminins (+ 9,5 % contre + 10,8 % en France). La suppression des emplois dans les branches industrielles en difficultés a été très difficilement compensée par la création de nouveaux emplois masculins et surtout d'emplois masculins qualifiés.

Il n'est donc pas étonnant que l'on ait assisté au développement de deux phénomènes que nous avons déjà analysé : le développement du chômage, et en particulier du chômage des jeunes, et l'émigration des actifs. Dans le chapitre 4 de la première partie, nous avons mesuré l'évolution du nombre des chômeurs d'après les demandes d'emploi non satisfaites relevées par l'échelon régional de l'emploi.

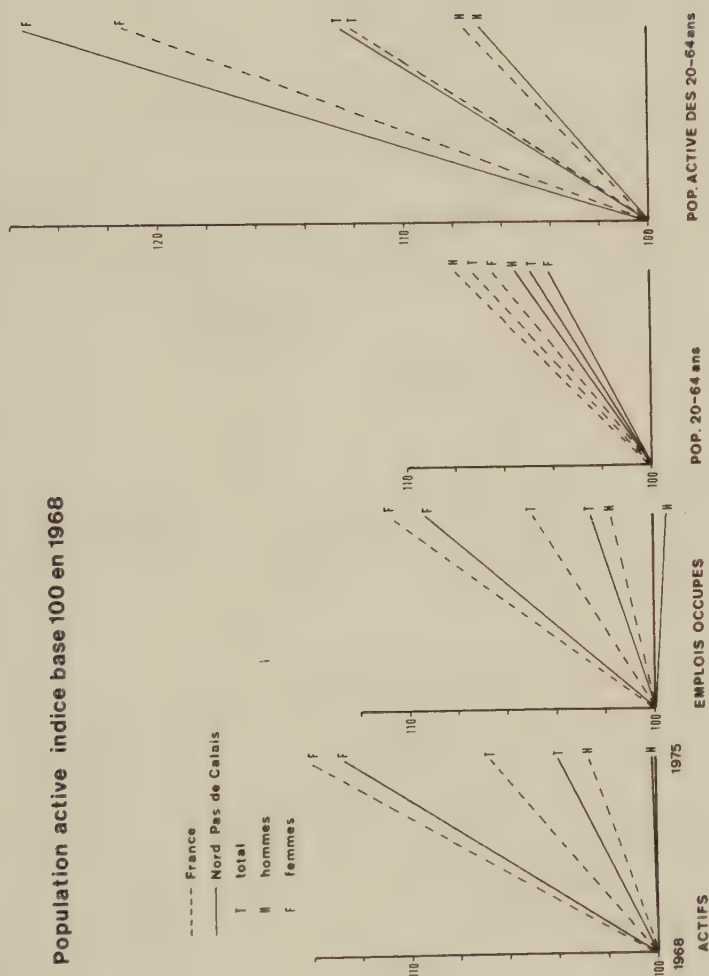
Les résultats des recensements, qui n'ont pas l'avantage de fournir des séries continues, comme les données que nous venons d'évoquer confirment cette évolution.

En 1962 on recensa environ 10 000 personnes disponibles à la recherche d'un emploi [03] dans la région du Nord, en 1968 environ 35 000 et en 1975 57 000 [04] . Près de 40 % de l'augmentation des effectifs de la population active entre 1968 et 1975 ne correspondent en fait qu'à l'accroissement de la population active disponible à la recherche d'un emploi.

Certes l'augmentation du chômage est un phénomène national, mais la région est particulièrement touchée. Elle se classe au 3^e rang des régions françaises par le nombre des demandes d'emploi non satisfaites (après la région Provence-Côte d'Azur et

FIG. 413 Population active indice base 100 en 1968

1303



la région parisienne). Exprimée en taux la situation de la région n'est qu'en apparence moins critique : en Mars 1975, plus de 50 % de la population disponible à la recherche d'un emploi avait moins de 25 ans, et les femmes formaient la moitié de cette population.

Si le chômage n'est pas plus développé, c'est parce que l'émigration, et particulièrement celle des jeunes, s'est amplifiée.

Or la structure par âge de la région et l'évolution des taux d'activité féminine sont telles que la pression sur le marché de l'emploi devrait demeurer vive pendant de nombreuses années encore et alimenter ainsi un flot d'émigration permanent.

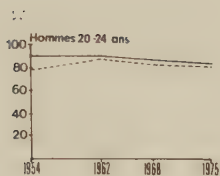
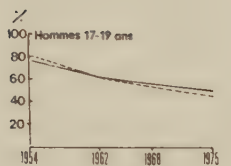
b) Les taux d'activité par sexe et par âge :

1) Sexe masculin :

Pendant la période 1954-1975 on a assisté à une réduction générale de l'activité à tous les âges, mais à peine perceptible entre 25 et 40 ans et surtout sensible aux autres âges.

1) 1. Réduction de l'activité aux jeunes âges :

La diminution de l'activité aux jeunes âges fut générale dans toute l'Europe occidentale. En 1954, 63 % des jeunes de 15 à 19 ans de la région du Nord étaient actifs contre 28,2 % en 1975. Cette réduction de l'activité est due principalement de l'âge légal de fin d'études porté de 14 à 16 ans, mais aussi à d'autres facteurs, puisque de 1968 à 1975 le taux d'activité de



Nord-Pas de Calais — France - - - -

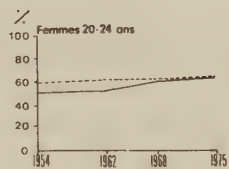
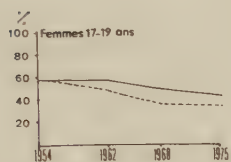


FIG. 414 : EVOLUTION DES TAUX D'ACTIVITE DE LA POPULATION ÂGÉE DE MOINS DE 25 ANS. (Source INSEE)

la population de 17 à 19 ans est passé de 57,7 % à 47,5 %. Les devancements d'appel plus fréquents (parce que dans une région où les difficultés d'embauche sont importantes, il est préférable d'être dégagé au plus tôt des obligations militaires), la multiplication des engagements dans la marine ou dans l'armée (autre remède au chômage), et plus encore la prolongation de la scolarité ont provoqué ce recul du taux d'activité.

Les mêmes phénomènes jouent pour la population âgée de 20 à 24 ans dont le taux d'activité (en dehors de la période de la guerre d'Algérie où l'allongement de la durée du service militaire avait provoqué une chute considérable de l'activité entre 20 et 24 ans, cf. courbe des taux d'activité de 1962) est passé de 89,5 % en 1954 à 75,1 % en 1968 et à 72,4 % en 1975.

Cette évolution fut strictement parallèle à l'évolution générale de la population active française, mais, bien qu'atténuée, la différence fondamentale qui résidait dans la précocité de l'activité dans la région du Nord s'est maintenue. En 1975, le taux d'activité des 17-19 ans ne s'élevait qu'à 46,2 % en moyenne en France et celui des 20-24 ans à 70,2 %.

1) 2. Réduction de l'activité aux âges avancés :

Alors que traditionnellement les taux d'activité régionaux sont plus élevés aux jeunes âges que les taux nationaux, Ils le sont moins aux âges avancés, les écarts entre taux nationaux et régionaux se creusant à partir de 45-49 ans. Ainsi en 1975, le taux d'activité masculine des 50-54 ans qui était de 92,2 % en moyenne en France ne s'élevait plus qu'à 82,4 % dans la région et

FIG. 415 : Région Nord : taux d'activité féminine

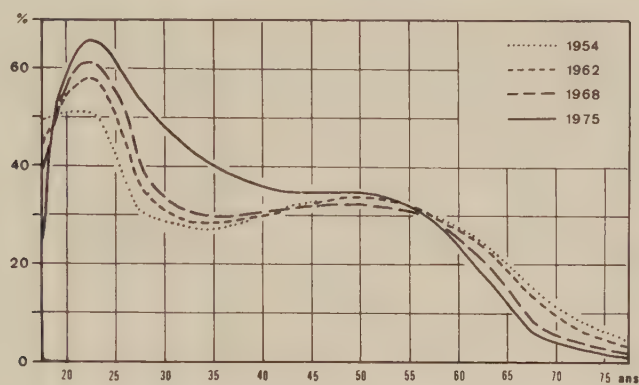


FIG. 416 : Taux d'activité masculine de la Région Nord-Pas-de-Calais

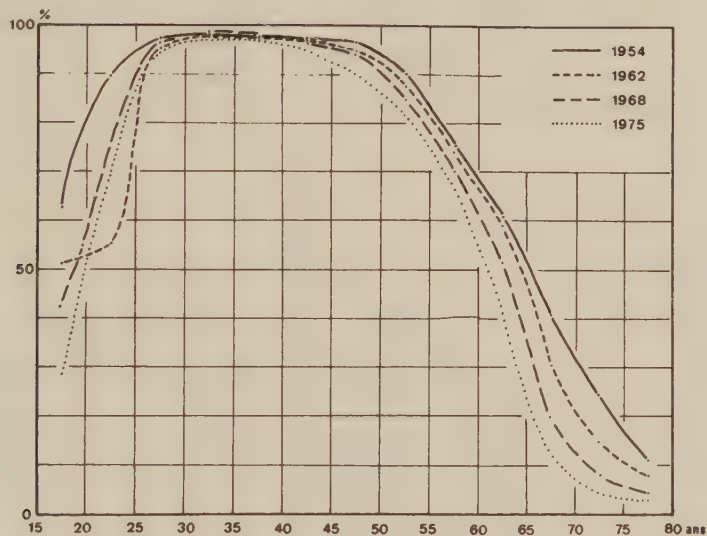
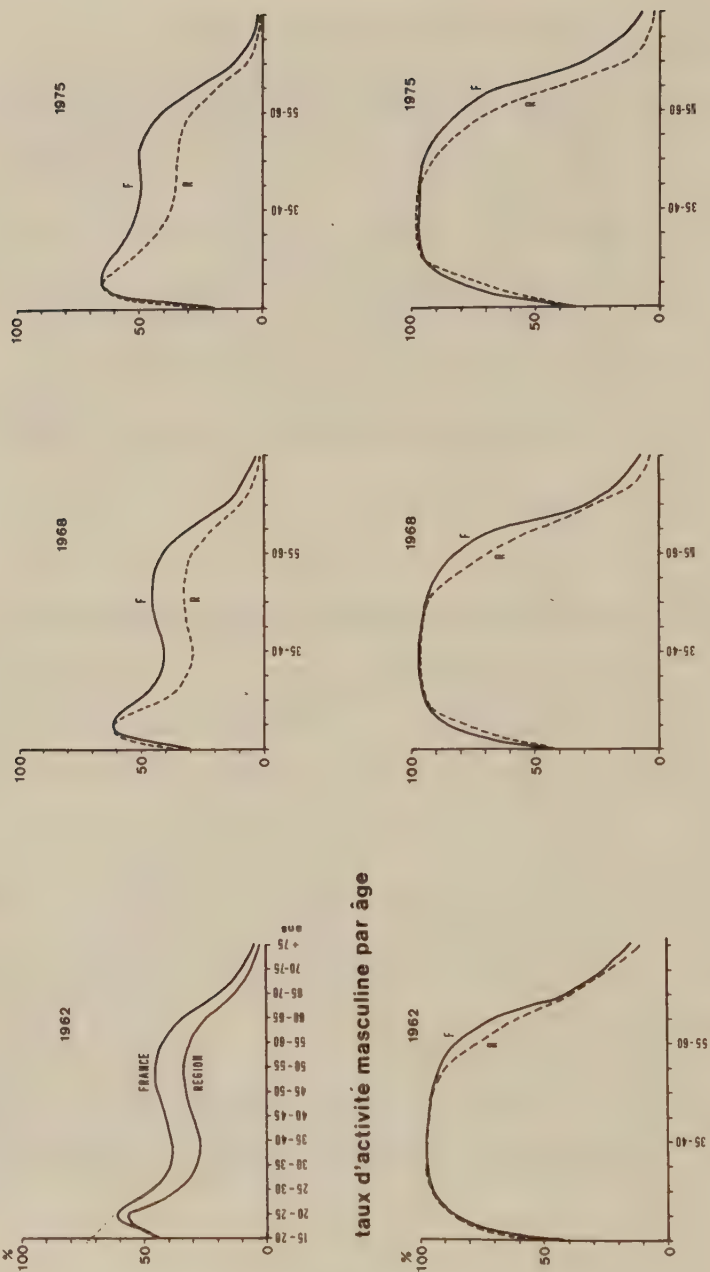


FIG. 417 : taux d'activité féminine par âge



Année de naissance	1962		1968		Taux 1968/62	Année de naissance	1968		1975		Taux 1975/68
	Age	Taux	Age	Taux			Age	Taux	Age	Taux	
1942	20	67	26	44	0,65	1948	20	65	27	52	0,80
1941	21	64	27	38	0,59	1947	21	66	28	50	0,75
1940	22	60	28	38	0,63	1946	22	62	29	46	0,74
1939	23	54	29	35	0,64	1945	23	57	30	46	0,80
1938	24	48	30	33	0,68	1944	24	52	31	44	0,84
1932	30	30	36	28	0,93	1938	30	33	37	37	1,12
1931	31	28	37	29	1,03	1937	31	32	38	36	1,12
1930	32	28	38	30	1,07	1936	32	30	39	34	1,13
1929	33	28	39	31	1,10	1935	33	30	40	34	1,13
1928	34	27	40	29	1,07	1934	34	30	41	35	1,16
1917	45	31	51	32	1,03	1923	45	32	52	31	0,96
1916	46	31	52	31	1,00	1922	46	32	53	32	1,00
1915	47	33	53	34	1,03	1921	47	33	54	32	0,96
1914	48	33	54	32	0,96	1920	48	33	55	30	0,90
1913	49	34	55	32	0,94	1919	49	32	56	29	0,90

TAB. 72 : EVOLUTION DES TAUX D'ACTIVITE FEMININE PAR GENERATION.

(Source INSEE)

les écarts sont plus accentués encore pour la population plus âgée.

C'est évidemment la faiblesse du nombre des agriculteurs et l'apparition précoce de certaines retraites qui expliquent en grande partie cette situation.

2) Sexe féminin :

2) 1. L'activité féminine s'est considérablement renforcée.

Tandis que l'activité masculine se réduisait, l'activité féminine se renforçait, mais très inégalement selon l'âge.

Pendant longtemps la courbe des taux régionaux d'activité féminine fut classiquement, comme la courbe française, une courbe à "deux bosses", témoignant d'une forte réduction de l'activité aux âges où les mères se consacrent le plus à leurs enfants, c'est à dire entre 25 et 40 ans, et d'une tendance à la réduction des taux avant 20 ans et au delà de 55 ans, et à l'augmentation des taux entre 20 et 30 ans.

Entre 1968 et 1975 on n'assista plus à un simple relèvement des taux d'activité entre 20 et 35 ans comme cela se produisait depuis 1954, mais à une modification plus profonde des taux reflétant un changement sensible du comportement de la population féminine régionale. D'une part les taux d'activité continuèrent à se relever jusqu'à atteindre 65,7 % entre 20 et 24 ans (contre 50,8 % en 1954), d'autre part la cessation d'activité après la naissance des enfants semble avoir régressé fortement [05] , la courbe actuelle des taux d'activité suggérant en

effet l'existence d'un certain maintien des taux d'activité par génération d'un recensement à l'autre. Le taux d'activité des femmes âgées de 25 à 30 ans au recensement de 1975 : 54,5 % est plus proche de celui des femmes âgées de 20 à 24 ans en 1968 : 62,4 % que celui des femmes âgées de 25 à 29 ans en 1968 : 40,9 %. Les femmes renoncent apparemment de moins en moins facilement à leur travail et la courbe des taux d'activité témoigne parfaitement de ce changement de comportement, plus apparent encore dans la région du Nord (où la régression de l'activité après 25 ans était très forte) que dans l'ensemble du pays. Le taux d'activité des femmes âgées de 35 à 39 ans est passé entre 1968 et 1975 de 29,5 % à 37,7 %, celui des femmes âgées de 40 à 44 ans de 31,0 % à 35,1 %, la courbe d'activité n'est plus bimodale, elle traduit la réduction continue de l'activité après 22ans, avec un simple palier entre 40 et 50 ans.

2) 2. Mais l'activité demeure inférieure à celle de la moyenne française.

La comparaison des courbes des taux d'activité féminine de la région et de l'ensemble de la France montre, qu'en dépit du renforcement de l'activité régionale, les différences entre les taux régionaux et nationaux demeurent considérables et se sont même accentuées récemment.

Les écarts demeurent très faibles avant 25 ans et le taux d'activité entre 17 et 19 ans (plus élevé dans la région que dans l'ensemble de la France) témoigne toujours d'une moindre scolarisation.

Mais les écarts, qui se creusent très vite avec l'âge, se sont accentués à tous les âges ; ainsi par exemple les taux nationaux de la population active féminine âgée de 45 à 49 ans sont passés de 45,3 % en 1968 à 49,9 % en 1975, les taux régionaux de 32,5 % à 34,8 %, et les taux nationaux de la population active féminine âgée de 30 à 34 ans sont passés de 42,4 % en 1968 à 54,6 % en 1975, tandis que les taux régionaux passaient de 31,1 % à 43,8 %.

La sous-activité relative de la population féminine régionale ne s'est pas réduite mais s'est accentuée.

c) La composition de la population active :

1) Structure par âge :

La forte reprise de la natalité au lendemain de la seconde guerre mondiale et la jeunesse traditionnelle de la population de la région du Nord ont assuré à la population active de cette région une structure par âge plus jeune que celle de l'ensemble du pays.

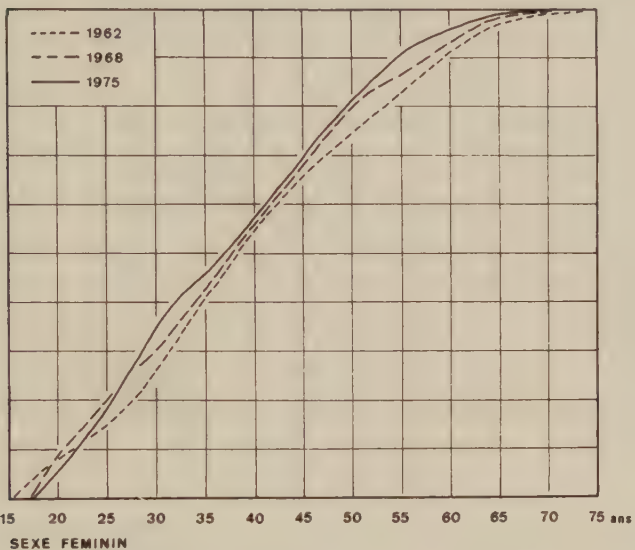
1) 1. La comparaison Nord/france : l'importance des jeunes actifs dans la région du Nord :

- L'enseignement des courbes cumulées :

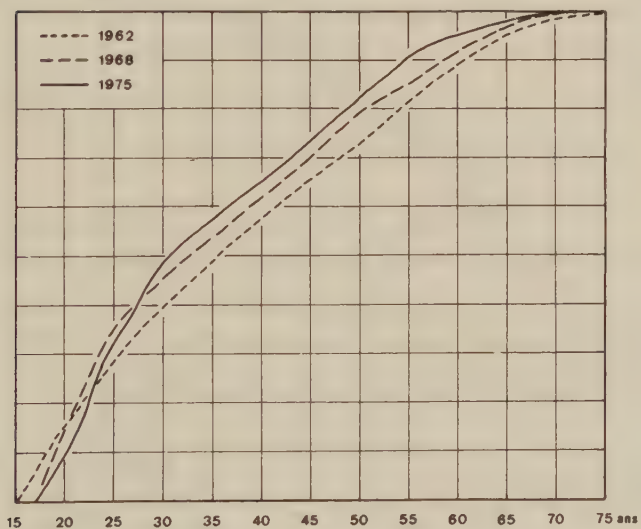
Les courbes cumulées des actifs par âge croissant (cf. fig 418) obtenues pour 1968 comme pour 1975 montrent clairement combien la population active de la région du Nord est plus jeune que celle de la moyenne française, et la faible activité féminine au delà de 30 ans renforce encore la jeunesse de la population active

**Région Nord-Pas-de-Calais: actifs par âge,
courbes cumulées**

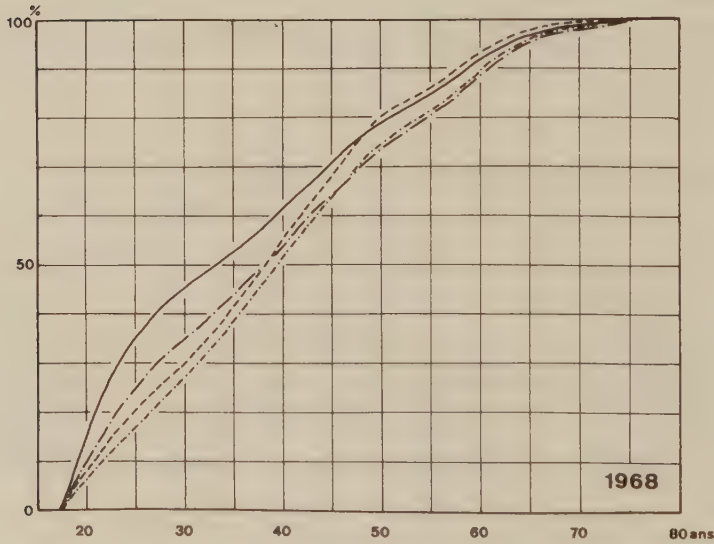
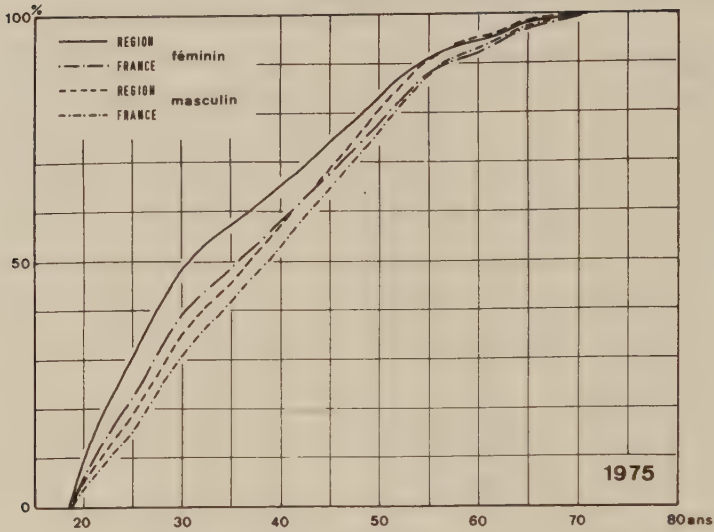
SEXE MASCULIN



SEXE FEMININ



Actifs par âge : courbes cumulées



féminine.

En 1968, 30 % de la population active masculine avait moins de 30 ans dans la région, contre 27 % dans l'ensemble de la France, 56 % moins de 40 ans contre 51 %, 81 % moins de 50 ans contre 74 %.

Le rajeunissement de la population active consécutif à la montée des jeunes et à l'abaissement de l'âge de la retraite n'a pas effacé les différences : en 1975, 36 % de la population active masculine de la région avait moins de 30 ans contre 30 % dans l'ensemble du pays, et 57 % moins de 40 ans contre 53 %. Enfin moins de 20 % de la population active régionale masculine était âgée de plus de 50 ans contre 26 % en France.

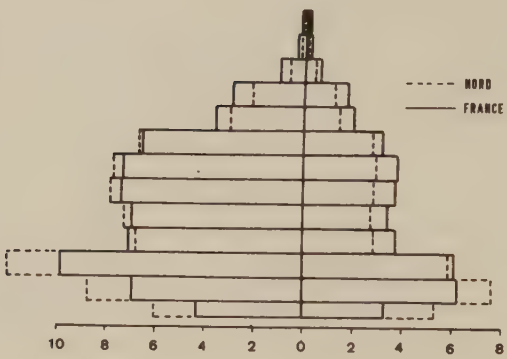
En ce qui concerne la population active féminine, le contraste était plus grand encore. En 1968, 45 % de la population active féminine de la région du Nord avait moins de 30 ans (France : 35 %) et 62 % moins de 40 ans (France : 53 %). L'augmentation des taux d'activité des femmes de plus de 25 ans entre 1968 et 1975 n'entraîna pas de vieillissement de la population active féminine puisqu'en 1975, 50 % des femmes actives de la région avait moins de 30 ans (contre 40 % en France).

- La superposition des pyramides des âges :

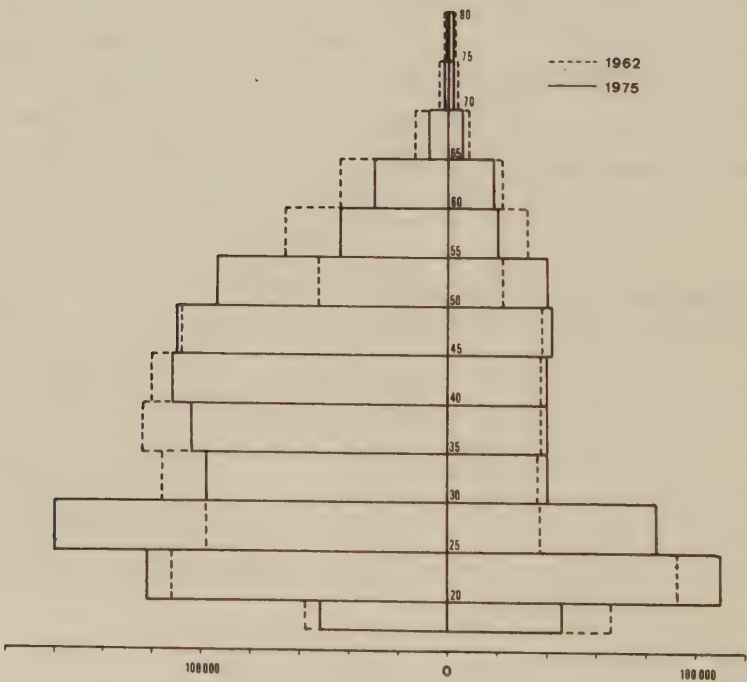
La superposition des pyramides des âges de la population active (en 1975) de la région du Nord et de l'ensemble de la France précise les différences constatées précédemment.

Proportionnellement les classes d'âge des jeunes actifs (17-29 ans) et des jeunes actives (17-24 ans) sont nettement

FIG. 419 : Population active (1975)



Région Nord-Pas-de-Calais : structure par âge de la population active



surreprésentées dans la région, ce qui est une caractéristique ancienne qui tient à la fois à la structure par âge de la région et à ses taux d'activité. Les classes d'âge masculines de 30 à 49 ans sont à peine surreprésentées, les classes d'âge masculines plus âgées sont nettement sous-représentées. Les classes d'âge féminines de plus de 25 ans sont toutes largement sous-représentées, la structure par âge amplifiant la faiblesse des taux d'activité féminine.

1) 2. L'évolution de la structure par âge de la population active régionale : les jeunes actifs de plus en plus nombreux :

Bien que l'âge moyen des actifs ait peu changé, il y a eu cependant entre 1968 et 1975 une modification assez profonde des rapports entre classes d'âge.

Le nombre des actifs âgés de 40 à 50 ans est demeuré inchangé. Par contre le vieillissement de la population et le déséquilibre entre les classes d'âge de plus de 50 ans ont provoqué une modification profonde du sommet des pyramides des âges : les effectifs des actifs masculins et féminins âgés de 50 à 54 ans se sont trouvés considérablement amplifiés par l'arrivée à cet âge des classes pleines nées après la première guerre mondiale, tandis que l'arrivée à l'âge de 56 à 61 ans des classes creuses nées pendant cette guerre diminuait davantage les effectifs de cette classe d'âge que les effets des retraites anticipées. Les caractéristiques particulières de ces classes d'âge dans la région du Nord (cf. chapitre suivant) ont renforcé cette évolution, nette dans l'ensemble du pays. Au total les effectifs des actifs

Source : INSEE - Recensements de population

	1954		1962		1968		1975	
	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes
17-19 ans								
France	79,6	59,2	61,6	48,7	55,1	36,5	46,2	35,4
Nord Pas-de-Calais	75,8	58,4	61,6	58,8	57,7	51,3	49,9	43,8
20-24 ans								
France	77,8	57,6	87,7	61,8	82,6	62,4	81,5	66,0
Nord Pas-de-Calais	89,5	50,6	90,5	53,5	85,9	62,1	84,5	65,7
25-29 ans								
France	95,9	43,1	96,0	45,6	95,0	50,6	94,9	62,7
Nord Pas-de-Calais	97,5	30,7	95,4	35,8	95,8	41,2	95,3	54,2

TAB. 73 : EVOLUTION DES TAUX D'ACTIVITE PAR SEXE ET PAR ÂGE.

Source : INSEE - Recensements de population

	1954		1962		1968		1975	
	Région	France	Région	France	Région	France	Région	France
Population active								
Hommes	29,6	27,0	27,8	25,9	30,6	27,7	35,7	30,9
Femmes	39,3	31,1	34,7	28,9	45,0	35,1	48,9	38,7
Ensemble	31,7	28,4	29,9	27,0	35,2	30,3	40,2	33,8
Population totale								
Hommes	20,0	19,3	17,2	17,2	23,5	23,0	23,3	22,1
Femmes	19,0	17,8	15,3	15,4	21,5	21,8	21,3	20,3
Ensemble	19,5	18,5	16,0	16,3	22,5	22,5	22,3	21,2

TAB. 74 : PROPORTION DES JEUNES DE 17 A 29 ANS DANS LA POPULATION ACTIVE ET DANS LA POPULATION TOTALE.

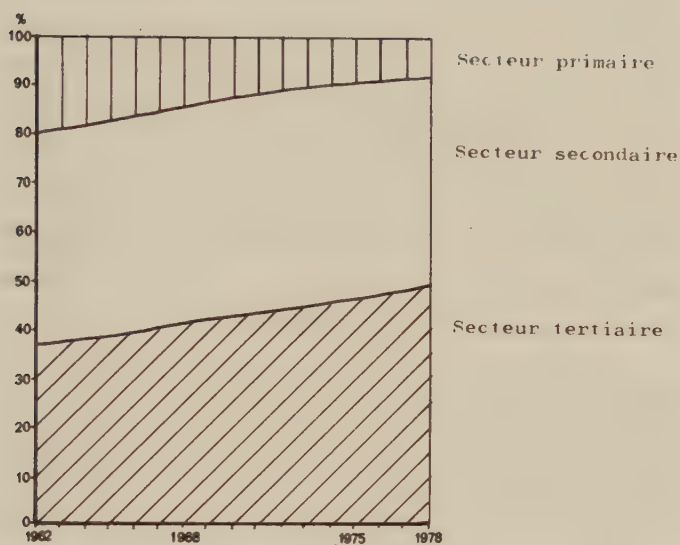


FIG. 420 : STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE DE LA REGION DU NORD.

de plus de 50 ans se sont ainsi légèrement renforcés, en dépit de l'abaissement général de l'âge des retraites.

En ce qui concerne les moins de 40 ans, on retrouve la même succession de classes creuses et de classes pleines. Cependant l'augmentation des effectifs masculins de 20 à 29 ans (classes pleines de l'après-guerre) a été plus considérable que la diminution des effectifs des 30-39 ans (classes creuses de la seconde guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre) et des 17-19 ans (prolongation de la scolarité obligatoire). Par ailleurs la combinaison des effets de la structure par âge et de l'augmentation des taux d'activité féminine a conduit à une augmentation générale du nombre des femmes actives âgées de 20 à 49 ans. En 1975, la classe d'âge féminine de 20 à 39 ans comprenait 43 000 actives de plus qu'en 1968.

L'évolution de la structure par âge de la population active a donc aggravé les difficultés d'emploi, puisque la relative stabilité du nombre des actifs âgés fut sans commune mesure avec l'augmentation du nombre des jeunes actifs et surtout des jeunes actives.

Les vues d'ensemble sur la population active et les taux d'activité doivent être approfondies par l'étude des catégories de population active.

2) La population active agricole : 7,5 % de la population active totale :

En 1954 on avait encore recensé 170 244 actifs agricoles [06] dans le Nord-Pas-de-Calais, en 1975 on n'en recensa plus

que 74 260 (soit une diminution de 57 %, contre 61 % dans l'ensemble du pays). 96 000 emplois agricoles (soit plus qu'il n'en subsiste actuellement) ont donc disparu en une vingtaine d'années. Le rythme de décroissance de la population active agricole s'est accéléré constamment : - 3,1 % par an entre 1954 et 1962, - 3,7 % par an entre 1962 et 1968, - 4,9 % par an entre 1968 et 1975 (France : - 4,7 % entre 1968 et 1975). Mais une partie de cette diminution est artificielle et liée à la médiocrité des recensements généraux, les femmes d'agriculteurs étant de plus en plus souvent classées comme sans-profession depuis 1968 (la population des ménages dont le chef est un actif agricole a diminué moins vite que celle des actifs agricoles).

2) 1. L'évolution des effectifs :

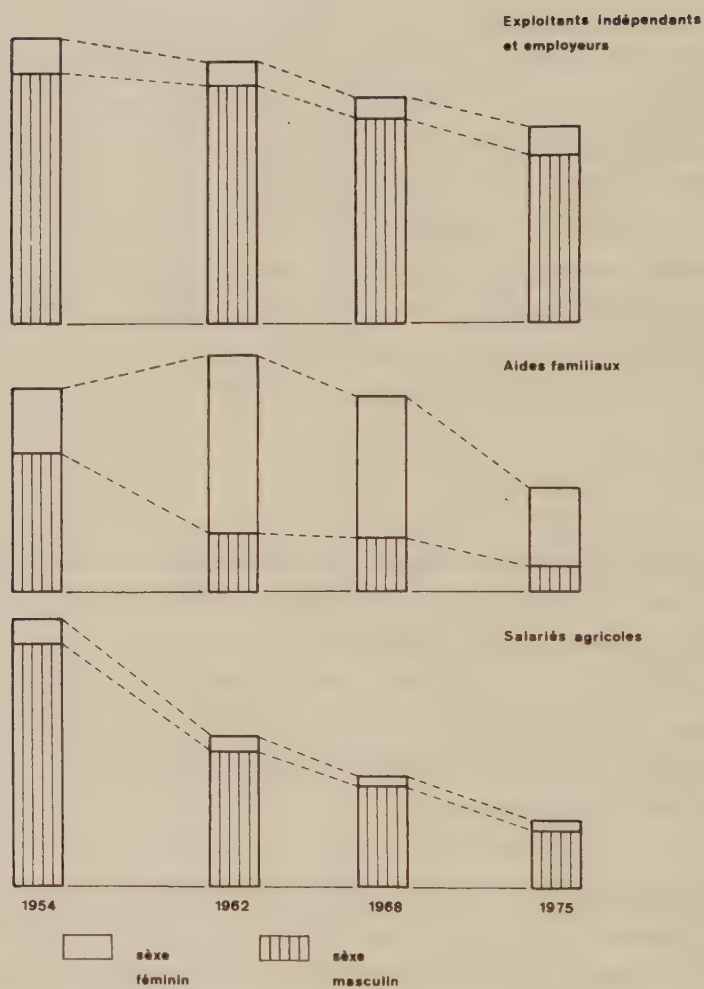
- Les chefs d'exploitation : la catégorie qui a le mieux résisté :

En 1954 il y avait dans la région 58 500 exploitants agricoles (indépendants ou employeurs), en 1975 il en restait 39 500. La diminution de leur nombre, quoique sensible (- 32 %), fut donc très inférieure à celle de l'ensemble de la population active agricole. La diminution a été très lente de 1954 à 1962 et un peu plus rapide depuis.

Les agriculteurs-exploitants sont assez rarement des femmes (12,5 % des exploitants en 1975) et le taux de féminisation de la profession est demeuré constant. Les statistiques du RGP ne nous permettent pas de savoir si les femmes chefs d'exploitation

FIG. 421 :

Population active agricole selon le statut



sont des veuves ou des femmes mariées et si, dans ce cas, le mari travaille sur l'exploitation comme salarié ou aide familial ou s'il exerce une autre profession.

- Les salariés agricoles : une catégorie qui a fortement régressé.

Les effectifs des salariés agricoles, presque exclusivement masculins, ont fortement régressé, passant de 54 000 en 1954 à 13 500 en 1975 (- 75,0 %). Une grande partie de la diminution de la population active agricole est donc imputable à cette catégorie qui ne représente plus que 18 % de la population active agricole. La chute brutale de ces effectifs s'est produite entre 1954 et 1962 (diminution de près de moitié), depuis la diminution a été plus lente, bien que plus rapide que celle des effectifs des exploitants agricoles.

- Les aides familiaux : l'incertitude des recensements :

Cette catégorie est mal recensée et l'évolution qui apparaît lors de l'examen des recensements successifs ne donne qu'une idée imparfaite de la situation [07] : le recensement de 1962 accordait une grande place à cette catégorie, presque aussi importante que celle des agriculteurs-exploitants. Cette catégorie comprenant avant tout les épouses des exploitants, son taux de féminisation était extrêmement élevé (75 %). La diminution des effectifs de cette catégorie d'actifs entre 1962 et 1968 correspondait à peu près à celle des effectifs des exploitants, mais entre 1968 et 1975 elle fut trop rapide pour correspondre à la réalité. Il est vraisemblable qu'un grand nombre d'épouses d'ex-

ploitants ont été de nouveau classées comme inactives plutôt que comme aides-familiales [08] . A en juger par les résultats du dernier recensement, il n'y aurait plus que 21 000 aides familiaux dont plus de 3/4 de femmes.

- La persistance de l'agriculture familiale :

Depuis longtemps l'agriculture de la région Nord/Pas-de-Calais se caractérisait par son caractère familial, l'exploitation étant assurée par un chef d'exploitation aidé par son épouse et éventuellement ses enfants (les aides familiaux masculins sont très jeunes, en grande majorité âgés de moins de 30 ans et pour plus de moitié de moins de 25 ans). Les salariés agricoles, n'appartenant pas à la famille des exploitants, ne forment qu'une partie réduite de la population agricole. Enfin l'activité agricole est souvent exclusive dans la région. La région du Nord est une de celles où l'on compte le moins d'agriculteurs à temps partiel. Dans la très grande majorité des cas, l'agriculture procure le seul revenu des familles d'agriculteurs.

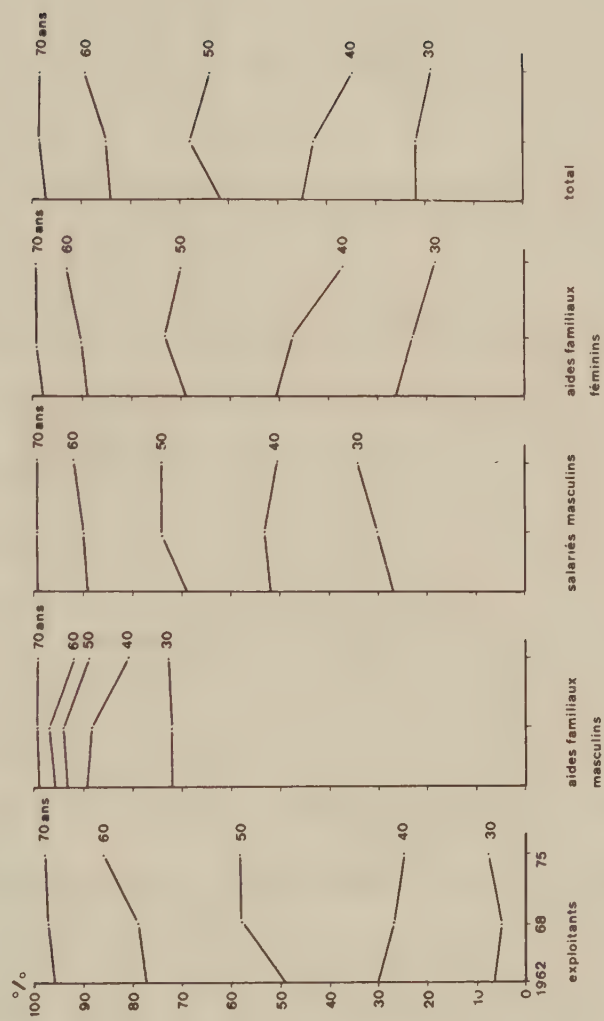
Cette situation a sans doute contribué à limiter la diminution de la population agricole, en même temps qu'à intensifier la production.

2) 2. Les structures de la population agricole :

Nous venons de voir que l'évolution différenciée des différentes catégories d'actifs agricoles a modifié la structure selon le statut : les salariés ne représentent plus que 18 % des actifs agricoles, les aides familiaux (sous-estimés) 36 % et

FIG. 122 :

Evolution de la structure par âge de la population agricole



les agriculteurs-exploitants 46 % ; mais la structure par âge s'est modifiée davantage encore. Le vieillissement de la population agricole s'est accentué, mais de manière complexe, différente selon les catégories : 4 cas sont à envisager :

- Les aides familiaux de sexe masculin : une population très jeune :

Les effectifs de cette catégorie ont diminué de 1968 à 1975, mais leur structure par âge a conservé les mêmes caractéristiques essentielles : en 1975, comme en 1962 et en 1968, les moins de 30 ans représentaient toujours de 72 à 73 % de la catégorie, et c'est surtout dans la classe d'âge des 20 à 24 ans que les aides familiaux de sexe masculin étaient nombreux, ce qui traduit bien la situation d'attente des jeunes agriculteurs espérant devenir chefs d'exploitation. Il est plus rare de rencontrer des aides familiaux de plus de 30 ans, soit qu'au delà de cet âge ils soient devenus chefs d'exploitation, soit qu'ils aient renoncé à l'agriculture. Le vieillissement de la catégorie n'est provoqué que par la diminution relative du nombre des personnes âgées de 30 à 60 ans, tandis que se maintenaient les effectifs des aides familiaux plus âgées (anciens chefs d'exploitation demeurés sur l'exploitation de leurs enfants).

- Les aides familiaux de sexe féminin : le vieillissement :

Au contraire de ce que l'on constate pour le sexe masculin, la catégorie des aides familiaux de sexe féminin, si l'on peut se fier aux données du recensement, connaît un certain vieillissement : vieillissement si l'on examine la pyramide des âges, vieil-

lissement si l'on examine l'évolution des structures.

Proportionnellement et en valeur absolue, les effectifs des aides familiales âgées de moins de 30 ans et de 30 à 39 ans ont fortement régressé, passant de 50 % de la catégorie en 1962 à 37 % en 1975, tandis que proportionnellement les effectifs des aides familiales âgées de 40 à 49 ans s'accroissaient fortement et que la proportion des plus de 50 ans demeurerait constante.

- Les salariés agricoles : un vieillissement limité :

Cette catégorie s'est fortement rajeunie par accroissement de la proportion des moins de 30 ans : 27 % de la catégorie en 1962, 34 % en 1975 (le salariat étant dans ce cas à mettre en parallèle avec l'aide familiale masculine), mais le rajeunissement est très relatif car la proportion des plus de 40 ans n'a pas diminué.

Cependant cette catégorie d'actifs agricoles est nettement plus jeune que celle des exploitants et que l'ensemble de la population agricole, sa pyramide des âges se restreignant au delà de 40 ans tandis que celle des exploitants s'élargit alors.

- Les exploitants agricoles : la résistance au vieillissement :

L'évolution de la structure par âge des exploitants agricoles traduit davantage un vieillissement à venir qu'un vieillissement en cours.

Les exploitants agricoles âgés de moins de 40 ans sont devenus moins nombreux en valeur absolue comme en valeur relative (30 % en 1962, 25 % en 1975), tandis que les effectifs des ex-

exploitants agricoles âgés de 40 à 59 ans et surtout de 40 à 49 ans augmentaient en nombre et surtout en proportion (47 % d'agriculteurs-exploitants âgés de 40 à 59 ans en 1962, 61 % en 1975), Quant-aux agriculteurs âgés de plus de 60 ans et qui formaient 23 % de la catégorie en 1962, ils n'en représentaient plus que 14 % en 1975.

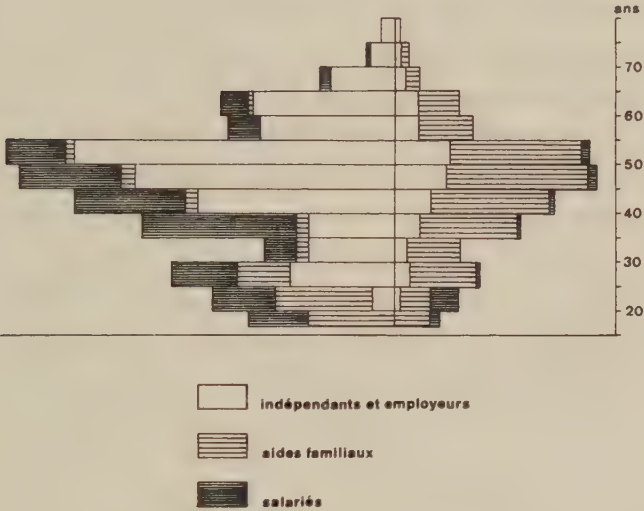
Le vieillissement n'est pas encore excessif. Le retrait de la vie active d'agriculteurs âgés (facilité sans aucun doute par l'octroi de l'indemnité viagère de départ) a limité un vieillissement qui devrait s'accroître rapidement puisque la base de la pyramide des âges de la population active agricole est beaucoup plus étroite que le corps de la population âgée de 35 à 54 ans dont la prédominance écrasante limite aujourd'hui le vieillissement.

Ce vieillissement, évident si on compare la structure par âge de la population des exploitants agricoles à celle de la population totale, n'existe pas si on se réfère à la population des exploitants agricoles de l'ensemble du pays. La population active agricole de la région du Nord est celle qui a le mieux résisté au vieillissement et la moyenne d'âge de ses exploitants est la plus jeune de France : 48,8 ans (contre 51,8 en moyenne en France), si l'on utilise les données du recensement général agricole de 1970.

2) 3. Conclusion : les caractéristiques de la population active agricole de la région Nord-Pas-de-Calais :

Bien que proportionnellement peu nombreuse, la population ac-

FIG. 423 :
**Structure par âge et par statut de la population active agricole
1975**



tive agricole de la région Nord-Pas-de-Calais compte des effectifs encore appréciables dont la diminution, dans l'ensemble, fut moins rapide que celle de la population active agricole française. Ce n'est qu'au cours des dernières années que le rythme de décroissance de la population agricole régionale s'est aligné sur le rythme français moyen.

Depuis 1962, la composition de cette population est proche de la moyenne nationale. En 1975, les salariés agricoles de la région du Nord formaient un groupe proportionnellement identique à celui qu'on avait recensé dans l'ensemble du pays : 18 %, les aides familiaux un groupe à peine plus important : 28 % contre 25 % et les exploitants un groupe à peine moins important : 53 % contre 56 %. Le recensement général agricole de 1970 amenait à la même conclusion mais avec des résultats différents : les chefs d'exploitation formaient 40,3 % de la population agricole de la région (France : 41,3 %), les actifs familiaux travaillant sur l'exploitation (salariés et aides familiaux appartenant à la famille du chef d'exploitation) : 50,9 % (France : 50,0 %), les salariés agricoles : 8,8 % (France : 8,7 %).

La répartition par âge des salariés qui en 1962 était proche de celle des exploitants s'est fortement différenciée de cette dernière et présente une structure jeune, plus proche de celle de l'ensemble de la population active que de celle de la population agricole et différente de la moyenne nationale.

La population des aides familiaux féminins a vieilli, traduisant soit la désaffection des jeunes femmes pour l'agriculture, soit une répugnance à se déclarer comme agricultrice, ce

qui psychologiquement traduit un même rejet des métiers agricoles.

Quant-à la population des exploitants agricoles, son vieillissement demeure moins marqué dans la région que dans l'ensemble de la France. Cependant l'avenir de cette catégorie s'annonce incertain car après disparition des classes d'âge mur auxquelles appartiennent la majorité des agriculteurs, les classes d'âge de jeunes agriculteurs, si peu étoffées, auront-elles des effectifs suffisants pour maintenir le niveau et la diversité de la production agricole actuelle ? La poursuite évidente (compte-tenu de la forme des pyramides des âges des agriculteurs) de la diminution du nombre des agriculteurs sera-t-elle au contraire un facteur d'amélioration du revenu des plus jeunes qui ont choisi ce métier car, dernière caractéristique de cette population agricole, sa densité demeure relativement forte : 7,5 actifs agricoles pour 100 hectares exploités, contre 5,8 en moyenne en France (le poids écrasant de la population industrielle ne devant pas faire illusion et masquer l'importance de la population agricole régionale) ?

3) La population active féminine non agricole :

3) 1. Vie professionnelle et vie familiale :

On a souvent mis en relation la faible activité des femmes de la région du Nord et leur forte fécondité. Sans que l'on puisse établir de manière certaine une relation entre les deux phénomènes, il est toutefois probable qu'il y a relation de cause

à effet entre eux.

Certes le taux d'activité des femmes célibataires, veuves ou divorcées est beaucoup plus élevé que celui des femmes mariées, mais c'est un phénomène général qui n'est pas caractéristique de la région (entre 35 et 39 ans par exemple, le taux d'activité des femmes célibataires, veuves ou divorcées est quatre fois plus élevé que celui des femmes mariées mères d'au moins 3 enfants).

Le mariage en lui même paraît être de moins en moins un frein à l'activité professionnelle des jeunes, surtout des jeunes femmes. En 1975 le taux d'activité des femmes mariées âgées de 17 à 24 ans et de 25 à 29 ans, sans enfant, est équivalent à celui des femmes célibataires et supérieur à celui du groupe des veuves ou divorcées. Ce n'est qu'au niveau des femmes âgées de plus de 40 ans que les taux d'activité fléchissent (mais la notion de femme mariée sans enfant cesse d'être significative à cet âge, car les femmes dont les enfants ont tous atteint ou dépassé l'âge de 16 ans sont comptabilisées avec les femmes n'ayant jamais eu d'enfant).

C'est l'arrivée des enfants qui limite l'activité, qui décroît régulièrement lorsque leur nombre augmente. En 1975 pour la catégorie des femmes âgées de 25 à 29 ans les taux passent de 64,9 % pour les femmes mariées ayant un seul enfant à 34,3 % pour celles ayant 2 enfants et à 11 % seulement pour celles ayant 3 enfants ou plus.

L'âge des enfants semble aussi intervenir assez fortement. Chez les femmes n'ayant qu'un enfant de moins de 17 ans, le ma-

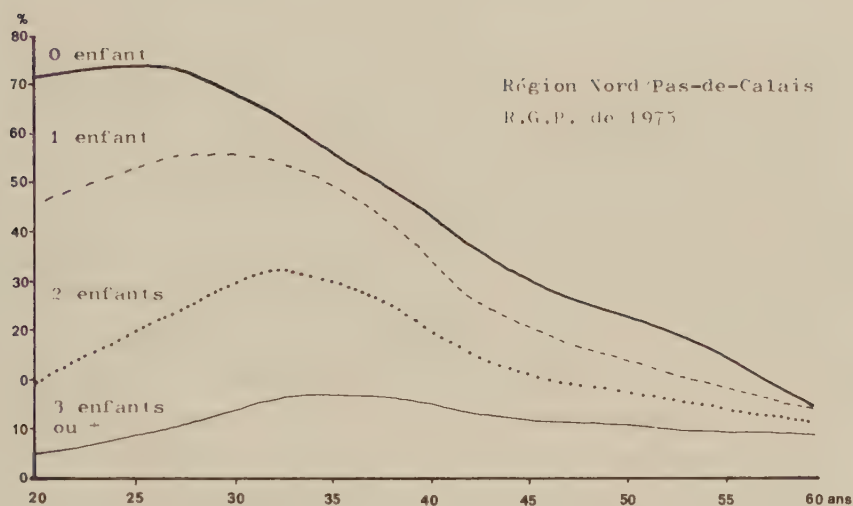


FIG. 424 : TAUX D'ACTIVITE FEMININE SELON LE NOMBRE D'ENFANTS DE 0 A 16 ANS.

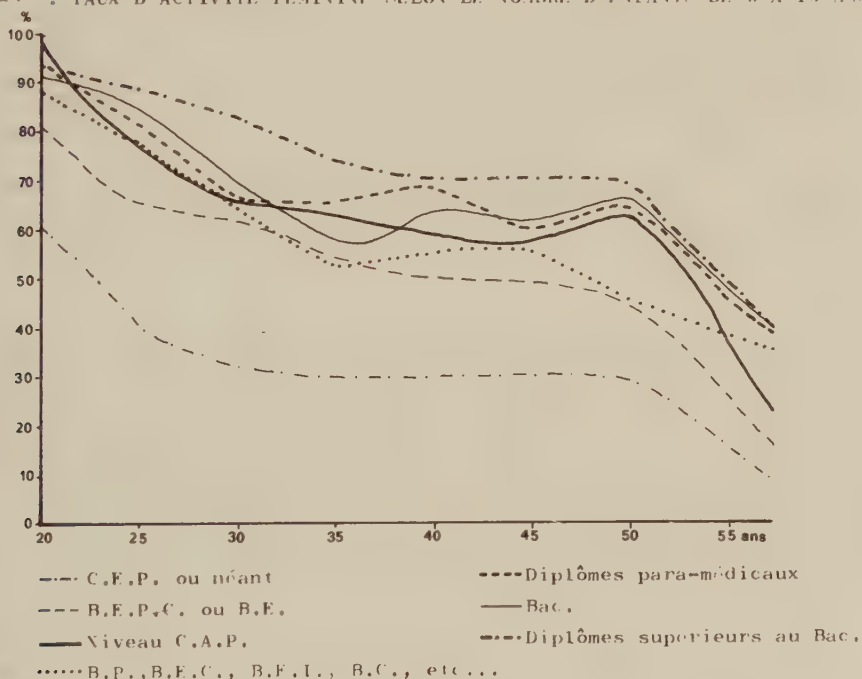


FIG. 425 : TAUX D'ACTIVITE FEMININE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION.
Région Nord-Pas-de-Calais, R.G.P. de 1975.

ximum d'activité se situe entre 25 et 29 ans, ensuite les taux décroissent régulièrement. Chez les femmes ayant 2 ou 3 enfants de moins de 17 ans, les taux d'activité entre 25 et 29 ans sont faibles, tandis que le maximum d'activité se situe entre 30 et 34 ans.

L'interprétation de ces résultats est délicate. Certes il est évident qu'il y a corrélation entre le taux d'activité et le nombre d'enfants, mais on ne peut savoir si l'augmentation du taux d'activité des femmes mariées âgées de 30 à 34 ans et ayant 2 enfants ou plus correspond à l'arrivée d'une seconde ou troisième naissance chez des femmes préalablement actives et qui conservent leur activité en changeant de catégorie, ou s'il s'agit d'une reprise d'activité de femmes ayant cessé leur travail à la naissance de leurs enfants et qui le reprennent lorsque ceux-ci sont scolarisés.

La tendance actuelle semble être à un maintien plus fréquent de l'activité des mères après la naissance des enfants et à la diminution de la durée de la période d'inactivité consécutive.

3) 2. Qualification et vie professionnelle :

Si la formation générale des femmes équivaut à peu près à celle des hommes, leur formation professionnelle est généralement médiocre et ne s'est guère améliorée au cours des dernières années. Cette faible qualification contribue sans doute à limiter l'activité féminine, puisqu'elle confine un grand nombre de

âge des femmes mariées catégorie sociale du chef de famille	15 à 24	25 à 29	30 à 34	35 à 39	40 à 44	45 à 49	50 à 54	55 et +	taux par C.S.P.
0 - Agriculteurs exploitants	60,8	59,0	59,4	58,1	57,0	59,1	61,7	54,8	58,5
1 - Salariés agricoles	40,4	26,2	21,5	20,5	14,4	21,2	21,9	11,5	22,3
2 - Patrons Industrie et Commerce	50,4	46,7	46,1	42,6	40,8	41,7	43,5	36,4	42,4
3 - Professions libérales et cadres supérieurs	62,9	56,2	47,9	39,3	32,3	25,1	25,6	16,4	37,7
4 - Cadres moyens	71,1	65,5	54,2	44,5	33,8	34,6	28,8	19,1	49,6
5 - Employés	71,3	59,4	49,6	39,9	35,1	37,5	30,2	26,5	46,3
6 - Ouvriers	53,3	39,8	30,4	26,2	24,3	24,9	25,1	21,1	32,5
7 - Personnels de service	67,6	58,8	47,7	40,4	42,7	41,0	34,0	26,5	45,3
8 - Autres catégories	57,6	45,3	38,6	30,4	26,9	26,2	21,1	13,4	35,9
9 - Personnes non actives *	68,8	62,6	29,2	23,6	21,5	16,6	16,5	5,2	9,1
Ensemble par tranche d'âges	58,2	48,6	39,7	33,5	30,2	29,5	27,3	10,5	31,8

* Dont le Chef de famille est inactif

TAB. 75 : TAUX D'ACTIVITE DES FEMMES MARIEES SELON LA C.S.P. DU CONJOINT.
(R.G.P. 1975)

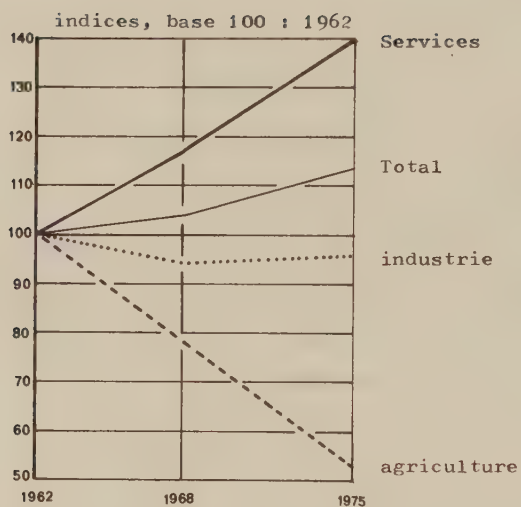


FIG. 426 : EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE FEMININE PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE, Région Nord/Pas-de-Calais.

femmes dans des emplois médiocres et peu rémunérateurs qu'elles abandonnent facilement après la naissance des enfants.

Plus la qualification professionnelle des femmes est élevée, plus leur taux d'activité est élevé (cela se remarque nettement sur les courbes d'activité selon le diplôme déclaré), et surtout moins leur activité se réduit avec l'âge. Entre 40 et 44 ans par exemple, 70 % des femmes ayant un diplôme supérieur au baccalauréat exercent encore une activité professionnelle, alors que ce n'est le cas que pour 25 % de femmes sans aucun diplôme. L'augmentation récente de l'activité a cependant concerné toutes les catégories, même celle des femmes sans aucun diplôme, toutefois la progression la plus forte a concerné la catégorie des femmes possédant des diplômes moyens (B.E.P.C., B.E., B.S.).

Aussi est-ce dans les familles de cadres moyens ou d'employés que les femmes sont le plus souvent actives, à noter que ce sont également ces familles qui sont le moins prolifiques. A l'inverse c'est dans les familles où les revenus sont les plus bas que l'activité féminine est la plus réduite ; mais l'insuffisance de la formation, le caractère pénible des emplois offerts, la modicité des salaires et enfin la perte des avantages sociaux n'encouragent guère à exercer une activité professionnelle, du moins une activité déclarée.

3) 3. Les emplois féminins :

Les structures économiques de la région Nord-Pas-de-Calais ont longtemps été, et sont encore peu favorables à l'activité fé-

minine. La prédominance des industries lourdes, occupant surtout des hommes, en est la cause essentielle. Seule l'industrie textile, fortement concentrée sur l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing, a jamais fourni un grand nombre d'emplois féminins occupés en partie par des jeunes filles venant quotidiennement du pays minier.

Depuis quelques années les progrès du tertiaire, mais aussi l'apparition de nouvelles industries modifient la nature des emplois féminins offerts.

- Parmi les emplois féminins, la proportion des emplois industriels demeure supérieure à la moyenne nationale.

Si on exclut la branche "Bâtiments, Travaux-Publics", ainsi que celle des "Mines", médiocrement féminisées pour des raisons évidentes, l'emploi féminin industriel aurait, après une diminution de 6 % entre 1962 et 1968, progressé de 3 % entre 1968 et 1975, phénomène qu'il est intéressant de souligner puisque l'emploi industriel masculin, lui, a régressé durant le même temps dans la région. La progression des emplois industriels féminins a été cependant moins rapide que dans l'ensemble de la France, mais cela tient aux difficultés de l'économie régionale et à ses structures.

De toutes manières, l'industrie continue à employer une part très importante de la population active féminine, bien plus importante que celle qu'elle utilise dans l'ensemble du pays. En 1968, plus d'un tiers de la population active féminine travaillait dans l'industrie et en 1975 encore plus de 31 %, con-

tre à peine plus d'un quart en moyenne en France à ces deux dates. Cependant l'évolution par branche d'activité a été fort différenciée.

L'industrie textile et l'habillement, les deux branches industrielles les plus fortement féminisées (à 46 % pour le textile et 86 % pour l'habillement), et traditionnellement pourvoyeuses de l'essentiel des emplois industriels féminins, ont régressé. L'habillement n'a guère fourni d'emplois nouveaux et dans l'industrie textile, 12 000 emplois féminins ont été supprimés (21 %) entre 1968 et 1975, suppressions qui s'ajoutent à celles déjà réalisées entre 1962 et 1968 (14 000). Aussi ces deux branches ne fournissaient-elles plus en 1975 que 54 % des emplois industriels féminins, contre 63 % en 1968.

Ce sont d'autres branches, jusqu'ici moins féminisées ou peu féminisées, qui ont non seulement compensé les pertes, mais aussi fourni des emplois supplémentaires : l'industrie du verre (+ 36 %), les industries métallurgiques (+ 39 %), l'industrie chimique (+ 19 %) et l'industrie de l'automobile (+ 322 %) où néanmoins les taux de féminisation demeurent très faibles, inférieurs à 15 %, et les industries agro-alimentaires (+ 14 %) et électriques (+ 127 %) où les taux de féminisation se sont nettement accrus (respectivement 28 et 37 % en 1975).

L'élargissement de l'éventail des activités offertes aux femmes n'est cependant qu'apparent. La modification de la nature des emplois offerts par les entreprises industrielles, avec notamment le développement de l'automatisme, de l'informatique et

BRANCHES DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE	NORD / PAS-DE-CALAIS		FRANCE ENTIERE	
	1968	1975	1968	1975
01 Agriculture	33	32	33	31
02 Industries agricoles et aliment.	24	27	30	32
03 Combustibles minéraux solides	1	2	2	3
04 Gaz	8	7	19	20
05 Electricité, eau et divers	9	10	16	17
06 Pétrole, gaz naturel, carburants	15	14	17	19
07 Matériaux de construction	15	17	12	15
08 Verre	14	13	20	19
09 Minerais de fer indust. sidérurg.	4	4	7	7
10 Minerais et métaux non ferreux	4	5	10	12
11 ère transformation des métaux	9	10	20	22
12 Industries mécaniques	7	7	15	17
13 Industries électriques	25	37	35	39
14 Automobile	11	12	17	18
15 Constr. navale, aéron., armement	4	6	12	12
16 Industrie chimique	12	14	27	27
17 Industrie textile	47	46	53	52
18 Habillement	85	86	81	82
19 Industrie du cuir	31	39	48	53
20 Industrie du bois	16	19	16	20
21 Papiers et cartons	23	23	34	33
22 Presse et édition	24	27	37	33
23 Industries diverses	39	38	45	45
24 Bâtiment et travaux publics	3	5	4	5
25 Transports	10	12	12	14
26 Télécommunications	44	40	40	38
27 Service du logement	43	43	70	61
28 Autres services	52	54	48	52
29 Commerces	42	43	43	44
30 Banques et assurances	39	41	48	50
31 Service de l'Etat sauf Armée	48	52	48	53
32 Armée	11	13	11	12
33 Collectivités locales et semi-pub.	34	39	36	41
34 Sécurité sociale	55	59	67	70
35 Administrations privées, étrangères et internationales	59	59	58	60
36 Services domestiques	95	96	94	94
37 Divers	25	33	37	43
TOTAL	31	33	35	37

TAB. 76 : TAUX DE FEMINITE DES EMPLOIS OCCUPES PAR C.A.E.

(Source INSEE)

Source : Recensements de population

Unité : %

Catégories sociales	1962	1968	1975	Catégories sociales	1962	1968	1975
Agriculteurs exploitants	41,0	38,7	35,6	Employés - total	50,7	54,9	58,2
Salariés agricoles	10,1	7,8	9,5	Ouvriers - total	20,5	20,2	22,1
Patrons de l'industrie et du commerce	41,9	41,0	39,7	dont Ouvriers qualifiés et contre-maîtres	16,9	18,5	13,3
dont Petits commerçants	55,9	54,5	52,2	Ouvriers spécialisés, manœuvres	27,2	25,1	29,7
Ensemble Prof.libérales,cadres supér.	12,5	16,6	20,7	Personnel de service	81,9	79,9	79,3
dont Professions libérales	16,6	18,6	19,8	Autres actifs	23,4	21,4	15,1
Professeurs	39,7	41,6	43,5	TOTAL des Actifs	30,6	31,7	34,3
Ingénieurs et cadres supér.	4,9	7,7	9,8	dont Actifs non agricoles	30,2	31,6	34,4
Cadres moyens	34,7	36,5	40,3				
dont Instituteurs et profes. intellec.	62,0	58,9	60,7				
Cadres médicaux et sociaux	84,1	80,6	76,4				
Autres cadres moyens	14,7	17,3	23,0				

TAB. 77 : TAUX DE FEMINITE PAR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE. Région du Nord. (Source INSEE)

des tâches administratives, ont multiplié les emplois non-ouvriers offerts de préférence aux femmes.

Les femmes occupant des emplois ouvriers ne sont nombreuses que dans les industries du textile, de la confection et de l'habillement.

Aussi dans l'ensemble le taux de féminisation des emplois industriels demeure-t-il inférieur au taux moyen français : l'importance relative de la population féminine industrielle ne tient pas au taux de féminisation des emplois industriels, mais à la faiblesse relative du secteur agricole et surtout du secteur tertiaire classiquement grand pourvoyeur d'emplois féminins, bien que ce dernier ait fortement progressé au cours des dernières années.

- Le tertiaire a pratiquement assuré seul l'augmentation du nombre des emplois féminins.

En 1962 on avait recensé 208 700 actives employées dans le tertiaire (services et transports), en 1968 245 200 et en 1975 292 700, soit une augmentation de 40 % entre 1962 et 1975 et de 19 % entre 1968 et 1975.

Les emplois féminins dans le secteur des transports étaient à peine plus nombreux en 1975 qu'en 1968 et le faible taux de féminisation était demeuré inchangé.

Dans le secteur des commerces, la progression de l'emploi féminin est assez faible en valeur relative (+ 10 %), mais sensible en valeur absolue (+ 7 000). Ce secteur fournit 27 % des

emplois tertiaires féminins. Les femmes employées dans cette branche sont de plus en plus des salariées, le nombre des aides familiales ayant régressé fortement, mais est-ce uniquement lié au recul modéré du petit commerce ou également à la déclaration comme inactives d'épouses de commerçants travaillant avec leurs maris ? La progression du salariat dans cette branche est cependant révélatrice d'une mutation du commerce qui ne se traduit pas cependant en termes globaux par une diminution du volume des emplois féminins offerts mais au contraire par leur augmentation.

Le secteur des services a été le principal pourvoyeur d'emplois nouveaux grâce aux branches des banques et assurances (+ 64,8 %), branches qui demeurent cependant relativement moins féminines dans la région que dans la moyenne française, et aux branches des services publics, collectivités locales et sécurité sociale dont la féminisation est à peu près égale à celle que l'on enregistre en moyenne en France et qui a fourni 22 000 emplois féminins nouveaux entre 1968 et 1975.

La progression des autres catégories de services a été moins forte, mais seulement parce que l'évolution des services domestiques a été fortement négative (- 8 500), ce type d'activité n'ayant guère la faveur des jeunes et le coût des salaires en restreignant l'offre, celle des autres catégories (spectacles, administrations privées, services médicaux etc ...) a par contre conduit à la création de 20 000 emplois nouveaux.

La progression plus ou moins rapide des différentes branches d'activité tertiaire a modifié leur poids relatif, mais il

y a eu progression des effectifs féminins dans presque toutes les branches. Cependant deux remarques s'imposent :

- le développement des activités tertiaires de la région n'a pas encore eu suffisamment d'ampleur pour absorber en totalité l'accroissement de la population active féminine et permettre l'alignement des taux d'activité féminine régionaux sur les taux nationaux,
- le développement de l'activité féminine tertiaire est sans aucun doute freiné par la concurrence de l'activité masculine tertiaire, dans une région où les disponibilités en main d'oeuvre masculine sont considérables, compte-tenu de la stagnation ou de la récession de l'emploi industriel masculin. Des secteurs comme celui des banques et assurances ou de la sécurité sociale sont anormalement masculinisée dans la région par rapport au reste de la France.

4) La population active masculine :

4) 1. La profonde mutation des activités industrielles et ses conséquences :

- Une région moins industrielle que par le passé :

Le Nord-Pas-de-Calais demeure dans le contexte français une région fortement marquée par l'industrie. Certes le secteur industriel n'occupe plus comme en 1931 près de 60 % de la population active totale ou encore 55 % comme en 1954, mais il demeure sur-représenté par rapport au reste de la France. En 1975 il occu-

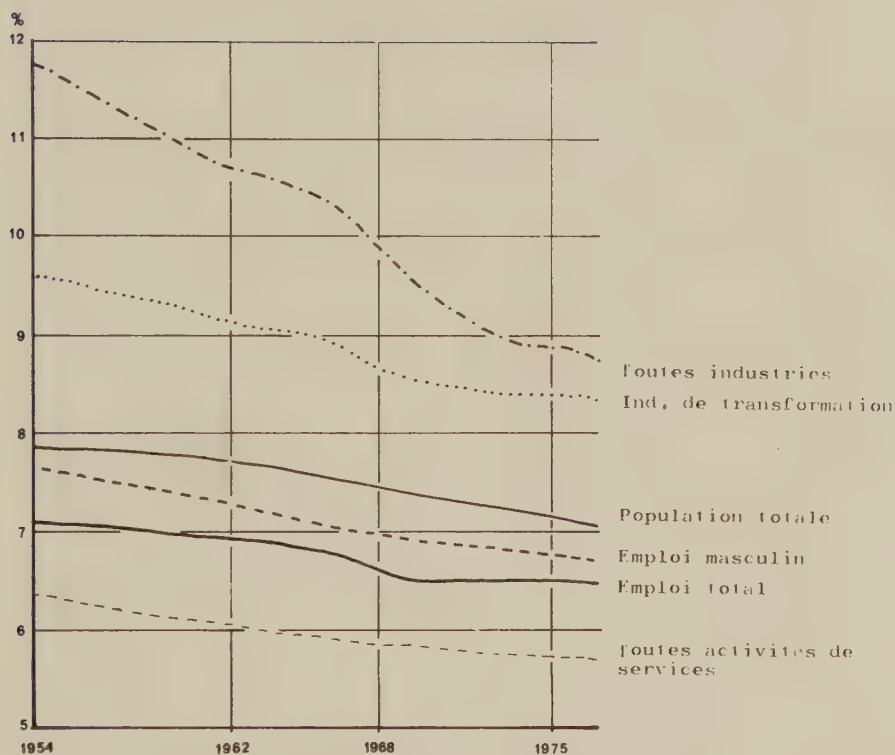


FIG. 427 : POIDS ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE DE LA REGION DU NORD DANS LA FRANCE. (emplois occupés)

	Emploi total au lieu de résidence en milliers			Taux annuels de variation en %		Structure Emploi total = 100		
	1962	1968	1975	1962-68	1968-75	1962	1968	1975
Emploi total	1.321	1.337	1.373	+ 0,2	+ 0,4	100,0	100,0	100,0
dont :								
- Par sexe								
Hommes	917	916	912	-	- 0,1	69,4	68,5	66,4
Femmes	404	421	461	+ 0,7	+ 1,3	30,6	31,5	33,6
- Par activité								
Agriculture	128,8	104,4	70,4	- 3,5	- 5,5	9,7	7,8	5,1
Energie	126,1	102,8	59,2	- 3,4	- 7,6	9,5	7,7	4,3
Industries de transform.	490,1	475,3	509,1	- 0,5	+ 1,0	37,1	35,5	37,1
Bâtiment et T. P.	93,4	104,9	104,3	+ 1,9	-	7,1	7,8	7,6
Transports et télécom.	69,9	71,1	71,4	+ 0,3	-	5,3	5,3	5,2
Services privés (1)	121,2	140,3	178,8	+ 2,5	+ 3,5	9,2	10,5	13,0
Commerces	145,6	163,9	173,2	+ 2,0	+ 0,8	11,0	12,3	12,6
Administrations (2)	118,2	147,9	188,5	+ 3,8	+ 3,5	8,9	11,1	13,7
Services domestiques	27,7	26,6	17,7	- 0,7	- 5,6	2,1	2,0	1,3
- Par statut								
Salariés	1.054	1.100	1.184	+ 0,7	+ 1,0	79,8	82,3	86,2
Non salariés	267	237	188	- 2,0	- 3,2	20,2	17,7	13,8

(1) Secteurs 27-28-30 de la BCND.

(2) Secteurs 31 à 35 de la BCND.

	Agriculture			Industrie*			Tertiaire			Total des emplois		
	hommes	femmes	Total	hommes	femmes	Total	hommes	femmes	Total	hommes	femmes	Total
au 1.1.1962	65,4	34,6	100,0	76,0	24,0	100,0	56,8	43,2	100,0	69,4	30,6	100,0
au 1.1.1968	66,5	33,5	100,0	76,1	23,9	100,0	55,1	44,9	100,0	68,5	31,5	100,0
au 1.1.1975	67,7	32,3	100,0	75,5	24,5	100,0	53,6	46,4	100,0	66,5	33,5	100,0

* (bâtiment et Travaux-Publics exclus).

TAB. 78 : EMPLOIS ET STRUCTURE DES EMPLOIS AUX DIFFERENTS R.G.P. Région du Nord. (Source INSEE)

Source : INSEE - Séries ajustées sur les Recensements de 1968 et 1975

Effectifs en milliers au 1er janvier
- salariés et non salariés -

	1962	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 (p)	1977 (e)
Agriculture	128,8	105,1	101,8	94,7	88,4	83,5	77,5	74,5	70,8	67,6	64,9
Industrie	709,3	689,9	672,4	683,6	677,4	684,5	687,5	691,4	678,5	659,3	657,2
Services	482,7	550,0	554,5	569,6	580,5	593,9	607,4	621,8	628,6	637,7	647,6
TOTAL	1 321,0	1 345,0	1 328,7	1 347,9	1 346,3	1 361,9	1 372,4	1 387,7	1 377,9	1 364,6	1 369,7
soit - Emplois masculins	917,0	921,5	903,8	911,0	910,9	918,0	918,2	926,2	915,9	904,6	903,1
- Emplois féminins	404,0	423,5	424,9	436,9	435,4	443,9	454,2	461,5	462,0	460,0	466,6
soit - Emplois salariés	1 054,0	1 107,1	1 096,1	1 123,8	1 131,3	1 154,3	1 172,2	1 192,5	1 189,3	1 181,3	1 191,0
- Emplois non salariés	267,0	237,9	232,6	224,1	215,0	207,6	200,2	195,2	188,6	183,3	178,7

(p) provisoire (e) estimation

Emploi total

Source : INSEE - Séries ajustées sur les Recensements de 1968 et 1975

Effectifs en milliers au 1er janvier
- salariés et non salariés -

	1962	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 (p)	1977 (e)
Industries énergétiques	126,1	105,2	97,6	89,2	81,9	76,9	70,2	64,1	61,0	58,6	54,1
Industries de transformation	489,8	479,6	473,4	490,4	489,3	498,2	506,6	515,9	512,8	497,4	499,2
soit - Biens d'équipement	80,0	80,5	79,3	83,0	86,3	89,1	91,8	94,4	97,1	95,0	94,0
- Biens intermédiaires	142,2	142,0	141,0	147,8	152,5	156,3	158,3	164,0	166,7	161,1	159,1
- Biens de consommation	267,6	257,0	253,1	259,6	250,5	252,8	256,5	257,5	249,1	241,3	246,1
soit - Emplois masculins	344,6	342,9	338,5	349,4	353,2	359,8	364,3	373,1	373,8	364,6	365,2
- Emplois féminins	145,2	136,7	134,9	141,0	136,1	138,4	142,3	142,8	139,0	132,8	134,0
Bâtiment et Travaux publics	93,4	105,1	101,4	104,0	106,2	109,4	110,7	111,4	104,7	103,3	103,9
ENSEMBLE des industries	709,3	689,9	672,4	683,6	677,4	684,5	687,5	691,4	678,5	659,3	657,2
soit - Hommes	558,7	546,8	531,1	536,1	534,6	539,0	537,8	541,0	532,0	519,1	515,8
- Femmes	150,6	143,1	141,3	147,5	142,8	145,5	149,7	150,4	146,5	140,2	141,4
soit - Salariés	671,1	654,2	638,7	650,9	645,5	653,2	657,0	661,9	650,3	632,1	630,7
- Non salariés	38,2	35,0	33,7	32,7	31,9	31,3	30,5	29,5	28,2	27,2	26,5

(p) Provisoire (e) Estimation

Emploi industriel

Source : INSEE - Séries ajustées sur les Recensements de 1968 et 1975

Effectifs en milliers au 1er janvier
- salariés et non salariés -

	1962	1968	1968	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 (p)	1977 (e)
Ensemble des services	482,7	550,0	554,5	588,6	580,5	583,9	607,4	621,8	628,6	637,7	647,6
soit - Transports et télécom.(1)	69,9	71,5	69,0	70,3	70,9	70,7	71,2	72,5	71,4	71,6	72,2
- Services privés (2)	170,6	192,0	192,6	199,1	203,1	209,9	213,9	220,6	226,3	229,2	232,7
- Commerces (3)	145,6	164,1	164,4	166,0	167,4	169,8	172,5	174,6	173,3	174,6	176,4
- Administr. publiques (4)	96,6	122,4	128,5	134,2	139,1	143,5	149,8	154,1	157,6	162,3	166,3
soit - Emplois masculins	273,9	304,9	305,1	312,0	317,4	323,0	328,2	335,0	336,1	339,7	343,2
- Emplois féminins	208,8	245,1	249,4	257,6	263,1	270,9	279,2	286,8	292,5	298,0	304,4
soit - Emplois salariés	355,2	432,9	439,8	457,5	471,7	487,9	502,7	519,2	528,3	539,5	551,3
- Emplois non salariés	127,5	117,1	114,7	112,1	108,8	106,2	104,7	102,6	100,3	98,2	96,3

(p) Provisoire. (e) Estimation.

(1) Secteurs 25 et 26 de la Comptabilité Nationale.

(2) Secteurs 27 - 28 - 30 - 35 - 36 de la Comptabilité Nationale.

(3) Secteur 29 de la Comptabilité Nationale.

(4) Secteurs 31 à 34 de la Comptabilité Nationale.

Emploi tertiaire

TAB. 79 : EVOLUTION DES EMPLOIS PAR C.A.E., SEXE ET STATUT. Région du Nord.

	1962-1968	1968-1975
Tertiaire	+ 2,1 %	+ 1,9 %
Commerces	+ 2,0 %	+ 0,8 %
Adm. et org. publics	+ 3,8 %	+ 3,8 %
services privés	+ 1,9 %	+ 2,4 %
dont services touristi- ques	- 0,7 %	- 5,6 %
dont services financiers	+ 5,6 %	+ 7,0 %

TAB. 80 : PROGRESSION DE L'EMPLOI TERTIAIRE. Taux annuel moyen. %.

pait encore 49 % de la population active totale (contre 40 % en moyenne en France), tandis que le tertiaire employait 46 % des actifs (contre 50 % en France). Pourtant il y a une cinquantaine d'années le volume relatif du tertiaire régional équivalait à celui de la moyenne française (25 % en 1921). La progression du tertiaire a été moins rapide dans la région du Nord, qui a accumulé les retards dans de nombreux secteurs (administration, enseignement, santé ...), et explique en partie le maintien du poids écrasant du secteur industriel (+ 42 % entre 1954 et 1975 contre + 51 % en France).

Or ce dernier est responsable des difficultés de l'emploi de la région. On estime que depuis plusieurs années disparaissent chaque année des milliers d'emplois dans le secteur secondaire en dépit des efforts entrepris pour compenser la chute des effectifs du textile et des charbonnages par des opérations de conversion comme l'implantation de l'industrie automobile ou d'autres industries mécaniques.

De 1954 à 1975, le Nord-Pas-de-Calais a perdu 15,4 % de ses emplois industriels alors que durant la même période ces mêmes emplois étaient devenus 1,16 fois plus nombreux en moyenne en France.

La dégradation de la situation économique, les difficultés des principales branches industrielles régionales ont eu des répercussions sensibles sur les emplois masculins dans une région où 57 % des actifs de sexe masculin exercent encore leur activité dans le secteur secondaire (519 330 personnes).

- Les branches d'activité économique où l'emploi masculin a régressé :

Dans deux secteurs surtout les emplois masculins ont régressé : le textile qui n'employait plus que 45 500 actifs en 1975 contre 63 520 en 1968 et 68 700 en 1962, et surtout les charbonnages dont les effectifs ont régulièrement diminué et qui, après avoir été la principale branche d'activité de la région du Nord, ne fournissaient plus que quelques 44 000 emplois en 1975 (87 000 encore en 1968 et 110 000 en 1962).

Ces deux secteurs à eux seuls ont entraîné en 20 ans la disparition de quelques 90 000 emplois industriels masculins.

La concentration géographique de ces industries a provoqué, dans le pays minier et dans la région lilloise, de grosses difficultés en matière d'emploi qui ne se résolvent que lentement par implantation d'industries nouvelles et par émigration des jeunes.

- Les branches d'activité économique où l'emploi masculin a augmenté :

Certaines branches d'industrie qui jusqu'ici étaient peu ou pas représentées dans la région Nord-Pas-de-Calais et qui ne sont apparues qu'à la faveur des opérations de conversion industrielle fournissent déjà aujourd'hui une part importante des emplois secondaires : c'est le cas de l'industrie automobile par exemple qui, quasiment inexistante en 1962, employait plus de 16 000 hommes en 1975.

D'autres branches plus anciennement implantées se sont dé-

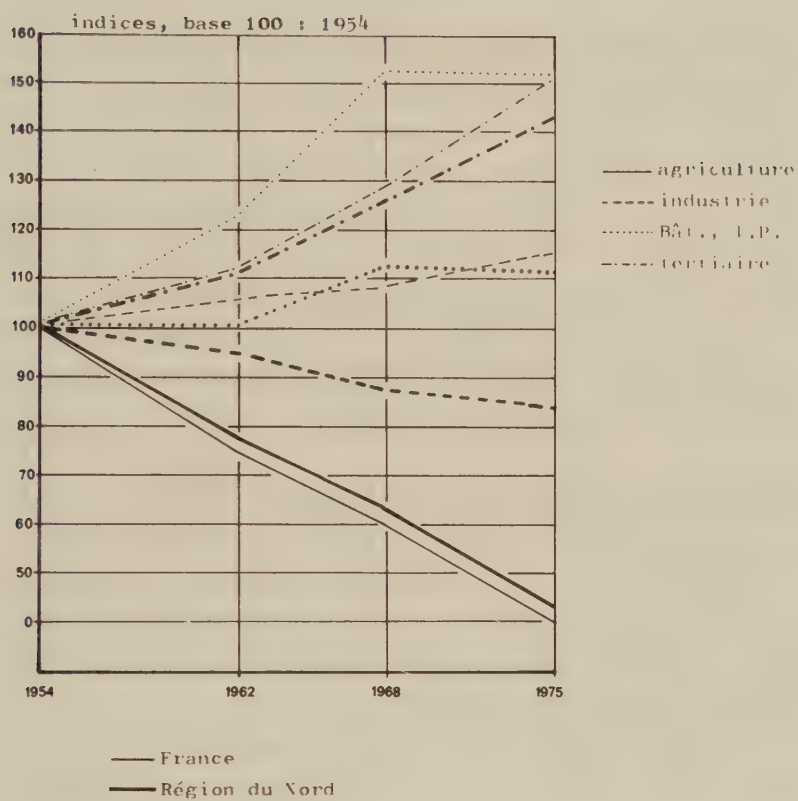


FIG. 428 : EVOLUTION DES EMPLOIS PAR GRANDS SECTEURS.

veloppées récemment à la faveur également des opérations de conversion : les constructions mécaniques et les constructions électriques.

Enfin on peut signaler la bonne tenue de certaines branches comme celles de l'industrie agro-alimentaire, de la verrerie, des constructions navales, de la chimie, de la papeterie ... Mais ces branches n'ont fourni qu'un petit nombre d'emplois nouveaux.

Quant-au secteur "bâtiment-travaux-publics", ses effectifs sont trop fluctuants pour que se dégage nettement une tendance d'évolution. Il emploie en moyenne 100 000 actifs.

- Le bilan de l'emploi industriel masculin :

Aucune branche d'activité n'a connu un développement tel qu'elle puisse compenser les disparitions d'emplois dans les grandes industries régionales traditionnelles. L'industrie qui fournissait encore 557 000 emplois en 1962 et 540 900 en 1968, n'en procurait plus que 519 000 en 1975.

Dans une région où la jeunesse de la population provoque chaque année l'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail, la perte annuelle de 3 000 emplois industriels, perte qui s'est d'ailleurs aggravée depuis 1975 et qui a atteint 7 000 emplois en 1977, aurait été plus catastrophique encore si le tertiaire n'avait fourni un contingent d'emplois nouveaux dépassant celui des pertes d'emplois industriels.

Mais dans le domaine du tertiaire (excepté dans la branche "transports"), beaucoup plus que dans celui de l'industrie, la

population masculine se heurte à la concurrence de la main d'oeuvre féminine, plus traditionnellement tournée vers les travaux de bureau et les tâches sociales.

4) 2. La population active masculine se tertiarise :

- Les branches du tertiaire anormalement masculinisées :

Par rapport à la moyenne nationale, un certain nombre de branches du tertiaire paraissent anormalement masculinisées et auraient donc accueilli de préférence du personnel masculin.

C'est le cas des services du logement où les emplois masculins représentaient en 1975 57 % des emplois (contre 29 % dans la France entière), c'est le cas de la branche des banques et assurances où les emplois masculins ne sont pas plus nombreux sur le plan national que les emplois féminins, mais où ils sont 1,5 fois plus nombreux dans la région du Nord, c'est également le cas des services, des collectivités locales et de la sécurité sociale (41 % d'emplois masculins dans la région du Nord, 30 % en moyenne en France).

- La croissance des effectifs du tertiaire :

En 1962, on ne comptait encore que 269 200 emplois masculins tertiaires dans la région (29 % des emplois masculins), en 1968, ce nombre était passé à 298 900 (32,6 % des emplois masculins), en 1975 enfin le tertiaire occupait 329 300 actifs masculins, soit 36,1 % des actifs de ce sexe. Cette augmentation

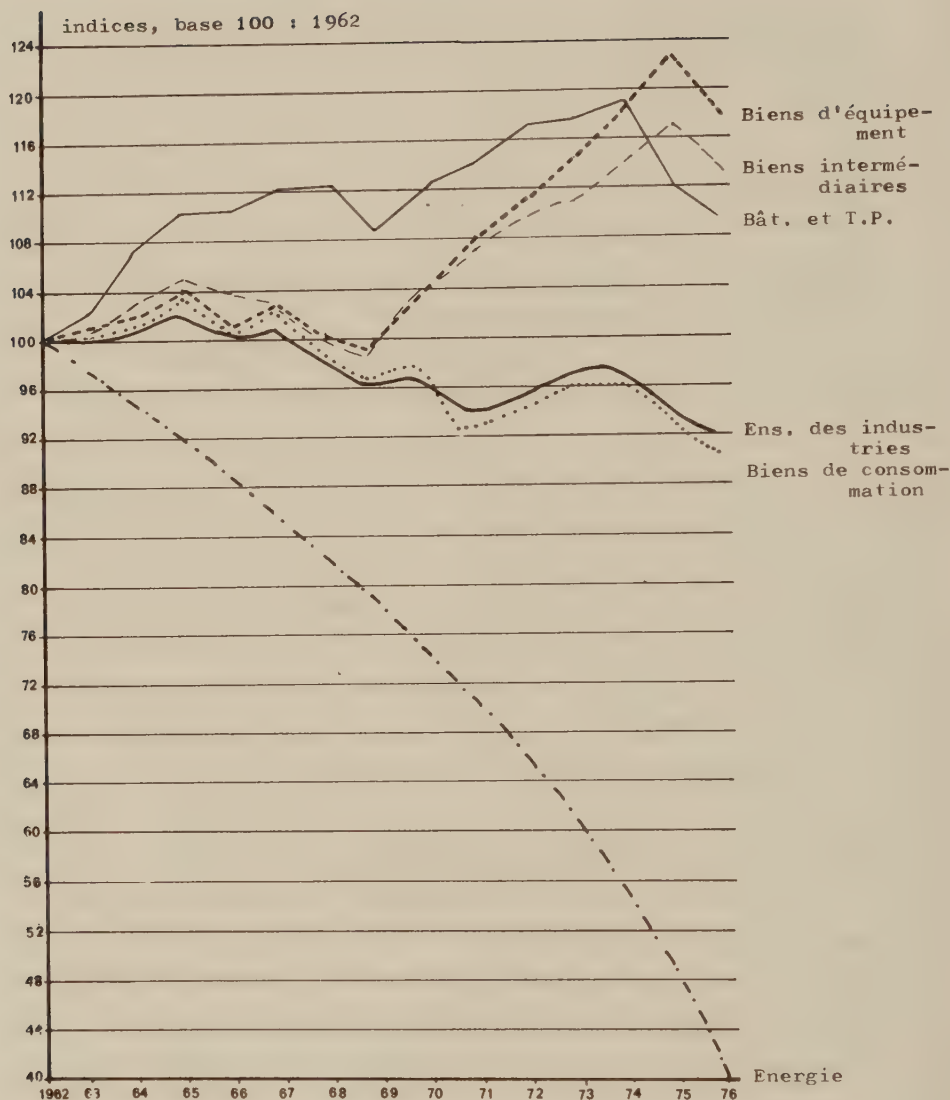


FIG. 429 : EVOLUTION DE L'EMPLOI INDUSTRIEL PAR BRANCHE D'ACTIVITES.
Région Nord/Pas-de-Calais. (Source INSEE)

Biens d'équipement : constructions électriques, mécaniques, navales.
Biens intermédiaires : chimie, verre, métaux, papier, carton.
Biens de consommation : textile, automobile, alimentaire, plastique.

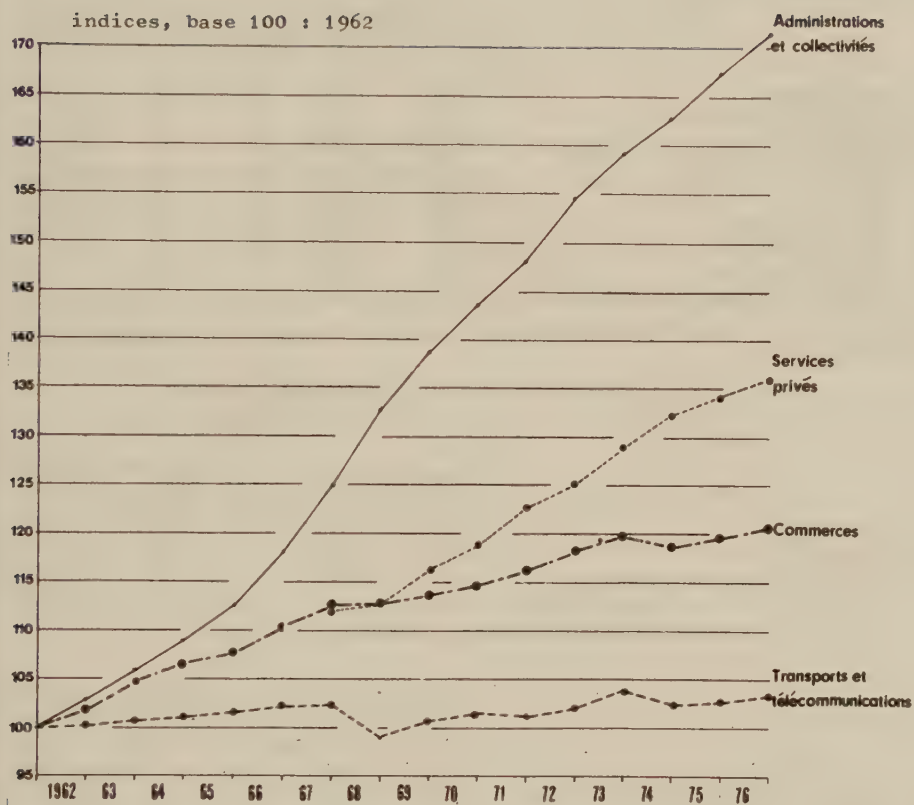


FIG. 430 : EVOLUTION DE L'EMPLOI TERTIAIRE PAR BRANCHE D'ACTIVITES.

(Source INSEE)

TAB. 81 : **RANG DU NORD/PAS-DE-CALAIS POUR LA CROISSANCE
DES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS TERTIAIRES**

**1. — ACTIVITÉS TERTIAIRES EN FORTE CROISSANCE AU PLAN NATIONAL
- (20 % ou plus de 1968 à 1975)**

Source : INSEE - Division des Études Régionales.

NAE.2	Croissance Nationale %	Croissance Régionale %	Rang du N-PdC /21 régions	Rang de Rh.A1 /21 régions	Effectifs Nord-PdC en 75
62 Transports publics	+ 26,1	+ 28,5	14 ^e	6 ^e	18,8
67 Auxiliaires des transports	+ 21,8	+ 20,1	17 ^e	16 ^e	9,0
73/74 Commerces, matières premières	+ 20,8	+ 15,7	19 ^e	15 ex	55,8
76 Commerces divers	+ 23,1	+ 18,2	15 ^e	6 ^e	14,8
80/81 Inter auxiliaires du commerce, de l'industrie	+ 30,4	+ 43,6	10 ^e	18 ^e	15,7
82 Cession et gestion des biens	+ 90,0	+ 177,2	1 ^{er}	9 ^e	7,5
83 Établissements financiers, banques, bourses	+ 59,5	+ 62,0	15 ^e	5 ^e	19,2
84 Assurances	+ 26,7	+ 39,4	6 ^e	9 ^e	9,9
91 Santé	+ 56,2	+ 50,4	16 ^e	13 ex	62,9
92 Administration générale	+ 23,5	+ 27,8	4 ^e	1 ^{er}	36,5
93 Justice, police, contentieux	+ 24,5	+ 33,6	3 ^e	4 ^e	7,4
95 Enseignement	+ 38,1	+ 29,8	19 ^e	14 ^e	1,8 *
96 Éducation physique, sports	+ 47,4	+ 31,0	19 ^e	14 ^e	3,6 *
97 Lettres, sciences, arts	+ 23,2	+ 18,6	15 ^e	2 ^e	30,7
98 Administrations économique, sociale, syndicats	+ 50,9	+ 59,8	10 ^e	3 ^e	

* Les résultats régionaux relatifs à ces activités sont à considérer avec précaution, car ils portent sur de faibles effectifs, et sont donc sujets à des variations dues au simple hasard du sondage.

2. — ACTIVITÉS A CROISSANCE MOYENNE AU PLAN NATIONAL (de 10 à 20 %)

NAE.2	Croissance Nationale %	Croissance Régionale %	Rang du N-PdC /21 régions	Rang de Rh.A1 /21 régions	Effectifs Nord-PdC en 75
68 Transmissions	+ 17,5	+ 11,2	16 ^e	3 ^e	19,7
77 Hôtellerie	+ 17,1	+ 20,4	4 ^e	10 ^e	12,1
85 Administrations économique et financière	+ 18,5	+ 6,5	21 ^e	6 ^e	10,4

3. — ACTIVITÉS STABLES AU PLAN NATIONAL (de + 10 à - 10 %)

NAE.2	Croissance Nationale %	Croissance Régionale %	Rang du N-PdC /21 régions	Rang de Rh.A1 /21 régions	Effectifs Nord-PdC en 75
65 Transports maritimes	- 6,4	+ 8,9	10 ^e	2 ^e	4,1 *
69/70 Commerces agricoles alimentaires	+ 2,9	- 4,2	18 ^e	5 ^e	63,0
71 Commerces multiples	- 5,2	+ 19,1	5 ^e	1 ^{er}	13,2
75 Commerces textiles, habillement, cuir	+ 7,0	+ 7,3	6 ^e	4 ^e	22,3
79 Industries et commerces de récupération	+ 3,3	+ 12,6	6 ^e	8 ^e	2,8 *
88 Spectacles	+ 8,1	- 17,5	20 ^e	14 ^e	1,1 *
89 Hygiène	- 2,6	- 4,4	15 ^e	18 ^e	13,7
99 Armées	- 1,3	- 1,0	10 ^e	21 ^e	10,5
94 Cultes	+ 1,2	- 15,9	16 ^e	21 ^e	3,8 *

4. — ACTIVITÉS EN DÉCROISSANCE AU PLAN NATIONAL (- 10 %)

NAE.2	Croissance Nationale %	Croissance Régionale %	Rang du N-PdC /21 régions	Rang de Rh.A1 /21 régions	Effectifs Nord-PdC en 75
63 Transports ferroviaires et urbains	- 11,7	- 20,7	18 ^e	1 ^{er}	21,1
64 Transports de navigation intérieure	- 21,8	- 19,6	13 ^e	19 ^e	3,5 *
72 Commerces, spectacles non sédentaires	- 19,2	- 13,9	7 ^e	10 ^e	7,7
78 Débits de boissons, de tabac	- 16,2	- 15,9	9 ^e	6 ^e	16,9
90 Services domestiques	- 34,9	- 34,1	12 ^e	19 ^e	17,5

est due essentiellement à la création d'emplois nouveaux dans le secteur des services et plus précisément dans les branches du commerce et du tertiaire économique, administratif et social puisque les effectifs masculins employés dans les transports ont plutôt diminué.

- La multiplication des "cols blancs" :

La création de quelques 83 000 emplois (masculins et féminins) dans le tertiaire, en même temps que la disparition de quelques 30 000 emplois agricoles et de 13 000 emplois industriels entre 1968 et 1975, correspond à une modification profonde des genres de vie. Sociologiquement elle est plus perceptible chez les hommes que chez les femmes plus traditionnellement vouées au tertiaire.

Certes cette évolution n'est pas typique à la région Nord-Pas-de-Calais et se produit dans tous les pays industrialisés ; mais il ne faut pas oublier que si, dans la France entière, les progressions des secteurs tertiaire et secondaire ont été parallèles jusqu'à une date récente et ont bénéficié du recul du secteur primaire, dans la région du Nord, la progression du tertiaire s'oppose depuis les années 30 au recul timide puis accéléré du secteur secondaire plus que du secteur primaire.

La multiplication des emplois tertiaires masculins, en même temps que la tertiarisation d'un certain nombre d'emplois dans les entreprises industrielles, modifie très certainement la mentalité de la population ainsi que sa répartition géographique, puisque ces emplois tertiaires sont fournis principalement par les

grands centres urbains.

5) La composition socio-professionnelle de la population active non agricole :

5) 1. Le poids écrasant de la classe ouvrière :

En 1954 on recensa 709 987 ouvriers et ouvrières (ouvriers agricoles exclus) dans la région du Nord, en 1962 : 694 431 et en 1975 : 687 965.

Le nombre des ouvriers a donc relativement peu évolué puisqu'en 20 ans il n'a diminué que de 3 %. Par contre la part des ouvriers dans l'ensemble de la population active a diminué plus nettement. En 1954, les ouvriers et ouvrières formaient 56 % de la population active, en 1962 : 52,2 %, en 1968 : 50,4 % et en 1975 seulement 48 %. La part des ouvriers dans la population active s'est donc amenuisée de 8 % en 20 ans. Il n'en reste pas moins qu'avec une population ouvrière correspondant grossièrement à la moitié de la population active, nous sommes très loin de la moyenne française : 37,7 % en 1975. Ce phénomène explique en grande partie certaines originalités des comportements sociologiques, démographiques et politiques de la population régionale.

On pourrait objecter que c'est la relative faiblesse du monde agricole qui renforce dans la région du Nord le poids du monde ouvrier. Mais si, pour éliminer cette objection, on compare la composition de la population active non agricole de la région à celle de l'ensemble du pays, la classe ouvrière demeure large-

	Effectifs en 1975 (en milliers)	Variations absolues (en milliers)	1968/75 relatives %	Évolutions moyennes annuelles en %		Structure Régionale Région = 100 en %		
				1962/68	1968/75	1962	1968	1975
Agriculteurs exploitants	60,8	- 25,3	- 29,4	- 2,7	- 4,8	7,6	6,3	4,2
Salariés agricoles	10,9	- 9,8	- 47,5	- 5,8	- 8,8	2,2	1,5	0,8
Industriels et gros commerçants	15,1	- 2,5	- 14,2	- 0,2	- 2,2	1,4	1,3	1,1
Artisans, patrons-pêcheurs	25,8	- 7,6	- 22,8	- 1,5	- 3,6	2,7	2,4	1,8
Petits commerçants	66,8	- 14,1	- 17,4	- 1,9	- 2,7	6,8	5,9	4,7
Ensemble des patrons de l'industrie et du commerce	107,7	- 24,3	- 18,4	- 1,6	- 2,9	10,9	9,6	7,5
Professions libérales	8,4	+ 1,3	+ 17,8	+ 1,8	+ 2,4	0,5	0,5	0,6
Professeurs et professions littéraires et scientifiques	21,0	+ 10,3	+ 96,3	+ 8,1	+ 10,1	0,5	0,8	1,5
Ingénieurs et cadres supérieurs	43,1	+ 11,6	+ 37,1	+ 2,2	+ 4,6	2,1	2,3	3,0
Ensemble des professions libérales et cadres supérieurs	72,5	+ 23,2	+ 47,1	+ 3,2	+ 5,7	3,1	3,6	5,1
Instituteurs et autres professions intellectuelles	53,5	+ 10,8	+ 25,4	+ 5,9	+ 3,3	2,3	3,1	3,7
Services médicaux et sociaux	16,0	+ 6,5	+ 67,9	+ 8,8	+ 7,7	0,4	0,7	1,1
Autres cadres moyens et techniciens	97,0	+ 25,5	+ 35,6	+ 4,3	+ 4,4	4,2	5,2	6,8
Ensemble des cadres moyens	166,5	+ 42,8	+ 34,6	+ 5,2	+ 4,3	6,9	9,0	11,6
Ensemble des employés	233,9	+ 49,4	+ 26,8	+ 3,5	+ 3,4	11,3	13,4	16,4
Ouvriers qualifiés et contremaîtres	257,8	+ 17,8	+ 7,4	+ 2,2	+ 1,0	15,8	17,5	18,0
Ouvriers spécialisés et manœuvres	395,5	+ 23,4	+ 6,3	- 0,5	+ 0,9	28,8	27,1	27,7
Mineurs	29,1	- 38,5	- 57,0	- 4,2	- 11,3	6,6	4,9	2,0
Ensemble des ouvriers	688,0	- 4,0	- 0,6	- 0,1	- 0,1	52,2	50,4	48,1
Personnels de service	63,0	+ 6,3	+ 11,1	+ 2,6	+ 1,5	3,6	4,1	4,4
Autres actifs	26,0	- 1,6	- 5,6	- 1,0	- 0,8	2,2	2,0	1,8
TOTAL DES ACTIFS	1.429,2	+ 56,7	+ 4,1		+ 0,6	100,0	100,0	100,0

Source INSEE

TAB. 82 : ÉVOLUTION DES STRUCTURES SOCIO-PROFESSIONNELLES. Région
Nord/Pas-de-Calais.

ment surreprésentée dans la région du Nord : 41,6 % d'ouvriers pour la France entière, 51 % pour le Nord-Pas-de-Calais.

Cette surreprésentation ouvrière est encore plus marquée pour le sexe féminin que pour le sexe masculin : en 1975, 33 % de la population active non agricole de la région du Nord étaient formés d'ouvrières, contre 22 % en France, et 59 % de la population active masculine non agricole appartenaient aussi à cette classe contre 52 % en France.

Le rapport $\frac{\text{population des ménages dont le chef est ouvrier}}{\text{population des ménages dont le chef est actif}}$ est certainement plus significatif encore que le rapport : $\frac{\text{ouvriers}}{\text{pop. active totale}}$

. En 1954 ce rapport s'élevait à 56 %, en 1962 à 58 %, en 1968 à 57 % et en 1975 à 55 %. Il y a donc une légère diminution de la population ouvrière, mais il n'en demeure pas moins que dans la région du Nord, c'est toujours plus de la moitié de la population qui fait partie du monde ouvrier, et d'un monde ouvrier relativement prolétarisé puisque les catégories les plus humbles y sont surreprésentées par rapport à la moyenne nationale : 18,4 % des ouvriers masculins sont des manoeuvres (contre 15,7 % en France) et surtout 44 % des ouvrières (contre 33 % en France).

5) 2. La faible représentation des classes les plus favorisées :

Si la classe ouvrière est surreprésentée, d'autres catégories sont au contraire sous-représentées dans la région, et leur sous-représentation est ancienne et permanente.

En 1975, la catégorie "cadres supérieurs, professions libéra-

les, qui en France englobe en moyenne 6,7 % de la population, ne correspond qu'à 4,4 % de la population régionale, et celle des cadres moyens à 11,6 % contre 12,7 % en France. L'écart est moins grand en ce qui concerne la catégorie des patrons de l'industrie et du commerce, catégorie formée avant tout d'artisans et de petits commerçants qui rendent des services banaux et dont le nombre est surtout fonction de l'importance des effectifs de population : 7,5 % dans la région du Nord contre 7,9 % dans la France entière.

Quant-à la catégorie des employés, elle n'est guère vraiment sous-représentée, si on tient compte du sous-développement relatif du tertiaire dans la région : 16,3 % contre 17,6 % pour la France entière.

5) 3. Les conséquences de la prédominance ouvrière : les bas revenus, la relative faiblesse de la consommation [09] :

Les couches sociales dont les revenus sont les plus élevés sont donc sous-représentées dans la région où figurent au contraire en surnombre : des inactifs à revenus faibles ou inexistants (ouvriers retraités, femmes sans profession), des ouvriers à salaire médiocre. Le salaire annuel moyen dans la région est en effet nettement inférieur à la moyenne française (19 700 F en 1972 contre 21 800 en moyenne en France), mais peu inférieur à la moyenne provinciale. Le Nord-Pas-de-Calais n'occupe pas une position marginale dans l'ensemble français, mais figure néanmoins parmi les régions à faible revenu.

Cette faiblesse des revenus jointe au surcroît de dépenses

qu'entraîne la résidence en zone fortement urbanisée, jointe à la taille élevée des familles, fait que le revenu disponible par personne est assez limité. Aussi l'habitant de la région Nord-Pas-de-Calais consacre-t-il une part anormalement importante de ses revenus à l'alimentation : 40 % en 1972 (plus que dans toute autre Z.E.A.T) contre 36 % en moyenne en France. La part du budget consacré au logement : 16,9 % correspond à la moyenne française, ce qui est beaucoup pour une région où un grand nombre de ménages sont logés gracieusement par les entreprises employant le chef de ménage. Les postes santé, culture, équipement des ménages sont sous-représentés.

Mais il ne faut pas trop noircir la situation régionale. La part des revenus consacrée aux postes vacances et loisirs est comparable à celle consacrée en moyenne dans les autres grandes régions industrielles et urbaines. C'est le revenu global qui est en cause plus que la répartition en postes de consommation. La faiblesse relative des revenus a sans doute depuis longtemps contribué à limiter le développement des services dont presque toutes les branches (ramenées par habitant) paraissent sous-développées par rapport à la moyenne nationale.

6) La population active disponible à la recherche d'un emploi :
Cf. 1^o partie, chapitre IV.

II - Les inactifs :

Les recensements ne nous fournissent que peu de renseignements

sur les inactifs. Toutefois les quelques indications fournies : retraités, structure par âge, scolaires, permettent de se faire une certaine idée de cette population plus nombreuse que la population active et surreprésentée dans la région du Nord par rapport à la moyenne française.

1) Les différentes catégories d'inactifs :

Les inactifs représentaient en 1975 64,3 % de la population totale contre 58,9 % en moyenne en France. Parmi eux 6 catégories essentielles étaient à distinguer :

- les enfants de moins de 17 ans que leur scolarisation rend obligatoirement inactifs
- les scolaires et étudiants de 17 ans et plus
- les militaires du contingent
- les anciens actifs retraités ou retirés des affaires
- les inactifs vrais : hommes et femmes d'âge actif, non retraités et n'exerçant aucune activité
- les inactifs non retraités de plus de 65 ans.

2) Les enfants, scolaires, étudiants et appelés du contingent :

L'entrée dans la vie professionnelle ne se faisant qu'à l'issue d'une période de formation de plus en plus longue, cette catégorie est devenue de plus en plus nombreuse.

Elle comprend d'abord tous les enfants et adolescents de moins de 16 ans, lesquels sont particulièrement nombreux dans la région du Nord à population très jeune : 1 449 290 au recensement de 1975,

soit 29 % de la population totale contre 26 % pour la France entière.

Elle comprend en outre la population de plus de 16 ans encore scolarisée : 145 570 personnes au recensement de 1975. Cette catégorie aux effectifs nombreux est, comme nous le verrons plus en détail au cours de ce chapitre, pourtant sous-représentée à l'échelon régional, car l'entrée en activité est plus précoce dans la région du Nord que dans le reste de la France.

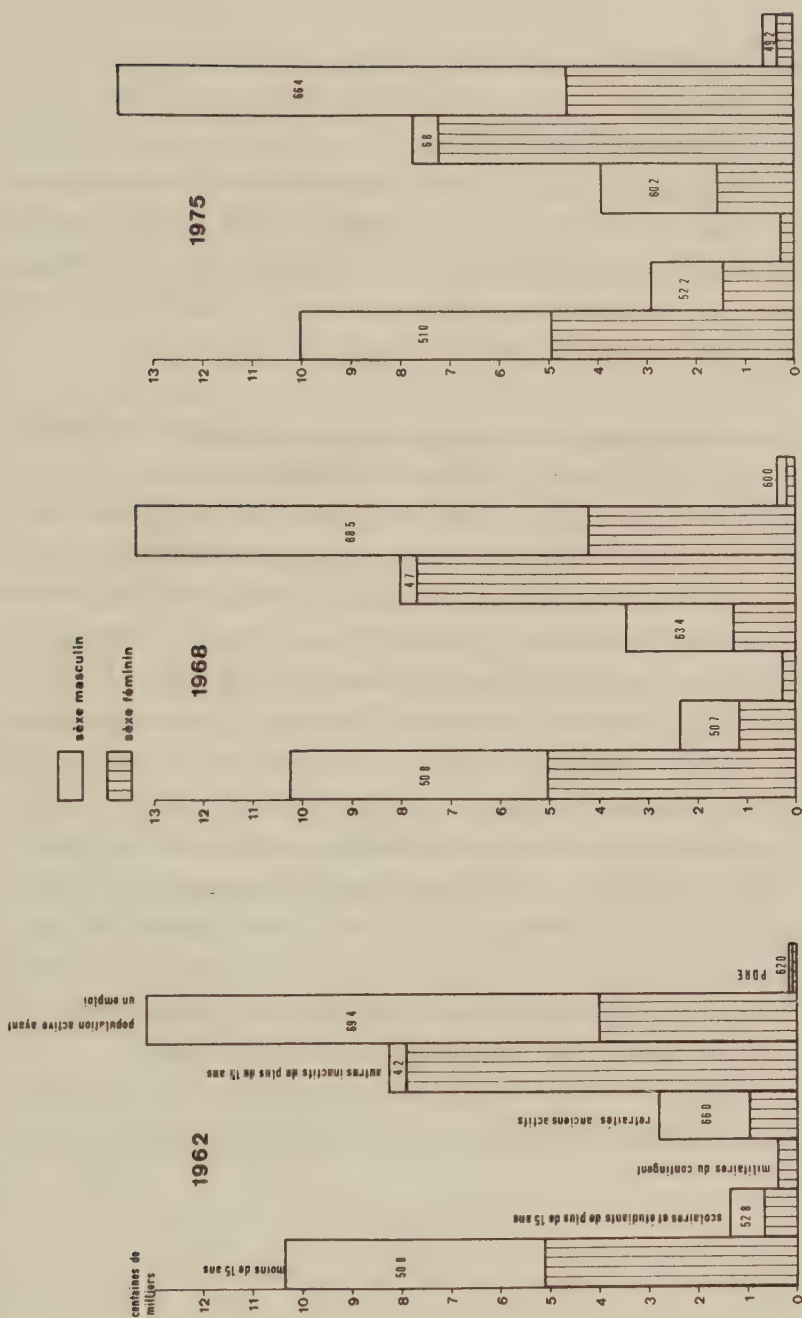
La totalité de ces deux groupes, c'est à dire l'ensemble de la population trop jeune pour être active ou n'ayant pas achevé ses études, s'élevait en 1975 à 1 294 860 personnes dans la région du Nord, soit 33 % de la population totale, contre 30 % pour la France entière.

Les militaires du contingent forment un dernier groupe dont l'inactivité est imposée. Ils étaient 23 810 à la date du dernier recensement, soit 0,6 % de la population.

Si l'on extrait de la population inactive les 33,1 % d'inactifs forcés : enfants, étudiants, militaires du contingent, il ne reste qu'un peu plus de 30 % de la population régionale à être sans activité (contre cependant 28 % pour la France entière).

La structure par âge explique en grande partie l'inactivité dans la région : les jeunes sont plus nombreux, et cela contribue à réduire l'activité, mais il n'en subsiste pas moins un grand nombre d'autres inactifs. Le nombre des retraités ne peut expliquer cette situation, car une population jeune contient obligatoirement

FIG. 471 : Catégories de population selon l'activité



peu de retraités.

3) Les retraités :

On regroupe sous ce vocable tous les anciens actifs percevant un revenu d'inactivité. On en a recensé 391 000 en 1975. Leur nombre s'est considérablement accru (345 000 en 1968, 279 000 en 1962) et ils forment aujourd'hui 9,8 % de la population régionale contre 11,9 % pour l'ensemble du pays.

3) 1. La structure par âge et la sous-activité sont responsables de la faiblesse du nombre des retraités :

Il est difficile de tirer des indications sur l'âge d'entrée en vigueur des retraites à partir des seules courbes d'activité. Mais il est par ailleurs certain que la prédominance des industries lourdes est un facteur favorable à la précocité des retraites. Sur les courbes des taux d'inactivité masculine, il apparaît nettement que par rapport à la moyenne française, l'activité masculine régresse anormalement dans la région du Nord à partir de 50 ans et que ce phénomène s'est accentué nettement ces dernières années (les difficultés économiques encourageant l'attribution de retraites anticipées). La faible proportion de retraités de sexe masculin ne tient donc pas à une prolongation anormale de l'activité aux grands âges (d'autant plus que la catégorie des agriculteurs, à retraite tardive, est sous-représentée dans la région), mais uniquement à la jeunesse de la structure par âge.

Cependant la grande différence entre la proportion des retraités de la région du Nord et la moyenne française tient aussi

à la faiblesse du nombre des retraités de sexe féminin. En ce qui concerne cette catégorie, l'âge moyen de la retraite dans la région ne paraît ni tardif, ni précoce, mais correspond, semble-t-il à l'âge moyen de la retraite à l'échelon national. Cependant à l'inactivité anormalement faible de la population féminine, correspond une faiblesse anormale des effectifs de femmes retraitées.

3) 2. Peu de femmes retraitées :

Pour mesurer les effets de la sous-activité féminine sur le nombre des retraités, nous avons comparé le nombre de femmes retraitées au nombre d'hommes retraités.

Si on met à part les retraités des deux sexes ayant exercé leur activité antérieure dans l'agriculture, on comptait en 1975 65 femmes jouissant d'une retraite pour 100 retraités de sexe masculin dans la région du Nord, contre 91 % dans la France entière. Il ne faut pourtant pas attribuer trop de valeur à ces chiffres, car la définition des retraites, la confusion entre les divers systèmes d'attribution d'allocations et d'aides aux personnes âgées, des pensions de reversion et les retraites s'est sans doute produite. Il n'en reste pas moins que cet écart considérable reflète la conséquence de la faible activité féminine sur les revenus des personnes âgées.

4) Les autres inactifs : 1/4 de la population de 17 à 64 ans :

Les inactifs qui n'appartiennent ni aux classes d'âge de pré-activité, ni aux classes d'âge de post-activité sont donc, compte-tenu du petit nombre de retraités, relativement nombreux dans la

région.

20,3 % de la population régionale n'appartient ni aux actifs, ni aux scolarisés, ni aux militaires appelés, ni aux retraités, contre 16,1 % en moyenne en France.

Si on exclut de ce nombre toutes les personnes inactives non retraitées de 65 ans ou plus, on obtient un écart relatif encore plus prononcé : 24,4 % de la population contre 12,6 % pour la France entière.

Il y a là une situation régionale typique, ancienne et durable due en majeure partie à la sous-activité féminine, puisque les femmes représentent l'essentiel de ces inactifs.

Mais la situation de l'activité et de l'inactivité féminine est très variable à travers la région.

III - Les grandes variations des taux et des types d'activité à travers la région :

Le contraste entre les nombreuses divisions régionales du Nord-Pas-de-Calais est trop grand pour qu'une étude socio-économique plus fine de la population régionale soit significative. Ce n'est qu'aux échelons géographiques intermédiaires entre la commune et la région qu'on saisit pleinement les contrastes socio-démographiques régionaux.

a) Sources et méthodes :

2 sources sont disponibles : les recensements généraux de po-

pulation et les évaluations de l'INSEE par "bassins de main d'oeuvre". Les données disponibles en 1975 portent essentiellement sur les actifs au lieu de résidence.

1) La méthode comparative :

En ce qui concerne les taux d'activité, nous avons été confrontés au problème suivant : les taux d'activité générale, même ramenés à la population âgée de 17 à 64 ans, sont fortement influencés par la structure par âge, structure qui peut varier, dans des proportions importantes, d'un échelon géographique à un autre.

Nous avons cherché à disposer, pour chaque échelon géographique disponible, d'un taux qui ne soit pas influencé par la structure par âge. Pour ce faire, nous avons eu recours à la méthode comparative.

La population régionale a été choisie comme population type. Nous avons affecté aux effectifs de chaque classe quinquennale d'âge de 15 à 64 ans de cette population, les taux d'activité par âge de chaque échelon géographique. Le rapport entre le nombre d'actifs ainsi obtenu pour chaque échelon et la population régionale âgée de 15 à 64 ans x 100 donne le taux comparatif d'activité.

Nous avons calculé séparément les taux comparatifs d'activité masculine et les taux comparatifs d'activité féminine, et réalisé des cartogrammes.

2) La confrontation des sources diverses :

La méthode comparative donne un résultat fort intéressant mais

abstrait qu'il faut compléter par d'autres données : rapport
actifs
pop. totale , taux d'activité par âge, structure socio-profession-
nelle et structure d'activité de la population, et enfin ajuste-
ment entre les emplois disponibles et la population active poten-
tielle, cet ajustement se faisant de trois manières : sur ou sous-
activité par rapport à la moyenne régionale, migrations définitives,
migrations alternantes.

Or les données portant sur ces différents aspects du problème
ne sont pas fournies par les mêmes sources, ni pour les mêmes é-
chelons géographiques. On ne peut donc pas réaliser d'étude systé-
matique et exhaustive, mais le recoupement des données permet de
mettre en évidence un certain nombre de phénomènes.

b) Les grandes variations des taux d'activité (actifs au lieu de
résidence) :

Les taux comparatifs d'activité définis ci dessus permettent
de mettre en évidence, mieux que les taux réels, les différences
d'activité d'un secteur à l'autre.

Sur les cartes d'activité deux zones se distinguent nettement :
le pays minier caractérisé par une sous-activité masculine et fé-
minine notable, et la région lilloise caractérisée par une surac-
tivité essentiellement féminine.

Dans les autres secteurs, la situation est plus complexe, ain-
si à la forte activité masculine du bassin de la Sambre et du lit-
toral dunkerquois, correspond une très faible activité féminine,

FIG. 130 :

Taux comparatif d'activité masculine
1975

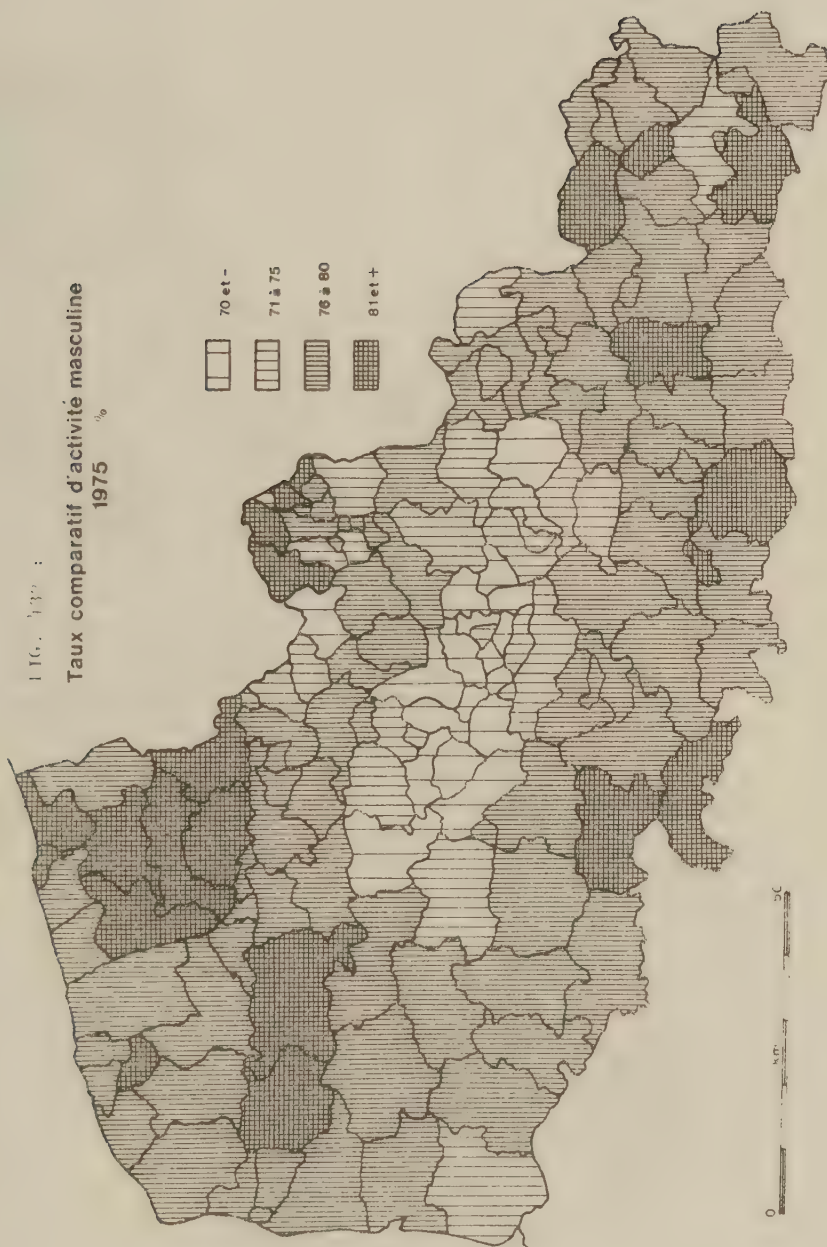


FIG. 433 :

**Taux comparatif d'activité féminine
1975** %

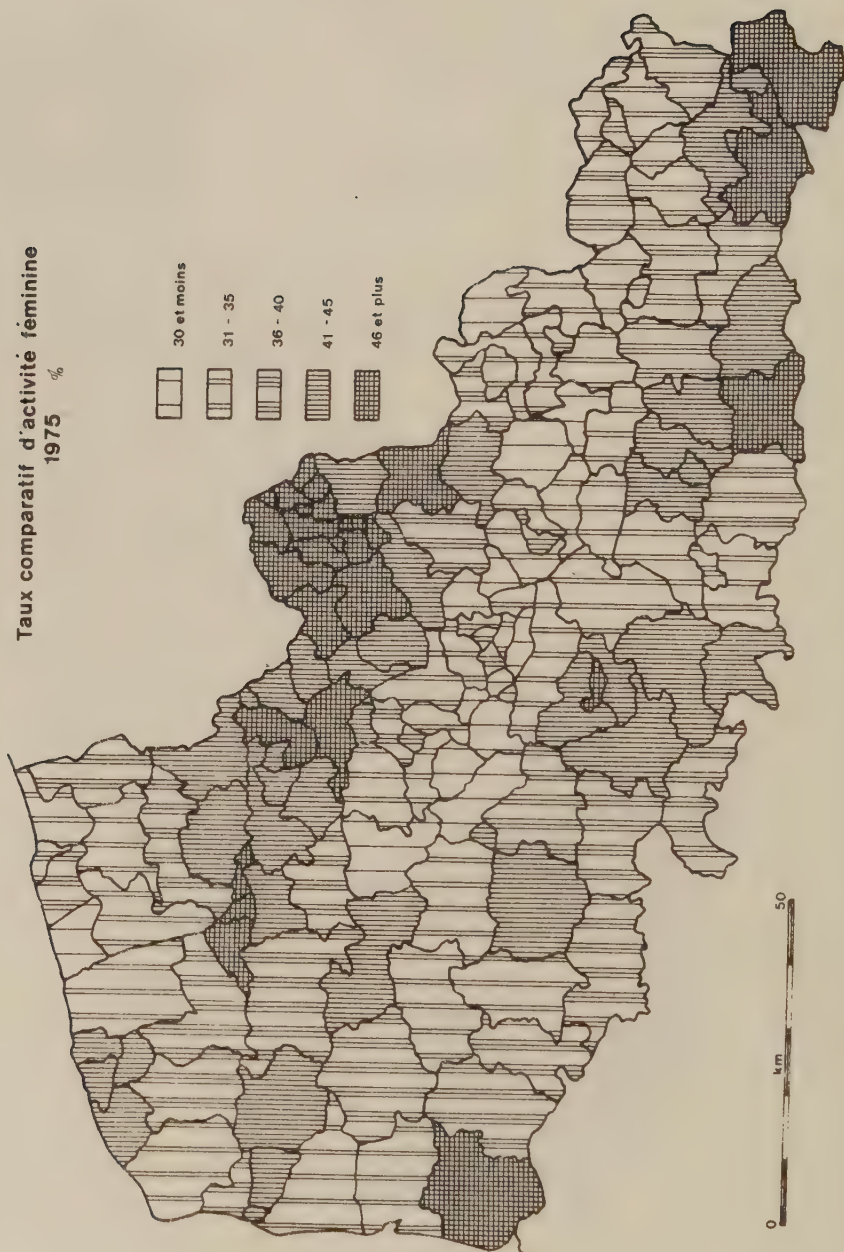


FIG. 434 : **activité féminine**
(1975)

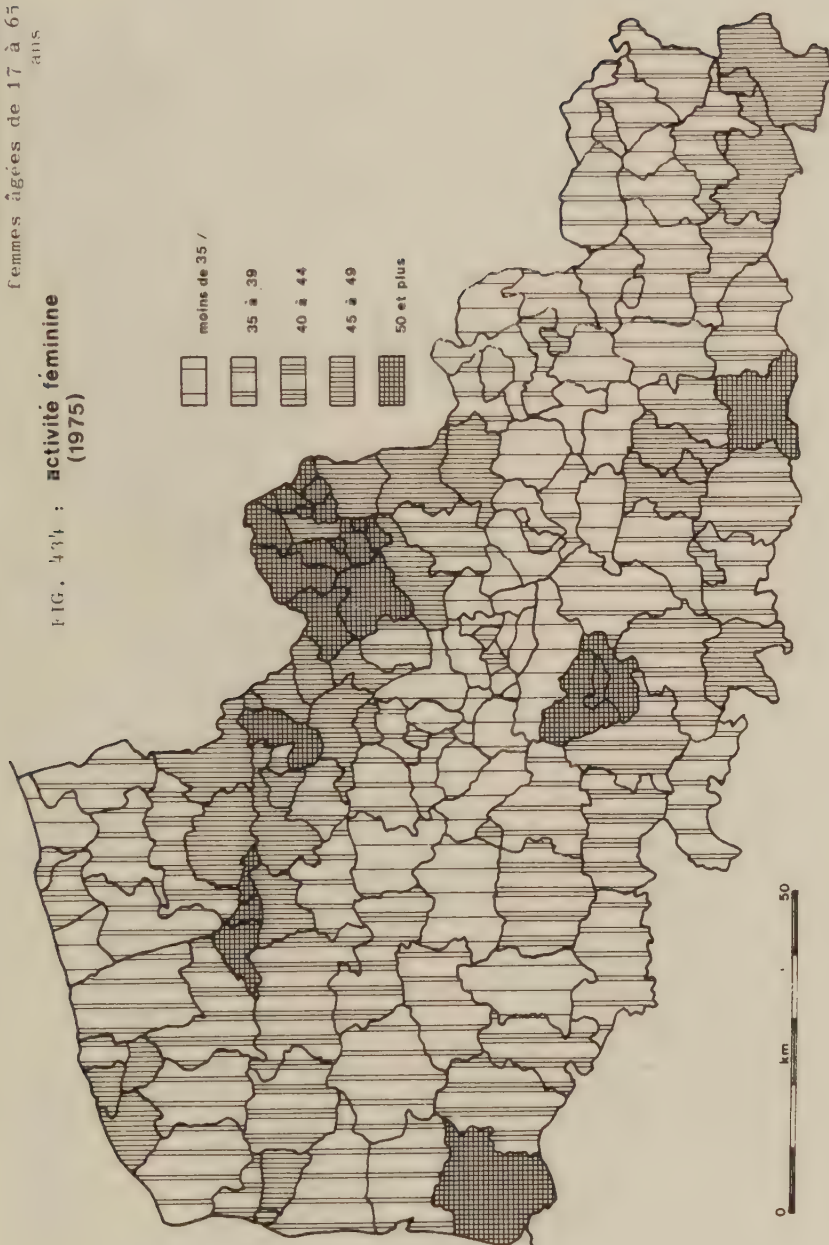
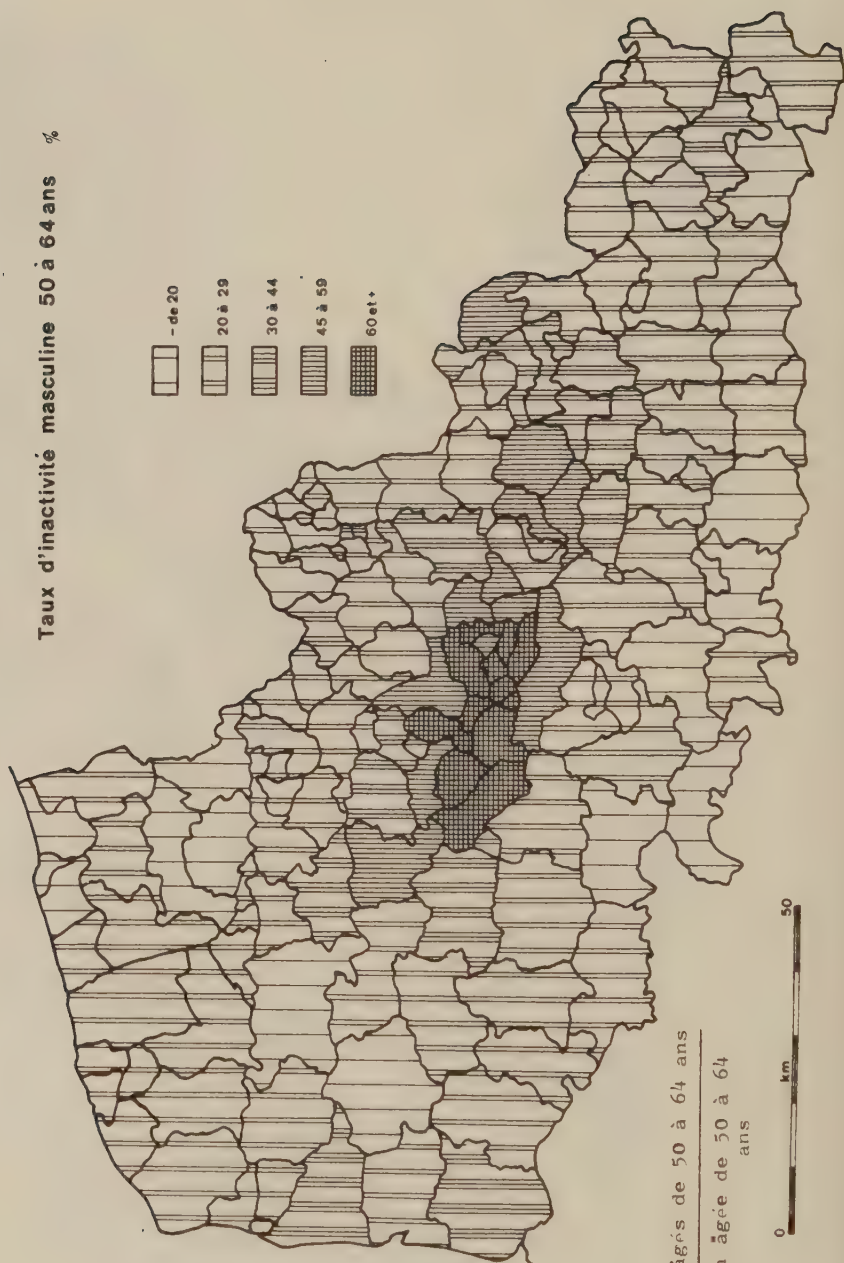


FIG. 435 :

Taux d'inactivité masculine 50 à 64 ans %



inactifs âges de 50 à 64 ans
population âgée de 50 à 64
ans

et à une faible activité masculine de la zone de Berck-Le Touquet correspond une forte activité féminine.

Ce n'est donc pas sur les taux d'activité générale, mais sur la combinaison des taux masculins et féminins que nous avons fait reposer notre typologie.

1) Les zones de forte activité masculine et féminine :

1) 1. La région lilloise :

- Une zone de création d'emplois :

La région lilloise est une des rares zones de la région du Nord où la création d'emplois a été continue depuis une vingtaine d'années. De 1962 à 1975, près de 40 000 emplois nouveaux (bilan création-disparition d'emplois) y ont été offerts. Pendant la période 1962-1968, le rythme des créations d'emplois a dépassé celui de l'accroissement des besoins de la population active résidente, et la région lilloise a accueilli un grand nombre de migrants alternants et définitifs. Entre 1968 et 1974, l'augmentation de la population active résidente disponible a été plus rapide, et un certain équilibre s'est instauré entre l'augmentation des ressources de main d'oeuvre et celle du nombre des emplois. Ce phénomène contribua sans doute fortement à réduire l'immigration définitive dans la région lilloise. En ce qui concerne les migrations alternantes, il est plus difficile de savoir comment le phénomène a évolué, car nous ne disposons toujours pour l'instant que

de données relatives à 1968.

- Un centre d'immigration quotidienne (en 1968) :

Bien qu'il soit très difficile de savoir comment les migrations alternantes se sont modifiées dans la région du Nord entre 1968 et 1975, il est certain que de nouveaux facteurs, notamment le développement des industries nouvelles en plusieurs points du pays minier, ont modifié les flux qui se manifestaient en 1968, mais l'intensification du trafic routier quotidien aux heures d'ouverture et de fermeture des bureaux et des usines permet de penser que ces migrations demeurent très importantes dans la région.

Il convient toutefois, en ce qui concerne la région lilloise, d'opérer la distinction entre deux types de mouvements :

- 1) les mouvements internes à l'agglomération et à sa zone péri-urbaine, qui sont de grande ampleur, car là forte industrialisation de la conurbation et la diffusion de l'industrie sur toute son étendue, l'existence de grands foyers d'emploi tertiaire non seulement à Lille, mais aussi à Roubaix (vente par correspondance) et Tourcoing, le rejet de nouvelles structures d'habitat dans des zones périphériques de faible activité, sont autant de facteurs qui ont multiplié les migrations à courte distance, l'agglomération semblant se diviser en quelques zones (une zone Nord d'Halluin à Roubaix, une zone Ouest autour d'Armentières, une zone Sud autour d'Haubourdin et de Seclin et une zone proprement lilloise) à l'intérieur desquelles la grande majorité des actifs résident et travaillent. Cependant les courants migratoires les plus divers et

les plus désordonnés traversent l'aire métropolitaine. L'agglomération lilloise ne connaît pas un flux unique se dirigeant vers le centre de Lille le matin et s'en éloignant le soir, mais des flux multiples et contradictoires qui sillonnent la totalité de l'agglomération.

- 2) Les mouvements externes, c'est à dire résultant de flux reliant l'agglomération aux autres zones de la région, flux qui ne proviennent pas des déséquilibres lieu de résidence/lieu de travail au sein d'une même agglomération, mais du déséquilibre emplois/population résidente au sein de la région du Nord.

Les mouvements externes ne sont pas négligeables. Nous ne pouvons les décrire qu'à l'échelon des PME, car les données sur les migrations alternantes en 1968 n'existent qu'à cet échelon.

Le PME de Lille, outre les 407 000 actifs travaillant et résidant dans la zone en Mars 1968, accueillait encore quotidiennement plus de 31 000 actifs provenant du reste de la région, pour la majorité du pays minier (près de la moitié des immigrants alternants étant originaires du PME de Lens) et secondairement de la Flandre intérieure. En contrepartie seuls 8 100 actifs résidant dans le PME de Lille travaillaient dans une autre zone (dont près de 4 000 dans le pays minier).

La main d'oeuvre frontalière comptait alors moins de 1 000 personnes, actuellement elle n'en compte sans doute plus que moins de 500, tandis que la main d'oeuvre frontalière française serait passée de quelques 300 personnes en 1968 à 900 en 1975.

Ces migrations alternantes importantes en valeur absolue sont cependant faibles en valeur relative. Le territoire de recrutement des entreprises et administrations de l'agglomération lilloise ne déborde que rarement les limites de l'agglomération et de sa zone péri-urbaine. La main d'oeuvre résidant hors du PME ne représente que 7 % de la main d'oeuvre employée dans le PME.

Traditionnellement cette main d'oeuvre était en grande partie féminine, constituée de jeunes filles et de jeunes femmes employées dans le textile, et la part des femmes parmi les immigrants alternants demeure considérable puisqu'on compte 80 femmes pour 100 hommes parmi les immigrants contre 59 % pour la main d'oeuvre résidente. Il est probable cependant qu'avec la diminution des emplois du textile, le nombre des immigrantes ait diminué.

La majeure partie d'entre elles venait du bassin minier et surtout du centre et de l'Ouest du bassin, les PME de Lens et de Béthune envoyant quotidiennement plus de 8 000 ouvrières dans le PME de Lille. Mais, signe des difficultés de l'emploi dans le pays minier, ces ouvrières étaient accompagnées de quelques 7 000 ouvriers (dont 1 500 travaillant dans le bâtiment) et d'un nombre nettement moindre d'employés et d'employées de bureau.

L'Est du bassin minier ne fournissait qu'un contingent réduit de migrants alternants, composé davantage d'employés et de cadres que d'ouvriers.

La Flandre intérieure envoyait dans le PME de Lille (vraisemblablement autant à Armentières que dans l'agglomération de Lille) une population active moins féminisée (29 femmes pour 100

hommes) et moins ouvrière.

Il est vraisemblable qu'entre 1968 et 1975, l'immigration ouvrière a du se restreindre, en particulier l'immigration quotidienne organisée par les entreprises textiles, mais les autres formes d'immigration ont du se maintenir et même peut-être s'amplifier. Mais actuellement il est impossible de faire le point sur la situation de cette immigration.

- La forte activité féminine :

Même sans ce renforcement quotidien des effectifs d'actives au lieu de travail par l'apport migratoire, la population active de la région lilloise serait fortement féminisée ainsi qu'en témoignent les taux comparatifs d'activité.

Tandis que le taux comparatif d'activité féminine du département du Nord est de 41,6 %, celui de l'unité urbaine de Lille s'élève à 47,8 %. A Lille même, il atteint 52 %, à Roubaix 50,9 %, à Tourcoing 50 %, à Armentières 52,3 %, et il est tout aussi élevé dans les communes de la couronne interne de l'agglomération : Hellemmes-Lille : 52,6 %, La Madeleine : 50,5 %, Lambersart 49,4 %, Fâches-Thumesnil : 49 %, Croix : 49,5 %, Wattrelos : 51,7 % etc... Ce n'est que dans la couronne externe que l'on trouve des taux comparatifs un peu moins élevés, et encore uniquement dans les communes à prédominance résidentielle comme Villeneuve d'Ascq : 44,1 %, Hem : 40,9 %, Mons-en-Baroeul : 46,1 % ou Bondues : 38,6 %, car dans les communes industrielles du Nord-Est, il est aussi élevé que dans le coeur de l'agglomération : Halluin : 51 %, Wervicq : 48,9 %.

Même en zone péri-urbaine, il demeure plus élevé que dans la moyenne régionale avec 46,3 % pour le canton de Cysoing par exemple (48,7 % à templeuve et 48 % à Cysoing), 45,2 % pour le canton de Seclin et 44,6 % pour le canton de Lannoy.

Cette population active féminine est de plus en plus tertiaisée. Les industries de transformation occupent une place sans cesse restreinte de la population féminine tandis que les activités commerciales et administratives, les plus recherchées par la main d'oeuvre féminine, prennent de plus en plus d'ampleur. La suppression des emplois textiles féminins n'a pas provoqué de récession véritable du marché de l'emploi, ni de crise sociale grave pour trois raisons :

- 1) à la suppression des emplois industriels a correspondu la création d'emplois tertiaires
- 2) une part importante des emplois est occupée par une main d'oeuvre immigrée, qui subit, avant la main d'oeuvre française, les variations de la conjoncture
- 3) la main d'oeuvre féminine du textile est composée pour plus de 30 % d'immigrantes alternantes originaires du pays minier qui abandonnent souvent leur activité dès la naissance de leur premier ou de leur second enfant, car la durée des déplacements quotidiens est incompatible avec une vie familiale normale ; dès lors il suffit de ne pas réembaucher pour que les départs volontaires provoquent une réduction des effectifs. La crise du textile est finalement

autant ressentie dans le pays minier que dans l'agglomération même de Lille-Roubaix-Tourcoing.

La création d'emplois féminins tertiaires a cependant été plus rapide à Lille que dans le reste de l'agglomération et a favorisé le développement des migrations alternantes depuis les autres communes de l'agglomération vers Lille. Entre 1968 et 1975 le nombre des immigrants alternants à Lille en provenance de Roubaix-Tourcoing et de Villeneuve d'Ascq a sensiblement augmenté.

- La forte activité masculine :

En ce qui concerne l'activité masculine, on peut faire deux observations :

- 1) l'activité est élevée dans l'ensemble de l'agglomération lilloise
- 2) à l'échelon des communes et des cantons, il n'y a pas corrélation entre les taux d'activité masculine et féminine.

Si dans l'ensemble de l'unité urbaine le taux comparatif d'activité masculine s'élève à 77,6 %, taux élevé mais non exceptionnel, ce taux n'est atteint ni par la ville de Lille (73 % et 68,9 % dans sa partie centrale : canton de Lille-centre), ni par Villeneuve d'Ascq (72 %), ni par Armentières (61,3 %).

Les taux étant comparatifs, on ne peut attribuer ces résultats à la structure par âge, mais uniquement à la faiblesse de l'activité, essentiellement aux plus jeunes âges. C'est à Lille et à Villeneuve d'Ascq que les taux d'activité des classes d'âge de 15 à 25 ans sont les plus bas, conséquence directe de la poursuite



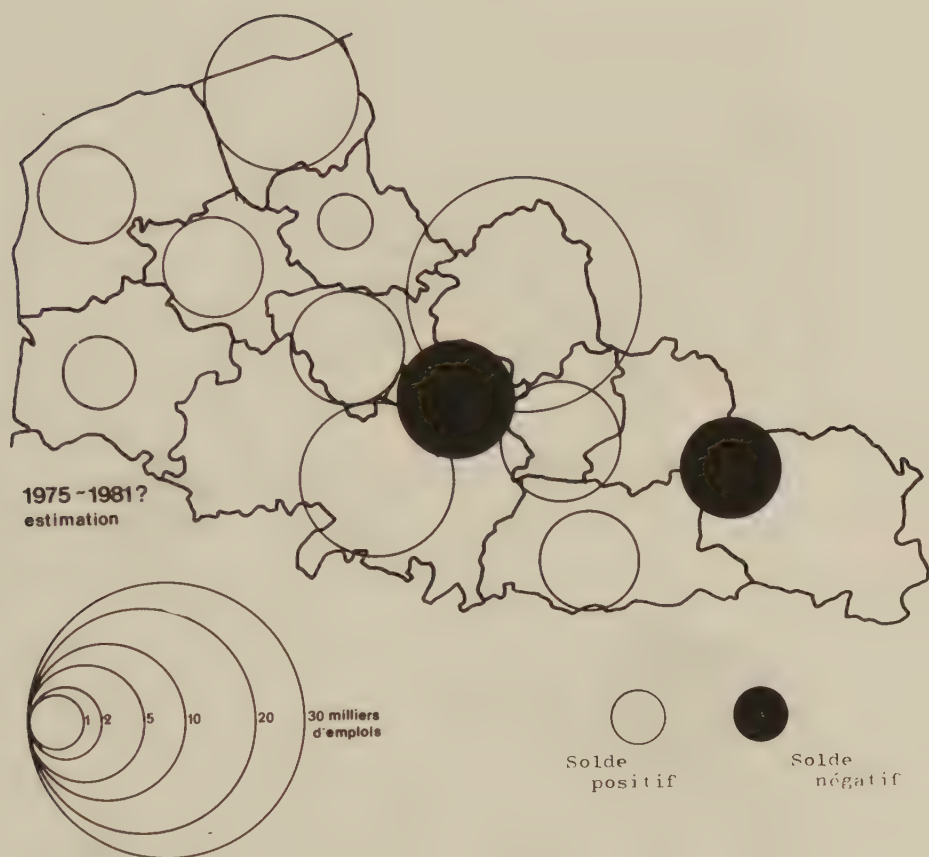


FIG. 436 : SOLDE DES CREATIONS ET DISPARITIONS D'EMPLOIS.

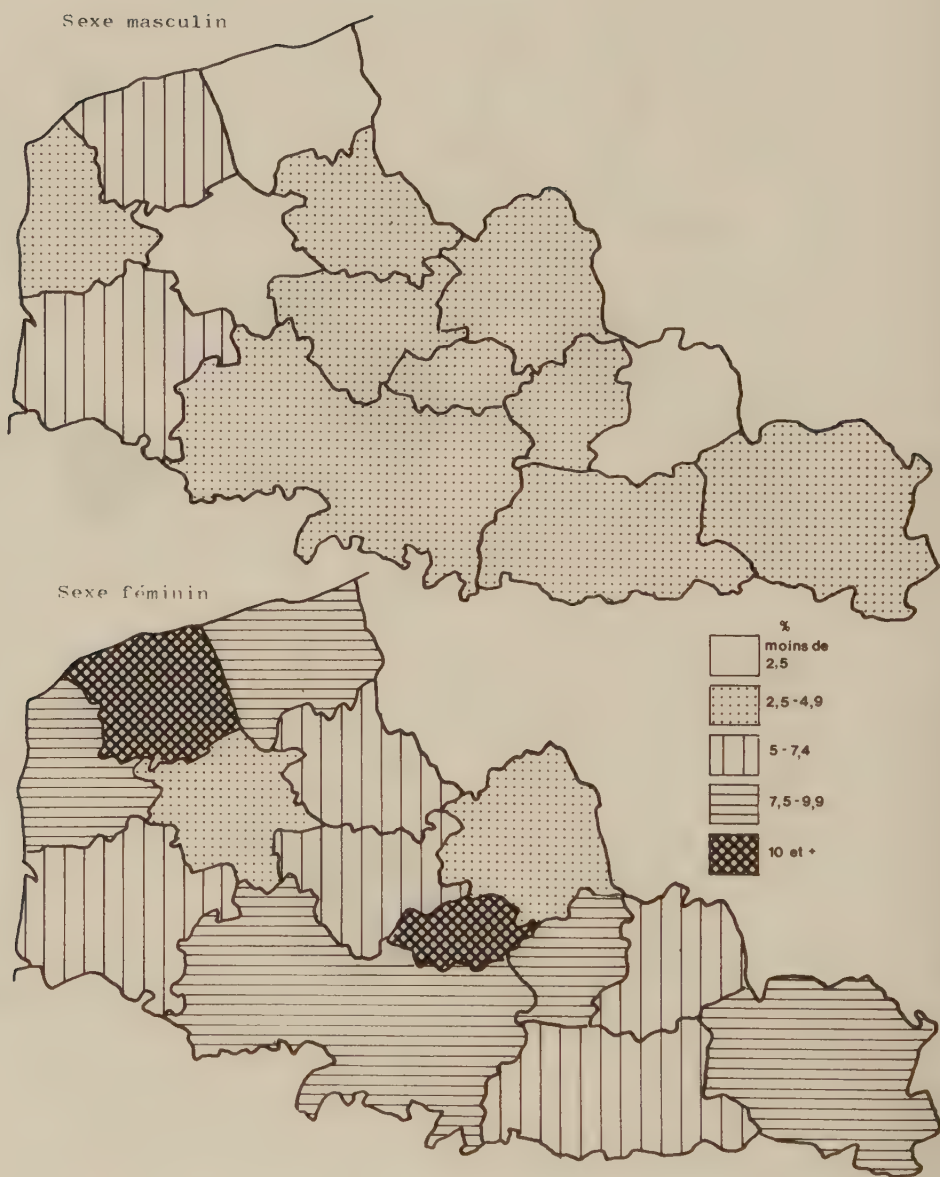


FIG. 437 : TAUX DE CHÔMAGE (P.D.R.E.) AU R.G.P. DE 1975.

des études, plus fréquente dans les villes universitaires et chez les enfants issus de classes sociales favorisées, particulièrement concentrées à Lille.

A l'opposé, les taux d'activité masculine sont particulièrement élevés dans les banlieues, à Roubaix et à Tourcoing où on enregistre des taux excédant 78 % dans les cantons de Quesnoy-sur-Deule, Cysoing, Seclin, Tourcoing-Nord et Tourcoing-Sud, 82 % à Wattrelos, Tourcoing, Halluin et Wervicq, ces taux plus élevés s'expliquant essentiellement par une plus grande précocité de l'activité des populations à dominante ouvrière.

1) 2. Cambrésis et sud de l'Avesnois :

Dans le Cambrésis la diffusion de l'industrie textile et aujourd'hui d'activités plus diversifiées mais employant également une main d'oeuvre en grande partie féminine, a favorisé le maintien d'une activité féminine exceptionnellement forte pour la région. Les taux comparatifs d'activité féminine sont supérieurs à 40 % dans la plupart des cantons de l'arrondissement de Cambrai et dépassent 50 % dans celui de Clary. A Caudry même, ce taux s'élève à 54,2 % et est un des plus élevés de la région, et à Bertry, il atteint 55 %. Ces taux dépassent largement ceux de la moyenne française de province. Ils sont dûs à une activité précoce, essentiellement industrielle et secondairement agricole, et qui se maintient à des taux élevés aux âges plus avancés.

Les taux comparatifs d'activité masculine sont aussi supérieurs à ceux de la moyenne régionale. Dans tous les cantons de

l'arrondissement de Cambrai, ils dépassent 78 %, et sont supérieurs à 80 % dans les cantons de Marcoing, Solesmes et Clary. Dans l'agglomération de Caudry, ce taux est de 81,1 %, dans l'ensemble du canton de Marcoing de 82 %. Les taux d'activité par âge expliquent cette situation par, d'une part une activité précoce, d'autre part le maintien d'une forte activité masculine aux âges avancés, la retraite n'intervenant que tardivement et rarement avant 65 ans pour cette population à dominante ouvrière employée en majorité par de petites entreprises privées.

L'évolution récente, défavorable aux activités industrielles traditionnellement développées dans le Cambrésis, a contribué à renforcer l'émigration de la population, émigration qui demeure néanmoins modérée, et a renforcer le chômage, mais surtout elle a renforcé le développement des migrations alternantes : d'une part migrations alternantes internes, d'autre part migrations alternantes externes.

Les migrations alternantes ont pris de l'ampleur, aussi bien en ce qui concerne la population masculine qu'en ce qui concerne la population féminine, mais il ne s'agit souvent que de migrations à courte distance, chaque entreprise recrutant son personnel dans une aire assez restreinte, migrations de proximité auxquelles se juxtaposent des flux de plus grande ampleur amenant quotidiennement des effectifs de salariés assez importants vers Caudry et surtout vers Cambrai (le PME de Cambrai accueillait quotidiennement en 1968 4 000 actifs provenant du reste de l'arrondissement, et parmi eux une forte proportion de femmes employées à égalité com-

me ouvrières du textile et comme employées du commerce). Les industries et surtout les activités tertiaires de Cambrai, encore insuffisamment développées, ont limité l'émigration de la population du Cambrésis en permettant le développement de migrations alternantes. L'importance des migrants alternants dans la population active au lieu de travail (plus du quart) est à mettre en relation avec l'extrême mobilité de la population de l'agglomération telle qu'elle ressort des flux de migrations définitives.

Les migrations alternantes depuis la zone du Cambrésis se sont également développées dans la direction de l'agglomération de Valenciennes-Denain (vraisemblablement pour la partie Nord du Cambrésis) qui recevait chaque jour en 1968 près de 4 000 actifs en provenance du Cambrésis, immigration cette fois essentiellement masculine et ouvrière.

Dans la partie Sud de l'Avesnois on trouve une situation similaire. Les taux comparatifs d'activité féminine sont très élevés : 47 % dans le canton de Trélon, 46 % dans le canton d' Avesnes-sur-Helpe-Sud, et plus de 40 % dans les cantons d'Avesnes-sur-Helpe-Nord et de Landrecies, les taux les plus élevés se rencontrant dans la ville de Fourmies : 49,1 %. Ici encore la conjugaison de l'activité agricole et de l'activité textile explique cette situation.

Les taux d'activité masculine sont également très élevés dans l'ensemble de l'Avesnois, supérieurs à 80 % dans la plupart des cantons, la courbe d'activité par âge étant, pour les mêmes raisons, comparable à celle du Cambrésis.

Les difficultés de l'emploi se sont trouvées renforcées dans cette zone au cours des dernières années. Le déséquilibre entre population active résidente et emplois disponibles était compensé par le jeu des migrations quotidiennes, principalement orientées vers le bassin de la Sambre qui accueillait quotidiennement en 1968 à peu près 10 % de la population active résidente de l'Avesnois. Aussi les difficultés de la sidérurgie et de la métallurgie lourde du secteur de la Sambre ont-elles eu des répercussions sur l'Avesnois et même au delà jusque dans la Thiérache.

1) 3. Les agglomérations d'Arras et de Saint-Omer et leurs périphéries :

Dans ces deux agglomérations, où l'activité tertiaire, administrative et commerciale s'est fortement développée au cours des dernières années, il y a eu une forte augmentation des emplois féminins. La bonne tenue de l'activité industrielle et son développement ont également contribué, mais plus modérément, à la multiplication des emplois non seulement dans les agglomérations d'Arras et de Saint-Omer-Arques, mais dans les communes périphériques, ce qui explique les soldes migratoires positifs enregistrés dans ces zones pendant les périodes 1962-1968 et 1968-1975.

Les taux comparatifs d'activité féminine ne sont cependant pas aussi élevés que dans les zones précédemment étudiées. Ils sont pourtant supérieurs à 40 % et souvent à 42 % dans les cantons d'Arras-Nord et Sud, de Beaumetz-les-Loges, d'Avesnes-le-Comte, de Croisilles et de Bapaume, c'est à dire dans l'agglomération

d'Arras (45,2 % , et 47 % à Arras même) et dans l'Artois arrageois. Il est vrai que là, l'importance de l'agriculture contribue au relèvement des taux d'activité féminine. Dans le secteur de Saint-Omer, on peut faire les mêmes observations. Les taux comparatifs d'activité féminine atteignent 44,5 % dans l'agglomération de Saint-Omer, dépassant 50 % dans la ville même de Saint-Omer, 47 % dans le canton de Saint-Omer Nord et 44 % dans l'agglomération de Wizernes. Mais ils sont moins élevés au Sud où l'activité industrielle domine, ainsi à Arques, ce taux s'affaisse à 36,9 %.

Les variations des taux d'activité masculine sont par contre plus réduites. Aussi bien dans le secteur d'Arras que dans celui de Saint-Omer, ils se situent entre 78 et 81 %. L'activité aux jeunes âges, plus réduite dans le coeur des agglomérations, est liée à une scolarisation plus longue.

L'évolution du nombre des emplois dans ces deux zones a été positive, mais s'est traduite au cours des dernières années par une augmentation plus rapide du nombre des emplois masculins, ce qui expliquerait l'augmentation du chômage féminin, notamment dans l'Artois oriental (population disponible à la recherche d'un emploi = 8 % de la population active féminine). De toutes manières, le rythme de création des emplois n'a pas correspondu à la demande et l'émigration définitive qui affectait l'Artois rural entre 1962 et 1968 s'est amplifiée entre 1968 et 1975, l'agglomération d'Arras ne pouvant plus absorber qu'une part plus réduite de cette émigration. Celle-ci n'est limitée que par l'existence d'importants flux de migrations alternantes qui condui-

sent à Arras une partie importante de la population active résidant à la périphérie de l'agglomération (plus de 4 000 actifs en 1968). Dans le cas de Saint-Omer, la situation est un peu différente et il semble que les créations d'emplois masculins, durant la période 1968-1975, aient contribué au développement de l'immigration définitive et sans doute de l'immigration alternante, non seulement depuis l'Audomarois et la haute vallée de l'Aa, zone traditionnelle de recrutement de la main d'oeuvre de Saint-Omer, mais également depuis la Flandre intérieure.

2) Les zones de forte activité masculine et de faible activité féminine :

2) 1. Le secteur de Dunkerque :

Agglomération de Dunkerque, Flandre maritime et partie septentrionale de la Flandre intérieure constituent la zone de recrutement des entreprises du complexe industriel dunkerquois. Alors qu'entre 1962 et 1968, la croissance des emplois s'était ralentie et que le chômage s'était développé dans cette zone, provoquant une diminution des migrations alternantes et un renforcement de l'émigration définitive depuis la zone de Bergues, entre 1968 et 1975 le développement très rapide de l'industrie a entraîné un appel important aux ressources extérieures de main d'oeuvre masculine par immigration définitive ou alternante.

Dans ce contexte de plein emploi, il n'est pas étonnant que les taux d'activité masculine soient élevés et que le taux de

chômage masculin soit le plus bas de toutes les zones d'emploi de la région du Nord (2,5 % en 1974). Les taux bruts d'activité sont très élevés car la population active de la zone de Dunkerque est très jeune, mais les taux comparatifs le sont également et dépassent 80 % dans les cantons de Dunkerque Est et Ouest, de Bergues, de Bourbourg, de Gravelines, d'Hondschoote et de Wormhoudt.

En dépit du développement industriel, l'aire de recrutement des entreprises dunkerquoises est limitée, surtout en ce qui concerne les migrations alternantes puisque celles-ci ne sont importantes que depuis la plaine maritime (Flandre maritime et canton d'Audruicq) et la partie septentrionale de la Flandre intérieure.

Mais le développement industriel a surtout exigé une main d'oeuvre masculine. Or la jeunesse de la population active a contribué à renforcer les effectifs potentiels de population active féminine et la demande en emplois féminins, auxquels les activités développées à Dunkerque répondent difficilement. Cette insuffisance de la création d'emplois féminins a une double conséquence : d'une part, le chômage féminin est très développé (et si le taux de chômage masculin est un des plus faibles de la région, le taux de chômage féminin : 9,2 % en 1975, est un des plus élevés), d'autre part les taux d'activité féminine sont très réduits. Dans la ville même de Dunkerque, le taux comparatif ne s'élève qu'à 37,6 % (ce qui est peu pour une ville de cette importance) et dans la banlieue de l'agglomération il est encore plus bas avec 30 % à Cappelle-Grande et seulement 20,9 % à Grande-Synthe, et il est à peine plus élevé dans la partie non littorale de la zone de Dun-

kerque avec 35 % dans le canton de Bergues, 29,9 % dans le canton de Gravelines, 34,4 % dans le canton de Bourbourg et 36,7 % dans le canton d'Hondschoote.

2) 2. Le bassin industriel de la Sambre :

La structure des emplois dans le bassin de la Sambre offre de nombreuses similitudes avec celle de la zone de Dunkerque. Ici également, les emplois sont essentiellement des emplois industriels masculins. Leur nombre, qui avait régressé entre 1962 et 1968, a de nouveau augmenté entre 1968 et 1974, en particulier grâce au développement des industries de conversion, notamment de l'industrie de l'automobile dans l'agglomération de Maubeuge, et du tertiaire. Mais depuis les nouvelles difficultés de la sidérurgie et de la métallurgie lourde et la reprise des licenciements dans cette branche ont provoqué une nouvelle diminution du nombre des emplois. La création de nouveaux emplois, durant la dernière période intercensennale, fut insuffisante pour empêcher la réduction de l'immigration alternante (reportant en partie la crise de l'emploi sur la zone de l'Avesnois et la Thiérache), mais suffisante pour maintenir le chômage masculin à un niveau assez bas (3,8 % en 1975) et les taux d'activité masculine à un niveau élevé. Le taux comparatif d'activité atteint 80 % dans l'agglomération de Maubeuge et la ville de Maubeuge, et avoisine 80 % dans les cantons de Maubeuge Nord et Sud, de Berlaimont, d'Hau-mont et de Bavay.

La situation est beaucoup moins brillante en ce qui concerne l'activité féminine. La rareté des emplois industriels féminins

et la concurrence masculine dans les emplois tertiaires (du fait des difficultés de l'industrie traditionnelle) ont maintenu les taux d'activité féminine à un niveau très bas. Plus de 300 emplois féminins nouveaux ont pourtant été créés entre 1968 et 1975, mais ces créations demeurent encore très inférieures à la demande, puisque le taux de chômage féminin s'élevait à plus de 8 % en 1975, et que les taux comparatifs d'activité féminine demeuraient très bas, inférieurs à 32 % dans les cantons de Berlaimont et d'Haumont, à 35 % dans les cantons de Maubeuge Nord et Sud et atteignaient seulement 36,8 % dans la ville de Maubeuge qui est pourtant le principal centre d'activité tertiaire de l'Est du département du Nord.

3) Les zones de faible activité masculine et féminine :

Il s'agit exclusivement des zones minières et de leurs bordures. Dans cet ensemble, les taux d'activité générale sont depuis longtemps très bas et très inférieurs aux moyennes régionales.

Cette situation s'expliquait par deux phénomènes :

- 1) La retraite précoce du mineur (50 ans pour les mineurs de fond, et plus tôt pour les silicosés, 55 ans pour les mineurs de jour)
- 2) la rareté des emplois féminins et la désaffection des femmes de mineurs pour une activité professionnelle régulière, d'une part parce que contraintes de travailler loin de chez elles (en général dans les industries textiles de Lille-Roubaix-Tourcoing), d'autre part parce que le travail posté

TAB. 83 : - BILAN DES RESSOURCES ET EMPLOIS DE MAIN D'ŒUVRE PAR ZONE DE LA RÉGION NORD
1962 - 1968 - ÉVALUATION 1968 - 1974 - PROJECTION 1974 - 1981

		Accroissement naturel des ressources de main d'œuvre (lieu de résidence) en milliers			Évolution des emplois occupés (lieu de travail) en milliers			Écart entre l'accroissement naturel des ressources de main d'œuvre et l'évolution projective de l'emploi en % de la population active totale disponible en fin de période		
		62 - 68	68 - 74	74 - 81 ⁽¹⁾	62 - 68	68 - 74	74 - 81 ⁽¹⁾	62 - 68	68 - 74	74 - 81 ⁽¹⁾
ARRAS	Hommes	1,3	2,1	4,0	+ 1,9	+ 6,6	+ 6,8	- 1,1	- 8,0	- 4,7
	Femmes	2,7	3,2	4,5	+ 2,2	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9	+ 4,7	+ 2,4
	Ensemble	4,0	5,3	8,5	+ 4,1	+ 8,4	+ 10,5	-	- 3,6	- 2,1
BASSIN MINIER OUEST	Hommes	3,6	6,0	7,0	- 7,8	- 3,3	+ 2,3	+ 17,0	+ 12,8	+ 5,8
	Femmes	4,7	2,9	2,8	+ 1,7	+ 2,1	+ 3,2	+ 12,1	+ 2,9	- 1,3
	Ensemble	8,3	8,9	9,8	- 6,1	- 1,2	+ 5,5	+ 15,7	+ 10,0	+ 3,9
BOULOGNE	Hommes	2,9	2,7	4,2	- 0,2	+ 2,5	+ 0,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 8,0
	Femmes	2,2	2,4	2,8	+ 0,6	+ 2,5	+ 1,6	+ 10,0	-	+ 5,6
	Ensemble	5,1	5,1	7,0	+ 0,4	+ 5,0	+ 2,2	+ 8,8	-	+ 7,3
BERCK - MONTREUIL	Hommes	1,5	1,2	2,1	+ 1,0	+ 0,6	+ 1,4	+ 2,3	+ 2,6	+ 2,8
	Femmes	0,5	1,6	2,4	- 0,1	+ 0,5	+ 0,6	+ 5,6	+ 8,7	+ 12,0
	Ensemble	2,0	2,8	4,5	+ 0,9	+ 1,1	+ 2,0	+ 3,4	+ 4,8	+ 6,2
SAINT OMER	Hommes	1,2	1,2	2,4	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,7	- 3,0	- 6,5	- 1,1
	Femmes	0,7	1,9	2,5	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,0	-	+ 6,4	+ 9,1
	Ensemble	1,9	3,1	4,9	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,7	- 2,2	- 1,8	+ 2,7
CALAIS	Hommes	1,8	1,9	4,0	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,8	+ 4,5	+ 2,3	+ 8,2
	Femmes	1,5	2,6	3,7	+ 0,7	- 0,3	+ 0,3	+ 4,7	+ 14,8	+ 14,6
	Ensemble	3,3	4,5	7,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 1,1	+ 4,6	+ 6,8	+ 10,5
LENS	Hommes	7,3	10,2	11,4	- 2,9	- 13,5	- 8,1	+ 10,6	+ 22,2	+ 16,3
	Femmes	7,9	4,2	3,8	+ 4,3	+ 3,4	+ 2,8	+ 10,9	+ 2,1	+ 2,4
	Ensemble	15,2	14,4	15,2	+ 1,4	- 10,1	- 5,3	+ 10,7	+ 16,9	+ 12,7
PAS-DE-CALAIS	Hommes	19,6	25,3	35,1	- 5,8	- 3,2	+ 6,5	+ 7,6	+ 7,9	+ 7,2
	Femmes	20,2	18,8	22,5	+ 10,2	+ 11,0	+ 13,2	+ 7,2	+ 4,9	+ 5,1
	Ensemble	39,8	44,1	57,6	+ 4,4	+ 7,8	+ 19,7	+ 7,5	+ 7,0	+ 6,6

(1) Le calcul des ressources de main d'œuvre est fait en évolution naturelle c'est-à-dire abstraction faite des mouvements migratoires depuis 1968, ce qui surestime l'excédent de ressources des zones excédentaires (zones d'émigration) de 1968 à 1974 et sous-estime les ressources des zones déficitaires (zones d'immigrations) de 1968 à 1974.
Par ailleurs compte tenu des migrations liées (hommes-femmes) les résultats concernant les femmes sont plus fragiles.

(Source INSEE - Profils de l'économie Nord/Pas-de-Calais)

TAB. 83 (2) :- BILAN DES RESSOURCES ET EMPLOIS DE MAIN D'ŒUVRE PAR ZONE DE LA RÉGION NORD
1962 - 1968 - ÉVALUATION 1968 - 1974 - PROJECTION 1974 - 1981

		Accroissement naturel des ressources de main d'œuvre (lieu de résidence) en milliers			Évolution des emplois occupés (lieu de travail) en milliers			Écart entre l'accroissement naturel des ressources de main d'œuvre et l'évolution projective de l'emploi en % de la population active totale disponible en fin de période		
		62 - 68	68 - 74	74 - 81 (1)	62 - 68	68 - 74	74 - 81 (1)	62 - 68	68 - 74	74 - 81 (1)
LILLE	Hommes	3,0	12,6	14,5	+ 11,7	+ 11,2	+ 6,9	- 3,2	+ 0,5	+ 2,5
	Femmes	1,3	17,1	27,0	+ 1,6	+ 17,2	+ 16,2	- 0,2	-	+ 5,3
	Ensemble	4,3	29,7	41,5	+ 13,3	+ 28,4	+ 23,1	- 2,1	+ 0,3	+ 3,7
VALENCIENNES	Hommes	2,3	7,2	8,7	- 4,2	+ 0,2	- 3,1	+ 7,0	+ 7,0	+ 10,7
	Femmes	4,5	5,1	5,6	+ 0,8	+ 4,9	+ 4,6	+ 12,0	+ 0,5	+ 2,4
	Ensemble	6,8	12,3	14,3	- 3,4	+ 5,1	+ 1,5	+ 8,2	+ 5,2	+ 8,4
SAMBRE - AVEUSNOIS										
	Hommes	1,1	3,0	5,7	- 4,7	+ 1,9	- 1,2	+ 9,1	+ 1,6	+ 9,5
	Femmes	1,7	4,1	4,9	- 0,2	+ 3,8	+ 3,2	+ 7,6	+ 1,0	+ 5,0
	Ensemble	2,8	7,1	10,6	- 4,9	+ 5,7	+ 2,0	+ 8,6	+ 1,4	+ 8,0
CAMBRESIS	Hommes	0,5	1,6	3,6	0	+ 0,1	+ 2,6	+ 1,0	+ 3,0	+ 1,8
	Femmes	0,8	3,3	4,9	+ 1,0	+ 0,1	+ 1,4	- 0,8	+ 11,6	+ 10,7
	Ensemble	1,3	4,9	8,5	+ 1,0	+ 0,2	+ 4,0	+ 0,4	+ 6,0	+ 5,1
DOUAISS	Hommes	3,1	5,7	6,6	- 0,6	- 2,0	+ 1,8	+ 6,0	+ 11,5	+ 6,5
	Femmes	4,2	3,4	3,4	+ 1,8	+ 3,3	+ 3,8	+ 11,1	-	- 1,4
	Ensemble	7,3	9,1	10,0	+ 1,2	+ 1,3	+ 5,6	+ 7,4	+ 8,5	+ 4,3
DUNKERQUE - BERGUES										
	Hommes	3,2	4,1	6,3	+ 1,1	+ 12,4	+ 7,1	+ 3,8	- 13,8	+ 1,2
	Femmes	3,0	3,0	4,7	+ 2,1	+ 3,2	+ 3,5	+ 4,1	- 0,8	+ 4,0
	Ensemble	6,2	7,1	11,0	+ 3,2	+ 15,6	+ 10,6	+ 3,8	- 10,0	- 0,4
FLANDRE - LYS	Hommes	1,0	1,1	2,2	0	- 0,2	+ 0,6	+ 3,9	+ 4,8	+ 5,5
	Femmes	1,1	1,8	2,3	0	+ 1,1	+ 0,6	+ 8,3	+ 4,6	+ 9,6
	Ensemble	2,1	2,9	4,5	0	+ 0,9	+ 1,2	+ 5,4	+ 4,8	+ 7,0
NORD	Hommes	14,2	35,3	47,6	+ 3,3	+ 23,6	+ 14,7	+ 1,7	+ 1,8	+ 4,7
	Femmes	15,8	37,8	52,8	+ 7,1	+ 33,6	+ 33,3	+ 3,0	+ 1,3	+ 5,0
	Ensemble	30,0	73,1	100,4	+ 10,4	+ 57,2	+ 48,0	+ 2,1	+ 1,6	+ 4,8

(1) Le calcul des ressources de main d'œuvre est fait en «évolution naturelle» c'est-à-dire abstraction faite des mouvements migratoires depuis 1968, ce qui surestime l'excédent de ressources des zones excédentaires (zones d'émigration) de 1968 à 1974 et sous-estime les ressources des zones déficitaires (zones d'immigrations) de 1968 à 1974.
Par ailleurs compte tenu des migrations liées (hommes-femmes) les résultats concernant les femmes sont plus fragiles.

du mari rendait plus difficile encore la compatibilité entre une vie professionnelle et une vie familiale normales.

Aujourd'hui, la diminution du poids de la mine dans les activités et l'implantation d'industries nouvelles de conversion n'ont pas modifié la situation. Plusieurs facteurs y ont fait obstacle. A priori le nombre des mineurs diminuant et les nouveaux emplois ne procurant de retraite qu'à 60 ou 65 ans, les taux d'activité par âge auraient dû être modifiés. Or il n'en est rien. Il n'y eut pas ou très peu de licenciements dans les mines (le désengagement des Houillères s'opère sans crise sociale, il a suffi à celles-ci de restreindre fortement l'embauche pour provoquer la diminution des effectifs de mineurs), la population active de plus de 40 ans demeure donc en grande partie employée dans les mines et cesse toujours son activité précocement. Ce sont les plus jeunes qui travaillent dans les nouvelles entreprises. En ce qui concerne les emplois féminins, l'évolution a été plus complexe. Les opérations de conversion, qui ont essentiellement consisté en implantations d'industries de construction électrique et mécanique et surtout de construction automobile, ont procuré peu d'emplois féminins. Cependant des industriels du textile et de l'habillement surtout ont implanté ou transféré des usines dans le pays minier, là où se trouvait une population disponible (habituée à ce type de travail), et le développement des activités tertiaires a aussi procuré de nouveaux emplois, surtout dans les principales villes. Mais la population des jeunes femmes a fortement augmenté et la création des emplois n'a pas, comme dans le cas

des hommes, suffi à répondre à la croissance des besoins.

La population de l'ensemble du pays minier demeure une population aux taux d'activité extrêmement bas aussi bien pour le sexe masculin dont les taux d'activité par âge sont inférieurs à la moyenne aux jeunes âges (le nombre des jeunes inactifs ni scolaires, ni militaires y est anormalement important) et où les mineurs retraités constituent une part très importante de la population, aujourd'hui majoritaire dans de nombreuses cités minières, que pour le sexe féminin.

Toutefois la situation n'est pas uniforme à l'intérieur du bassin.

3) 1. L'Ouest du bassin :

L'Ouest du bassin minier connu sa période la plus sombre entre 1962 et 1968. Entre 1968 et 1975 la diminution des emplois masculins se ralentit et le nombre des emplois féminins augmente quelque peu. Le ralentissement du désengagement des Houillères, qui n'ont plus qu'une activité très faible dans cette partie du bassin (activité devant totalement cesser en 1985), combiné aux opérations de conversion ont freiné les diminutions d'emploi. Plus de 11 000 emplois masculins ont cependant disparu entre 1962 et 1974, et moins de 4 000 emplois féminins ont été créés dans l'industrie de l'habillement et le tertiaire.

Ce déficit chronique des emplois, la réduction de l'activité masculine et la trop faible progression de l'emploi féminin ont été durement ressentis par la population encore jeune de la zone

occidentale du bassin. Du seul fait de l'accroissement démographique, sans tenir compte de la modification des taux d'activité féminine observée, on peut évaluer à 17 000 environ les besoins en emplois nouveaux.

Compte-tenu de la disparition d'un grand nombre d'emplois industriels essentiellement miniers, le déficit en emplois tant masculins que féminins se serait donc élevé à quelques 25 000.

Le seuil auquel est parvenu l'activité minière dans ce secteur du bassin ne lui permettra plus de peser aussi lourdement dans le bilan de l'emploi à l'avenir, et le solde des emplois pourrait, compte-tenu des efforts de restructuration et de conversion industrielles, redevenir positif, mais il ne suffira pas à pallier aux besoins accrus d'une population jeune.

Le déficit migratoire considérable de cette zone devrait donc se prolonger dans les années à venir et le dépeuplement se poursuivre tout en se ralentissant éventuellement, si l'on tient compte de la structure par âge, aujourd'hui vieillissante. Les estimations INSEE (en l'absence de modification des taux d'activité féminine particulièrement bas dans ce secteur) prévoient déjà un déficit de plus de 20 000 emplois par rapport aux seuls besoins qu'entraîne l'accroissement naturel pour la période 1974-1981.

L'évolution globale de cette zone , telle qu'elle ressort de notre étude, doit cependant être nuancée.

Les migrations alternantes permettent de compenser partiellement le déficit des emplois. En 1968, 22 % de la population active résidant dans le PME de Béthune travaillaient dans une autre zone d'emploi de la région : plus de 4 000 dans la région lilloise,

plus de 7 000 dans le centre du bassin (mines du secteur de Lens dont l'activité s'est aujourd'hui fortement réduite, et usines des nouvelles zones industrielles, notamment de Douvrin-La Bassée).

La région lilloise accueille toujours la majorité des ouvrières migrantes (dont le nombre est assez réduit si on le compare à celui des ouvriers migrants). Les ouvriers d'industrie forment la grande masse des migrants alternants se dirigeant vers toutes les zones limitrophes. Si l'on exclut les mineurs, presque totalement accueillis par la zone de Lens (pour plus de 4 500), les autres ouvriers travaillent en grand nombre dans la région lilloise (plus de 1 500), les industries de la zone de Douvrin n'attiraient encore en 1968 qu'un nombre plus modeste d'ouvriers en provenance de l'Ouest du bassin. Enfin l'on remarque qu'un effectif assez important d'employés et de cadres quitte chaque matin l'Ouest du bassin pour travailler à Lille ou à Arras.

A l'intérieur de la zone, il faut distinguer le cas de l'agglomération de Béthune qui, grâce au développement du tertiaire et au maintien de l'emploi industriel, fait figure à part dans la partie Ouest du bassin minier, et les quelques secteurs qui ont bénéficié d'opérations de conversion.

Mais le bilan d'ensemble demeure préoccupant. Le chômage n'atteint pas des taux excessivement élevés : 7 % pour les femmes, 3,3 % pour les hommes en 1974, parce que la sous-activité et l'émigration furent les solutions les plus fréquentes de l'ajustement entre le nombre des emplois et la population active résidente.

En ce qui concerne les taux d'activité masculine, ils sont par-

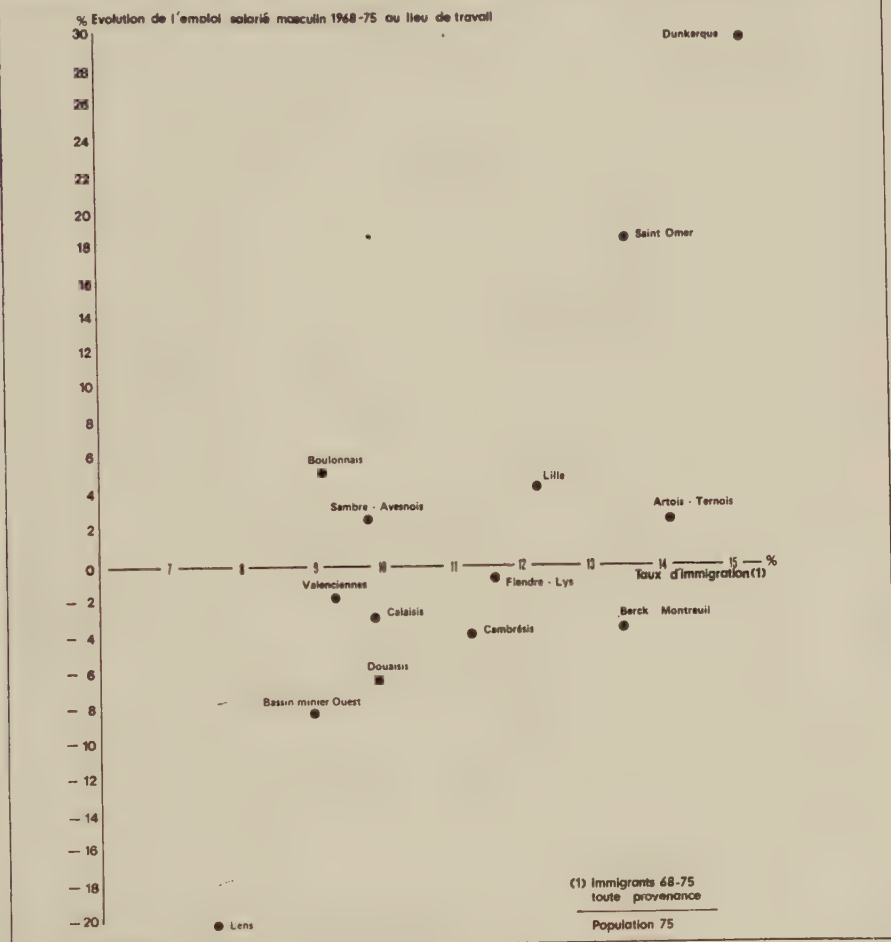
ticulièrement bas dans les zones qui furent longtemps presque exclusivement minières : zones où les retraités des mines sont devenus très nombreux tandis que le nombre des mineurs et des autres actifs diminuait. Dans l'unité urbaine de Bruay-en-Artois, le taux comparatif d'activité masculine n'est que de 64 %. Dans le canton de Houdain, il descend même à 61 %. A Bruay-en-Artois même, il ne s'élève qu'à 62 % et à Divion à 60 %. Dans certaines communes dont une très grande partie de la population adulte est aujourd'hui formée de retraités, il est même inférieur à 60 % : ex à Marles-les-Mines : 57,5 %. Dans le secteur de Béthune lui même, les taux ne sont pas très élevés : 69 % pour l'unité urbaine de Béthune et 71,4 % seulement pour la ville même de Béthune.

Quant-aux taux comparatifs d'activité féminine, ils sont un peu plus élevés dans l'unité urbaine de Béthune (33 %) et à Béthune même (40 %) que dans le reste de l'Ouest du pays minier, où ils sont partout très faibles, n'atteignant qu'exceptionnellement 30 % : 27,9 % pour l'unité urbaine de Bruay-en-Artois, 25,1 % pour le canton d'Houdain, 25 % à Divion et 22 % à Marles-les-Mines ...

Ces faibles taux d'activité caractérisent non seulement l'Ouest du bassin minier, mais aussi ses bordures qui, depuis longtemps, par le jeu des migrations alternantes (encore très développées aujourd'hui en dépit de la crise), vivent en symbiose avec lui. Dans le canton de Lillers par exemple les taux comparatifs d'activité masculine ne sont que de 73 %, dans le canton de Norrent-Fontes et celui de Cambrin de 70 %. La situation est également comparable en ce qui concerne les taux comparatifs d'activité féminine : 32 % dans le canton de Cambrin, 34 % dans le can-

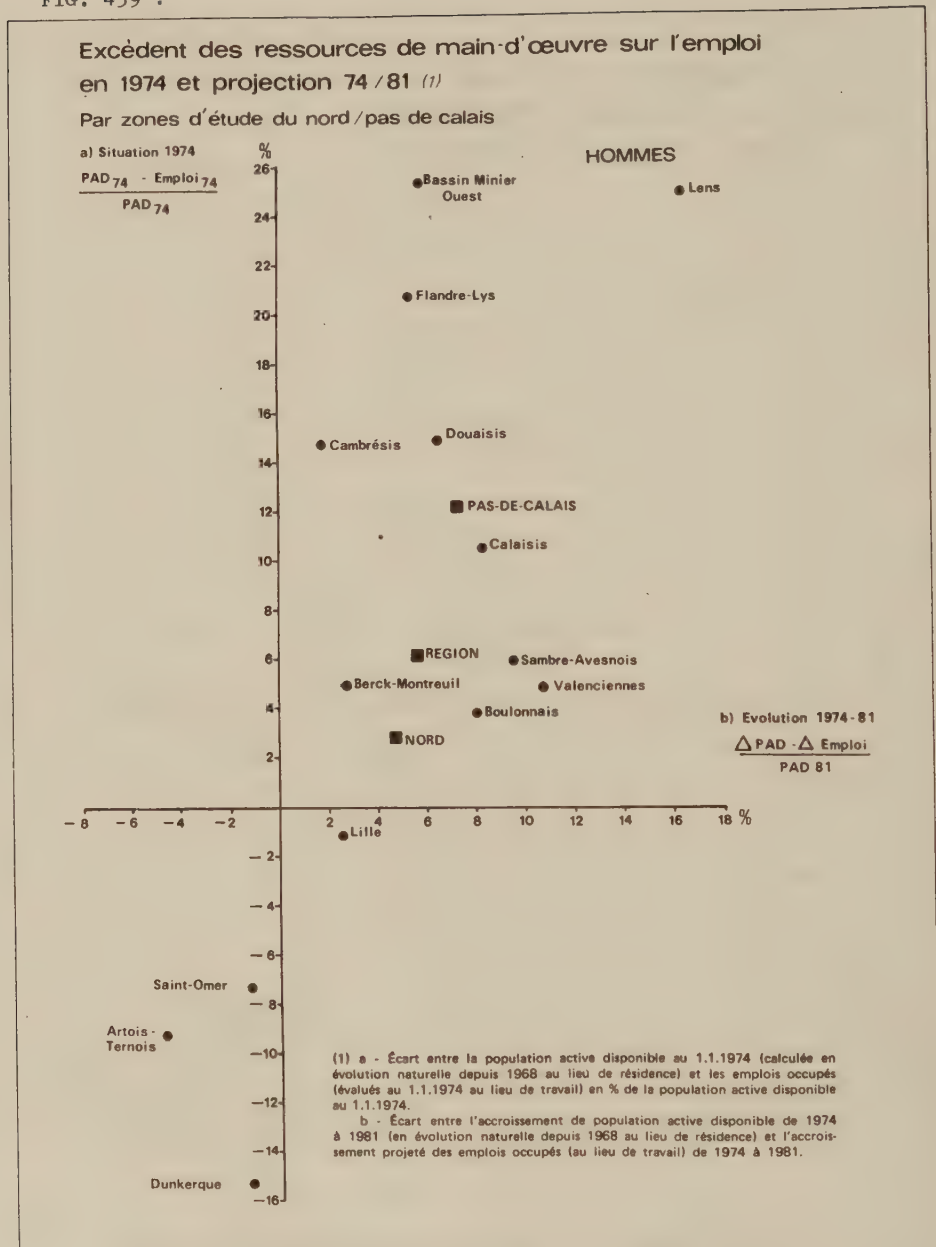
FIG. 438 :

Taux d'immigration et variation de l'emploi salarié masculin dans les bassins d'emploi du Nord-Pas de Calais



Extrait INSEE (Profils de l'économie
Nord/Pas-de-Calais)

FIG. 439 :

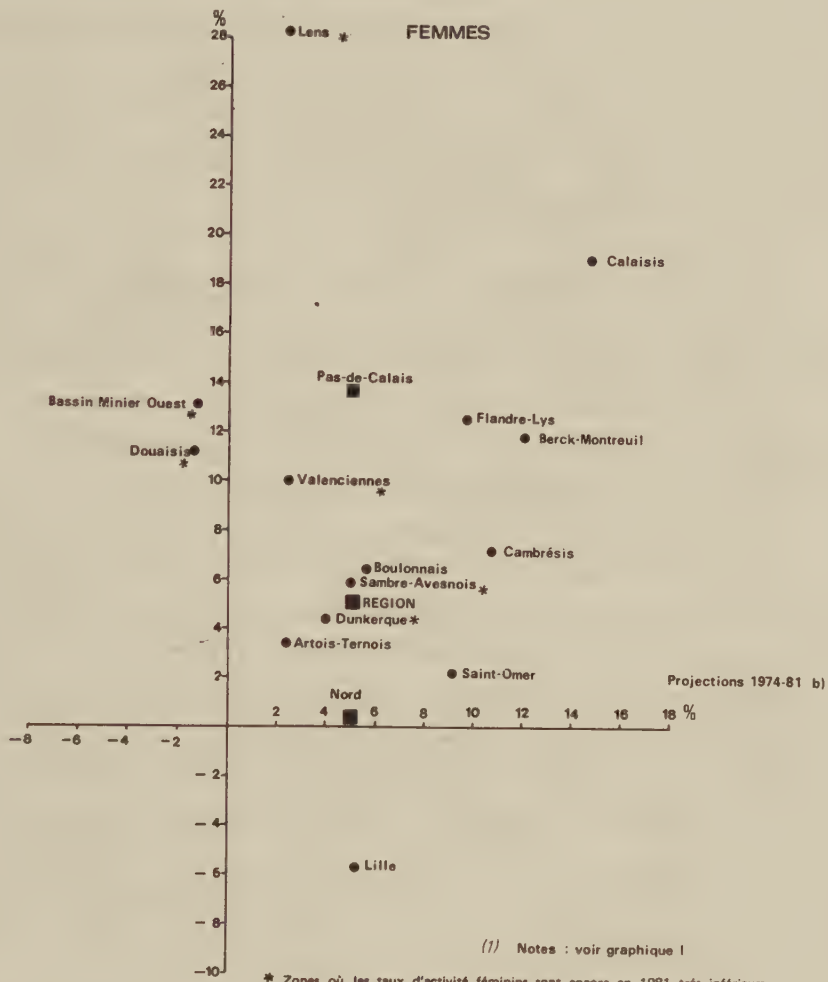


Extrait INSEE (Profils de l'économie Nord/Pas-de-Calais)

FIG. 439 (2) :

Excédent des ressources de main-d'œuvre sur l'emploi
Situation en 1974 et projection 1974 - 81 (1)

Situation en 1974 a)



* Zones où les taux d'activité féminins sont encore en 1981 très inférieurs à la moyenne régionale.

ton de Lillers, 30,5 % dans le canton de Norrent-Fontes.

3) 2. La zone de Lens :

Mais si la partie Ouest du bassin fut la première touchée par la crise et n'est pas encore parvenue à en sortir, la zone de Lens est celle où le déséquilibre "besoins/ressources en emplois" s'est le plus creusé pendant la période 1968-1975. On évalue à quelques 3 000 la diminution des emplois masculins entre 1962 et 1968 et à quelques 14 000 celle intervenue entre 1968 et 1975. L'émigration alternante, qui était déjà importante en 1968 (affectant plus de 20 % de la population active résidente de cette zone, soit plus de 20 000 personnes), s'est développée, mais a vite été limitée par le ralentissement des ressources en emplois des principales zones d'accueil : la région lilloise et l'agglomération d'Arras. C'est avant tout l'émigration définitive, devenue considérable dans ce secteur, qui a apporté une réponse au déficit des emplois.

L'emploi féminin a progressé un peu moins rapidement entre 1968 et 1975 (augmentation de 3 000 emplois) qu'entre 1962 et 1968 (+ 4 500 emplois), et demeure très inférieur aux besoins.

Bien que la zone de Lens fût l'une des plus touchées par la récession des emplois durant la dernière période intercensennale, elle ne fut pas celle qui bénéficia le plus de l'aide à la conversion dont elle avait, il est vrai, plus largement bénéficié au cours des années précédentes. L'aide de l'état n'a porté que sur un programme de création de 3 000 emplois nouveaux (contre plus de 10 000 dans le Douaisis et 5 000 dans l'Ouest du bassin minier entre 1972 et 1977).

On peut donc s'attendre à ce que la situation ne s'améliore que modérément dans les années à venir; tout au plus peut-on espérer un léger ralentissement du rythme de diminution des emplois industriels (mais par la poursuite de la réduction de l'activité des Houillères, il est prévu une suppression de 120 000 emplois entre 1975 et 1981). Seule la multiplication des emplois tertiaires a pu limiter la diminution des emplois masculins entre 1968 et 1975 et pourra encore jouer ce rôle après 1975.

Dans de telles circonstances, émigrations alternante et définitive se sont accompagnées de taux de chômage élevés (5 % pour les hommes et 12,2 % pour les femmes, triste record régional, soit 6,7 % pour l'ensemble de la population, l'un des taux les plus élevés de la région en 1975), et de faibles taux d'activité.

Dans aucun des cantons de l'arrondissement de Lens, le taux comparatif d'activité masculine n'atteint 72 %, et dans les cantons de Liévin-Nord et Liévin-Nord-Ouest il n'atteint même pas 67 %. Les taux d'activité les plus élevés se rencontrent là où les mines sont encore actives : Avion : 78,5 %, Courrières : 72,5 %, Hénin-Beaumont : 71,1 %, les taux les plus bas, là où les retraités des mines sont proportionnellement les plus nombreux : Liévin : 68 % et surtout les communes du centre-ouest du bassin comme Noeux-les-Mines. Pour l'ensemble de l'unité urbaine, le taux comparatif d'activité masculine ne s'élève qu'à 69,5 % (ville de Lens : 70 %).

Quant-aux taux d'activité féminine, ils sont généralement aus-

si faibles que dans l'Ouest du bassin, inférieurs à 30 % dans la plupart des cantons : 27 % dans les cantons de Leforest et de Liévin-Nord, 29 % dans les cantons de Liévin-Nord-Ouest et de Carvin, 30 % seulement dans la ville de Liévin. Ils sont un peu plus élevés au centre de l'agglomération, zone privilégiée de recrutement de l'industrie textile, mais y demeurent néanmoins toujours peu importants : canton de Harnes : 33 %, canton d'Hénin-Beaumont : 33,3 %, et à Lens même qui bénéficie d'un développement de ses activités tertiaires, notamment commerciales : 39,6 %.

Entre Arras et le pays minier, la situation est tout à fait comparable : 28,5 % pour l'agglomération de Brebières-Corbehem, 33,7 % pour le canton de Vimy. Seule l'activité masculine est un peu plus forte (73,5 % dans le canton de Vimy).

3) 3. Le Douaisis :

La situation y est moins dramatique que dans la zone de Lens, car les atouts de cette zone sont plus importants. D'abord Douai fait figure d'un véritable centre administratif (cour d'appel, siège des Houillères Nord-Pas-de-Calais) et commercial et possède d'importantes industries non minières, notamment de constructions mécaniques (Arbel, et Compagnie générale mécanique et thermique, employant chacune plus de 2 000 ouvriers) et de nombreuses petites industries diversifiées. Enfin cette zone a bénéficié d'une très importante aide publique (42 % des primes au développement régional entre 1972 et 1977, destinées à financer la création de plus de 10 000 emplois). Entre 1962 et 1968, le solde migratoire fut beaucoup moins déficitaire qu'à l'Ouest du bassin, entre 1968 et

1975, il s'est aggravé, mais est demeuré beaucoup plus modéré. Comme dans tout le pays minier, où l'habitat demeure diffus tandis que la localisation des emplois se polarise, les migrations alternantes ont pris ici beaucoup d'extension, mais le bilan de ces migrations n'est pas aussi défavorable que dans les zones de Lens ou de Béthune. En 1968, en ce qui concerne le coeur du Douaisis (PME de Douai) le bilan était positif et il l'est certainement demeuré, le déficit global étant provoqué par la zone minière de Somain-Aniche. Toutefois le flux quotidien vers Lille est très modéré (2 300 actifs), compte-tenu des flux qui traversent la zone voisine de Lens.

Le redressement ne sera pas immédiat, en dépit des efforts de conversion, puisque d'après les prévisions INSEE le bilan de l'emploi industriel demeurera négatif en dépit du développement de certaines industries (mécaniques et notamment industrie automobile), à cause des réductions d'emploi dans les charbonnages. Cependant la création d'emplois tertiaires masculins pourrait mettre fin au déficit qui s'était aggravé entre 1968 et 1975 (- 2 000 emplois masculins).

Quant-aux emplois féminins, leur progression (+ 3.300 emplois féminins entre 1962 et 1968), essentiellement imputable au développement du tertiaire, n'a pas suffi à améliorer de façon sensible le taux d'activité féminine, et le chômage féminin a nettement augmenté (8,6 % en 1975).

Néanmoins dans tout le Douaisis les taux d'activité masculins et féminins sont plus élevés que dans le bassin minier du Pas-de-Calais.

lais. Les taux comparatifs d'activité masculine sont tous supérieurs à 70 % : 72,4 % en moyenne dans l'unité urbaine de Douai (72,8 % à Douai même).

Le taux d'activité féminine est soumis à des variations plus importantes. Le taux comparatif n'est que de 32,9 % pour l'ensemble de l'unité urbaine de Douai, mais il est nettement plus élevé dans la ville même (40,2 %) et dans sa banlieue (canton de Douai-Ouest : 33 %, canton de Douai-Sud : 34,4 %), que dans les zones plus éloignées du centre-ville.

3) 4. L'Est du bassin :

Ce fut longtemps la zone la plus préservée. Les réserves de charbon y étaient plus importantes, et dans le Valenciennois et autour de Denain, sidérurgie et métallurgie de première transformation étaient associées à l'industrie extractive. Mais dès 1962, les créations d'emploi s'avèrent insuffisantes. On estime que plus de 4 000 emplois masculins disparurent de 1962 à 1968, et qu'entre 1968 et 1975, l'augmentation des emplois masculins fut insignifiante comparée aux besoins qu'entraînait l'entrée dans la vie active des jeunes générations très nombreuses (plus de 10 000 emplois théoriquement nécessaires pour la période 1962-1975). Les perspectives sont peu brillantes dans la mesure où la suppression conjuguée des emplois dans la sidérurgie et dans les charbonnages provoquerait, en dépit de la création d'emplois dans les industries de conversion (construction mécanique et automobile) une perte de 5 000 emplois industriels de 1975 à 1981 (estimation INSEE).

Le tertiaire ne pourra pas compenser un tel déficit.

L'Est du bassin minier est donc devenu une zone d'émigration définitive et le bilan des migrations alternantes, encore positif en 1968 (recrutement de main d'oeuvre dans le Cambrésis et la zone de Somain-Aniche), était presque nul en 1975.

Par contre l'augmentation des emplois féminins offerts, insuffisante pour relever les taux d'activité, a à peu près correspondu aux besoins créés par le seul croît naturel entre 1968 et 1975. Le chômage féminin s'est donc aggravé, mais moins que dans les autres zones minières (6,6 % en 1975) et les taux d'activité féminine sont demeurés bas. Les taux comparatifs ne sont supérieurs à la moyenne du bassin minier qu'à Valenciennes même : 38,2 % (ce qui est peu pour une ville qui souhaiterait être à la tête de la hiérarchie urbaine de l'Est du département, et démontre l'insuffisance du développement des activités tertiaires), dans sa banlieue (32 à 34 %) et à Saint-Amand (36 %). Les taux comparatifs demeurent faibles dans les communes industrielles et minières : 25 % seulement pour l'ensemble du canton de Condé-sur-Escaut, 31 % pour le canton de Bouchain, 29,2 % pour celui de Denain et 31 % pour celui de Saint-Amand-les-Eaux-Rive-Droite.

Les taux d'activité masculine permettent de distinguer les zones essentiellement minières comme celle de Condé-sur-Escaut où les taux comparatifs d'activité sont plus faibles, tout en demeurant plus élevés qu'à l'Ouest du bassin (74 % pour le canton de Condé-sur-Escaut), des zones où les activités sont plus diversifiées : cantons de Denain et de Bouchain (76 %), villes de Va-

lenciennes (77 %), d'Anzin (79 %), de Denain (79 %) et de Saint-Amand-les-Eaux (79,4 %). Mais la poursuite de la récession des activités minières et sidérurgiques (avec généralisation de la retraite anticipée) devrait faire fléchir ces taux et les rapprocher de ceux du centre du bassin minier.

4) Les zones intermédiaires :

Entre les zones de forte activité et celles de faible activité, on rencontre des zones dont les taux d'activité oscillent autour de la moyenne régionale : zones de taux intermédiaires, où les taux comparatifs d'activité masculine sont compris entre 75 et 80 %, et les taux comparatifs d'activité féminine entre 35 et 45 %.

L'homogénéité des taux d'activité ne signifie pas bien entendu qu'il y a homogénéité des situations. On peut en effet distinguer plusieurs zones :

- Une première zone est formée de la Flandre rurale (depuis la Flandre intérieure, aux environs de Cassel et Steenvoorde, jusqu'à la frontière belge à l'Est du Pévèle). Dans cette zone la population active est formée d'un grand nombre de migrants alternants, émigrant quotidiennement vers Saint-Omer, Dunkerque, Béthune, Douai, Valenciennes ou Saint-Amand et surtout vers l'agglomération de Lille, mais aussi d'un certain nombre de migrants alternants se déplaçant à l'intérieur de cette zone vers les principales zones d'emploi constituées par les villes d'Hazebrouck et de Bailleul, par les villes industrielles de la vallée de la Lys moyenne et par les petits centres industriels ruraux, sièges no-

tamment d'industries agro-alimentaires. La diversité des activités, la forte proportion d'actifs agricoles dans la zone et l'existence de nombreuses petites villes ont permis à cette zone de bénéficier de taux comparatifs d'activité féminine élevés, supérieurs à 40 % dans l'ensemble des cantons (Cassel : 45,8 %, Merville : 47 %, Steenvoorde : 45,4 %, Bailleul-Sud-Ouest : 49,5 %, La Bassée : 42,4 %, Laventie : 45 %, Orchies : 44,1 %). Cependant chômage et émigration sévissent hors de la zone péri-urbaine de Lille, zone qui s'étend sans cesse et couvre une grande partie du Pévèle oriental. Pour la zone d'emploi Flandre/Lys (Flandre intérieure et vallée de la Lys pour sa partie comprise dans le département du Nord) le nombre des emplois industriels et tertiaires masculins est demeuré à peu près stable de 1962 à 1975, et le nombre des emplois féminins a à peine augmenté. Les besoins en emplois se sont accrus cependant, par suite de l'accroissement démographique et de la diminution du nombre des emplois agricoles, d'où la persistance d'un mouvement d'émigration définitive et la permanence de courants migratoires alternants tournés principalement vers l'agglomération lilloise.

- L'agglomération de Calais se distingue également par une activité féminine relativement élevée, qu'il faut relier à la présence de l'industrie textile. Mais les difficultés de cette branche d'activité ont provoqué une diminution du nombre des emplois féminins dans la zone d'emploi de Calais (ville même de Calais et sa banlieue). Quant-aux emplois masculins, leur nombre ne s'est stabilisé que grâce à l'augmentation du nombre des emplois tertiaires

qui a compensé les suppressions d'emplois industriels. Cette évolution a provoqué l'émigration définitive (les possibilités d'émigration alternante étant réduites) et l'accroissement du chômage, notamment du chômage féminin. Ici aux difficultés de l'emploi n'a pas correspondu une sous-activité, mais le chômage avec des taux de 5,7 % pour les hommes et de 10,8 % pour les femmes en 1975.

- Dans l'agglomération de Boulogne et surtout dans le secteur de Berck-Le Touquet, où le tertiaire (tourisme et santé) offre davantage d'emplois féminins, les taux d'activité féminine sont supérieurs à la moyenne. Bien qu'encore insuffisamment nombreux pour répondre aux besoins, les emplois tertiaires féminins se sont multipliés (+ 2 500 emplois entre 1968 et 1975 dans la zone d'emploi de Boulogne) et le déficit en emplois féminins, assez considérable, s'est réduit dans la zone de Boulogne. En ce qui concerne l'emploi masculin, la situation s'est par contre plutôt détériorée. Bien qu'également en excédent par rapport aux périodes précédentes, les emplois offerts ont été trop peu nombreux pour empêcher la poursuite de l'émigration définitive, les possibilités de migrations alternantes étant très réduites et consistant surtout dans ce secteur en migrations reliant la zone rurale du Boulonnais à l'agglomération de Boulogne. Ailleurs, notamment dans les zones rurales du Haut-pays d'Artois, du Montreuillois et du Ternois, les taux d'activité demeurent moyens et leur niveau s'explique avant tout par l'importance des activités agricoles. Si la zone de Berck-Le Touquet a bénéficié dans l'ensemble d'une amélioration de l'emploi, ailleurs ce phénomène n'a été que ponc-

tuel (à Saint-Pol par exemple, en liaison avec le développement des industries agricoles et agro-alimentaires). La réduction du nombre des emplois agricoles, les difficultés à trouver sur place du travail, même en s'astreignant à des migrations alternantes, expliquent que cette zone subisse une émigration définitive permanente, pourtant pas plus intense que celle qui affecte les zones urbaines en difficulté.

c) La population selon l'activité économique et la composition socio-professionnelle :

Nous avons choisi de ne pas nous attarder à l'étude de ce phénomène, puisque nous avons donné priorité à l'étude des masses de population, de leur répartition, de leur évolution et de leurs caractéristiques démographiques. L'étude des catégories d'activité économique au lieu de résidence ne présente d'ailleurs pas grand intérêt si elle n'est associée à celle des catégories d'activité économique au lieu de travail, et révèle d'une part les distorsions entre emploi et résidence, distorsions que nous avons déjà analysées à plusieurs reprises mais qu'il est difficile d'étudier de manière systématique en l'absence de données récentes sur les actifs au lieu de travail, d'autre part les capacités d'adaptation de la main d'oeuvre aux fluctuations économiques.

Quant-à l'étude des catégories socio-professionnelles, elle est intéressante à deux échelles : celle des grandes unités géographiques et celle des quartiers. Nous avons déjà travaillé à

la première échelle, mais il ne nous est pas possible de travailler à la seconde, sinon à titre d'exemple.

Une analyse menée au niveau des communes révèle une très grande hétérogénéité dans la composition sociologique de la population des communes urbaines. L'hétérogénéité est encore très forte à l'échelon des quartiers, et ce n'est qu'à l'échelon des îlots qu'elle s'estompe parce que l'îlot comprend en général des constructions de même type édifiées à peu près à la même date (mais à cet échelon, la technique du sondage est alors rarement fiable, les échantillons retenus devenant trop petits).

Même les communes rurales présentent une très grande hétérogénéité dans la composition socio-professionnelle de leur population : dans la région du Nord, les actifs agricoles sont minoritaires dans l'ensemble des communes rurales, et d'une commune à l'autre la composition socio-professionnelle varie beaucoup en fonction de la proportion des actifs non agricoles et surtout des ouvriers d'industrie. Ainsi les communes rurales du Cambrésis diffèrent-elles des communes rurales du Montreuillois plus agricoles. Mais chaque commune est presque un cas d'espèce.

Il n'y a de forte dominante des actifs agricoles (+ de 60 %) que dans quelques secteurs du Haut-Artois (secteurs de Fruges et d'Hucqueliers) et dans le Sud-Ouest du Ternois (canton d'Auxi-le-Chateau). Dans une grande partie des autres zones rurales (partie de la Flandre comprise entre Hazebrouck et la Flandre maritime, ensemble de l'Artois et du Montreuillois hors des zones urbaines, et à l'Est, canton de Landrecies) les agri-

culteurs sont encore nombreux, mais ils sont minoritaires (30 à 40 %), les actifs non agricoles y sont plus nombreux (et de plus en plus) que les agriculteurs, et plus du quart des actifs sont des ouvriers, mais il faut noter que les catégories des cadres moyens et supérieurs et des professions libérales y sont largement sous-représentées.

Dans les autres zones à dominante rurale (partie de la Flandre maritime la moins urbanisée, Bas-Boulonnais, la majorité des communes rurales de la partie orientale de la Flandre intérieure et du Pévèle-Mélantois, les marges rurales du pays minier, la zone péri-urbaine d'Arras, la zone d'Arleux entre les agglomérations de Douai et de Cambrai, enfin tout l'Est du département du Nord à l'exclusion des agglomérations et du canton de Landrecies), la population active agricole est moins nombreuse que celle des ouvriers non agricoles travaillant sur place ou plus souvent migrants alternants. Les agriculteurs ne représentent pas le quart des actifs, les ouvriers en représentent plus du tiers.

En effectifs, les communes rurales appartenant à cette dernière catégorie sont largement majoritaires.

Le pays minier forme un autre ensemble à peu près homogène par l'importance qu'y tient la population ouvrière et minière (plus de 50 % des actifs) et celle des retraités et inactifs. Les catégories des cadres, professions libérales et techniciens y sont sous-représentées en dehors des principaux centres (Douai et surtout Valenciennes). A l'Est du bassin les inactifs et re-

traités sont cependant moins nombreux et les ouvriers qualifiés et techniciens plus abondants qu'à l'Ouest (activités plus différenciées et plus développées). L'un des traits caractéristiques du bassin minier est l'agglutination de la population en cités, qui forment des univers assez "fermés", aux caractéristiques socio-professionnelles homogènes [10] qui s'opposent aux quartiers non miniers (vieux centres et grands ensembles).

Les grandes villes se distinguent nettement par l'importance qu'y tiennent les "cols blancs" (employés, techniciens, cadres, professions libérales), population plus nombreuse que la population ouvrière à Lille, Arras, Valenciennes, Cambrai, Douai, et leur banlieue immédiate par une composition socio-professionnelle où ces dernières catégories sont minoritaires mais plus représentées que dans la moyenne régionale.

Les nouvelles structures de l'habitat (grands ensembles, lotissements, constructions neuves individuelles) ont, autant que l'ancienne structure en cités, contribué à la ségrégation de la population selon les catégories sociales. Mais elle apparaît plus au niveau des quartiers qu'à celui des communes comme en témoigne l'exemple lillois. Par son étendue, l'agglomération de Lille offre une grande variété de situations :

Dans l'ensemble de la communauté urbaine, le groupe socio-professionnel des ouvriers domine et cette prédominance se retrouve dans toutes les communes, mais avec des nuances.

A l'échelon communal, un grand nombre de localités se caractérisent par l'importance qu'y tiennent les ouvriers dans leur po-

pulation, et d'autres par l'importance qu'y tiennent certaines autres catégories aux côtés des ouvriers.

On distingue ainsi des communes de résidence aisée où les cadres supérieurs et professions libérales et les industriels et gros commerçants sont relativement nombreux, comme Marcq-en-Baroeul et Lambersart et dans la zone péri-urbaine plus récemment peuplée, Bondues, Englos et Gruson. Les cadres moyens sont surreprésentés dans les communes où l'on construit un grand nombre de logements neufs (accession à la propriété en lotissements ou immeubles neufs) : Villeneuve d'Ascq, Fâches-Thumesnil, Wattignies, Mons-en-Baroeul, Ronchin. Par contre artisans et commerçants sont surreprésentés à Lille et à La Madeleine, Croix et Mouvaux (communes de vieille banlieue industrielle). Quant-à la population ouvrière, elle prédomine très largement à Roubaix, Tourcoing, Armentières, mais aussi dans tout le Nord de l'agglomération : au Nord-Est (Halluin, Wervicq, Comines, Bousbecque) et au Nord-Ouest (Wattrelos, Forest-sur-Marque, Hem, Leers), et au Sud (Loos, Lomme, Haubourdin), ainsi que dans les petites villes satellites (Wavrin, Sainghin-en-Weppes, La Bassée, Baisieux, Péronne-en-Mélantois, Warneton etc...). A noter que les ouvriers qualifiés sont relativement plus nombreux à Tourcoing, Hem, Armentières et dans les villes proches des nouvelles zones industrielles (La Bassée, Seclin), qu'à Roubaix et dans les vieilles cités industrielles (Halluin, Wattrelos, Loos, Wervicq, Marquette etc ...).

A l'échelon des quartiers, on peut nuancer fortement cette ré-

partition. Ainsi à Lille, les quartiers rénovés du centre (Saint-Sauveur, mairie, Vauban et secteur "Parc Saint-Maur") apparaissent comme les quartiers de résidence des cadres, professions libérales, industriels et gros commerçants. Cependant sur les 26 quartiers de Lille, 11 sont des quartiers ouvriers dont certains (Esquermes et Quatre Chemins) sont situés près du centre, les autres étant périphériques (Fives et Abattoir où les immigrés étrangers sont nombreux, Faubourg des Postes, Cimetière Sud, Faubourg de Douai, Faubourg de Béthune etc ...). Les employés et cadres moyens sont trop disséminés pour qu'ils puissent caractériser la composition socio-professionnelle d'un quartier. Par contre les vieux centres commerçants concentrent une abondante population de petits commerçants et artisans (Vieux Lille, Préfecture, Grand-Place). A Roubaix, seuls trois quartiers sont bien typés : le quartier Barbieux, quartier de résidence des cadres moyens et supérieurs, le centre-ville, quartier des commerçants qui se prolonge par le quartier de la rue de Tourcoing, les autres étant peuplés essentiellement d'ouvriers et d'employés, les ouvriers devenant de plus en plus nombreux depuis que les nouveaux logements de Hem et Villeneuve d'Ascq attirent les employés et les cadres moyens roubaisiens. On peut cependant opposer le Nord de la ville (quartiers anciens peuplés d'ouvriers spécialisés et de manoeuvres où se concentrent les immigrés) au Sud (quartiers plus récents ou partiellement rénovés où l'on trouve davantage d'ouvriers qualifiés et d'employés, et beaucoup moins d'étrangers). Quant-à

Tourcoing, sa morphologie urbaine se prête moins à la ségrégation sociale que celle de Roubaix. La multiplication de quartiers de construction récente à la périphérie de la ville et une plus grande rénovation des vieux quartiers y a davantage mêlé les catégories sociales. Certes les cadres supérieurs, professions libérales et artisans résident surtout dans le centre (quartiers de la Grand-Place et du Boulevard), les employés dans les quartiers qui entourent le centre (Place Semard, Place du théâtre, Parc Clémenceau) et les ouvriers davantage à la périphérie ; mais à part dans certains quartiers périphériques (à proximité de la zone industrielle Est et de Neuville-en-Ferrain), où la prédominance ouvrière est écrasante, la population est plus mélangée qu'à Roubaix. Si on compare les trois villes, Roubaix apparaît comme la ville la plus ouvrière et Lille comme celle où les catégories sociales les plus favorisées sont les plus nombreuses.

L'analyse socio-professionnelle, comme celle des taux d'activité a montré d'une part combien les situations étaient complexes et variables à l'intérieur de la région et d'autre part combien rares étaient les secteurs qui échappent aux difficultés en matière d'emploi. Les jeunes étant les premiers à en subir les conséquences, leurs difficultés d'insertion dans la vie professionnelle méritait d'attirer notre attention.

IV - L'insertion des jeunes dans la vie active et dans la vie sociale :

a) La formation des jeunes :

Traditionnellement la population de la région du Nord a toujours été moins scolarisée en moyenne que dans l'ensemble de la France. Certes cela ne se traduit pas ou ne se traduit plus par une scolarisation anormale de type primaire (le Nord/Pas-de-Calais est une région urbanisée où la scolarisation primaire est tout à fait normale), mais la poursuite des études au delà de l'âge limite de la scolarité obligatoire y est, aujourd'hui encore, moins fréquente qu'ailleurs.

Si on ne tient compte que de la proportion de population résidente titulaire du C.E.P., la région figure en bonne place parmi les régions françaises : 39,3 % en moyenne en France en 1968, 41,5 % dans le département du Nord, 39,1 % dans le département du Pas-de-Calais (maximum : 47,6 % en Savoie, minimum : 24,8 % en Corse), mais si on considère les diplômes égaux ou supérieurs au baccalauréat, la région se situe parmi les plus défavorisées :

- baccalauréat : Nord 2,6 %, Pas-de-Calais 2,3 %, moyenne française : 3,3 % (maxima : Paris 6,4 % et Alpes-Maritimes 5 %, minima : Mayenne 1,9 % et Saône-et-Loire 2,2 %)
- diplômes supérieurs au baccalauréat : Pas-de-Calais 1,1 %, Nord 1,2 %, moyenne française 2,7 % (maxima : Paris 8,1 % et Alpes-Maritimes 3,7 % et minima Pas-de-Calais, Mayenne, Puy-de-Dôme et Creuse).

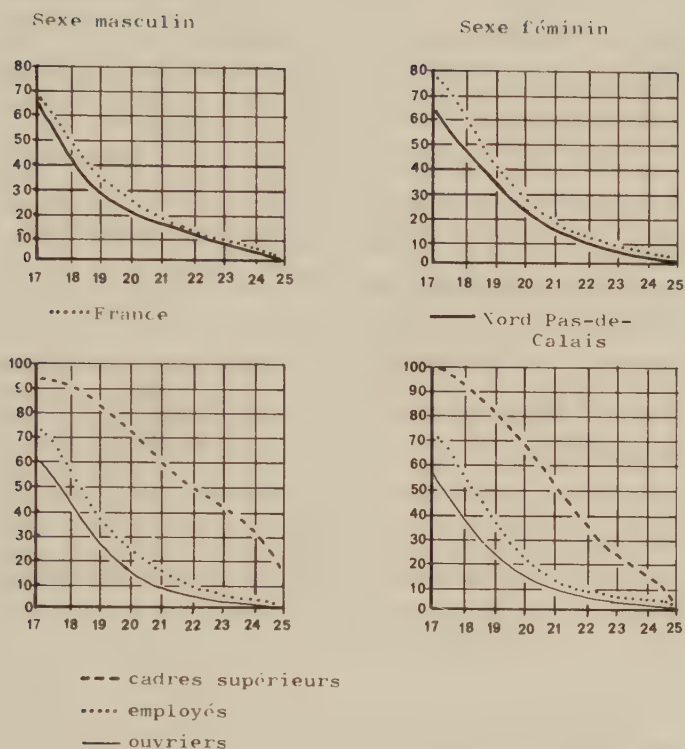


FIG. 440 : TAUX DE SCOLARITE SELON L'AGE, LE SEXE ET LA C.S.P. DU
CHEF DE FAMILLE. R.G.P. 1975.

Ces taux sont dûs à une situation ancienne de l'enseignement plus qu'à sa situation actuelle, mais en dépit des progrès récemment accomplis, la scolarisation de la population du Nord/Pas-de-Calais demeure avant tout une scolarisation courte et les formations de type supérieur sont toujours peu recherchées.

Les causes de ce comportement sont sans doute complexes. Il résulte d'une part du contexte social régional : population à large prédominance ouvrière plus soucieuse d'orienter ses enfants vers des formations à débouché professionnel immédiat que vers des études longues et aux débouchés moins bien perçus, il résulte d'autre part du climat économique, les difficultés de l'emploi valorisant les diplômes professionnels (permettant de se procurer plus facilement un emploi), il résulte encore d'une certaine répugnance aux études d'enfants de milieu populaire au niveau culturel généralement très bas, et enfin de la mentalité régionale qui attache beaucoup de prix au travail, la conscience collective assimilant mal l'activité intellectuelle et les études à un travail.

1) Les taux de scolarisation :

Les taux de scolarisation permettent de mesurer la proportion de jeunes qui suivent des études. En 1975, comme en 1968, en 1962 et en 1954, les taux régionaux étaient inférieurs aux taux français à tous âges. Ils ont augmenté sans que l'écart disparaisse.

Entre 17 et 19 ans, pour le sexe masculin le taux de scolarisation, qui était de 50,6 % en moyenne en France, ne s'élevait qu'à 47,1 % dans la région du Nord, et pour le sexe féminin à

47,0 % contre 57,6 % en moyenne en France (Notons que l'écart qui existe en règle générale en France entre la forte scolarisation féminine et une moindre scolarisation masculine n'existe pas dans la région, ou plutôt est à peine sensible dans le département du Nord et inexistant dans celui du Pas-de-Calais où le phénomène est inverse).

Entre 20 et 24 ans, les écarts relatifs étaient aussi importants, surtout en ce qui concerne le sexe féminin dont le taux régional de scolarisation demeurait à ces âges très inférieur au taux masculin, alors que cette infériorité avait presque disparu dans la moyenne française. A un taux de scolarisation du sexe masculin de 13,3 % dans le Nord/Pas-de-Calais, correspondait un taux de 10,6 % pour le sexe féminin contre respectivement 15,6 % et 14,9 % dans l'ensemble de la France.

Ces taux moyens varient évidemment d'une commune à l'autre et d'un secteur géographique à un autre.

Nous avons dressé des cartes des taux de scolarisation en utilisant la même méthode que pour les taux comparatifs de population active, de manière à obtenir un taux comparatif de scolarisation qui soit unique et qui fasse abstraction de la structure par âge et par sexe. Carte des taux comparatifs et cartes analytiques selon l'âge et le sexe mettent en évidence les grandes différences d'intensité de la scolarisation selon les secteurs géographiques.

L'essentiel de la surface de la carte correspond à des zones dont les taux de scolarisation sont médiocres.

Ils sont inférieurs de plus de 10 % à la moyenne régionale dans presque toute la partie occidentale de la région du Nord composée en grande partie de zones rurales (Flandre intérieure, Calaisis et Boulonnais, Haut-Pays d'Artois et pays de Montreuil, Ternois), dans la zone rurale comprise entre la Lys et l'agglomération de Lille (pays de Weppes), dans l'ensemble du Cambrésis et dans l'Avesnois. La ruralité, l'éloignement des centres d'enseignement, la forte proportion d'enfants d'agriculteurs dans la population de ces zones peuvent expliquer cette situation. Les taux sont particulièrement bas dans 5 secteurs, où ils sont de plus de 20 % inférieurs à la moyenne régionale, : le coeur de la Flandre intérieure (cantons de Cassel, de Steenvoorde et d'Hazebrouck), le Calaisis, le Boulonnais, le pays de Montreuil et l'Avesnois.

Les taux sont également très bas dans les zones rurales situées en marge du pays minier (cantons de Cambrin, de Vimy, d'Orchies et de Saint-Amand-les-Eaux) et au centre du pays minier (secteur de Lens) qui se distingue du reste du bassin où les taux sont plus élevés.

Sans être aussi bas que dans les zones précédemment citées, les taux de scolarisation sont également inférieurs à la moyenne régionale dans le Pévèle-Mélantois, dans l'Artois occidental et dans le Hainaut rural. A la ruralité, une fois encore, sont associés des taux de scolarisation moins élevés qu'en moyenne.

Enfin dans l'Est du bassin minier, en dehors de la ville même de Valenciennes, les taux de scolarisation sont encore infé-

	1967/1968		1975/1976	
	1	2	1	2
Enseignement préscolaire	198,3	10,0	235,1	9,1
Enseignement élémentaire	429,7	8,9	392,5	8,3
Total 1° degré	690,2	9,2	627,6	8,6
1° cycle	170,8	8,0	253,1	7,7
2° cycle court	52,9	8,7	76,1	10,2
2° cycle long	53,7	7,1	67,2	6,9
Total 2° degré	278,8	7,9	396,4	7,9
Enseignement supérieur	34,9	5,8	54,6	5,8

Source statistique rectoriale

1 : Effectifs en milliers. Région du Nord

2 : Part dans la population scolarisée française. %.

TAB. 84 : EFFECTIFS SCOLAIRES ET ETUDIANTS PAR NIVEAU D'ETUDE.

		Sexe masculin			Sexe féminin		
		1962	1968	1975	1962	1968	1975
17-19 ans	Région	30,5	38,9	47,1	26,9	37,2	47,0 %
	France	34,5	41,7	50,5	38,2	47,2	57,6 %
20-24 ans	Région	6,3	11,9	13,3	4,0	8,3	10,6 %
	France	10,9	14,7	15,5	9,7	12,7	14,0 %

TAB. 85 : TAUX DE SCOLARITE.

Sexe masculin



Sexe féminin



Sexe masculin

taux à 20 ans

Sexe féminin

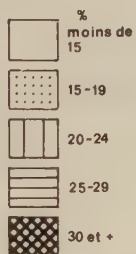


FIG. 441 : TAUX DE SCOLARITE A 17 ET 20 ANS AU R.G.P. DE 1975.

(moyenne régionale : 81,8 %)

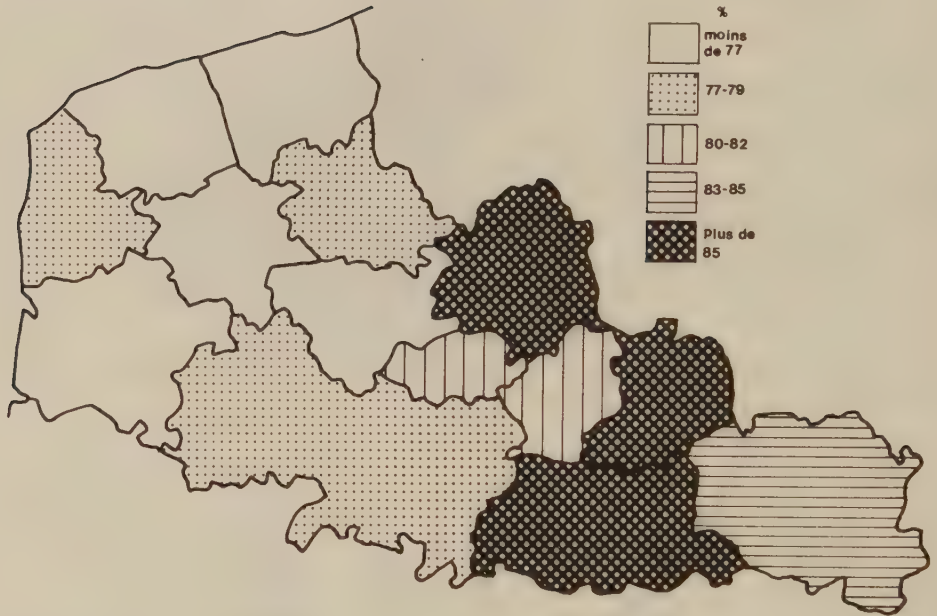


FIG. 442 : TAUX DE PRESCOLARISATION. R.G.P. 1975.

rieurs à la moyenne régionale.

Les taux de scolarisation sont par contre supérieurs à la moyenne régionale dans la plupart des grandes villes : Boulogne, Saint-Omer, Arras, Cambrai, Maubeuge, Douai, Valenciennes, Hazebrouck etc ... La présence de lycées, éventuellement de grandes écoles ou d'I.U.T, de même que la composition socio-professionnelle de leur population expliquent ce résultat. Mais jamais les taux n'y dépassent de beaucoup la moyenne nationale sauf à Lille et dans sa banlieue, c'est à dire dans la ville universitaire et métropole régionale (A Lille, Villeneuve d'Ascq, Marcq-en-Baroeul, La Madeleine, Wattignies, Ronchin, Bondues, Lambersart et Croix, les taux de scolarisation dépassent de plus de 20 % la moyenne régionale). C'est là également, et là seulement, que l'on trouve des taux de scolarisation de la population âgée de 20 à 24 ans très élevés (18 % et plus). Le seul autre secteur de la région où les taux de scolarisation soient supérieurs de 10 % et parfois de 20 % à la moyenne régionale est la vallée de la Sambre. Ailleurs, notamment dans les banlieues de Dunkerque, Boulogne, Arras, Douai et dans l'Ouest du bassin minier, les taux sont seulement légèrement supérieurs à cette moyenne.

2) Les types de scolarisation :

Les taux de scolarisation détaillés montrent clairement le choix délibéré pour les études courtes. A 17 ans, les taux de scolarisation, tant masculin que féminin, tant dans le Nord que dans le Pas-de-Calais, oscillaient en 1975 entre 63 et 66 %. Plus d'un

tiers de la population jeune de la région cesse donc sa scolarité dès que l'âge plafond de la scolarité obligatoire est atteint. A 19 ans, les taux de scolarisation sont compris entre 27,2 et 31,8 %, moins du tiers de la population poursuit donc des études jusqu'à cet âge. Si on examine le détail de ces taux, on observe que dans le Pas-de-Calais les taux de scolarisation masculins sont plus élevés que les taux féminins et plus élevés également que les taux du département du Nord à 17 et 18 ans, alors qu'à partir de 19 ans le phénomène s'inverse : la priorité est donc donnée aux études courtes puisque dès 19 ans, et surtout entre 20 et 24 ans, les taux de scolarisation du Pas-de-Calais se situent à un niveau inférieur de 40 % aux taux du département du Nord.

Il est difficile d'évaluer numériquement les types de formation reçus. Certes les statistiques rectorales sont abondantes, mais elles portent sur des diplômes délivrés et des individus en cours de formation, pas sur le niveau d'instruction atteint à la fin des études [11]. On peut cependant essayer d'aborder la question en se situant à la sortie de l'appareil scolaire. Comme les classes d'âge de 16 à 24 ans ont des effectifs voisins, on peut estimer que l'influence de la structure par âge est négligeable. Quant à la variation des taux de scolarisation et des orientations, il est plus difficile de l'appréhender.

A la formation initiale peut s'ajouter une formation professionnelle complémentaire sous différentes formes précédant l'entrée dans la vie active : apprentissage, A.F.P.A (Formation pro-

fessionnelle des adultes) ou stages pratiques d'une durée maximale de 2 ans.

Si on ne tient compte que des effectifs de la dernière année de chaque type de formation, on peut estimer qu'en 1977

- 36 000 jeunes achevaient un enseignement technologique de niveau C.E.P ou C.A.P (y compris A.F.P.A et apprentissage : 4 500)

12 000 un enseignement technologique long, de niveau brevet ou baccalauréat de techniciens, dont 40 % ne poursuivront pas leurs études au delà

2 500 un enseignement technologique supérieur (B.T.S, D.U.T)

Compte-tenu du fait que les élèves ou étudiants achevant un cycle d'études peuvent accéder à une formation de type supérieur, on estime (estimation échelon régional de l'emploi et du travail) que 45 000 jeunes environ, ayant suivi une formation technologique ont quitté l'appareil de formation à l'issue de l'année scolaire 1976-1977.

Parmi eux, 5 % n'avaient qu'une formation n'excédant pas le C.E.P et 84 % une formation n'excédant pas le C.A.P ou B.E.P, 10 % avaient reçu une formation de type B.T ou B.T n et seulement 5 % une formation supérieure.

- 20 à 21 000 jeunes ont quitté directement l'enseignement général sans le compléter par un enseignement technologique :
1 000 environ au niveau des sections d'éducation spécialisée
15 000 à l'issue ou au cours du premier cycle secondaire (35 % de l'effectif des classes de 3°, ce qui indique que la poursuite de la scolarité est fréquente)

Parmi ces 15 000, 6 000 étaient titulaires du B.E.P.C, le reste sans diplôme

4 000 à l'issue ou au cours du second cycle secondaire, dont un millier titulaires du baccalauréat

- Enfin 6 000 jeunes quittent chaque année l'enseignement supérieur non technologique.

Sur les 72 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi, on peut donc estimer que 4 à 5 % n'ont reçu qu'une formation élémentaire ou aucune formation, 70 % sont titulaires d'un C.A.P, B.E.P ou B.E.P.C ou possèdent un niveau de formation générale de type 3°, 13 % sont titulaires d'un B.T, B.T n ou du baccalauréat ou possèdent un niveau de formation générale de type 1° ou terminale, 11 % possèdent un niveau supérieur au baccalauréat.

A la lecture de ces résultats, on peut considérer que les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi y arrivent rarement sans aucune formation et que ceux qui sont titulaires d'un diplôme technologique sont nombreux.

Cependant un grand nombre de jeunes (20 000 environ) se présentent sur la marché de l'emploi en n'ayant reçu qu'une formation de type général ou un diplôme d'enseignement général.

Le marché de l'emploi peut-il absorber ces quelques 70 000 jeunes qui quittent l'enseignement chaque année ?

b) L'insertion dans la vie professionnelle :

On estime que la quasi-totalité des garçons et 85 % des filles

vont chercher à s'employer après avoir quitté l'enseignement. Compte-tenu des migrations, l'INSEE évalue à 64 - 65 000 environ le nombre des jeunes entrant annuellement pour la première fois dans la vie active.

On est assez mal renseigné sur la façon dont ils s'insèrent dans le monde du travail. L'échelon régional de l'emploi et du travail fournit quelques indications à ce sujet obtenues à partir des observations des agences nationales pour l'emploi, et le Comité d'expansion de la Métropole Nord a réalisé en 1974 une enquête sur le premier emploi des jeunes dans la communauté urbaine de Lille. [12]

Parmi ces jeunes, l'échelon régional de l'emploi et du travail distingue :

- ceux qui abandonnent l'école à l'issue de la scolarité obligatoire, sans formation, et ceux qui ont reçu une très courte formation professionnelle dans le système scolaire. Dans les deux cas ils ne peuvent accéder qu'à des emplois non qualifiés.
- ceux qui entrent en apprentissage ou qui suivent une formation professionnelle les menant à une qualification professionnelle, et surtout ceux qui ont reçu une formation plus longue de technicien, dont les chances de trouver un emploi sont plus nombreuses.
- ceux qui quittent l'enseignement secondaire général ou l'enseignement supérieur sans avoir suivi un enseignement à finalité professionnelle. Ils sont peu favorisés s'ils n'acquiè-

	Population active jeune Population active totale			Population active jeune (17 - 29 ans) en 1975		
	hommes	femmes	ensemble	hommes	femmes	ensemble
Agriculture	20,5	16,1	19,1	9,8	3,7	13,5
Charbonnages	12,5	31,6	12,9	5,5	0,3	5,8
Energie	21,3	36,6	23,0	2,7	0,6	3,3
Sidérurgie et 1ère transformation des métaux	35,4	53,0	36,7	29,9	3,5	33,4
Industries mécaniques et électriques	44,9	64,0	47,3	45,3	9,3	54,6
IAA et industries chimiques	32,2	51,8	36,9	18,8	9,4	28,2
Industrie textile	34,6	56,4	44,6	18,3	25,7	44,0
Habillement et cuir	33,6	71,2	64,7	2,4	24,0	26,4
Bois et industries diverses	44,6	57,2	48,3	7,0	3,7	10,7
Papier-carton et presse édition	38,3	52,8	41,9	8,0	3,7	11,7
Matériaux de construction - Verre	36,7	60,3	40,4	11,3	3,4	14,7
B.T.P.	42,2	44,7	42,3	41,9	2,2	44,1
Etat - Collectivités locales	37,5	44,6	40,8	35,4	37,0	72,4
Commerce	35,6	46,2	40,2	34,9	34,7	69,6
Autres services	33,6	44,6	38,5	48,2	52,4	100,6
Services domestiques et divers	19,5	34,8	34,1	0,2	5,8	6,0
Ensemble des secteurs	35,1	47,6	39,2	319,6	219,4	539,0

(Source INSEE)

TAB. 86 : REPARTITION DES JEUNES ACTIFS (17-29 ans) PAR C.A.E.

niveau de formation	Proportion d'actifs exerçant un métier								
	Primaire	Secondaire				Tertiaire			
		Ingénieurs Architectes Scientifiques	Techniciens Petits Entrepreneurs Dessinateurs	Agents de maîtrise Ouvriers qualifiés	Ouvriers spécialisés Manœuvres	Cadres administratifs supérieurs	Cadres moyens	Métiers qualifiés	Métiers non qualifiés
Supérieur au bac									
Hommes	0,2	3,3	8,4	2,9	1,6	30,8	41,6	6,4	4,8
Femmes	-	-	1,8	0,8	-	28,4	52,8	9,6	6,6
Niveau bac ou équivalent									
Hommes	1,5	0,8	22,3	11,3	4,6	5,7	30,2	14,6	9,0
Femmes	0,1	-	2,2	2,4	0,7	2,9	50,4	29,3	12,0
Niveau CAP ou équivalent									
Hommes	4,0	-	4,4	39,7	27,8	0,7	4,0	11,8	7,6
Femmes	1,1	-	0,8	6,7	13,9	0,6	7,1	44,6	25,2
< CEP									
Hommes	4,5	-	0,7	23,8	60,5	0,1	0,8	4,7	4,9
Femmes	2,0	-	0,3	12,7	48,2	0,1	1,4	15,6	19,7
Ensemble									
Hommes	4,0	0,1	3,6	29,1	43,1	1,2	4,5	8,2	6,2
Femmes	1,4	-	0,8	9,1	29,5	1,4	10,3	27,1	20,4

(Source INSEE)

TAB. 87 : REPARTITION DES JEUNES ACTIFS PAR C.S.P. ET QUALIFICATION.

rent pas un complément de formation professionnelle.

- les titulaires de diplômes professionnels du supérieur. Ce sont les plus favorisés.

D'après cette même source, la catégorie qui aurait le plus de difficultés à trouver du travail serait la 3^o, quant-à la 1^o catégorie, elle présenterait, du fait de son absence de qualification, une très grande mobilité.

Toujours d'après la même source, depuis plusieurs années la part des demandeurs d'emploi non satisfaits de moins de 25 ans représenterait quelques 50 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi non satisfaits, dont les 2/3 seraient des femmes. Les mesures propres à favoriser l'embauche des jeunes (contrats emploi-formation, stages en entreprises) prises en 1977 auraient limité l'augmentation du nombre de jeunes demandeurs d'emplois constamment croissant jusque là (cf. 1^o partie, chapitre IV).

Au cours des dernières années, la situation s'est aggravée pour l'ensemble des jeunes, quelque soit leur niveau de formation. Mais deux catégories sont plus touchées que les autres, celle des titulaires de C.A.P et celle des diplômés de l'enseignement supérieur, tandis que les titulaires de brevets ou de baccalauréats de technicien continuent à trouver plus facilement du travail. En Mars 1978, les demandeurs d'emploi non satisfaits de moins de 25 ans étaient 2,6 fois plus nombreux qu'en Mars 1974 ; parmi eux les demandeurs de niveau B.T ou B.T n n'étaient que 1,2 fois plus nombreux, tandis que les demandeurs de niveau C.A.P l'étaient 2,2 fois plus et les demandeurs de niveau plus élevé l'étaient 3,3 fois plus.

Les emplois recherchés sont en priorité les emplois de type tertiaire : bureaux et commerce (près de la moitié des demandeurs d'emploi), puis les emplois dans les industries des métaux (12 à 13 %). Les jeunes les moins qualifiés professionnellement sont souvent demandeurs d'emplois tertiaires, emplois qui pourtant exigent souvent une bonne qualification (en dehors des emplois de manutentionnaires) et qui sont relativement rares dans la région du Nord où le tertiaire et notamment les services sont encore sous-développés. Si ce secteur attire, ce n'est pas seulement parce que le type de travail qu'il offre est souvent plus séduisant, mais c'est aussi parce qu'il est le secteur qui, en valeur absolue, offre jusqu'à présent le maximum de débouchés.

Quant-au problème de l'adéquation entre les formations initiales et les activités professionnelles exercées, il n'apparaît plus que comme secondaire, puisque le chômage s'est amplifié au point de toucher toutes les catégories de demandeurs et a cessé d'être spécifique aux jeunes pour frapper également, et fortement, la population adulte. La conjoncture est sans aucun doute davantage responsable de l'insatisfaction croissante des demandes d'emploi dans la région, que l'inadaptation des formations, ce qui ne signifie pas que celles-ci, trop tournées vers les métiers traditionnels et les emplois de bureau peu qualifiés, ne devraient pas être améliorées.

L'enquête menée dans la communauté urbaine de Lille en 1974 et portant sur plus de 7 000 jeunes, un an après qu'ils aient aban-

donné leurs études, renseigne davantage sur les difficultés d'entrée des jeunes dans la vie active, qui sont pourtant certainement moindres dans la région lilloise que dans bien d'autres secteurs de la région.

Parmi les multiples renseignements que fournit l'enquête, il convient de s'arrêter sur quelques points.

La mobilité géographique des jeunes à la recherche d'un premier emploi est très faible (inférieure très vraisemblablement à celle de la population un peu plus âgée). Les premiers emplois sont trouvés à proximité du domicile, et à ce sujet il convient de signaler la faiblesse des échanges entre la zone de Lille et le Nord de la communauté urbaine qui forme une zone d'emploi spécifique (Roubaix, Tourcoing et secteur Nord-Est : Halluin, Comines etc...). Mais la recherche d'emplois proches du domicile est dictée en partie par le désir de nombreux jeunes de suivre une formation complémentaire (formation continue) après leur journée de travail. On constate cependant que les garçons acceptent plus facilement les déplacements que les filles, et que leur propension à quitter la région est plus grande. Celle-ci s'accroît d'ailleurs nettement avec le niveau du diplôme possédé. Mais elle apparaît plus chez les jeunes dans les intentions que dans les faits et apparaît beaucoup plus marquée à Roubaix-Tourcoing qu'à Lille. Un état d'esprit favorable à l'émigration hors-région paraît en tous cas très développé (assez curieusement la motivation d'ordre économique est rarement évoquée comme facteur de migration, et les jeunes mettent plutôt en avant le cadre et les conditions de vie que le chômage).

En ce qui concerne l'adéquation de la formation initiale à l'emploi exercé, il faut constater que seule une minorité se déclare satisfaite, la majorité ne l'étant que très moyennement et l'étant d'autant moins que les diplômes sont plus élevés. Or il apparaît qu'il y a pourtant corrélation étroite entre la branche professionnelle des diplômes préparés et l'activité économique pour ceux ayant reçu une formation professionnelle (en dehors du textile). Quant-à l'orientation vers le tertiaire de ceux qui n'ont reçu qu'une formation générale, on ne peut savoir si elle provient du choix de ces derniers ou de leur rejet par les entreprises industrielles. L'insatisfaction ne provient donc pas vraiment d'une inadéquation véritable des formations de base, mais des mauvaises orientations qui préparent de lourdes déceptions. L'efficacité et la fiabilité de l'orientation scolaire est à remettre en cause, car puisqu'il s'avère qu'un jeune orienté dans une voie poursuit en général ses études dans cette voie (le système scolaire actuel, dans sa réalité pratique, ne lui offrant guère d'ailleurs d'autre alternative), c'est la méconnaissance et le manque d'information sur le métier choisi par le jeune ou vers lequel les orienteurs l'ont conduit qui est à l'origine des inadéquations ultérieures et des mécomptes. Les jeunes se faisaient souvent de leur métier une plus belle image que celle que leur offre la réalité. Ils sont également déçus par le manque d'initiative et de responsabilités qu'on leur laisse et par la défiance qui semble les entourer. Les jeunes ont peut-être acquis, dans les établissements scolaires, une idée fausse de leur métier, mais peut-être y a-t-il aussi de la part des employeurs

un manque de crédibilité en leurs capacités et en la valeur de la formation qu'ils ont acquise ? Enfin la modicité réelle des salaires des jeunes et surtout des jeunes filles dans la communauté urbaine de Lille est un facteur d'insatisfaction et d'incitation au départ.

c) L'insertion précoce dans la vie sociale :

Nous avons déjà insisté sur la précocité de l'entrée dans la vie active des jeunes de la région du Nord, précocité relative bien entendu compte-tenu de la durée minimale des études obligatoires, la faiblesse relative des taux de scolarisation étant le corollaire de cette précocité de la vie professionnelle.

A cette précocité de l'entrée dans la vie professionnelle, correspond une précocité de l'entrée dans la vie sociale et dans le monde des adultes. C'est un phénomène ancien dans la région et qui correspond à la tradition. Le mariage est précoce dans la région ; précoce également la venue du premier enfant et la constitution des familles (Nous reviendrons sur ces points dans le chapitre suivant) en particulier en milieu ouvrier. Sans vouloir porter de jugement de valeur, on remarque que la pesanteur de la vie familiale demeure considérable et que l'évolution actuelle des moeurs, paradoxalement, ne la diminue pas.

V - Le sous-développement culturel et social :

La relative sous-qualification des jeunes n'est qu'un des

aspects du sous développement général sur le plan éducatif, culturel et social de la région du Nord.

1) Faible proportion de diplômés, faiblesse de la vie culturelle :

Un des premiers aspects du sous-développement régional est le faible niveau culturel de la population. Dans une grande partie de la région, le parler des classes populaires crée déjà en soi un obstacle à la communication, s'y ajoute la faiblesse de l'instruction reçue. Si on ne tient compte que des actifs, 64 % des hommes et 67 % des femmes âgés de plus de 50 ans ont arrêté leurs études à l'âge de 15 ans, et 50 % de la population âgée de 30 à 49 ans également. La situation a à peine évolué puisque pour 52 % des hommes et 49 % des femmes, actifs et actives de moins de 30 ans, l'âge de fin d'études se situe entre 15 et 16 ans. Cependant dans les générations les plus jeunes, un plus grand nombre de jeunes a poursuivi des études plus longues. 32 % des actifs et 36 % des actives âgés de moins de 30 ans au R.G.P. de 1975 ont cessé leurs études à l'âge de 17, 18 ou 19 ans, contre 20 % seulement pour la génération âgée de 30 à 49 ans. Aussi n'est-il pas étonnant que le niveau d'instruction soit relativement bas, 48 % des actifs et 47 % des actives âgées de moins de 30 ans avaient encore en 1975 un niveau d'instruction n'excédant pas le C.E.P. Si on y ajoute la population titulaire d'un C.A.P, on aboutit à 74 % des actifs âgés de moins de 30 ans et à 63 % des actives, c'est à dire à peine moins que les effectifs des générations plus âgées

	Sexe masculin				Sexe féminin				
	Total	17-34 ans	35-54 ans	55 ans et +	Total	17-34 ans	35-54 ans	55 ans et +	
néant ou C.E.P.	63,3	45,8	65,3	81,5	71,3	50,6	72,5	87,4	Ensemble
niveau C.A.P.	15,6	26,1	14,7	4,3	7,7	15,4	7,5	1,6	
niveau B.E.P.C.	7,0	10,7	5,4	4,6	9,5	14,1	8,6	6,4	
niveau Bac ou B.P.	7,5	9,5	7,7	4,8	6,4	10,9	6,6	2,6	
niveau sup. au Bac.	6,6	7,9	6,8	4,8	5,1	9,0	4,8	2,0	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
néant ou C.E.P.	57,7	54,1	64,4	74,1	55,7	41,9	65,1	78,7	Actifs
niveau C.A.P.	18,8	26,7	15,1	6,1	12,1	17,1	8,8	3,2	
niveau B.E.P.C.	7,6	10,5	5,5	5,8	12,9	16,2	10,3	8,8	
niveau Bac ou B.P.	8,5	9,7	8,0	6,7	10,3	13,4	8,6	4,1	
niveau sup. au Bac.	7,5	8,0	7,1	7,3	9,0	11,4	7,2	5,2	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

TAB. 88 : NIVEAU D'ETUDES DE LA POPULATION, France, R.G.P. 1975, %.

(population ni scolaire ni apprentie âgée de 17 ans ou plus)

	Sexe masculin				Sexe féminin				
	Total	17-34 ans	35-54 ans	55 ans et +	Total	17-34 ans	35-54 ans	55 ans et +	
									Ensemble
néant ou C.E.P.	65,5	49,4	68,0	85,0	76,9	59,3	79,6	91,4	
niveau C.A.P.	16,2	25,4	15,2	4,5	6,9	13,0	6,4	1,4	
niveau B.E.P.C.	6,9	10,3	7,3	4,3	8,2	13,0	7,1	4,8	
niveau Bac. ou B.P.	6,9	9,0	7,1	3,6	4,8	8,6	4,4	1,5	
niveau sup. au Bac.	4,5	6,0	4,4	2,7	3,2	6,3	2,6	1,0	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
néant ou C.E.P.	58,9	48,8	65,9	74,2	58,2	48,3	68,2	81,6	
niveau C.A.P.	19,8	26,0	16,0	7,3	11,8	15,3	8,3	3,7	
niveau B.E.P.C.	7,7	10,0	5,7	6,3	13,5	16,2	10,4	7,7	
niveau Bac. ou B.P.	8,2	9,1	7,6	6,4	9,6	11,7	7,9	3,2	
niveau sup. au Bac.	5,4	6,0	4,8	5,8	6,9	8,5	5,3	3,9	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Actifs

TAB. 89 : NIVEAU D'ETUDES DE LA POPULATION. Région Nord/Pas-de-Calais. R.G.P. 1975. %.
(population ni scolaire, ni apprentie âgée de 17 ans ou plus)

	Sexe masculin				Sexe féminin			
	Total	17-34 ans	35-54 ans	55 ans et +	Total	17-34 ans	35-54 ans	55 ans et +
							Ensemble	
néant ou C.E.P.	814330	228345	312750	273225	1048305	265160	365865	416480
niveau C.A.P.	201680	117615	69640	14425	94065	57990	29660	6415
niveau B.E.P.C.	85905	47495	33775	13760	112120	58030	32430	21660
niveau Bac. ou B.P.	85565	41480	32415	11670	65170	38400	20010	6760
niveau sup. au Bac.	56380	27700	20140	8540	43350	28080	11930	4340
Total	1243850	462635	459595	321620	1363010	447460	459895	455655
							Actifs	
néant ou C.E.P.	548650	207480	276890	64280	282615	133605	110450	38560
niveau C.A.P.	184320	110685	67335	6310	57385	42235	13420	1730
niveau B.E.P.C.	72105	42700	23980	5425	65440	44905	16915	3620
niveau Bac. ou B.P.	76215	38805	31895	5515	46715	32190	12720	1505
niveau sup. au Bac.	50515	25485	19980	5050	33755	23385	8530	1840
Total	931905	425155	420070	86580	485910	276620	162035	47255

TAB. 90 : NIVEAU D'ETUDES DE LA POPULATION. Région Nord/Pas-de-Calais. R.G.P. 1975.
(population ni scolaire, ni apprentie âgée de 17 ans ou plus)

TAB. 91 : Répartition de la population active par sexe, âge et âge de fin d'études

	Proportion d'actifs ayant arrêté leurs études à l'âge de :						Population active totale (en milliers)
	< 15 ans	15 et 16 ans	17 - 19 ans	20 - 22 ans	23 ans et +	Non déclaré ou sans objet	
17-29 ans							
Hommes	26	26	32	7	3	5	319,8
Femmes	18	31	36	9	2	4	219,4
30-49 ans							
Hommes	52	13	20	4	4	6	415,0
Femmes	48	18	21	6	3	4	157,2
50-64 ans							
Hommes	64	12	11	4	4	5	165,7
Femmes	67	13	10	3	2	5	74,3
65 ans et +							
Hommes	55	12	12	4	9	7	12,2
Femmes	70	14	7	1	1	7	9,9
Ensemble							
Hommes	45	18	22	5	4	6	911,7
Femmes	37	23	27	7	2	4	460,9

TAB. 92 : Répartition de la population active par sexe, âge et diplôme le plus élevé obtenu

	Proportion d'actifs ayant comme diplôme le plus élevé					Population active totale (en milliers)
	≤ CEP ou non déclaré %	CEP et niveau CAP %	Niveau BE et niveau CAP %	Niveau BAC ou égal au BAC %	Niveau supérieur au BAC %	
17-29 ans						
Hommes	48	26	11	9	6	319,8
Femmes	47	16	17	11	9	219,4
30-49 ans						
Hommes	60	19	6	9	6	415,0
Femmes	61	10	12	10	7	157,2
50-64 ans						
Hommes	73	9	6	7	5	165,7
Femmes	77	5	9	5	4	74,3
65 ans et +						
Hommes	71	5	7	8	10	12,2
Femmes	84	2	7	1	6	9,9
Ensemble						
Hommes	58	20	8	8	6	911,7
Femmes	58	12	13	10	7	460,9

(Source INSEE)

(de 30 à 49 ans : 79 % des actifs, 71 % des actives, plus de 50 ans : 82 % des actifs et des actives) cf. tableau.

Dans la population active, la proportion de ceux qui possèdent un diplôme supérieur au baccalauréat n'est que de 6 % chez les moins de 30 ans de sexe masculin et de 9 % chez les actives des mêmes âges, contre respectivement 6 et 7 % pour l'ensemble des actifs.

Si on opère les mêmes mesures pour l'ensemble de la population, on obtient des résultats aussi médiocres. En 1975, 65,5 % de la population masculine et 76,3 % de la population féminine ne possédaient pas un niveau d'instruction supérieur au C.E.P contre respectivement 63,3 et 71,3 % pour l'ensemble de la France.

La situation s'est améliorée au niveau des taux, mais l'écart s'est accentué puisque si 68 % des hommes âgés de 35 à 44 ans appartenaient à ce groupe dans la région du Nord, contre 65,3 % dans la France entière, c'étaient 49,4 % de la population non scolaire âgée de 17 à 34 ans qui ne possédaient pas un diplôme supérieur au C.E.P dans la région contre 45,8 % en moyenne en France.

Parallèlement 4,5 % seulement de la population masculine et 3,2 % de la population féminine âgée de plus de 17 ans possédaient un niveau d'instruction supérieur au baccalauréat, contre respectivement 6,6 et 5,1 % pour la France entière et les jeunes classes d'âge n'étaient relativement pas plus favorisées que les plus âgées puisque entre 17 et 34 ans, 6 % seulement des hommes et 6,3 % des femmes avaient suivi des études supérieures contre respectivement 7,9 et 9 % en moyenne en France.

Les écarts sont moins nets pour les diplômes intermédiaires, ceci confirme l'importance donnée dans la région du Nord aux formations courtes.

A ce bas niveau d'instruction correspond une vie culturelle assez médiocre. Il est difficile cependant de se former un jugement objectif à ce sujet. Il existe dans la région d'importants centres d'activités culturelles et Lille notamment joue un rôle prépondérant en ce domaine avec ses théâtres, ses cinémas, ses musées, son université, ses sociétés savantes, ses associations etc... Les autres grandes villes connaissent, à une échelle moindre, des manifestations culturelles réputées, et nombreuses sont celles qui comme Arras, Valenciennes, Douai ou Cambrai possèdent de riches musées et des collections d'art renommées. Aussi si l'on peut parler de vie culturelle médiocre, c'est parce qu'une très petite minorité seulement participe à cette vie culturelle et qu'une immense majorité vit à l'écart de celle-ci. Les sommes consacrées aux loisirs sont relativement importantes dans les budgets des ménages, pourtant les achats de livres sont rares, la télévision et secondairement le cinéma (dont la fréquentation a régressé ici plus vite qu'en moyenne en France) semblent jouer un rôle fondamental dans les loisirs.

D'énormes efforts ont été faits au cours des dernières années pour doter les villes d'installations propices au développement de la vie culturelle (maisons des jeunes et de la culture notamment), mais l'impact en est limité, car la population demeure, dans sa masse, peu réceptive aux manifestations culturelles. Cependant les succès de certaines formes d'activité, notamment des

ciné-clubs et des sociétés musicales, ainsi que l'importance et la richesse de la vie associative dans le Nord/Pas-de-Calais laissent penser qu'il est possible de remédier progressivement à une situation héritée.

2) Le sous-équipement socio-culturel et social :

Le passé a légué à la région un sous-équipement notable dans bien des domaines et notamment dans les domaines culturel, socio-culturel et sportif, dans les domaines de l'enseignement et de la santé :

- sous-équipement culturel, socio-culturel et sportif, ainsi qu'en témoigne l'insuffisance du nombre des piscines et surtout des piscines couvertes dans une région au climat peu propice aux activités de plein-air, mais aussi l'insuffisance ou le mauvais état des autres installations sportives, bien qu'en ce domaine un gros effort soit en cours, avec la multiplication de salles omnisports ou de salles polyvalentes (destinées à certaines activités sportives et aux manifestations culturelles comme aux fêtes).
- sous-équipement scolaire puisque le nombre d'élèves par classe primaire est nettement supérieur à la moyenne nationale, aussi bien en ce qui concerne l'enseignement public que l'enseignement privé, et que les mêmes observations peuvent être faites pour l'enseignement secondaire et l'enseignement technique (74,2 enseignants pour 1 000 élèves contre 85,5 en moyenne en France, un des taux régionaux les plus bas). Mais

ce n'est pas en ce domaine où d'évidentes améliorations ont été apportées et où le retard régional est en voie de disparaître que le sous-équipement est le plus flagrant. Ainsi en ce qui concerne l'enseignement préscolaire, la capacité d'accueil des maternelles est supérieure à la moyenne nationale. Le sous-développement dans le domaine scolaire et universitaire se situe au niveau des taux de fréquentation des établissements du second cycle du second degré et du supérieur, et les appareils éducatifs existant actuellement seraient vite saturés si les taux régionaux s'alignaient sur les taux nationaux.

- Dans le domaine de la santé, le sous-équipement est bien plus criant et suffit à expliquer en grande partie le maintien de la surmortalité infantile et de la surmortalité générale de la population de la région du Nord. Les taux d'admission en hopitaux publics sont très inférieurs à la moyenne nationale (en 1973, 74 ‰ contre 88 ‰ en France), et ils sont à mettre en rapport avec la capacité d'accueil : 3,3 lits pour 1 000 habitants (le taux le plus bas des régions françaises) contre 4,6 en moyenne en France. Inutile d'insister sur le fait que les coefficients d'occupation ont par contre été les plus élevés de France.

L'insuffisance du personnel sanitaire et sa surcharge en travail sont aussi éclatantes à la lecture des taux. Ainsi en 1975, on comptait seulement 15,5 personnes employées dans le domaine sanitaire et social pour 1 000 habitants dans la région du Nord (le taux le plus bas de France) contre 20,4 ‰ en moyenne en France (23,8 ‰ dans la région parisienne et

23,2 ‰ dans la région Provence-Côte d'Azur). Certes des progrès ont été réalisés, mais les écarts avec la moyenne nationale demeurent ainsi qu'en témoignent quelques taux de densité au 1^{er} janvier 1974 :

médecins : 104 pour 100 000 habitants contre 141 en moyenne en France (213 dans la région parisienne, 180 dans la région Provence-Côte d'Azur)

pharmaciens : 30 pour 100 000 h contre 35 en moyenne en France
dentistes : 31 contre 44

infirmières et infirmiers : 200 contre 291

assistantes sociales : 39 contre 43

sages-femmes : 159 contre 172. Si l'on songe qu'il y a concentration de ce personnel sur la région lilloise, on réalise encore mieux la faiblesse des taux d'encadrement sanitaire et médical qui caractérise le reste de la région.

Mais ce sous-équipement se rencontre également en matière de crèches (858 places seulement en 1973), de maisons de repos, de maternités, de maisons de retraite etc...

- Le sous-équipement et le sous-développement sont tout aussi évidents dans le domaine administratif où la région est la plus sous-équipée de France : 14,7 emplois administratifs pour 1 000 habitants en 1975 contre 18,3 ‰ en moyenne en France. Il apparaît en matière de télécommunications où l'on compte seulement 5 emplois pour 1 000 habitants contre 6,8 en moyenne pour la France de province et 5,7 appareils téléphoniques pour 100 habitants en 1974 (le taux le plus bas des

régions françaises) contre 11,5 % (exactement le double) en moyenne en France.

- Quant-aux services rendus aux particuliers, ils sont eux aussi relativement sous-développés puisque c'est également dans le Nord/Pas-de-Calais que l'on trouve en ce domaine les densités les plus faibles de toutes les régions françaises : 10,9 emplois pour 1 000 h en 1975 contre 13,4 pour l'ensemble de la France.

Ces quelques indices témoignent largement du sous-équipement général de la région (on pourrait, mais est-ce nécessaire ?, y ajouter des indications concernant l'équipement sanitaire défectueux et la vétusté des logements).

A la lecture de ce tableau, il apparait nettement que ce n'est finalement pas seulement le déclin de l'industrie mais aussi l'insuffisance du développement du tertiaire qui est en grande partie responsable du sous-emploi de la région et qui est sans doute également une des causes profondes de la faible attractivité de la région Nord/Pas-de-Calais.

On ne compte encore en moyenne dans la région que 160 emplois tertiaires pour 1 000 habitants (en 1975, le taux le plus bas après la Franche-Comté) contre 205 en moyenne en France et 185 pour l'ensemble de la France de province. L'alignement du taux régional sur le taux moyen de la France de province (et les pouvoirs publics pourraient en être les premiers artisans en dotant la région d'un encadrement hospitalier, administratif et éduca-

tif équivalent à celui de la moyenne régionale) permettrait de créer 100 000 emplois supplémentaires. Or non seulement cet alignement ne se réalise pas, mais l'écart s'aggrave puisque sur la base 100 en 1954, le niveau de l'emploi tertiaire se situe à 142,9 pour la région du Nord en 1975 et à 150,6 pour l'ensemble de la France.

VI - Les étrangers :

L'on ne pourrait terminer cet aperçu des structures socio-économiques de la population de la région du Nord sans consacrer quelques lignes à la structure par nationalité. Les statistiques existantes ne nous permettent pas souvent de distinguer les étrangers de la population de nationalité française, aussi l'appréhension des structures de la population étrangère n'est-elle pas commode.

Ses effectifs sont déjà difficiles à connaître avec exactitude. On sait que généralement les étrangers sont moins bien recensés que les français. D'autre part les sources préfectorales, collectant les renseignements recueillis régulièrement par les commissariats de police, ne sont pas beaucoup plus fiables que les recensements, dans la mesure où les départs des étrangers sont difficiles à contrôler et où les autorités ne contrôlent plus qu'une partie de la population étrangère.

Cependant les différences constatées entre les deux sources sont faibles, et on peut estimer que les statistiques fournissent des ordres de grandeur acceptables. D'après les deux sources, il y

avait en 1975 dans le département du Nord quelques 160 000 étrangers et dans le Pas-de-Calais quelques 45 000. Le recensement donnant plus de détails sur la structure de cette population étrangère, nous avons surtout utilisé ses données.

a) La structure par nationalité :

1) La situation en 1975 :

La structure par nationalité diffère fortement d'un département à l'autre. Le Pas-de-Calais n'a accueilli récemment que peu d'immigrés étrangers, aussi les nationalités qui y sont représentées sont-elles celles qui ont correspondu aux vagues d'immigration anciennes. Tandis que dans le département du Nord, les nationalités correspondant aux vagues d'immigration actuelles sont majoritaires.

A l'échelon régional, les Algériens (59 170 personnes) constituent le plus gros groupe d'étrangers (29 % de la population étrangère), plus important que l'ensemble des ressortissants de la C.E.E (23,9 %), lesquels consistent essentiellement en Italiens (14,2 %) et en Belges (7,6 %). A leurs cotés les Polonais représentent la principale nationalité immigrée anciennement (31 260 ressortissants, soit 15,3 % de la population étrangère). Nouvellement entré, mais devenu rapidement important, le groupe des Portugais tend à croître rapidement, en 1975, il comprenait déjà 24 585 personnes (12 %), soit plus que l'ensemble des Marocains (10,1 %). Les autres nationalités sont peu représentées. Les Es-

pagnols, par exemple, ne représentent que 4,5 % de la population étrangère (9 220 personnes).

Dans le Pas-de-Calais, on ne trouve qu'un seul gros contingent, celui des Polonais (17 025 personnes, soit 38 % des étrangers du département), groupe en réduction par assimilation et extinction par voie naturelle. Les Maghrébins, Algériens (8 550) et Marocains (4 965), constituant le second groupe par l'importance numérique. La C.E.E, représentée pour une très grande part par les Italiens, ne fournit que 19 % des étrangers du département.

Dans le département du Nord, la situation est différente. L'ensemble des populations maghrébines (près de 70 000 personnes) représente près de la moitié des étrangers et est proportionnellement plus nombreux, par rapport à la population totale, que dans le Pas-de-Calais (près de 30 %). Les Algériens en constituent le groupe principal avec 50 620 ressortissants, suivis par les Marocains avec 15 675 ressortissants. L'ensemble de la C.E.E fournit le quart des étrangers, parmi lesquels figurent essentiellement des Italiens, les Belges ne représentant plus qu'une minorité très faible (13 600 personnes) pour un département frontalier. Quant aux Polonais, ils constituent encore un groupe important, mais moins toutefois en nombre absolu comme en nombre relatif que dans le Pas-de-Calais (14 235 personnes, soit seulement 8,9 % des étrangers). Enfin le groupe des Portugais est aujourd'hui bien représenté avec 22 360 personnes, et les Espagnols sont encore près de 8 000.

	Belges	Italiens	Algériens	Marocains	Polonais	Portugais	Espagnols	Tunisiens
1975 (204810) 100 %	7,6	14,2	29,0	10,1	15,3	12,3	4,5	1,3
1968 (183700) 100 %	11,1	18,8	22,9	6,2	24,2	5,0	5,5	0,3
1962 (182020) 100 %	15,2	20,7	12,9	3,4	35,8	1,0	3,5	-

TAB. 93 : STRUCTURE PAR NATIONALITE DE LA POPULATION ETRANGERE. Région du Nord.

	Total	C.E.E.	dont Belges	dont Italiens	Algériens	Marocains	Polonais	Portugais	Espagnols	Tunisiens
Total	108890	40135	22320	11015	5385	360	53295	1235	2210	175
%	100 %	36,9	20,5	10,1	4,9	0,3	49,0	1,1	2,0	0,2

TAB. 94 : FRANCAIS PAR ACQUISITION DE LA NATIONALITE FRANCAISE SELON LA NATIONALITE D'ORIGINE. Région du Nord. R.G.P. 1975.

	Total Etrangers	C.E.E.	dont Belges	dont Italiens	Algériens	Marocains	Polonais	Portugais	Espagnols	Tunisiens
Pas-de- Calais										
S.M.	24415	5440	1220	3145	4880	3900	7000	1225	805	145
S.F.	20255	3625	705	2080	3670	1065	10025	1000	460	40
Total	44670	8705	1925	5225	8550	4965	17025	2225	1265	185
Dpt. . Nord										
S.M.	96310	23225	7685	13815	32190	11760	6510	11860	4525	1785
S.F.	63830	16945	5925	10085	18430	3915	7725	10500	3430	705
Total	160140	40170	13610	23900	50620	15675	14235	22360	7955	2490
Région Nord										
S.M.	120725	28665	8905	16960	37070	15660	13510	13085	5330	1930
S.F.	84085	20210	6630	12165	22100	4980	17750	11500	3890	745
Total	204810	48875	15535	29125	59170	20640	31260	24585	9220	2675

TAB. 95 : ETRANGERS DANS LA REGION DU NORD PAR NATIONALITE. R.G.P. 1975.

2) L'évolution :

Globalement, le nombre des étrangers, stable entre 1962 et 1968 (180 000 personnes environ), a réaugmenté entre 1968 et 1975 (204 810). Cette augmentation est dûe quasi-exclusivement à l'accroissement des effectifs des populations nord-africaine et portugaise, essentiellement entre 1970 et 1973 (environ 8 000 Algériens, 4 000 Marocains et 2 000 Tunisiens de plus qu'en 1968, sans tenir compte du fait que durant le même laps de temps le nombre des Français par acquisition résidant dans la région s'est accru de 5 500 personnes d'origine nord-africaine, presque exclusivement algérienne d'ailleurs ; et 15 000 Portugais de plus qu'en 1968) cet accroissement étant dû à l'immigration, mais aussi au croît naturel, puisque plus de 10 000 familles nord-africaines vivent actuellement dans la région, le nombre des Portugais a quant-à lui plus que doublé (x 2,5), en 1962 ils ne représentaient que 1 % des étrangers, en 1968, 5 % et en 1975, 12 %.

Les effectifs des étrangers d'autres nationalités ont régressé. La diminution du nombre des Belges, des Italiens et des Polonais, par départ, assimilation ou décès, fut relativement considérable. En 1962, on avait encore recensé plus de 27 600 Belges (dont 23 600 dans le département du Nord), en 1968 on n'en recensa plus que 20 400, en 1975, 15 500, c'est à dire 44 % de moins qu'en 1962. Les Italiens sont passés de 37 640 en 1962 à 23 900 en 1975 (soit - 37 %), et les Polonais de 60 140 à 31 260 (soit - 52 %). Le nombre des Espagnols et des divers est demeuré à peu près stable.

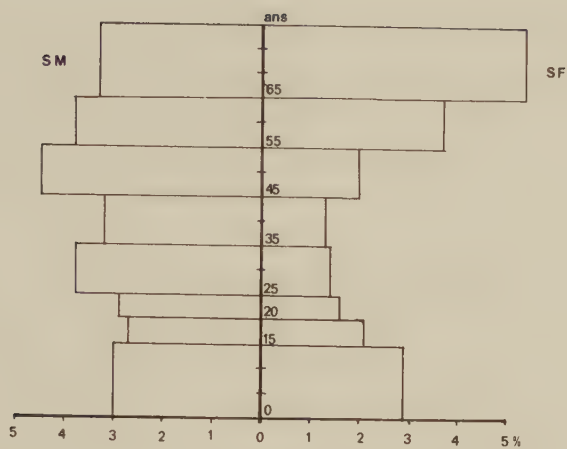
Si le nombre des étrangers a peu changé, la composition par nationalités de ce groupe a donc quant-à elle fortement évolué.

b) La structure par âge et par sexe :

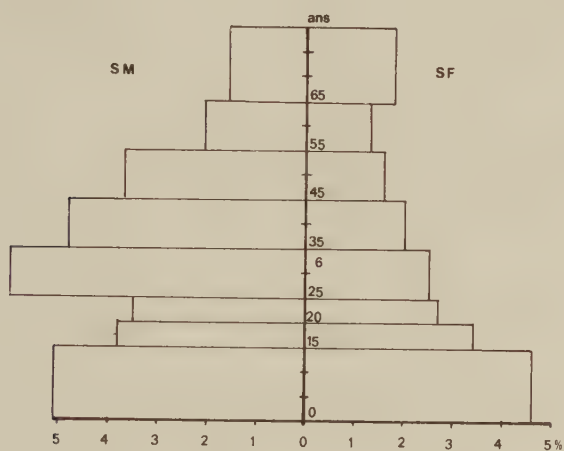
Nous ne possédons pas de statistiques détaillées pour chacun des groupes nationaux, mais la confrontation des pyramides des âges et de la structure par nationalité fournit cependant un certain éclairage sur les structures par âge et par sexe.

1) La population étrangère du département du Pas-de-Calais :
une population vieillie :

La population étrangère du Pas-de-Calais est nettement plus vieillie que celle du département du Nord, et nettement plus vieillie que la population de nationalité française. L'image habituelle de la population immigrée, composée essentiellement de jeunes adultes de sexe masculin, ne s'applique pas ici. Certes la proportion de la population adulte et de la population active dans la population totale est plus importante parmi les étrangers (45 % de personnes âgées de 25 à 64 ans) que parmi les Français (44,2 %), mais cela tient uniquement à l'importance des classes d'âges de 50 à 64 ans. C'est en effet aux âges déjà élevés que la proportion des étrangers dans la population totale est la plus importante, ce qui est exceptionnel et traduit d'une part l'attraction qu'a exercée dans le passé le département, et d'autre part sa faible attractivité actuelle. La majorité des étrangers sont des étrangers âgés dont



Département du Pas-de-Calais



Département du Nord

FIG. 443 : STRUCTURE PAR AGE DE LA POPULATION ETRANGERE AU R.G.P.
DE 1975.

l'âge médian est de 49 ans. 25,9 % d'entre-eux ont 65 ans ou plus (contre 12,3 % de la population totale du département). Sur la pyramide des âges des étrangers, toutes les classes d'âges de plus de 45 ans sont surreprésentées par rapport à la pyramide des âges de la population totale du département du Pas-de-Calais, tandis que toutes les classes d'âges de moins de 45 ans sont sous-représentées. Les moins de 20 ans ne forment que 22,6 % de la population étrangère contre 35,1 % de la population totale. Ils ne représentent pas 2 % de la population jeune, tandis que les étrangers âgés de plus de 65 ans représentent 6,7 % des personnes de ces âges.

Autre caractéristique fréquente, ne correspondant pas au cliché habituel de la population étrangère, la structure par sexe n'est pas très déséquilibrée : 54,7 % d'hommes pour 100 personnes de nationalité étrangère. Le déséquilibre des sexes ne concerne pas bien entendu la population âgée de moins de 20 ans. Il est net au profit du sexe masculin pour la population âgée de 20 à 54 ans (avec 36 femmes pour 100 hommes entre 25 et 34 ans), il est net au profit des femmes pour la population âgée de 65 ans ou plus (les femmes de cet âge représentant 16 % de la population étrangère).

Cette situation particulière de la population étrangère du Pas-de-Calais (le terme "population immigrée" serait impropre car une partie de cette population étrangère est née sur place) provient de la coexistence de deux populations étrangères, l'une âgée, anciennement immigrée (en majeure partie polonaise, mais

aussi belge et italienne), dont la structure par âge présente tous les caractères d'une population vieillie notamment la surféminité (70 hommes pour 100 femmes dans la population polonaise), l'autre, la moins nombreuse, récemment immigrée, en majeure partie nord-africaine et caractérisée par la prédominance des adultes et la surmasculinité.

2) La population étrangère du département du Nord : une population très jeune :

Dans le département du Nord, l'afflux régulier d'immigrés a empêché le vieillissement. Certes l'âge médian (39 ans) de la population étrangère est plus élevé que celui de la population de nationalité française, mais les écarts entre les pyramides des âges des deux populations sont plus réduits que dans le Pas-de-Calais.

La pyramide des âges des étrangers du département est conforme à la pyramide des âges classique des populations immigrées : surreprésentation des classes d'âges actifs masculines

53,5 % de la population étrangère est âgée de 25 à 64 ans, contre 44,4 % de la population totale du département. Le nombre des étrangers âgés de 65 ans ou plus est inférieur à celui de la population totale de même âge (10,3 % contre 12,2 %) et la surféminité de cette classe d'âge est limitée (110 femmes pour 100 hommes). La surmasculinité des classes d'âges âgées de 25 à 44 ans est forte : 41 femmes pour 100 hommes). Compte-tenu des observations déjà faites pour le Pas-de-Calais sur les différences de structure

par âge selon les nationalités, on peut penser que les populations appartenant à des nationalités de la C.E.E et à la nationalité polonaise forment une grande partie de la population plus âgée, tandis que les immigrés récents maghrébins et portugais constituent la majeure partie de la population adulte étrangère. La surmasculinité est surtout forte chez les Marocains (31 femmes pour 100 hommes), elle est plus faible chez les Algériens (60 femmes pour 100 hommes) et surtout chez les Portugais (88 femmes pour 100 hommes). L'immigration récente a donc été en grande partie familiale, ce qui, compte-tenu de la forte fécondité qui caractérise les pays d'origine, explique l'importance que tiennent les moins de 15 ans dans la population étrangère, 29,1 % de la population étrangère du département du Nord est âgée de moins de 15 ans, contre 25,7 % de la population totale du département. Aussi, alors que dans le Pas-de-Calais seule la population étrangère âgée représentait une part importante de la population totale, dans le département du Nord, la population étrangère représente une part importante de la population jeune : 7,2 % des moins de 15 ans (et un effectif total non négligeable de 58 000 jeunes de moins de 20 ans) et 7,7 % de la population âgée de 25 à 44 ans. A moins de retours massifs des immigrés dans leurs pays d'origine ou d'une forte reprise de l'immigration, ce qui paraît exclu, le rajeunissement de cette population devrait se poursuivre, puisque le nombre des jeunes de moins de 17 ans augmente plus vite (+ 37 % entre 1968 et 1975) que celui des personnes âgées de 65 ans ou plus (+ 11 %).

c) La composition socio-professionnelle de la population étrangère :

Les étrangers actifs ne sont nombreux que dans le département du Nord où 40 % de la population étrangère est active contre 37 % de la population totale. Dans le Pas-de-Calais au contraire, 28,3 % seulement des étrangers sont actifs contre 34,3 % de la population totale, et 50 % exactement des étrangers âgés de 17 ans ou plus et qui ne sont ni scolaires, ni apprentis, ni étudiants, sont des inactifs. Cette situation, qui peut paraître paradoxale, s'explique par la structure par âge vieillie de cette population et par la précocité de la retraite d'un grand nombre d'entre-eux, employés par les mines (notamment chez les Polonais). Dans le département du Nord, les étrangers inactifs sont avant tout des jeunes de moins de 16 ans ou des étudiants (35 %), les autres inactifs (dont 70 % de femmes) ne forment que 25 % de la population étrangère.

Ces étrangers sont employés avant tout dans l'industrie, comme manoeuvres et ouvriers spécialisés, plus rarement comme ouvriers qualifiés , et la part des étrangers, et plus encore des étrangers non originaires d'un pays de la C.E.E, parmi le personnel d'encadrement est excessivement réduite. Le tableau 96 est significatif à cet égard.

84,4 % de la population active étrangère du département du Nord et 82,6 % de celle du Pas-de-Calais est ouvrière, et parmi ces ouvriers, on ne compte que 22 à 23 % d'ouvriers qualifiés et contremaîtres, les autres sont des ouvriers spécialisés, des

	C.E.E.	dont Italiens	Algériens	Marocains	Portugais	Total	dont masculins
contremaîtres ouvriers qualifiés	4235	3215	2730	865	2135	12495	11655
ouvriers spécialisés	5565	4165	13810	5655	6870	37330	32120
mineurs	1005	760	570	1990	15	3920	3915
énergie	1225	905	660	2040	20	4395	4370
industrie	6865	4675	10990	4095	5785	33580	28960
Bâtiment	2390	1975	2355	1290	2200	9275	9185
Total des actifs ayant un emploi	15090	9505	17255	8545	9630	60590	52055
Total des actifs	15665	9915	18745	8935	9800	63705	54430
scolaires de 17 ans et +	815	535	1190	470	180	4280	2800
population de 16 ans ou moins	8670	7455	23515	4545	9520	51800	27065
inactifs	15020	5995	7170	1725	2860	40355	12015
population disponible à la recherche d'un emploi	575	410	1490	390	170	3115	

TAB. 96 : ETRANGERS SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE, LA CATEGORIE D'ACTIVITE ECONOMIQUE
ET L'ACTIVITE, Département du Nord. R.G.P. 1975.

	C.E.E	dont Italiens	Algériens	Marocains	Portugais	Total	dont masculins
contremaîtres ouvriers qualifiés	895	635	420	90	240	2305	2160
ouvriers spécialisés	1055	770	1185	680	460	4435	3920
mineurs	545	360	585	2225	25	3770	3760
énergie	650	420	605	2300	30	4090	4060
industrie	855	590	665	415	350	3110	2725
Bâtiment	755	630	595	185	335	2310	2290
Total des actifs ayant un emploi	3310	2025	2195	3025	830	12135	11030
Total des actifs	3455	2135	2410	3085	860	12725	11435
scolaires de 17 ans et +	150	105	270	70	35	620	380
population de 16 ans ou moins	1365	1175	4335	1355	840	8845	4510
inactifs	3735	1810	1530	455	490	22480	8090
population disponible à la recherche d'un emploi	145	110	215	60	30	590	

TAB. 97 : ETRANGERS SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE, LA CATEGORIE D'ACTIVITE ECONOMIQUE
ET L'ACTIVITE. Département du Pas-de-Calais. R.G.P. 1975.

manoeuvres ou des mineurs, et parmi les non ouvriers, figure encore un certain nombre d'employés des services dont la situation ne doit pas différer beaucoup de celle des ouvriers. Il faut toutefois remarquer que la population maghrébine est encore plus ouvrière que les autres : 91 % des Algériens et 97 % des Marocains sont des ouvriers dont seulement 83 % de non qualifiés. Les Portugais sont aussi des ouvriers pour plus de 90 %, mais ils sont généralement plus qualifiés (pour 28 %). Quant-à la population des étrangers appartenant à une nationalité de la C.E.E, elle est plus hétérogène sur le plan socio-professionnel et comprend seulement 68,9 % d'ouvriers (dont 40 % qualifiés) dans le département du Nord et 72,2 % dans le Pas-de-Calais (dont 36 % d'ouvriers qualifiés).

Cette même différenciation entre ressortissants de la C.E.E et Nord-africains se retrouve à l'examen des taux de chômage. Le taux de chômage des étrangers est à peine plus élevé que celui de la population totale (4,7 % contre 4,4 %). Mais ce taux moyen recouvre des réalités très différentes. La population portugaise est à peine concernée par le chômage, celle des ressortissants de la C.E.E connaît également un chômage inférieur à la moyenne, celle des Marocains, où les mineurs sont nombreux, est dans la même situation, mais la population algérienne, avec des taux de chômage de 8 % dans le département du Nord et de 9,8 % dans celui du Pas-de-Calais, subit de plein fouet les effets de la crise de l'emploi parce qu'elle est employée essentiellement comme main d'oeuvre spécialisée dans les industries des biens intermédiaires

et des biens de consommation courante (notamment le textile), c'est à dire la plus soumise aux fluctuations de la conjoncture.

En effet 78 % des étrangers de la région du Nord ayant un emploi travaillent dans l'industrie, dont 16 % dans le Bâtiment et 12 % dans les mines. Algériens, Portugais et ressortissants de la C.E.E (Italiens surtout) sont assez nombreux dans le bâtiment, tandis que les Marocains (et nous l'avons déjà signalé) sont surtout nombreux dans les mines. Mais tous, et en particulier les Algériens, sont nombreux dans les autres industries.

La localisation des étrangers est donc étroitement liée à celle des industries.

d) La concentration géographique des étrangers :

Les cartes de répartition des étrangers établies à partir des statistiques préfectorales ne diffèrent en rien de celles qui sont réalisées à partir du recensement de 1975.

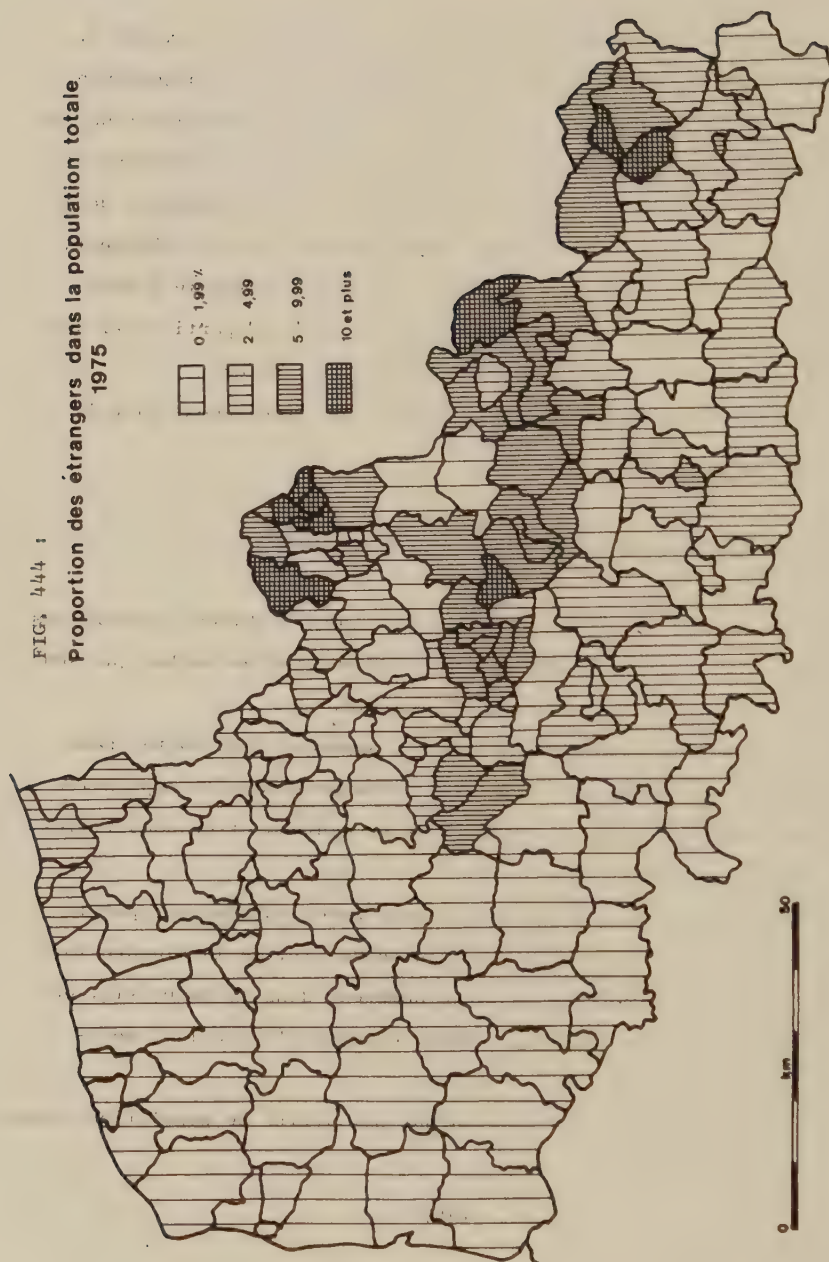
La concentration des étrangers y apparaît très forte. Dans 33 cantons on compte moins de 2 % d'étrangers dans la population totale, dans 63 moins de 4 % et dans 12 cantons et grandes villes seulement plus de 10 %.

Les étrangers sont rares dans les zones rurales et, par là même, dans la majeure partie du Pas-de-Calais, de la Flandre intérieure et du Pévèle. Ils sont peu nombreux dans le Cambrésis, en dehors de la ville même de Cambrai, et dans l'Avesnois (moins de 4 %).

Toutes les zones urbaines n'ont pas attiré de population étran-

FIG. 444 :

Proportion des étrangers dans la population totale
1975



gère : celle-ci est demeurée peu nombreuse dans les agglomérations d'Arras, Saint-Omer, Hazebrouck, Boulogne, Calais et même, ce qui est surprenant de Dunkerque (3,8 % d'étrangers pour l'ensemble de l'unité urbaine, mais 11,8 % cependant à Grande-Synthe).

La population étrangère ne représente plus de 5 % de la population que dans une partie de l'agglomération lilloise, une partie du bassin minier et le Nord du bassin industriel de la Sambre.

1) Les étrangers dans le bassin de la Sambre :

Ils ne sont nombreux que dans la partie Nord du bassin. Dans le Sud, on n'en compte qu'un nombre très restreint : 3,2 % dans l'unité urbaine d'Aulnoye-Aymeries par exemple. Par contre dans l'agglomération de Maubeuge, ils forment 11,1 % de la population (10 670 habitants) et sont algériens pour plus de 50 %. Ils sont surtout nombreux à Maubeuge (3 565, soit 10,7 % de la population) et dans les grosses communes industrielles voisines : Hautmont, Bavay. L'immigration algérienne a été en grande partie familiale, ce qui limite le déséquilibre des sexes (60 femmes pour 100 hommes pour la population algérienne), mais réduit le taux d'activité. Parmi les étrangers, les actifs sont à peine plus nombreux que dans la population de souche française.

2) Les étrangers dans le pays minier :

Jadis nombreux dans l'ensemble du bassin, les étrangers ne le sont plus que dans quelques secteurs, au centre et à l'Est du bassin.

On en compte 35 730 pour l'ensemble du bassin du Pas-de-Calais (80 % des étrangers du département) et 45 190 pour l'ensemble du bassin du Nord (28 % des étrangers du département), soit 80 920 pour l'ensemble du bassin minier.

Les étrangers sont relativement peu nombreux dans le secteur de Béthune/ Noeux-les-Mines (3 à 4 % de la population totale) et à peine plus nombreux dans le secteur de Bruay-en-Artois/Houdain (4,4 % pour l'agglomération de Bruay-en-Artois, 5,8 % pour le canton d'Houdain - 1,2 % à Auchel seulement, mais 5,8 % à Bruay même, 6,8 % à Divion et 9,4 % à Marles-les-Mines). Ces étrangers sont pour une part écrasante des Polonais âgés et retraités : 91 % des étrangers de l'agglomération de Bruay-en-Artois sont des inactifs et 54 % d'entre-eux sont des femmes ; 75 % des étrangers de l'agglomération de Béthune sont des inactifs dont 48 % de sexe féminin.

Au centre du bassin, les étrangers sont plus nombreux : 22 170 dans l'agglomération de Lens (mais seulement 6,8 % de la population totale de l'agglomération). Leur proportion dans la population totale est d'ailleurs souvent moindre : 5 % de la population de Liévin, 5,6 % de celle de Lens même, 2,9 % de celle de Bully-les-Mines, 6 % de celle de Carvin, 4 % de celle d'Hénin-Beaumont etc... Dans cette agglomération, les étrangers sont aussi en majorité des Polonais âgés et inactifs, comme dans l'Ouest du bassin. Leur nombre ne s'accroît que dans les communes où il y a eu concentration récente de l'activité minière : Avion 9,7 %, Sallaumines 11,1 %, Oignies 10,8 %, mais même dans ces communes,

les Polonais âgés représentent plus du tiers des étrangers. L'ensemble de l'agglomération comprend en outre 8 000 Nord-africains : 5 200 Algériens dont la structure par sexe et par activité (équilibre des sexes, faible activité) indique qu'il s'agit d'une population déjà anciennement implantée, près de 3 000 Marocains plus récemment immigrés (déséquilibre des sexes, forte activité).

La population étrangère est proportionnellement plus abondante dans la partie du bassin minier située dans le département du Nord ; 9,8 % de la population de l'agglomération de Douai (20 635 personnes) et 7,8 % de la population de l'agglomération de Valenciennes sont constitués d'étrangers.

Les immigrés récents y sont plus nombreux que dans l'Ouest du bassin. Les Nord-africains constituent la moitié des étrangers de l'agglomération de Douai (les Portugais y sont à peine représentés). Ici encore la différence est nette entre les Algériens (implantation plus ancienne et immigration familiale, les familles comprenant de nombreux enfants) et les Marocains (célibataires actifs). Quant-aux Polonais et aux étrangers originaires de la C.E.E, ils sont proportionnellement moins nombreux que dans l'ensemble du bassin et ensemble ne représentent pas la moitié de la population étrangère. Toutefois le taux d'activité de cette population étrangère est faible : 27 % seulement.

La composition par nationalité des étrangers dans l'agglomération de Valenciennes témoigne du caractère moins exclusivement minier de ce secteur. Les Polonais ne sont ici qu'une minorité (16 %

des étrangers) composée en majeure partie de personnes âgées et inactives, les Nord-africains (12 700), les Portugais et Espagnols (2 300) et les Italiens (6 500) sont également nombreux. Le déséquilibre des sexes de cette population est plus net que dans le reste du bassin (70 femmes pour 100 hommes pour l'ensemble des étrangers, 41 % pour les Marocains, 60 % pour les Algériens), les taux d'activité sont plus élevés (32 % pour les Algériens, 45 % pour les Marocains et les Portugais), signes du caractère plus récent de l'immigration. Les mineurs ne constituent ici qu'une minorité des actifs (15 %), alors qu'ils étaient majoritaires dans les agglomérations de Douai (44 %) et de Lens.

A l'intérieur de l'agglomération de Valenciennes, nous pouvons remarquer l'existence de deux secteurs de concentration d'étrangers : à Denain (12,3 % d'étrangers dont plus de la moitié de nationalité algérienne) et autour de Denain, et dans la zone minière orientale : Raismes (10,1 % d'étrangers en majorité Polonais âgés et inactifs, et Marocains) et secteur de Condé-sur-Escaut (canton de Condé-sur-Escaut : 10,7 % d'étrangers dont une majorité de Polonais et Italiens et 1/3 d'Algériens et de Marocains). Dans la ville même de Valenciennes, on ne compte pas plus de 6 % d'étrangers, dans les communes périphériques on en compte encore moins.

Dans l'ensemble du bassin la réduction du nombre des étrangers (52 % des étrangers de la région en 1968, 40 % en 1975) devrait se poursuivre, puisque de par son vieillissement, la population polonaise ne pourra que diminuer rapidement.

3) Les étrangers dans l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing :

Plus de la moitié des étrangers de la région du Nord résident dans l'arrondissement de Lille (84 250 en 1975) où ils représentent 7,6 % de la population totale et 7,8 % des actifs. Le taux d'activité de cette population étrangère est légèrement supérieur à celui de la population française de l'arrondissement : 42 % contre 40 %, et sa surmasculinité prononcée (65 femmes pour 100 hommes). 1/3 de cette population n'est établi dans l'agglomération que depuis 1968, avec la dernière vague d'immigration algérienne et portugaise des années 70 et 73.

Sa structure par âge diffère profondément de la population étrangère du pays minier : 31 % des étrangers ont moins de 15 ans (contre 24,8 % de la population totale) et 33 % sont âgés de 25 à 44 ans (contre 26 % de la population totale). Les autres classes d'âge sont sous-représentées. Il n'y a de dissymétrie des sexes que pour la population âgée de plus de 25 ans (la presque totalité de la population moins âgée serait donc soit née en France, soit issue d'une immigration familiale). Il est à noter que la surmasculinité des 25-34 ans est moins forte (45 femmes pour 100 hommes) que celle des classes plus âgées : immigration de couples ou résultat de l'immigration familiale des parents ?

Compte-tenu de la dissymétrie des sexes et de la structure par âge, la population féminine est particulièrement jeune (47 % de moins de 20 ans). Quant-aux étrangers âgés de 65 ans ou plus, ils ne forment que 8 % de la population étrangère et correspondent à

la vieille immigration de souche européenne.

Le caractère familial des dernières vagues d'immigration a provoqué un rajeunissement de la population étrangère qui devrait se poursuivre, surtout si l'on tient compte de la faiblesse des flux de retour, de la poursuite de l'immigration au titre du regroupement familial (qui grossit régulièrement le nombre des femmes et enfants algériens) et de la forte natalité des populations algériennes et portugaises.

Beaucoup de nationalités sont représentées, mais peu dépassent le cap des 1 000 ressortissants. 22 % des étrangers appartiennent à des nationalités de la C.E.E (dont 40 % de Belges et 54 % d'Italiens), et les Polonais ne forment qu'une petite minorité (4 %). La grande majorité des étrangers est aujourd'hui formée de Nord-africains (42 % des étrangers) et de Portugais (19 %). Le monde méditerranéen a donc fourni la majeure partie des étrangers implantés dans l'agglomération lilloise.

Cette population est essentiellement une population ouvrière, plus qualifiée dans le cas des Italiens et des Belges que dans celui des Portugais et surtout des Nord-africains. A signaler une assez forte présence de Portugaises parmi les gens de maison, et la présence d'une minorité d'Algériens parmi les petits commerçants (marchands forains de fruits et légumes). Parmi les employés et cadres moyens on ne trouve guère que des originaires de la C.E.E, de même parmi les cadres supérieurs et professions libérales.

Cette population étrangère n'est pas répartie de manière ho-

mogène à l'intérieur de l'arrondissement de Lille. Elle est peu nombreuse dans le Sud rural de l'arrondissement (Pays de Weppes et Mélantois), peu nombreuse à Armentières (6,3 %) et dans sa banlieue, peu nombreuse également dans les communes résidentielles ou ouvrières de la banlieue lilloise (2,7 % à Bondues, 2,2 % à Fâches-Thumesnil, 2,2 % à Hellemmes-Lille, 2 % à Lambersart, 3,3 % à Lomme, 3,3 % à Loos, 4,5 % à La Madeleine, 4,2 % à Mons-en-Baroeul, 1,7 % à Ronchin, 2,2 % à Wattignies etc ...).

Les étrangers sont cependant plus nombreux à Lille même, où l'on en a recensé 12 900 (7,5 % de la population), de nationalités variées. Les Algériens (4 040, soit 2,4 % de la population) et les Portugais (1 400) y forment les principales minorités , mais le rôle universitaire, administratif (consulats et ambassades) et commercial de la métropole régionale y a entraîné un certain cosmopolitisme, que l'on retrouve à Villeneuve d'Ascq, satellite universitaire de Lille (1 900 étrangers, soit 5,1 % de la population). A Lille même, ces étrangers se sont répartis différemment : les Algériens et Portugais (population immigrée ouvrière) se sont surtout concentrés dans les quartiers des Quatre-Chemins et de l'Abattoir, les autres étrangers se sont disséminés dans la ville. A Villeneuve d'Ascq, ils sont surtout nombreux dans les cités universitaires et les quartiers du Triolo et de la Résidence.

La majorité des étrangers réside cependant au Nord de l'agglomération, dans la zone de Roubaix-Tourcoing et dans la zone de Wervicq. Ils forment 15,6 % de la population de l'agglomération

de Wervicq-Comines (Espagnols et Portugais pour 60 %) et 9,1 % de la population d'Halluin. Ils forment 13,8 % de la population de Tourcoing (14 000 étrangers dont 5 300 Algériens et près de 4 000 Portugais), 19,9 % de la population de Roubaix (avec plus de 50 % de Nord-africains, dont 9 270 Algériens et près de 5 000 Portugais), 12,4 % à Wattrelos (dont 1/3 d'Algériens), 9 % à Croix, 9,5 % à Hem. C'est dans cette partie de la région que l'on a la plus forte concentration de Nord-africains et de Portugais de la région, l'industrie textile ayant toujours fait appel à d'importants contingents de main d'oeuvre étrangère.

e) L'acquisition de la nationalité française et les problèmes d'assimilation des étrangers :

Les Français par acquisition de la nationalité française sont nombreux dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais : 69 265 dans le premier, 39 625 dans le second (2,8 % de la population dans les deux cas), les Français de naissance ou par option à la majorité, descendants d'étrangers sont plus nombreux encore ; dans le département du Nord, ils sont en majorité d'origine belge, dans le département du Pas-de-Calais d'origine polonaise. Aujourd'hui encore, les naturalisés d'origine belge représentent 29 % des naturalisés du département du Nord et les naturalisés d'origine polonaise 36 %, ces derniers représentent 71 % des naturalisés du Pas-de-Calais. Les naturalisés d'origine italienne forment un important groupe minoritaire (12 % des naturalisés dans le Nord et 6 % dans le Pas-de-Calais). Quant-aux

Algériens et surtout aux Portugais, ils sont encore peu nombreux parmi les naturalisés : 5 % pour l'ensemble de la région, ce qui est peu par rapport à l'effectif total des ressortissants de ces nationalités (9 %). La pyramide des âges des Français par acquisition est très vieillie et présente une base étroite et une tête excessivement large : 6 % de moins de 20 ans, 14 % de 65 ans ou plus, 52 % de plus de 45 ans , la dissymétrie des sexes est peu accusée, avec une légère surféminité (acquisition de la nationalité française par le mariage). Cela correspond aux structures normales de ce type de population.

Ainsi la population d'origine européenne, immigrée anciennement, a été progressivement assimilée. Parmi les Polonais, ce sont surtout des personnes âgées qui ont conservé leur nationalité d'origine, leurs descendants ayant acquis pour la plupart la nationalité française. Polonais, Belges, Italiens sont en fait parfaitement assimilés et se distinguent peu des Français de souche (bien que la communauté polonaise ait gardé une certaine cohésion et pratique plus ou moins encore la langue polonaise, et que les Belges aient gardé des liens avec leur pays d'origine).

Les immigrés récents sont beaucoup moins bien assimilés. Dans les mines, les Marocains et Algériens, en général célibataires, ont été rassemblés en cités. De nombreuses entreprises, conformément à la vieille tradition patronale régionale, ont également assuré le logement de leurs ouvriers immigrés, en les regroupant pour éviter des conflits avec la population française des cités. Cette politique a favorisé une certaine ségrégation. Les familles immigrées, installées plus souvent dans des logements

sociaux, ont été davantage mêlées à la population française, ce qui ne va pas sans poser de problèmes là où elles sont très nombreuses, et en particulier à Roubaix où Algériens et Portugais ont colonisé certains quartiers dans la partie nord de la ville qui a pris par endroits des allures de "médina" dont ont fui les Français. A Roubaix, les minorités algérienne et portugaise semblent partagées entre deux comportements : l'installation provisoire dans des sortes de ghettos, ce qui est surtout le cas des immigrés nouvellement arrivés et des célibataires, pratiquant mal la langue, désireux d'éviter l'isolement et soucieux de dépenser le moins possible, et l'installation durable sinon définitive, ce qui est surtout le cas de familles qui cherchent à se loger en H.L.M ou même (ce qui devient de plus en plus fréquent à Roubaix ou dans les vieux quartiers non rénovés de Lille) achètent des logements anciens où souvent deux ou trois familles cohabitent, et qui, ne serait-ce que par le biais de la scolarisation des enfants, sont amenées à participer à la vie sociale des quartiers.

Cette participation n'est pas sans poser de problèmes et à Roubaix en particulier (ville qui pourtant dans le passé a connu avec les immigrés flamands des problèmes analogues) où le nombre des immigrés nord-africains est très important, se sont déjà produits des incidents raciaux et sont apparus des phénomènes de rejet de la part de la population française. Sur le plan scolaire la présence dans certaines classes d'importants contingents d'enfants algériens pose également de gros problèmes (pro-

blèmes pédagogiques, baisse de niveau, conflits entre familles entraînant souvent le reflux des enfants des classes moyennes vers d'autres écoles, en général privées). Cependant la scolarisation, en permettant aux enfants d'immigrés étrangers de pratiquer la langue française et en provoquant dès le plus jeune âge des contacts entre les diverses communautés, devrait permettre à moyen terme (comme elle l'a fait pour les Polonais du pays minier et les Belges de la région lilloise) un certain rapprochement entre les jeunes des différentes nationalités et favoriser une assimilation éventuelle de ces étrangers.

NOTES ADDITIVES :

- [01] : Population active au sens des recensements : Elle comprend la population active ayant un emploi et la population disponible à la recherche d'un emploi.
- [02] : Population active ayant un emploi : Aux recensements ont été classées dans cette catégorie :
- toutes les personnes qui ont mentionné une activité professionnelle à la question suivante : " Profession principale. Indiquez le métier ou la profession que vous exercez actuellement."
 - et également toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question subsidiaire suivante : "Travaillez-vous, sans être salarié, en aidant une autre personne dans sa profession (par exemple un membre de votre famille) ?"
- Ainsi les élèves et étudiants (du moins dans la mesure où ils n'ont pas déclaré exercer en outre une activité professionnelle) et les militaires du contingent sont exclus de la population active, mais les apprentis sous contrat sont considérés comme actifs.
- [03] : Population disponible à la recherche d'un emploi (P.D.R.E.) : Elle comprend les personnes sans emploi et qui ont déclaré chercher un emploi. Cette notion recouvre en réalité des situations assez différentes. Elle réunit, par exemple, sous une même dénomination, des travailleurs ayant fait l'objet d'un licenciement, des jeunes à la recherche d'un premier emploi, des femmes souhaitant travailler pour compléter les revenus du ménage ou des personnes bénéficiant d'une retraite et voulant exercer une nouvelle activité.
- [04] : En Mars 1975, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites (Ministère du Travail) s'élevait à 56 757 ; il semble donc qu'il y ait de plus en plus correspondance entre les deux sources de renseignements sur le chômage.
- [05] : Parmi les raisons évoquées pour expliquer ce phénomène il y a :
- la diminution de la fécondité et la réduction de la taille des familles (mais est-ce une cause ou une conséquence de l'augmentation de l'activité ?)
 - le désir d'indépendance des femmes (mais le travail dans certaines conditions est-il une libération ?)
 - mais plus encore certainement :
 - le désir de valoriser la formation acquise par les femmes jeunes
 - le désir de conserver le salaire de la femme pour améliorer le revenu familial et de répondre ainsi plus facilement aux sollici-

tations pressantes de la société de consommation

- la crainte de quitter l'emploi occupé avant le mariage ou la naissance du premier enfant, en l'absence de certitude de pouvoir retrouver plus tard une activité professionnelle, dans le contexte actuel de contraction du marché de l'emploi.

- [06] : Les effectifs de population agricole de 1954 étaient sans doute beaucoup plus nombreux, il y a eu sous-estimation de la catégorie des aides-familiaux, en particulier classement comme inactives de nombreuses épouses d'agriculteurs-exploitants.
- [07] : Les résultats des Recensements Généraux Agricoles donnent sur ce point des résultats aussi incertains que les Recensements Généraux de Population.
- [08] : Le dépouillement des listes nominatives réalisé dans plusieurs communes amène à la même conclusion exprimée par R. Dion dans : "Travaux et Recherches du Laboratoire de géographie rurale de Lille", Cahier n° 4 : La population de La Couture : "Il est difficile d'établir des statistiques pour le sexe féminin, la profession des femmes étant fort mal mentionnée sur les listes nominatives. Souvent les femmes d'agriculteurs sont déclarées "sans-profession" ; parfois elles sont considérées comme "aides-familiales"."
- [09] : Source : Statistiques et indicateurs des régions françaises. INSEE. Edition de 1975 (Les Collections de l'INSEE, série R. 19/20).
- [10] : Cf. 2° partie, chapitre 1.
- [11] : Effectifs scolaires : 1977/1978 (chiffres arrondis au millier) - public et privé - Source : Rectorat, Académie de Lille.

Cf. tableau page suivante.

Formations générales	Formations technologiques	A.F.P.A. Apprentissage
1° cycle 2° degré : 254	Ens. technologique court :	A.F.P.A. : 4500
dont classe de 3° : 42	- C.E.P., C.A.P., B.E.P. :	Apprentissage : 8000
2° cycle 2° degré 33	77	dont 3500 sus- ceptibles de fi- nir.
dont Terminales : 10	dont 27 en der- nière année (2,3 pour le C.E.P., 13,1 pour le C.A.P. et 11,7 pour le B.E.P.)	
Enseignement supé- rieur :	- Agriculture (C.A.P.A et B.E.P.A)	
50 env. (comp- te-tenu des doubles inscriptions).	3,2 dont 1 en dernière année. Ens. technologique long :	A.F.P.A. : 200
	41,3	
	dont 11,8 en Termina- le et 15,7 pour l'agri- culture.	
	Ens. supérieur :	
	7,8	
	dont 4,5 en B.T.S et 3,3 en D.U.T.	
en milliers	en milliers	

1482

RESUME ET CONCLUSION DU CHAPITRE 2 :

Du tableau que nous venons de dresser, ressort avant tout l'infériorité qualitative et quantitative des structures socio-économiques et socio-culturelles de la population de la région Nord/Pas-de-Calais par rapport aux moyennes nationales.

Dans le domaine socio-économique, l'insuffisance des créations d'emplois nouveaux, compte-tenu des suppressions constantes des emplois dans les houillères et le textile et plus récemment dans la sidérurgie et la métallurgie lourde, compte-tenu également de la montée des jeunes, a provoqué non seulement une inquiétant et persistant chômage, mais surtout le développement de l'émigration dont l'ampleur a entraîné, par contrecoup, la modification des structures par âge et des comportements démographiques régionaux, en même temps qu'elle maintenait la sous-activité féminine.

Certes les femmes de la région Nord/Pas-de-Calais sont de plus en plus nombreuses à exercer une activité professionnelle salariée, et d'autant plus nombreuses que leur niveau de formation professionnelle s'améliore et que leur fécondité se réduit. Pourtant l'écart entre leur taux d'activité et le taux moyen d'activité féminine française continue à se creuser.

Les emplois nouveaux offerts aux femmes l'ont surtout été dans le secteur tertiaire, mais elles s'y sont trouvées en concurrence avec les hommes, car, autre signe de la crise du secteur industriel, le tertiaire est, dans la région, anormalement masculinisé par rapport à la moyenne nationale.

L'importance des inactifs par rapport aux actifs, le poids écrasant de la classe ouvrière et, à l'opposé, la sous-représentation des classes les plus favorisées limitent relativement les possibilités de consommation de la population régionale, ce qui renforce les difficultés de transformation de l'économie du Nord/Pas-de-Calais.

Mais autant que sur le plan des revenus et des structures socio-professionnelles, c'est dans le domaine de l'instruction, de la culture et de la santé que la région est défavorisée.

Bas revenus, bas niveau culturel et sous-équipement médical et sanitaire expliquent la faiblesse de l'espérance de vie à la naissance et la surmortalité infantile.

Mais peut-être ces facteurs sont-ils aussi explicatifs de la forte fécondité régionale et de la jeunesse des structures par âge étudiées dans le dernier chapitre.



Fig : 445 EMPLOIS AU LIEU DE TRAVAIL, POPULATION AU LIEU DE RESIDENCE.
R.G.P. 1975.

Emplois au lieu de travail

 Population au lieu de ré-
 sidence

Moyenne nationale : 40 %, moyenne régionale : 35 %.



Emploi agricole



Emploi industriel

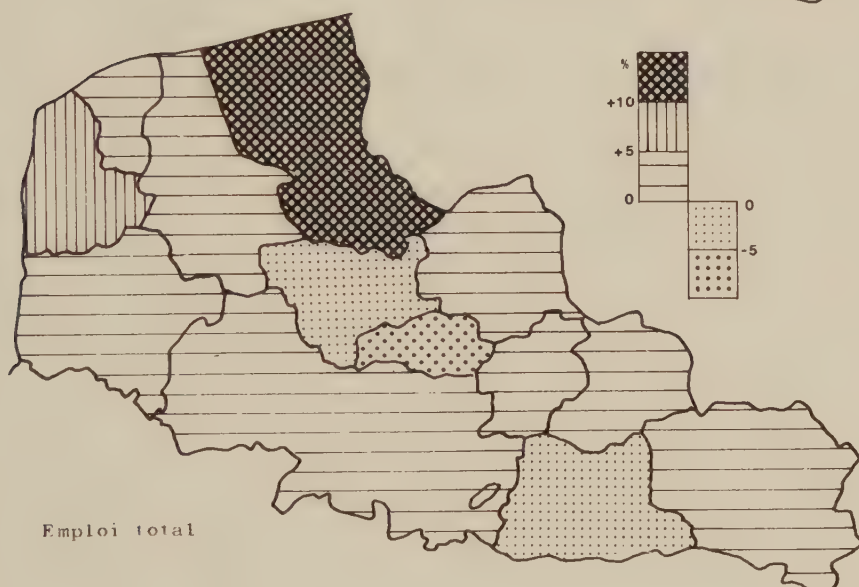


FIG. 446 : VARIATIONS DU NOMBRE DES EMPLOIS (%) AU LIEU DE RESIDENCE PAR ARRONDISSEMENT, ENTRE LES R.G.P. DE 1968 ET DE 1975.

